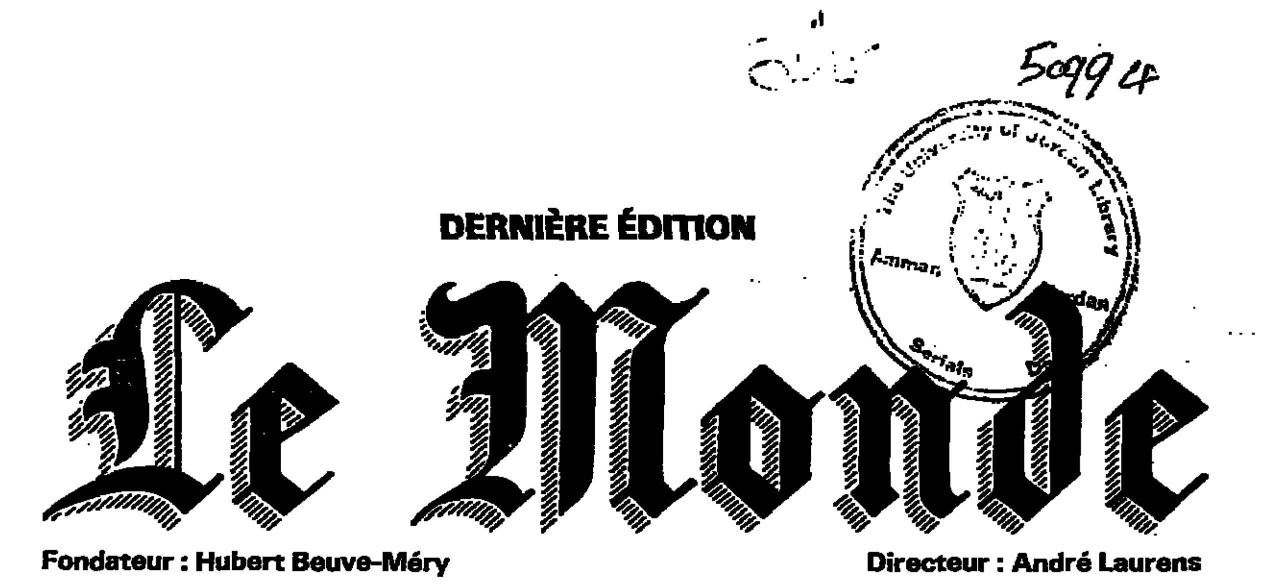



DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12109 — 4,80 F — DIMANCHE 1er-LUNDI 2 JANVIER 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23


# Amorce d'un dégel Est-Ouest ?

**MM. George Shultz et Andrei Gromyko se rencontreront le 18 janvier à Stockholm, à l'occasion de la conférence sur le désarmement en Europe. Cette entrevue pourrait leur donner l'occasion de renouer le dialogue américano-soviétique, mis à mal par quatre mois de crise.**

L'annonce d'une prochaine rencontre entre les deux responsables des diplomaties américaine et soviétique, MM. George Shultz et Andrei Gromyko, aurait pu n'être que banale si elle ne venait couronner une période particulièrement agitée des relations Est-Ouest. Le cadre de cette rencontre sera la conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, généralement présentée sous son sigle abrégé de C.D.E., qui doit s'ouvrir le 17 janvier à Stockholm. C'est le lendemain que le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères doivent avoir un entretien. Cette période avait été ouverte avec fracas par la destruction du Bpeing sud-coréen, le 31 août dernier, par la chasse aérienne soviétique. Sans doute les relations entre les deux Grands n'avaient-elles pas attendu cet épisode particulièrement dramatique, qui devait coûter la vie à deux cent soixante-neuf personnes parmi lesquelles une soixantaine d'Américains, pour prendre en 1983 un tour sensiblement plus tendu. En particulier au fur et à mesure que l'échec des négociations eurostratégiques de Genève devenait probable, puis patent. Mais l'affaire du Boeing devait marquer l'ouverture d'une phase sensiblement plus critique des rappports entre Moscou et Washington, d'autant que le Kremlin avait repoussé avec hauteur toutes les accusations formulées contre lui et contre-attaqué en accusant les Etats-Unis de porter la responsabilité réelle du drame.

Depuis, le dialogue américano-soviétique n'avait cessé d'enregistrer de nouveaux signes de dégradation, même si, en réalité, l'affaire du Boeing n'avait pas provoqué en elle-même la crise internationale majeure que l'on pouvait redouter. Lors de la conclusion de la C.S.C.E. (conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), début septembre à Madrid, l'entrevue entre MM. Shultz et Gromyko — la dernière à ce jour — avait été particulièrement glaciale.

BERNARD BRIGOULEIX ET DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 7.)

**COUP D'ÉTAT MILITAIRE AU NIGÉRIA**

LIRE PAGE 18



# Peugeot marque un point

*En faisant évacuer l'usine Talbot par les forces de l'ordre, le gouvernement montre qu'il s'en tient à l'accord passé avec P.S.A.*

*« Certains avaient la rage au cœur de quitter les lieux »*, confiait le 31 décembre au matin un syndicaliste de l'usine Talbot de Poissy, quelques heures après l'évacuation par les forces de l'ordre de l'établissement illicitement occupé. Le gouvernement a donc attendu trois jours pleins pour faire appliquer, en pleine nuit, ce que rien n'empêchait légalement en vertu de l'ordonnance du tribunal de Versailles.

La direction de P.S.A. a eu gain de cause. Ce n'est certes pas la première fois — tant s'en faut — depuis l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir qu'une usine occupée est évacuée par les C.R.S.. Mais, dans l'affaire Talbot, le symbole est lourd de sens politique. Quelques heures après que MM. Maire, Krasucki et Bergeron eurent demandé au gouvernement de sortir de son apparente passivité et d'intervenir pour favoriser la réouverture de négociations, associant cette fois les syndicats, M. Mauroy a agi avec une soudaine fermeté. A l'inverse des souhaits des syndicats.

M. Georges Granger, secrétaire général de la fédération de la métallurgie C.F.D.T., avait à l'avance averti qu'une intervention policière aurait des *« conséquences négatives »*. Les « grévistes » de Poissy étaient sans doute sous le choc samedi, mais ils faisaient preuve de retenue dans leurs réactions. Indéniablement, M. Mauroy joue gros. Certes, en faisant procéder à l'évacuation après la réunion d'un conseil interministériel, le premier ministre a fait jouer la solidarité ministérielle, « piégeant » ainsi politiquement M. Jack Ralite, ministre communiste de l'emploi, mais il apparaît lui-même ligoté pour ne pas dire tenu par l'accord qu'il a conclu avec P.S.A.. Le gouvernement ne veut plus se déjuger alors qu'il a lui-même négocié, par-dessus la tête des syndicats, cet accord. Il veut apparaître comme le gouvernement de la parole donnée... aux travailleurs peut-être, au groupe Peugeot sûrement. Il est également pris à son propre piège par l'« exemplarité » qu'il a conférée à ce texte par rapport aux restructurations à venir, alors même que la C.G.T., secouée par sa base, a pris de plus en plus de distances, M. Sainjon rappelant le 30 décembre que l'accord *« n'a jamais été négocié ni conclu avec la C.G.T. »*, mais qu'il *« représente un fait que tout le monde est amené à prendre en compte »*.

Il n'en demeure pas moins que, au-delà des répercussions politiques et syndicales — C.G.T. et C.F.D.T. apparaissent plus que jamais à couteaux tirés — et économiques de cet acte d'évacuation, chaque partie dans cette affaire a un peu perdu la face. Le gouvernement, dans le communiqué public à l'issue du comité interministériel, a dû reconnaître que, malgré ses *« sept principaux acquis »*, le texte du 17 décembre n'était pas la panacée. Ainsi, il a apporté quelques ajustements pour faire droit à la requête de certains immigrés de bénéficier — dans des conditions qui restent floues pour l'heure — de l'aide au retour et pour « adapter », *« en liaison avec les organisations syndicales »*, certaines propositions de reconversion *« aux cas particuliers constatés »*.

Côté syndical aussi, C.G.T. et C.F.D.T. ont le profil bas. La C.G.T. s'est heurtée aux réserves et aux oppositions de sa base, principalement chez les immigrés. La C.F.D.T. est apparue coincée entre son maximalisme sur le terrain et son réalisme au niveau confédéral. Cependant, MM. Maire et Granger ont quelque peu recentré leur langage le 30 décembre en expliquant que leur refus des licenciements à Poissy ne saurait être identifié à une négation du problème des sureffectifs qui se pose tant chez Talbot que dans l'ensemble de l'industrie automobile. La C.F.D.T. veut mettre en avant la nécessité de trouver d'autres solutions que les licenciements pour régler la question des sureffectifs, pensant que, si elle cède à Poissy, une brèche sera ouverte dans laquelle s'engouffreront nombre d'entreprises et secteurs en crise. D'une certaine façon, le groupe P.S.A. perd ainsi la face puisqu'il a dû concéder mille licenciements en moins et un dispositif social mais — et la décision de vendredi matin de ne plus assurer le versement des salaires à compter du 2 janvier si l'occupation se poursuivait le montre — il demeure dans une large mesure maître de son jeu, n'hésitant pas à faire preuve d'une fermeté qu'il a déjà employée dans le passé. C'est maintenant lui qui rappelle le gouvernement au respect de ses engagements.

Quoi qu'il en soit, rien n'apparaît réellement réglé après la décision d'évacuation, jugée *« tout à fait regrettable »* au demeurant, samedi matin, par M. Claude Poperen, membre du bureau politique du parti communiste. P.S.A. marque un point. Les syndicats en perdent un et ils ne se priveront pas d'intensifier la pression pour l'ouverture de nouvelles négociations. Mais la tension demeure vive. Chacun campe sur ses positions. Le risque existe dès lundi ou mardi, lors du redémarrage éventuel de l'usine, que l'on revienne à la case départ.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire nos informations page 15.)

## L'AFFAIRE ELF-ERAP

# Le rôle-clé d'un consortium d'intérêts étrangers

Affaire « à la Tintin » ou affaire d'État ? De la farce, le malheureux dossier dit des avions renifleurs a jusqu'ici toutes les apparences, à cause de son titre, d'abord imaginé par *le Canard enchaîné*, puis en raison des détails peu à peu dévoilés, tant sur ses protagonistes — un comte belge, un ingénieur alchimiste italien, un avocat d'affaires ex-membre des services secrets entre autres... — que sur les conditions de son dénouement : expérience truquée, rapport « au canon » d'un physicien concluant à l'« escroquerie », etc. Ainsi l'a emporté peu à peu une version tragi-comique de l'affaire, simple filouterie montée par deux habiles farfelus ayant joué pendant trois ans l'un des premiers groupes français et les plus hautes autorités de l'État, lesquels, affolés par le ridicule possible, ont fait disparaître imprudemment toute trace de leur *« incroyable légèreté »*, pour reprendre l'expression du porte-parole du gouvernement. Est-ce si simple ? Cette thèse laisse en suspens plusieurs questions troublantes : M. Guillaumat, alors président d'ELF-ERAP, polytechnicien, père du nucléaire et de la politique pétrolière française, n'est pas un « Tintin ». Comment a-t-il pu se laisser entraîner et abuser de la sorte ? Son successeur, M. Albin Chaladon, fin politique et homme d'affaires d'expérience, ne l'est pas plus, qui prend soin de demander pour la poursuite de l'opération des confirmations écrites du gouvernement. Comment celui-ci a-t-il pu accepter de se « mouiller » de la sorte dans une opération dont il ne contrôlait rien, sans avertir — si la thèse du secret industriel et militaire tient — les autorités de tutelle (les ministères de la défense et de l'industrie) ? Comment a-t-il pu conduire enfin le président de la Cour des comptes, haut magistrat d'expérience et de compétence indiscutables, à commettre deux ans après une faute aussi lourde que la destruction d'un rapport confidentiel, faute qui risquait de lui coûter une condamnation déshonorante ? Contradictions, mystères. Plusieurs éléments nouveaux permettent d'éclairer aujourd'hui d'un jour différent cette affaire, en même temps qu'ils donnent quelque lumière sur une question de fond, elle aussi non résolue : où sont passés les 450 millions de francs perdus par ELF ?

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 9.)

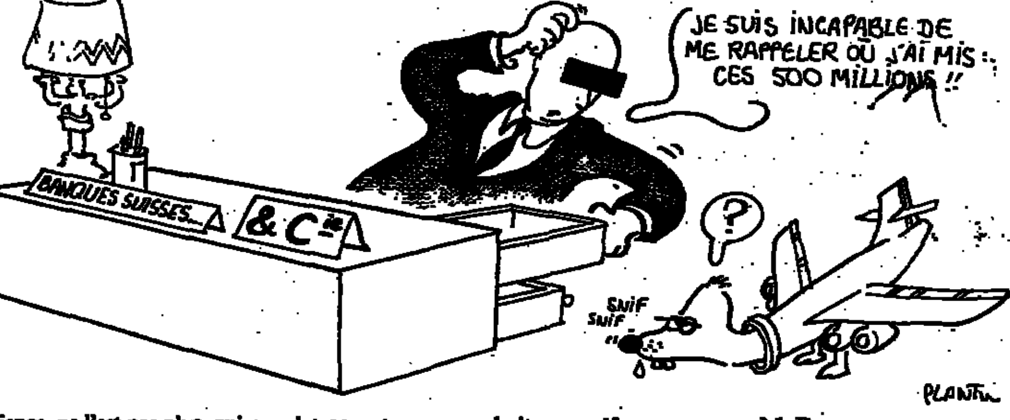
# Un procès d'incompétence

Quel est le solde de l'affaire dite des « avions renifleurs » ? Le premier ministre — qui a l'intention de rendre public, lundi 2 janvier, au cours d'une conférence de presse, le rapport de la Cour des comptes — souhaite manifestement y mettre un terme, plutôt que de la prolonger en une partie de jeu de quilles. Pourtant, ce jeu, que le gouvernement a déclenché, existe. Et nul ne peut dire si son impact sera durable ou éphémère. A ce jour, donc, deux questions se posent, et trois leçons peuvent être tirées.

Qui est atteint, et qui profite de ce que M. Barre nomme une opération *« misérable et méprisable »* ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)




## AU JOUR LE JOUR

# Vieux

*Fin d'année, fin de carrière et fin de vie : on vient d'arrêter, dans le Val-d'Oise, un homme âgé de quatre-vingt-trois ans qui tentait de monnayer des bons du Trésor volés... à une octogénaire.*

*Il y a une soixantaine d'années que cet homme, né avec le siècle est, comme on dit, bien connu des services de police. Condamné en 1925, il fut bagnard à Cayenne jusqu'en 1946. Des générations de policiers et de magistrats auront planché sur son épais casier judiciaire.*

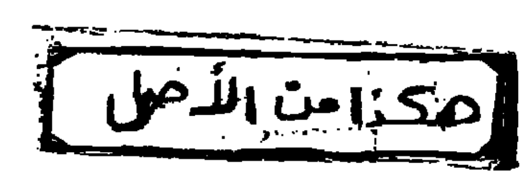
*C'est un exemple étonnant, de continuité et de vitalité de ces vieux qui n'arrivent pas à « raccrocher ». Halte à la délinquance du troisième âge qui terrorise nos vieux !*

BRUNO FRAPPAT.

## A nos lecteurs

**A compter du lundi 2 janvier 1984 (numéro daté du 3 janvier), le prix de vente du *Monde* sera porté de 3,80 à 4 F. Le prix du numéro de fin de semaine (daté dimanche-lundi) sera modifié ultérieurement.**





# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Dimanche 1er janvier.** – *Strasbourg :* la France prend la présidence du Conseil européen. – *Pologne :* hausse des prix alimentaires ; appel à la grève de Solidarité clandestine ; dix-septième *Journée mondiale de la paix.* – Départ du 6e rallye Paris-Alger-Dakar.

**Mercredi 4 janvier.** – *Paris :* visite du ministre indien de l'industrie et de la recherche, M. Tiwari.

**Samedi 7 janvier.** – *Equateur :* Réunion de la conférence économique latino-américaine.

## CORRESPONDANCE

### Comment soigner les victimes de tortures ?

*M. Pascal de Pury, membre du conseil exécutif de l'Association internationale contre la torture (case postale 207 1211 Genève 16), nous écrit à propos de l'article que nous avons publié sous le titre : « Le service antitorture de l'hôpital de Copenhague »* (le Monde *daté 11-12 décembre).*

Le travail réalisé à Copenhague par Mme Genevke est un travail remarquable qui mérite intérêt et éloges. Cependant nous croyons aussi qu'il n'est pas sans inconvénients et en tout cas sans risques. Il n'est, en somme, pas une panacée. (...)

Bien que le centre de Copenhague soit le seul centre spécialisé installé dans un grand hôpital européen, il est tout à fait faux de donner l'impression à vos lecteurs que seule l'existence de tels centres soit à même d'aider les victimes de la torture. En Europe même, beaucoup de travail a été accompli par des soignants individuels ou en groupes, dans de nombreux pays, sans avoir recours à des structures spéciales. Mais, surtout, c'est dans les pays où l'on torture (par exemple au Chili, en Argentine, aux Philippines) que des équipes et des soignants travaillent intensément et avec succès, dans la discrétion et même la clandestinité forcées. Ils ont réhabilité des dizaines et des centaines de victimes de la torture qui sont restées dans leur milieu familial ou social. Ils ont accumulé une expérience qui ne trouve pas encore d'éditeur dans nos pays lorsqu'ils veulent la faire connaître. Naturellement, leurs besoins matériels, financiers et humains sont énormes.

L'idée de « former » des médecins du tiers-monde au style et aux méthodes de travail élaborées au Danemark soulève de nombreuses questions. La moindre n'est pas de voir qu'encore une fois le centre veut faire bénéficier la périphérie de sa science. Les réalités dans chaque pays sont très différentes, et partout l'expérience acquise mérite d'être échangée. Si le Fonds des Nations unies doit servir à des colloques et séminaires sur le sujet de la torture – le séminaire de Genève souhaitait qu'il serve surtout à l'aide concrète aux victimes et à leurs proches, dans les pays de torture, – il serait souhaitable de les concevoir comme des échanges d'expériences et non pas des lieux de « formation » à une optique et une conception médicale du problème particulièrement européennes et techniquement sophistiquées.

### A propos du procès Messadegh

*Deux lecteurs apportent des compléments d'information à l'article de Paul Balta, publié à l'occasion du trentième anniversaire du procès de Mossadegh (* le Monde *daté 18-19 décembre).*

*M. Frank Pichard nous écrit :*

« C'est à Neuchâtel et non à Genève que Mossadegh a soutenu sa thèse de doctorat en droit le 1er mai 1914. Il est très intéressant quant aux événements de 1951 de voir que Mossadegh n'a pas agi sur un coup de tête, sans réflexion. Il développa, en effet, dans sa thèse, une théorie de l'intérêt national, de la légitimité de l'expropriation, qu'il saura appliquer quarante ans plus tard.

» Détail amusant, Mossadegh a failli devenir citoyen suisse. Son dossier était complet (dossier compliqué, à trois étages : en Suisse, il faut obtenir l'accord de la commune, du canton, enfin de la Confédération). Mais Mossadegh renonça – en cours de route il venait d'être nommé ministre, – et partit sans délai pour la Perse.

*Pour sa part, Mme Esmeniaud, petite-nièce du juriste qui conseilla Mossadegh, nous signale qu'il s'appelait Gilbert Gidel et non Charles, prénom de son père, également universitaire.*

## IL Y A VINGT-CINQ ANS

# Les « barbudos » entrent à La Havane

La Havane, 1er janvier 1959, 2 h 30 du matin : un appareil décolle de la piste militaire du camp Columbia. A son bord, Batista et une quarantaine de dignitaires d'un régime qui s'écroule, ministres, officiers supérieurs, hauts fonctionnaires de la police, et leurs familles. Destination : Saint-Domingue. Batista, maître de Cuba depuis son coup d'Etat de mars 1952 appuyé par les États-Unis, prend la fuite et cherche refuge chez son ami Trujillo, dictateur de la République Dominicaine. Les Américains ne veulent plus de lui...

En sept ans, Batista a transformé La Havane en capitale du jeu, de la prostitution et de la corruption. Ses comptes en banque à l'étranger sont bien fournis. Cet ancien sergent sténographe de l'armée est un homme rusé. Soutenu par Roosevelt, il a déjà été une première fois au pouvoir de 1933 à 1944 : une période marquée de mesures positives. De retour en 1952, il est devenu le prototype du tyranneau cruel, sans scrupules et jouisseur.

Il laisse derrière lui une troupe qui fait face comme elle peut aux assauts de l'armée rebelle de Fidel Castro. A l'est, Santiago-de-Cuba est encerclée. Au centre, Santa-Clara, capitale de la province de Las Villas, est investie par les forces de Che Guevara, commandant de la huitième colonne. Camilo Cienfuegos avance avec ses hommes le long de la côte au nord de cette même province. Les communications militaires sont coupées entre La Havane et Santiago, 1 000 kilomètres plus à l'est.

### Quelques centaines d'hommes

Militairement parlant, les forces rebelles sont dérisoires : quelques centaines d'hommes, face aux milliers de soldats bien équipés de l'armée régulière qui dispose encore de chars et surtout d'une aviation. Quand Guevara a commencé sa marche vers Las Villas pour tenter de couper l'île en deux, il avait moins de cent cinquante guérilleros avec lui. Mais les miliciens barbus du *Mouvement* du 26 juillet (1), l'organisation fidéliste, ont pour eux la foi, une volonté farouche de vaincre, et ils trouvent souvent sur leur passage le soutien actif des populations civiles. Il reste que, après trois années de guérilla, la disproportion des forces est exorbitante.

Ils ont certes résisté victorieusement à la grande offensive lancée par Batista en mai 1958 : dix-sept bataillons avec des chars, bénéficiant d'un soutien aérien et naval, engagés dans l'« opération Été » (2). Objectif : la sierra Maestra, ce massif montagneux et boisé proche de Santiago où Fidel Castro a installé son quartier général. Il s'agit, pour les forces régulières, de couper les voies d'approvisionnement des rebelles, de les encercler et de les submerger. Elles progressent rapidement, dans un premier temps, et le territoire contrôlé par Fidel Castro se réduit comme une peau de chagrin. « *A tel point,* dira-t-il plus tard, *que nous ne pouvions plus imaginer d'aller plus loin.* » Puis la chance tourne.

Le rebelle recule, mais il est insaisissable. Il harcèle les unités isolées. L'aviation, incapable de discerner loyalistes et insurgés, lâche son napalm sur les réguliers. Les embuscades incessantes démoralisent la troupe, dont le commandement est, d'autre part, déchiré par des rivalités personnelles. L'armée massacre ses prisonniers. Les soldats capturés par les rebelles sont relâchés. Les troupes de Batista quittent la sierra Maestra. L'« opération Été » est un échec cuisant pour le gouvernement.

De son nouveau quartier général de La Plate, Fidel Castro lance au début de septembre Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos vers l'ouest, vers Las Villas et La Havane. La phase de la guérilla est terminée. La rébellion sort de son réduit de la sierra Maestra. Mais c'est encore l'audace qui reste son arme majeure.

Ernesto Guevara, cet ancien médecin argentin qui a rallié les maigres rangs de Fidel Castro lorsque celui-ci préparait au Mexique l'expédition du *Granma* (3), se révèle en particulier un exceptionnel chef de guerre. Il souffre de graves crises d'asthme, mais se déplace le plus souvent à pied, ses véhicules ayant été détruits au cours d'un raid aérien dès le début de cette « longue marche » qui va le conduire de la sierra à la bataille décisive de Santa-Clara. Dès le 7 septembre, il a traversé la rivière Jobabo et atteint la province de Camaguey. Les conditions de cette progression sont aussi mauvaises et difficiles que celles des « jours noirs » de la sierra Maestra.

### La colonne de Camilo Cienfuegos

La colonne de Camilo Cienfuegos – qui est parti, lui, avec moins d'une centaine d'hommes – fait parfois route commune avec celle de Guevara. Elle éprouve les mêmes difficultés. « *Quinze jours de marche,* écrit Camilo dans un rapport, *quinze jours dans l'eau et la boue jusqu'aux genoux. Nous nous déplaçons la nuit pour éviter les embuscades. Pendant les trente et un jours que nous avons mis pour traverser la province de Camaguey, nous avons mangé seulement onze fois...* »

Dessin de ROUIL.

L'audace, la prudence, une stratégie intelligente, des chefs de colonne comme Guevara et Cienfuegos, adorés de leurs hommes parce qu'ils prennent tous les risques et sont toujours au premier rang : ce ne sera pas suffisant. Batista, symbole de cette dictature corrompue qu'ils haïssent, va leur échapper. Ils ne le savent pas encore.

Dans le quadrimoteur qui l'emmène vers Saint-Domingue, Batista remâche sa rage et son dépit. A ses familiers qui l'accompagnent, il se plaint amèrement d'avoir été « abandonné » par les Américains. Le 17 décembre, l'ambassadeur des Etats-Unis, Smith, est venu le voir au palais présidentiel pour lui dire que le département d'Etat considérait qu'il ne pouvait plus maintenir le contrôle de l'île et que son départ pourrait éviter un bain de sang. L'ambassadeur ajouta qu'il était exclu que les Etats-Unis interviennent militairement pour le sauver.

Pourtant, la C.I.A. n'est pas inactive. Elle a tenté de mettre sur pied une opération qui implique sans doute la mise à l'écart de Batista, mais dont l'objectif est d'éviter, si c'est encore possible, une victoire des forces du Mouvement du 26 juillet. Depuis que le journaliste américain Herbert Matthews avait rencontré Castro dans son repaire de la sierra Maestra et publié un article retentissant dans le *New York Times* du 24 février 1957, le chef de la rébellion n'était plus un inconnu à l'étranger. Très impresssionné par la personnalité de Fidel, Matthews en avait brossé un portrait très sympathique. En outre, abusé par Castro sur le nombre exact de ses combattants – c'était de bonne guerre, – Matthews donnait l'impression que la guérilla était beaucoup plus puissante qu'en réalité. Cette opération de relations publiques, voulue et organisée par Fidel lui-même, eut deux conséquences. A Cuba même, l'impression qu'il était un vainqueur virtuel incita beaucoup de Cubains, surtout dans les villes jusqu'alors très mal informées et plutôt indifférentes au combat anonyme des *barbudos* dans la sierra, à se ranger, au moins moralement, du côté des rebelles. Aux États-Unis, Fidel devint un héros généreux, idéaliste et désintéressé, qui voulait renverser un régime soutenu par les Etats-Unis, mais manifestement corrompu et injuste. Cette « image » de Fidel reste valable pour la majorité de l'opinion américaine jusqu'en 1959.

### Fidel communiste ?

L'analyse est bien différente à la Maison Blanche, dans l'administration et au Pentagone. Interrogé par le département d'État, l'ambassadeur Smith a affirmé que, de son point de vue, Fidel Castro et son mouvement « *sont communistes* ». De hauts fonctionnaires de l'administration se sont réunis à Miami avec des responsables de la C.I.A. et un ancien ambassadeur américain, William Pawley (un homme d'affaires qui a fondé les lignes aériennes cubaines dans les années 20) (4). Pawley se rend à La Havane, offre à Batista de se retirer à Daytona-Beach, aux Etats-Unis, et suggère la formation d'un gouvernement composé de militaires « libéraux », dont le colonel Barquin. Pawley doit cependant admettre qu'il n'a pas autorité pour affirmer que le gouvernement de Washington va soutenir cette combinaison de dernière minute. De toute façon, Batista refuse.

De leur côté, certains généraux complotent dans l'ombre sans en référer à l'ambassade américaine, mais avec ce même fol espoir d'éviter encore une victoire militaire de la rébellion. Ils imaginent de mettre Batista dans un avion pour l'exil et de reprendre les choses en main. Les palabres échouent. Et c'est Batista qui décide des mutations militaires. Manœuvre désespérée. Il est aux abois. La preuve : il autorise (5) le général Cantillo à « *prendre contact* » avec Fidel Castro « *pour voir ce qu'on peut faire* ».

L'entrevue Fidel-Cantillo a lieu le 28 décembre, à la centrale sucrière Palma, dans l'Oriente. Fidel exige avant tout que Batista et les « criminels de guerre » ne puissent prendre la fuite. Carlos Franqui, ancien directeur de *Radio-Rebelde* et du journal *Revolucion*, a raconté cet épisode étonnant (6). Cantillo retourne à La Havane. Quand il apprendra la fuite de Batista, Castro s'écriera : « *On a manigancé un mini-coup dans le dos du peuple. Cantillo nous a trahis...* »

### Panique et confusion

Dans cette nuit de la Saint-Sylvestre, où tout bascule, personne n'est encore au courant du départ soudain du dictateur. Jules Dubois, correspondant du *Herald Tribune*, avait été alerté par des rumeurs dans la soirée du 31 décembre, mais il n'obtiendra une confirmation qu'au matin du 1er janvier. Le général Cantillo, nommé par Batista nouveau commandant en chef de l'armée, annonce à la radio que le Dr Carlos Piedra, président de la Cour suprême, est nommé président de la République. A La Havane, c'est la stupéfaction et l'allégresse. A Washington, une réunion vient de se terminer au Pentagone. Tous les assistants sont tombés d'accord pour estimer que Castro n'est pas « *the right man* » pour Cuba ; mais que faire d'autre sinon un débarquement des « marines » – hypothèse exclue – pour changer le cours du destin ? Aucune décision n'a été prise.

Au cours des dernières heures, Guevara s'est pratiquement emparé de Santa-Clara (150 000 habitants) au cours de violents combats de rue et après avoir pris d'assaut un train blindé. Les chasseurs Sea Fury, livrés deux semaines plus tôt par la Grande-Bretagne malgré les protestations de Castro, bombardent la ville. Seule une caserne résiste encore. Pour les rebelles, c'est cette fois une véritable victoire militaire. Pourtant, les éléments avancés des colonnes rebelles ne font leur entrée à La Havane que le 2 janvier à l'aube.

La journée du 1er janvier est marquée dans la capitale par la confusion, l'indécision, les ultimes manœuvres des hommes du régime, la panique des policiers et des tortionnaires abandonnés par Batista et qui cherchent des refuges, l'apparition des ralliés de la onzième heure, et un semblant d'ordre assuré par des jeunes gens enthousiastes mais qui ne se réclament pas tous du Mouvement du 26 juillet.

Le pouvoir est à prendre. Mais les fidélistes ne l'occupent pas encore. De la sierra Maestra, Fidel a multiplié depuis des mois les contacts et les accords tactiques avec les communistes du P.S.P. (parti socialiste populaire, le « vieux » parti communiste cubain), longtemps réticents sinon très hostiles à la lutte armée et au Mouvement du 26 juillet, avec les dirigeants du Directoire révolutionnaire de Faure Chomon, une organisation essentiellement universitaire qui a courageusement – et inutilement – attaqué le palais de Batista le 13 mars 1957.

### Un triomphe

Les militants du Directoire ont continué des actions de sabotage jusqu'en 1959 et ils ont, comme les communistes, de petits maquis dans l'Escambray, qui ont collaboré avec la colonne de Guevara. Fidel estime que son mouvement est majoritaire, mais il se méfie de tous et il n'entend pas laisser échapper une victoire politique et militaire qu'il veut totale. De son Q.G. de Palma-Soriano, il donne, le 1er janvier, l'ordre aux rebelles d'avancer sur La Havane et Santiago. Il réclame une reddition inconditionnelle. Il lance un ordre de grève générale. Il demande à Cienfuegos d'occuper le camp Columbia et à Guevara de prendre en charge le camp militaire de La Cabana.

A Santiago, l'assaut est inutile. Le colonel Rego décide de se rendre. Mais, à Columbia, c'est le colonel Barquin, le chef des officiers libéraux du putsch raté de 1956, qui apparaît, libéré de sa prison de l'île des Pins. Dans les casernes, des milliers de soldats désemparés errent, encore indécis.

Dans les rues de la capitale, c'est le chaos et le pillage. La fureur de la foule se porte contre les symboles de la corruption organisée par Batista. Les casinos des hôtels sont envahis, les machines à sous détruites. Les immeubles du gangster Masferrer (dont les célèbres hommes de main, les Tigres, vont livrer un baroud d'honneur) sont attaqués. Il y a peu de victimes. Les miliciens en brassard rouge et noir rétablissent l'ordre. La grève générale, ordonnée par Castro et soutenue par les communistes, est effective. La Havane, « *bordel de l'Amérique* », brûle avec ses salles de jeux, ses dancings géants, ses tripots, fiefs de bandes de gangsters autorisés par Batista. La « *moralité* » est, en 1959 encore, la première motivation des fidélistes. L'ambassadeur Smith téléphone au camp Columbia : il demande un sauf-conduit pour Porfirio Rubirosa, ambassadeur de Trujillo à La Havane...

Le 2 janvier, à 4 heures du matin, Guevara occupe La Cabana, une forteresse-prison qui domine la baie de La Havane. Camilo Cienfuegos entre à Columbia et prend le commandement. Les milliers de soldats de Batista fraternisent avec les quelque cinq cents *barbudos* de Camilo, qui a une tête de Christ sous son chapeau de paille de paysan. Dans les rues, les soldats rebelles sont assaillis, embrassés par la foule en délire. Mais les *barbudos* ne boivent pas, ne pillent pas, se comportent de manière irréprochable. A l'image de leur chef, Camilo, souriant, affable, qui va devenir l'homme le plus populaire de *Cuba*, après Fidel.

Les miliciens du Directoire occupent, eux, le palais présidentiel et l'université, et n'ont pas l'intention d'en partir. Il faudra une négociation délicate menée par Guevara et un discours menaçant de Fidel pour les inciter à se rallier.

Fidel Castro n'arrive à La Havane que le 8 janvier. De Santiago, il s'est hâté lentement, s'arrêtant dans les bourgades et les villes, multipliant les discours. Il prépare son entrée, qui est triomphale. « *Merci Fidel !* », hurle La Havane. Et il répond à la foule : « *Le plus dur reste à faire...* » Vingt-cinq ans ont passé. Qui pouvait imaginer, le 1er janvier 1959, que cette révolution allait provoquer de tels bouleversements et devenir une pièce essentielle du conflit Est-Ouest ?

Camilo Cienfuegos est mort en octobre 1959, disparu en mer, mystérieusement, au cours d'un vol entre Camaguey et La Havane. On ne l'a jamais retrouvé. Guevara est mort en octobre 1967, en Bolivie, au bout de son rêve de guérillero internationaliste. Carlos Franqui est en exil, comme tant d'autres acteurs de l'épopée de la sierra, qui s'achevait le 1er janvier 1959. Mais cela est une autre et très longue histoire.

**MARCEL NIEDERGANG.**

(1) En souvenir de l'attaque manquée de la caserne Moncada de Santiago-de-Cuba, le 26 juillet 1953, par un commando dirigé par Fidel Castro.

(2) *Cf. Cuba, the Pursuit of Freedom*, de Hugh Thomas. Eyre and Spottiswoode, Londres, 1971.

(3) C'est à bord du petit yacht *Granma* que Fidel Castro et quatre-vingt-deux hommes débarquèrent, venant du Mexique, le 2 décembre 1956 sur les côtes cubaines. Ils se retrouvèrent à une douzaine seulement dans la sierra Maestra.

(4) *Cuba, the Pursuit or Freedom*, idem.

(5) Batista a nié ultérieurement avoir donné son accord à cette entrevue.

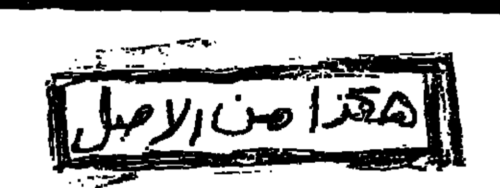
(6) *Cf. Journal de la révolution cubaine*, de Carlos Franqui. Editions du Seuil, Paris, 1976.

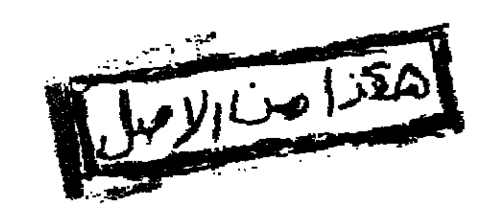

**LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER**

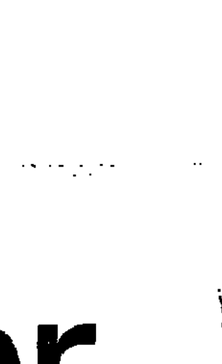
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $ ; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

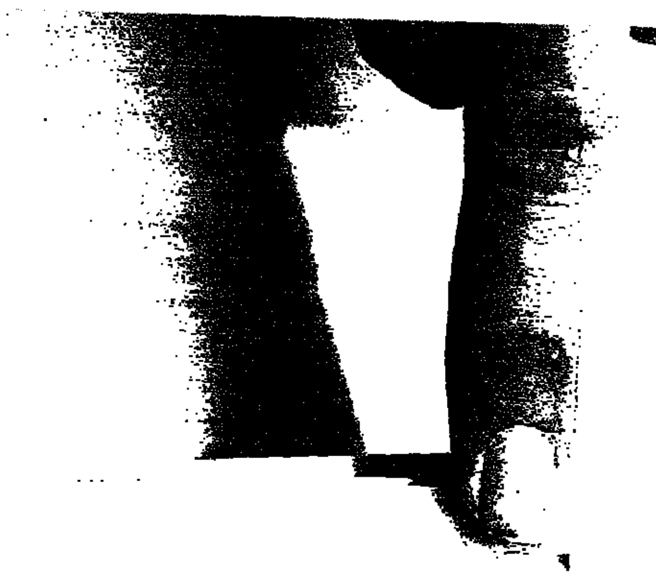
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23









# Étranger

## L'AUSTÉRITÉ EN ISRAËL

### Le ministre des finances reste partisan de renoncer à la construction de dix-huit nouvelles colonies dans les territoires occupés

*De notre correspondant*

Jérusalem. — En Israël, la trêve des confiseurs ne dure que le temps du repos sabbatique. Le gouvernement a siégé en séance extraordinaire vendredi 30 décembre et devait se réunir à nouveau dimanche 1er janvier, afin d'examiner les grandes lignes du projet de budget élaboré par le ministre des finances, M. Cohen Orgad (*le Monde* du 30 décembre) pour la prochaine année financière (avril 1984 - mars 1985).

L'intention prêtée au grand argentier — et non démentie — de proposer au cabinet Shamir, par souci d'économie, un « gel » temporaire des implantations juives dans les territoires arabes occupés, avait fait souffler mercredi un vent de fronde dans les rangs de la coalition au pouvoir. Les apaisements ambigus fournis par le premier ministre aux petits partis nationalistes et religieux ne semblent pas signifier un désaveu de ce projet idéologiquement sacrilège aux yeux de la droite annexionniste.

M. Cohen Orgad est revenu à la charge vendredi en indiquant qu'il pourrait être indispensable de renoncer à la construction prévue pour l'an prochain de dix-huit nouvelles implantations. Le ministre a, en outre, confirmé son projet d'introduire une *« vignette d'éducation »* — autrement dit, un droit d'inscription dans les écoles — *variable selon les niveaux de scolarité.* Cette mesure briserait un autre tabou de la société israélienne : la gratuité de l'enseignement secondaire.

A court terme, on a évité une crise gouvernementale. Le *« plan-cadre »* soumis par M. Cohen Orgad à ses collègues n'est pas un programme détaillé mais plutôt une déclaration d'intention. Le ministre se contente d'y prescrire les remèdes qui accompagneront la cure d'austérité à laquelle il entend soumettre Israël — baisse du niveau de vie, compressions budgétaires, réduction des importations, — assortie de quelques objectifs chiffrés : les salaires chuteront de 12 %, le niveau de vie de 8 %, les dépenses de l'Etat de 1 milliard de dollars et les importations d'autant.

Le plan du Trésor repose sur une double priorité : juguler le déficit commercial et réduire la dette publique. Celle-ci représente actuellement 23,5 milliards de dollars. La restauration du crédit international d'Israël, estime M. Cohen Orgad, est à ce prix. Il espère aussi en une relance de la production. La flambée des prix n'est toujours pas son souci essentiel. Il juge plus vital de restaurer d'abord la balance des paiements.

Aussi n'est-il pas surprenant d'entendre les experts prévoir que, d'ici un an, l'inflation atteindra 280 %, que le dollar triplera de valeur par rapport au shekel, la monnaie nationale, et que le nombre de chômeurs passera de trente mille à cent mille (soit 8 % de la population active). M. Cohen Orgad, qui voit loin, a inscrit son programme de restrictions budgétaires dans un plan s'étalant jusqu'en 1987.

Le conflit entre M. Cohen Orgad et plusieurs autres ministres ne pourra être longtemps différé. Car les pourparlers, chapitre par chapitre, entre le Trésor et les différents départements débuteront bientôt. D'ores et déjà, le ministre des finances essaie d'inculquer à ses collègues l'idée que les sacrifices qu'il leur demande sont inéluctables. Les syndicats, quant à eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Le secrétaire général de la centrale Histadrout, M. Yeroham Meshel, a prévenu que *« les mesures prônées par le Trésor ne passeraient pas »*.

L'homme de la rue ne semble guère croire aux chances de réussite du ministre des finances, du moins si l'on en croit un sondage publié jeudi 25 décembre par le journal *Haaretz* et selon lequel 70,5 % des Israéliens pensent que *« le gouvernement n'a plus la maîtrise de la situation économique »*. Ce désenchantement du public n'est pas l'indice le moins inquiétant pour l'équipe au pouvoir.

J.-P. LANGELLIER.

## L'opposition grandit au Congrès contre le maintien des troupes américaines au Liban

*De notre correspondant*

Washington. — M. Reagan n'entend pas céder à la pression qui grandit au Congrès en faveur d'un rappel rapide des « marines » de Beyrouth. *« Le président*, a-t-il fait dire vendredi 30 décembre par son porte-parole, *a le sentiment que sa politique est bonne et a l'intention de s'y tenir. »* Sans cesse réaffirmée, cette « intention » est sans doute réelle, mais la question est de savoir si M. Reagan aura longtemps les moyens de la faire respecter.

La déclaration du porte-parole répond en effet aux prises de position de plusieurs membres du Congrès parmi les plus influents qui ont prôné ces derniers jours une importante réduction de la période pour laquelle le président avait été autorisé, en septembre, à maintenir le contingent américain au Liban. M. Reagan avait alors obtenu un délai de dix-huit mois au terme d'une dure bataille avec la Chambre des représentants et le Sénat qui souhaitaient appliquer les prérogatives que leur donne la « loi sur les pouvoirs de guerre » et obtenir le rappel immédiat des troupes.

Ces dix-huit mois avaient donné à M. Reagan une liberté d'action jusqu'après l'élection présidentielle de novembre 1984. Deux hommes l'avaient soutenu : le leader de la majorité républicaine du Sénat, M. Baker, et surtout le speaker de la Chambre des représentants, M. O'Neill, un démocrate qui avait obtenu de ses amis majoritaires à la Chambre qu'ils votent le compromis dont il avait été l'artisan. M. O'Neill avait été critiqué dans plusieurs secteurs de son parti, et par de nombreux éditorialistes libéraux, pour avoir soutenu M. Reagan. Il s'était défendu en soulignant qu'il n'avait pas pour autant donné un blanc-seing au président, et avait créé un groupe de parlementaires chargés de suivre « attentivement » l'évolution de la situation libanaise.

M. O'Neill, laissant entendre qu'il était désormais favorable à un retrait du contingent dans six mois au plus tard, vient d'annoncer qu'il réunirait, mardi prochain, son *« groupe de surveillance »* en attendant la rentrée du Congrès, le 23 janvier.

Ce retournement de M. O'Neill représente une grave menace pour M. Reagan, car, sans l'appui des démocrates modérés, il n'a plus de majorité à la Chambre pour sa politique libanaise.

### M. Reagan en mauvaise posture

Ce rebondissement était prévisible depuis la publication, mercredi, du rapport du Pentagone sur les circonstances de l'attentat d'octobre contre les « marines » à Beyrouth. Ce rapport (*le Monde* du 30 décembre) constituant une dénonciation en règle par l'armée elle-même de l'engagement militaire américain au Liban, un nouveau compromis avec M. O'Neill sera très difficile à dégager.

La situation est d'autant plus délicate pour le président que le leader de la majorité républicaine du Sénat, M. Baker, a déclaré, à Miami avoir demandé au secrétaire d'Etat, M. Shultz, de réviser la politique libanaise d'ici à la fin janvier, sous peine de devoir faire face à une révolte du Congrès.

Mardi, le chef de la minorité républicaine de la Chambre des représentants, M. Robert Michel (Illinois), a suggéré de *« prendre en considération un retrait de nos troupes* (...) *en maintenant notre flotte au large, et en laissant Israël trouver une solution par les moyens qu'il choisira au problème libanais »*.

C'est exactement la position des idéologues de la nouvelle droite — aujourd'hui déçus par M. Reagan — mais qui ne se dissimulent pas que la conséquence de ce choix serait presque inévitablement une guerre entre Israël et la Syrie pour le partage du Liban. Le maigre espoir d'une paix obtenue par des négociations approuvées par M. Arafat entre la Jordanie et Israël serait alors enterré.

Mais ce qui est en jeu dans cette augmentation de la pression parlementaire, c'est moins l'avenir du Proche-Orient que la conquête de l'opinion publique américaine en année électorale.

BERNARD GUETTA.

## Angola

### Luanda dément que les derniers bombardements sud-africains aient atteint le quartier général de la SWAPO

L'offensive sud-africaine contre les bases de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), situées en territoire angolais, et notamment le raid lancé jeudi 29 décembre par l'aviation de Pretoria (*le Monde* du 31 décembre), continue de susciter des réactions défavorables de la part de plusieurs capitales étrangères. Pour la deuxième fois en trois jours, la France a condamné les opérations sud-africaines *« contre un Etat souverain, l'Angola »*.

Réaction identique à Londres où un communiqué du Foreign Office, publié vendredi, indique : *« Nous ne pouvons que déplorer cette dernière action sud-africaine, et la perte de vies humaines qui en a résulté. Nous estimons que le retrait des troupes sud-africaines et de toutes les troupes étrangères d'Angola améliorerait les perspectives de règlement pacifique* [de la question de] *l'indépendance de la Namibie. »*

Alors que Washington se déclare toujours *« préoccupé »*, à Bonn, le gouvernement ouest-allemand et le parti social-démocrate (S.P.D.) ont sévèrement condamné l'attaque lancée par l'armée sud-africaine. Le ministère des affaires étrangères a qualifié cette opération *« d'atteinte au droit des peuples »*, ajoutant : *« Ces attaques qui coûtent la vie à de nombreuses personnes sont d'autant plus regrettables qu'elles surviennent à un moment où tout est tenté pour parvenir à un règlement* [sur la question namibienne], *dans le cadre du plan de paix des Nations unies. »* Selon le S.P.D., *« le mauvais exemple (américain) à Grenade a fait école »*.

En France, le MRAP (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), a demandé vendredi *« que cessent avec une telle puissance les échanges économiques, militaires, nucléaires et sportifs qui contribuent à renforcer la domination de ce pays terroriste »*.

Sur le terrain, plusieurs centaines de soldats sud-africains étaient engagés, vendredi 30 décembre, dans une importante opération de ratissage dans le Sud angolais, contre les maquisards de la Swapo. L'offensive de Pretoria aurait mobilisé près de deux mille soldats sud-africains. Selon l'agence de presse angolaise Angop, citant le ministère angolais de la défense, le dernier bombardement de jeudi visait un village situé à 16 kilomètres de Lubango, dans la province de Huila. Les autorités de Luanda ont, d'autre part, démenti que ces bombardements ont atteint *le « principal quartier général de la Swapo »*, ainsi que des *« batteries de missiles »*, comme l'a affirmé Pretoria. Angop dément en outre la présence des forces de la Swapo dans la région, affirmant que les derniers combats ont opposé des éléments de Fapla (armée régulière angolaise) et l'armée sud-africaine.

Enfin, M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'O.N.U., dresse un constat d'échec de ses dernières tentatives de médiation sur la question namibienne, dans un rapport publié vendredi aux Nations unies. — *(A.F.P., Reuter.)*

## République Sud-Africaine

### DEUX NOIRS ONT ÉTÉ TUÉS AU COURS D'AFFRONTEMENTS ENTRE LA POLICE ET DES SQUATTERS

Au cours d'affrontements, dans la nuit de mercredi 28 à jeudi 29 décembre, entre deux factions rivales de squatters noirs du ghetto de Crossroads, près du Cap, la police sud-africaine, faisant usage de gaz lacrymogènes et de balles de caoutchouc, est intervenue, faisant deux morts et sept blessés graves. Une soixantaine d'abris ont, d'autre part, été incendiés. Crossroads, l'un des quatre camps de squatters noirs de la banlieue du Cap, compte quelque soixante-douze mille résidents *« illégaux »*. Sont considérés comme tels les Noirs ne disposant pas de permis de séjour et de travail dans la péninsule du Cap. Sans ce permis, un Noir en provenance d'un bandoustan ne peut séjourner plus de soixante-douze heures dans les zones blanches. M. George Morrison, vice-ministre sud-africain de la coopération et du développement, a récemment déclaré que Crossroads, *« symbole de la provocation et du chantage »* devait *« être rasé à tout prix »*. Les affrontements entre la police et les squatters se poursuivaient vendredi 30 décembre. — *(A.F.P., Reuter)*.

## Pour la première fois les Israéliens ont fermé une mosquée

*De notre correspondant*

Beyrouth. — Alors que les clivages s'accentuent entre les deux secteurs — chrétien et musulman — de Beyrouth à l'occasion du Nouvel An, à Saïda, principale ville du Sud du Liban, la résistance à l'occupation israélienne s'amplifie et a amené l'Etat hébreu à fermer une mosquée et à en expulser les fidèles.

Le réveillon de la Saint-Sylvestre n'est déjà pas marqué d'allégresse dans le secteur chrétien de la capitale, les temps sont durs, les affaires vont mal. De plus, six obus sont tombés vendredi 30 décembre en début d'après-midi, faisant un mort et deux blessés trois adolescents de dix à quatorze ans.

### Voitures piégées

D'autre part, le contingent français est manifestement à la recherche de voitures piégées. Les services de renseignement auraient, en effet, appris qu'un camion et une voiture seraient déjà introduits à Beyrouth-Est (chrétien) en vue d'attentats.

Tous ces faits assombrissent l'avenir politique, surtout celui de la fraction chrétienne des Libanais où l'on se livre aux spéculations les plus alarmantes sur l'éclatement du pays. Néanmoins, on réveillonnera ce 31 décembre 1983 à Beyrouth-Est.

Tel ne sera pas le cas à Beyrouth-Ouest où, par une tacite convention, les hôtels et établissements publics n'annoncent pas de festivités. Comment d'ailleurs le feraient-ils, le couvre-feu étant strictement appliqué depuis quatre mois dans cette partie de la ville ? Même à domicile, les gens se font très discrets. Une récente série de six attentats, dont quatre visant des supermarchés, parce que, suppose-t-on, des bouteilles d'alcool s'y étalaient en vitrine dans leur emballage de fête, et deux autres explosions, vendredi soir, ont accentué le malaise. Même le champagne de fin d'année dans les entreprises a été évité ou réduit au minimum, et parfois les employés musulmans ont refusé de s'y associer.

Autre signe de clivage, Beyrouth-Ouest exprime sa solidarité aux habitants de Saïda en participant à des *sit-in* dans les mosquées, organisés après la prière du vendredi. Les musulmans, chiites et sunnites, ont lancé en commun un appel à la résistance active au Liban du Sud contre les Israéliens. Ceux-ci ont fermé pour trois jours les points de passage entre leur zone d'occupation et le reste du pays et, fait sans précédent, ont expulsé les trois cents fidèles qui, l'après-midi, se trouvaient dans la vieille ville de Saïda, à la mosquée Battah, qui est celle de Cheikh Moharem Arfeh, dont l'arrestation (*le Monde* du 30 décembre) a déclenché le mouvement.

Selon les informations en provenance de Saïda, quinze soldats israéliens auraient pénétré dans le lieu de culte et lancé des chiens policiers vers les fidèles pour les faire sortir. Les Israéliens seraient intervenus de la même manière sur le parvis d'une autre mosquée, El Zaatari, pour y saisir les films de reporters. Conséquence : la révolte gronde de plus en plus à Saïda contre l'occupation israélienne, et les notables sunnites de la ville, même les plus modérés, ont été amenés à rejoindre la résistance dont l'élément de choc était au départ — et demeure — les intégristes chiites. Des milliers de fidèles ont *« juré devant* Dieu *de poursuivre la résistance armée jusqu'à la libération totale des régions occupées par les Israéliens »*.

LUCIEN GEORGE.

## M. Spadolini a annoncé au président Gemayel le départ de la moitié du contingent italien

*Le président de la République libanaise*, M. Gemayel, a reçu vendredi 30 décembre le ministre italien de la défense, M. Giovanni Spadolini, arrivé le même jour à Beyrouth. Le chef de l'Etat et le ministre ont examiné *« la situation de la force multinationale (France, Etats-Unis, Italie et Grande-Bretagne) au Liban, et notamment celle du contingent italien »*. M. Spadolini a annoncé au président Gemayel qu'environ la moitié du contingent italien restera à Beyrouth. Quelque mille cent soldats italiens, sur les deux mille cent cinquante hommes actuellement dans la capitale libanaise, devraient donc continuer à remplir leur mission au sein de la force multinationale.

### Attentat contre les Français

A Paris, le ministère de la défense a confirmé vendredi 30 décembre, l'attentat dont a été victime le même jour, en début de soirée, à Beyrouth, un véhicule blindé du contingent français de la force multinationale et qui a fait deux blessés chez les parachutistes français. Selon le communiqué, *« le véhicule français a été attaqué à la roquette et ses occupants mitraillés à hauteur de l'avenue de l'Indépendance »*. *« L'attentat a fait deux blessés légers chez les parachutistes, qui ont riposté. »*

Enfin, le révérend Jesse Jackson, candidat noir à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, est arrivé vendredi soir à Damas, venant des Etats-Unis. Le but de la visite du candidat démocrate américain en Syrie, est d'essayer d'obtenir la libération du pilote américain noir Robert Goodman, fait prisonnier par les Syriens au Liban début décembre. — *(A.F.P., Reuter.)*

● *L'attentat anti-jordanien de Madrid.* — Les Brigades révolutionnaires arabes, ont revendiqué vendredi 30 décembre l'assassinat, la veille à Madrid (*le Monde* du 31 décembre), d'un membre de l'ambassade de Jordanie, alors même que la police espagnole dirigeait ses recherches vers les milieux extrémistes palestiniens. Les Brigades révolutionnaires arabes, sur lesquelles on ne dispose pas de renseignements précis, avaient déjà revendiqué l'attentat contre l'ambassadeur de Jordanie à Rome, en octobre. Elles ont accusé vendredi la Jordanie de négocier avec l'*« ennemi sioniste »* et de soutenir la *« clique pourrie d'Arafat »*. — *(Reuter)*.

● *Téhéran dénonce les « violences » du gouvernement « socialo-sioniste » français.* — Radio-Téhéran a accusé vendredi 30 décembre le gouvernement « socialo-sioniste » français d'avoir expulsé jeudi (*le Monde* du 30 décembre) cinq Iraniens *« de manière violente, frappant et blessant l'un d'entre eux devant l'avocat chargé de leur défense, avant de les conduire menottes aux mains à bord de l'avion qui les a transportés à Téhéran »*. Après avoir rappelé que trois diplomates de l'ambassade d'Iran à Paris avaient déjà été expulsés de France il y a une semaine, la radio iranienne, captée à Paris, affirme que *« ces agissements de la part du gouvernement français, motivés par la peur des mouvements musulmans en Europe, ont été dictés par Washington »*. — *(A.F.P.)*

## LE RETOUR DE M. ARAFAT A TUNIS

### « Tel le Phénix, la révolution palestinienne renaît toujours de ses cendres » *déclare le chef de l'O.L.P.*

*De notre correspondant*

*Tunis.* — Cent sept jours après son brusque départ pour Tripoli, au Liban, le président de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, a regagné Tunis vendredi 30 décembre, venant de Sanaa (Yémen du Nord), à bord d'un avion spécial. Un retour simple et discret, sans drapeaux ni banderoles ni fanfares, auquel avait cependant tenu à s'associer Mme Wassila Bourguiba, quelques membres du gouvernement tunisien, des dirigeants du Fath, l'organisation de M. Arafat au sein de l'O.L.P., des cadres palestiniens et des représentants du corps diplomatique, dont M. Gilbert Perol, ambassadeur de France, que le président de l'O.L.P. a salués très longuement et très chaleureusement.

Amaigri, les traits tirés, mais arborant son éternel sourire, M. Arafat s'est montré peu loquace face à la presse, mais a prouvé qu'il gardait le sens des formules. *« Tel le Phénix, la révolution palestinienne renaît toujours de ses cendres, plus forte et plus vigoureuse »*, a-t-il déclaré, après avoir évoqué le *« complot américano-israélien auquel se sont associées des parties arabes. »* Selon lui, ce *« complot »* vise, à travers l'O.L.P., toute la nation arabe et tend à la balkanisation du Proche-Orient.

Interrogé sur sa visite au président Moubarak, du Caire, et sur les répercussions qu'elle peut avoir encore, le président de l'O.L.P. s'en est tenu à une réponse sibylline : *« J'applique les résolutions du Conseil national palestinien, et c'est pour cela qu'il n'y aura aucune nouvelle répercussion »*, a-t-il dit.

M. Arafat a confirmé qu'il allait présider à Tunis les réunions du comité central du Fath et du conseil exécutif de l'O.L.P. *« pour procéder à une réévaluation de la situation, en prévision de la prochaine étape de la marche ardue qui attend non seulement le peuple palestinien mais toute la nation arabe. »*

MICHEL DEURÉ.

# Étranger

## GUINÉE

# Cinquante-sept villas de milliardaires

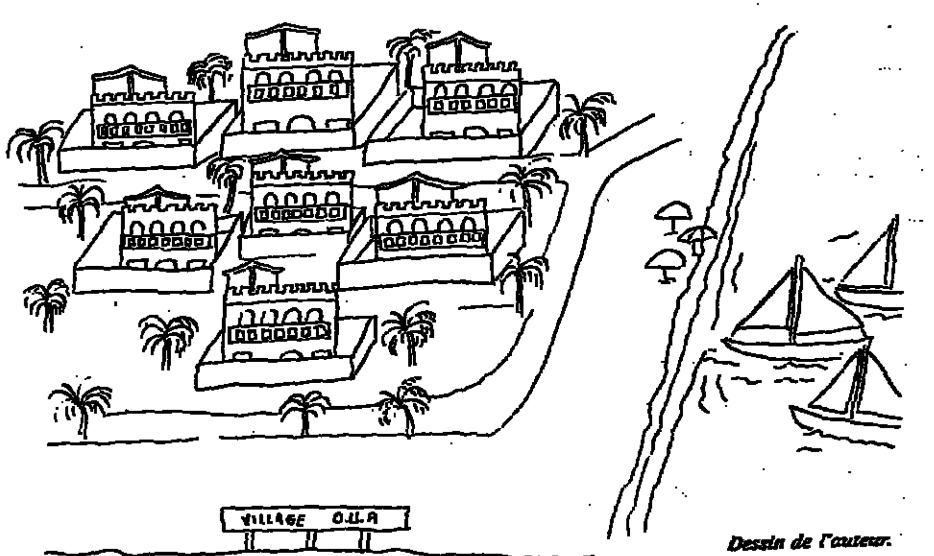
***Frappée par un tremblement de terre, la Guinée vient d'en appeler à l'aide internationale. Comment ne pas souhaiter qu'elle soit généreuse ? Mais comment oublier, par ailleurs, que sur ce pays ruiné par des années d'incohérence et de répression des millions de dollars d'origine arabe viennent d'être déversés pour le prestige et la parade ?***

De notre envoyé spécial

Conakry. — M. Pinseau, architecte, a du goût. M. Paccard, décorateur, n'a pas mauvais goût *mais* — comment dire ? — son registre n'est pas exactement la simplicité. Comme ses clients, cela s'entend, il a un penchant certain pour les ors et les marbres, bref pour le luxe. C'est un style un peu surchargé, « à l'orientale ». MM. Pinseau et Paccard sont l'architecte et le décorateur particuliers de *Sa Majesté Hassan II*, roi du Maroc. C'est à eux que l'on doit la conception et la réalisation de la cité de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), dont le vingtième sommet doit se tenir, en mai 1984, à Conakry. En tout, cinquante-sept villas — rigoureusement identiques — de 500 mètres carrés chacune, gracieusement offertes par le roi du Maroc (*mais* les capitaux proviennent, pour l'essentiel, de pays arabes : Arabie Saoudite notamment) à l'Etat guinéen. En prime, un petit palais pour le « responsable suprême de la révolution », le « camarade » Ahmed Sekou Touré, une « mairie » et un « musée de la révolution ».

Situé en bordure de mer, sur la presqu'île où est édifiée la capitale guinéenne, à côté de l'hôtel de l'Indépendance, le « village » de l'organisation panafricaine est presque achevé. Quarante-cinq villas ont été construites ici. Sept autres seront prêtes pour le sommet, et cinq autres sont voisines de la « case Bellevue », résidence d'été du chef de l'Etat. Pour l'heure, les bulldozers s'efforcent de goudronner la latérite qui couvre les allées du village. Ce travail, harassant dans la chaleur humide de ce mois de décembre, ne défiera pas le temps : la prochaine saison des pluies, qui débutera vers le mois de février, emportera une grande partie de la chaussée.

De proportions harmonieuses, les villas sont d'un blanc encore immaculé. Une plaque de cuivre a été fixée sur le portail, indiquant le nom du futur locataire. L'attribution des différentes résidences n'a pas été chose aisée, tant certains voisinages soulevaient des difficultés diplomatiques. Chaque demeure, bâtie sur deux étages que surplombe une terrasse, est entourée d'un *mur d'enceinte*. Les colonnes qui ornent les façades, les balcons ajourés, la ligne d'ensemble, dénotent une inspiration arabe.



*Dessin de l'auteur.*

Entrons. La cour intérieure est éclairée par des réverbères blancs et un auvent est prévu pour les voitures. Dans *un coin, une petite* construction — monacale — abritera les serviteurs. Dès que l'on pénètre dans le vestibule, l'air conditionné (qui fonctionne en permanence) vous saisit. *Les murs sont recouverts* de glaces, et, au sol, une splendide mosaïque multicolore, dont tous les petits carreaux ont été posés à la main, est entourée de granit incrusté de marbre. *La cuisine* est *tout* de suite à droite, dans le vestibule. Ultra-moderne, avec deux fours à micro-ondes, un réfrigérateur double avec distributeur de glaçons et d'eau fraîche sur la porte extérieure. *Les placards*, revêtus de *croisillons* de bambou, sont entièrement remplis. M. André Paccard a bien fait les choses : batterie complète de couverts en argent massif, porcelaine de *Limoges discrètement* bordée d'un filet d'or, plats en métal argenté, verres par dizaines à l'effigie de la marque Paccard : un éléphant qui — coïncidence — est l'animal-emblème de la *Guinée*. *La planche* à *repasser* est dans un coin, les balais sont rangés en ordre, et l'on s'attend presque à voir apparaître le cuisinier. Dans la salle à manger, on remarque une belle table en bois de *rose et des fauteuils cannelés* tendus de soie. Au plafond, des ventilateurs en bois et métal doré sont destinés à suppléer, avec une touche d'exotisme, à la climatisation. Des téléphones sont disposés dans toutes les pièces. Peu de chose à dire sur le salon, si ce n'est le très beau tapis marocain qui réchauffe un peu la moquette grège. *Discrètement* encastrée dans un meuble en bois, une télévision couleur surmonte un ensemble chaîne stéréo-magnétoscope. Un livre recouvert de *cuir vert est négligemment posé sur* une table basse. Il s'agit, ici, d'un best-seller : *Stratégie et tactique de la révolution*, par Ahmed Sekou Touré. Des glaces sur les murs, quel*ques belles lampes en marbre*, des li*vres* d'art africains, qui ornent la bibliothèque.

### Des chambres d'enfants

Le bureau est sobre, austère presque, avec une table de travail mariant le bois et le marbre, sur laquelle sont posés un sous-main en cuir, un téléphone et quelques ouvrages de l'auteur précédemment cité. Après avoir traversé un patio surplombé de moucharabiehs très finement ajourés en bois de cèdre, jeté *un coup* d'œil à la robinetterie en métal doré des toilettes, on emprunte un escalier tendu de moquette pour se rendre au premier étage. Des photos *de la vie quotidienne en* Guinée ornent la cage d'escalier. On les doit aux photographes de la société Paccard qui, en quatre jours, ont pris quelque dix mille clichés dans le pays. Trois chambres à l'étage. Les salles de bains semblent attendre les hôtes : les placards regorgent de draps, serviettes, gants de toilette, peignoirs (Anne de Solène, Paris), nappes *et* couvertures. Le tout frappé de l'« éléphant Paccard ». Le sèche-cheveux électrique est prêt à fonctionner ; l'eau coule des robinets de métal doré ; des savonnettes, *du shampooing*, un peigne, une brosse à cheveux, une éponge naturelle, une brosse à ongles, un gant de crin, du parfum et de la crème à raser... Les chefs d'Etat africains peuvent arriver les mains dans les poches !

Le revêtement mural est d'une « sobre » couleur rouille, en laque incrustée de poudre d'or. Dans une grande chambre, *qui dispose d'une* télévision couleur et d'un ensemble stéréo, un réveil-radio à affichage digital montre assez que le temps, ici et pour de nombreux mois, a suspendu son vol. Bien sûr, on est un peu *surpris de constater* que la chambre d'enfants est privée de télévision et de matériel hi-fi, mais un téléphone permettra cependant aux enfants de communiquer avec leurs parents, installés dans la chambre *voisine*. *On note* la présence de plusieurs massifs de plantes vertes, un peu trop vertes pour être vraies, et d'extincteurs, un peu trop rouges pour être discrets, et on gagne la terrasse. La vue est belle et, le soir, une grande tente marocaine, un vélum, couvrira une armature métallique. Sous cette protection, l'air conditionné rendra les soirées supportables.

Voilà, c'est simple et cela ne coûtera *qu'environ 10 millions* de francs l'unité. Un petit milliard de centimes, qu'il faut multiplier par cinquante-sept villas et grossir d'environ trois milliards supplémentaires pour le « musée de la révolution », le « petit palais » et la mairie. Bien sûr, le coût des trois groupes électrogènes de 650 KVA (kilovoltampères) chacun, destinés à *fournir* l'électricité du complexe, ainsi que celui des trois réserves d'eau de 10 000 litres chacune sont compris dans ce total.

Encore un détail, qui rassurera les chefs d'Etat africains : les cassettes vidéo seront remises en place avant leur arrivée. Avant, ce n'est pas très prudent. Tous les petits objets ont tendance à disparaître. Les miliciens qui gardent les villas, il est vrai, ne sont pas très bien payés. On a cependant eu une pensée pour eux : des guérites ont été disposées à tous les croisements du village. Ils pourront ainsi, à l'abri des intempéries, régler la circulation des voitures officielles se rendant au *palais des congrès*. Celui-ci, un peu massif, a été conçu et réalisé par la Corée du Sud. Il est situé lui aussi non loin de l'hôtel de l'Indépendance (Novotel), réalisé, comme l'aéroport *et le réseau de télécommunications*, par la France. Un hôtel évalué à 120 millions de francs dont on dit, à Conakry, que quelques-uns ont bien dû se perdre dans la paperasserie de l'administration guinéenne... Quant à l'hôtel de l'Unité (construit par les Italiens), il ne suffira pas à héberger tous les participants du sommet de l'O.U.A., et d'autres hôtels seront rénovés et agrandis avant mai 1984, grâce notamment aux concours financiers de la Yougoslavie et de l'Allemagne de l'Est. Mais d'autres projets sont encore en cours de négociations, comme l'achat de deux cents voitures de luxe (les Français, les Allemands de l'Ouest et les Japonais sont sur les rangs) et d'une centaine de cars. La « logistique » hôtelière est, elle, déjà arrêtée. Novotel se chargera de fournir toute la nourriture nécessaire pendant le sommet, qui viendra de France, par avions et bateaux spéciaux. Un marché de 4 à 5 millions de dollars !

Enfin, pour que Conakry soit tout à fait « présentable », on envisage de refaire la route qui relie l'aéroport au centre de la ville, si toutefois le Fonds monétaire international (F.M.I.) accepte d'avancer les fonds. Evidemment, toutes ces dépenses — pour quelques jours — peuvent paraître *somptuaires* dans un pays dont l'économie est dans un état de délabrement chronique. Mais, en réalité, le sommet de l'O.U.A. est une manne pour Conakry. *De façon inespérée*, certains problèmes urgents de la capitale — voirie, électricité, canalisations — vont trouver une solution. Reste cette lancinante question : que va-t-on bien pouvoir faire, à l'issue du sommet, des cinquante-sept luxueuses villas de l'O.U.A. ? Des résidences pour touristes fortunés ? Impossible, faute d'infrastructures de loisir. Inexistant jusque-là, à cause de l'*isolement total* du pays, le tourisme connaîtra un timide essor cette année avec l'organisation d'un circuit d'aventure organisé par un jeune Français, Pierre Vernay.

Des logements pour les ministres guinéens, alors ? Impossible, parce que « *trop luxueux* » aux yeux du *président* Sekou Touré. Alors quoi ? A Conakry, des méchantes langues proposent d'y installer une fondation internationale contre la disette en pays tropical.

LAURENT ZECCHINI.

## BELGIQUE

# La défaite posthume de l'ennemi de l'alcool

***La Belgique a reçu de son parlement des étrennes peu communes. La législation antialcoolique du grand Emile Vandervelde est enfin abolie et l'on pourra boire, outre Quiévrain, en toute légalité. A vrai dire, on ne s'en privait pas en dépit de l'ombre furibonde de l'illustre binoclard au col cassé...***

De notre correspondant

Bruxelles. — Est-ce pour récompenser les citoyens d'avoir accepté sans trop de révolte la politique de rigueur *qu'on leur impose depuis* deux ans ? Toujours est-il que le gouvernement et le Parlement leur offrent, pour le 1er janvier 1984, des étrennes que beaucoup attendaient depuis plus de soixante ans. La Chambre et le Sénat viennent en effet d'abolir la loi « *anti-alcoolique* » qui portait le nom du grand dirigeant socialiste du début de ce siècle, Emile Vandervelde. En fait, il y a belle lurette que la réglementation établie en 1919 était pour le moins tournée : *ni* les touristes étrangers *ni* les citoyens belges n'éprouvaient plus de difficultés à se faire servir leur « *poison* » favori dans un établissement public. *La plupart* d'entre eux ignoraient même qu'ils commettaient une infraction.

Emile Vandervelde n'a pas seule*ment été un grand chef* ouvrier. Autant que le capitalisme, il a combattu les ravages que l'alcool causait chez les travailleurs avant la première guerre *mondiale*. Les statistiques de l'époque indiquent que chaque ouvrier consacrait annuellement deux mois de salaire à l'achat de genièvre, d'absinthe et de bière. *Il fallait* donc beaucoup de courage à


*Dessin de VIOLETTE LE QUÉRÉ.*

Vandervelde pour s'élever contre des habitudes aussi profondément enracinées. Même aujourd'hui d'ailleurs, on raconte encore les mésaventures que le dirigeant *ouvrier* subit dans cette campagne. A peine tentait-il d'expliquer devant un public populaire la façon dont quelques centimètres cubes d'alcool pur injectés à un porc provoquent immédiatement sa mort, que des voix s'élevaient au fond de la salle : « *C'est bien fait, l'alcool n'est pas pour les cochons !* »

Durant la guerre, le chef socialiste n'en avait pas moins réussi à convaincre le gouvernement, alors replié au Havre, de promulguer un arrêté-loi instaurant la prohibition totale de l'alcool. A la *fin des hostilités*, le débat reprit cependant à Bruxelles, où le Parlement finit par adopter une loi réglementant les ventes d'alcool *avec plus de souplesse*.

Le paradoxe est que le nouveau système a gardé le nom de « *loi Vandervelde* » parce que celui-ci était alors ministre de la justice. En réalité, s'il avait finalement accepté un compromis, ce n'était, si l'on ose l'image à propos de boisson, que du bout des lèvres. Même lors du débat *décisif* à la Chambre, il *s'était écrié* : « *Je fais appel à l'union sacrée, à l'union de tous les partis pour défendre le peuple contre lui-même et prohiber l'alcool.* » Lorsque la thèse de la prohibition totale fut battue, le journal *le Peuple* publia sur sa première page les noms des cinquante et un députés *qui s'étaient* prononcés pour la vente libre de l'alcool. L'organe socialiste estimait que l'« *opinion publique doit connaître ceux qui veulent perpétuer l'empoisonnement de la classe ouvrière* ».

L'appel à l'union sacrée n'avait d'ailleurs pas été tout à fait vain. Avant la guerre de 1914-1918, les gouvernements dominés par les catholiques n'avaient pas jugé bon d'entreprendre un combat sérieux contre les méfaits de l'alcoolisme. Lors du débat de 1919, il se trouva cependant un prêtre parmi les représentants du peuple pour lancer dans le débat : « *Ne pas lutter contre l'alcoolisme, c'est faire offense à Dieu.* »

La législation alors mise en vigueur interdisait aux hôtels, cafés et restaurants de servir des « boissons spiritueuses », c'est-à-dire des alcools plus forts que le porto, le sherry ou le vermouth. De plus, les magasins ne pouvaient vendre de tels alcools que par quantité de deux litres au moins. C'était là, croyait-on, une manière de décourager les citoyens ne disposant pas de la somme nécessaire à un tel achat. On devait bientôt s'apercevoir qu'il s'agissait là d'une belle illusion.

### Le record des cabarets

Les effets immédiats de la loi Vandervelde ne furent pas négligeables. A ce moment-là, le premier ministre Delacroix disait que « *la Belgique détient le record du nombre de cabarets : 202 000, soit un pour trente-quatre habitants. Cette situation ne peut plus durer* ». Dès 1923 Vandervelde pouvait annoncer triomphalement que le nombre des débits de boissons était tombé à 117 000. Ce furent principalement les « assommoirs » installés aux alentours des usines qui se virent contraints de fermer leurs portes. Aujourd'hui, les derniers chiffres connus datent de 1981. Ils mentionnent encore 31 097 débits de boissons et restaurants, soit un pour 320 habitants.

Ce résultat est cependant assez trompeur sur le plan de la consommation. Alors qu'en 1960, l'absorption d'alcool s'élevait en moyenne à 0,77 litre par habitant et par an, elle est aujourd'hui de 2,05 litres. D'autre part, les dégâts les plus considérables de l'alcoolisme en Belgique sont toujours causés par la bière plus que par les spiritueux.

*Si la loi Vandervelde a été* respectée plus ou moins bien entre les deux guerres, elle est rapidement tombée en désuétude après la victoire sur le nazisme. Dans de très nombreux cafés, bars *et restaurants*, la clientèle n'éprouvait plus la moindre difficulté à se faire servir un whisky, un pastis ou un genièvre. La chose était encore plus facile dans les clubs *privés qui jouaient sur l'imprécision* de la loi lorsqu'il s'agit de définir les « *lieux accessibles au public* ».

Quant aux prescriptions sur la vente minimale des deux litres d'alcool, *elles sont oubliées depuis* longtemps. Il y a une dizaine d'années, certes, quelques gérants de magasins remettaient encore à chaque client un certificat lui permettant de transporter ses bouteilles. En principe, l'acheteur devait se rendre à son domicile par le chemin le plus direct, faute de quoi il s'exposait à des poursuites. Depuis longtemps, bien *entendu, aucun agent de la police ou* des Accises (fisc) n'a jamais eu l'idée de se livrer à de telles vérifications.

Le nouveau projet de loi qui entre *en vigueur le 1er janvier n'abolira pas* toutes les restrictions sur la vente des spiritueux. Celle-ci restera interdite aux jeunes de moins de vingt et un ans ainsi que le long des autoroutes, dans les hôpitaux *et* dans les stades. Mais le gouvernement a été surtout inspiré par des considérations financières. Désormais, les débits de *boissons désireux* de vendre des alcools un peu plus forts que le sherry ou le porto devront payer une patente spéciale.

Soumis aux dures lois de la concurrence, la plupart d'entre eux ne pourront que s'intégrer au nouveau système, ce qui rapportera chaque année quelque 500 millions de francs belges au Trésor public.

C'est d'ailleurs ce calcul financier qui a soulevé le plus de critiques au cours du débat parlementaire durant les deux dernières *semaines* de décembre. A la Chambre, il est vrai, l'affaire a été liquidée en un tournemain et dans l'indifférence générale. Il n'en a pas été tout à fait de même au Sénat où, dans le camp de la majorité comme dans celui de l'opposition, plusieurs sénateurs ont dénoncé la politique officielle.

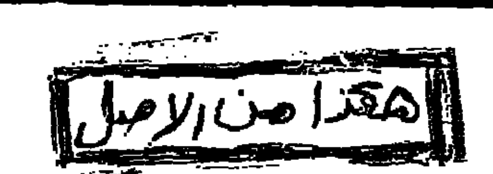
Représentante du parti écologiste à la Chambre *Haute*, Mme Jotray-Lemaire a même embarrassé tout le monde avec un argument inattendu. Après avoir entendu répéter tout au *long du débat que, lorsqu'une loi* n'est plus respectée, il faut la supprimer, elle a souhaité, en effet, que les représentants du peuple adoptent le même principe lorsqu'il s'agit de légaliser l'avortement.

Pour le reste, les *réquisitoires* contre l'alcoolisme ont suivi leur cours classique. Certains ont cité une étude, à vrai dire peu connue, de l'*Organisation mondiale* de la santé, selon laquelle 30 % à 50 % des accidents de la route seraient dus à l'ivresse des conducteurs. D'autre part, il serait *acquis* que partout la consommation d'alcool augmente chez les jeunes comme chez les femmes.

*Le* plaidoyer le plus émouvant en faveur du *maintien de* l'ancien système a été prononcé cependant par une vieille militante socialiste, Mme Irène Tetry. « *Enfant de la classe ouvrière*, a-t-elle dit, *j'ai vécu des scènes tragiques, dans les années de crise, en 1930. Aggripée aux jupes de ma mère, j'ai fait le tour des cafés, les jours de paie, à la recherche d'un père qui oubliait dans l'alcool la misère de ses enfants qui pleuraient de faim. Je n'ai jamais fait le moindre reproche à mon père, car seule la société était en cause...* » Ce devait être sans doute là un dernier hommage à la mémoire d'Emile Vandervelde.

JEAN WETZ.





## L'INDÉPENDANCE DU SULTANAT DE BRUNÉI

# La couronne perd un joyau d'Asie

***Avec l'indépendance de Brunéi, richissime sultanat pétrolier au nord de Bornéo, c'est le dernier protectorat occidental d'Asie du Sud-Est qui s'émancipe, ce dimanche 1er janvier. Non sans prendre quelques précautions pour se protéger de la gourmandise de deux grands voisins : la Malaisie et l'Indonésie. Quant aux Chinois — près du tiers des sujets du sultan, — ils n'auront pas droit au nouveau passeport...***

De notre envoyé spécial

Brunéi. — En accordant l'indépendance à ses derniers confettis des Caraïbes et du Pacifique sud, la Grande-Bretagne s'est défaite, depuis quelques années, de colonies coûteuses. L'indépendance du sultanat de Brunéi, au nord de l'île de Bornéo — à peine deux fois plus peuplé que la Grenade, — est une tout autre affaire. Composé de deux enclaves de jungle et de marais, au sein de la Malaisie orientale, cet ancien repaire de pirates est depuis plus de cinquante ans l'un des joyaux de la couronne de Sa Gracieuse Majesté. Vingt-troisième producteur mondial de pétrole et quatrième de gaz naturel, longtemps chasse gardée de la Shell, Brunéi dispose du plus haut revenu par tête de toute l'Asie. Chacun de ses sujets « pèse » environ huit cents fois son poids d'or noir.

A la tête de cet émirat, qu'on croirait transplanté du Golfe désertique dans la luxuriante verdure de l'Asie du Sud-Est, Sir Hassanal Bolkiah, vingt-neuvième sultan, au pouvoir quasi absolu, règne depuis 1968 sous l'œil vigilant de son père, Sir Omar Ali Saifuddin. Ce dernier a conservé la haute main sur l'armée, le Royal Brunei Malay Regiment, dont les quelques milliers d'hommes, équipés du matériel le plus moderne — dont des Exocet, — absorbent le tiers du budget du pays. Avec ses frères, les princes Sufri et Jefri, et les *pengiran* (membres de la noblesse), le sultan mène une vie de plaisirs, limitée seulement par les prescriptions d'un islam qui s'affiche de plus en plus dans la vie du pays. Le romancier britannique Anthony Burgess, qui était enseignant à Brunéi dans les années 50, a bien décrit cette société provinciale, féodale et coloniale, dans sa *Malayan Trilogy*, toujours interdite sur les lieux de l'action.

Déjà fort bien pourvu en palais, champs de courses, haras et garages pour voitures de luxe, Brunéi a connu une activité débordante dans les mois qui ont précédé l'indépendance. Ainsi, le nouvel *Istana*, palais royal, coûtera près d'un demi-milliard de dollars, avec ses centaines de pièces et son ameublement précieux. Il ornera à sa façon Bandar-Sri-Begawan, la capitale, comme le fait déjà la grande mosquée Sir Omar, construite dans les années 50 avec l'aide de marbriers italiens, dont les coupoles du style *Mille et Une Nuit* hollywoodiennes brillent de leur placage en or fin au-dessus des maisons sur pilotis de Kampong-Ayer, autres monuments de cet ensemble disparate : *Mahaligal*, bateau sacré en pierre bâti au milieu d'un lagon, et le Sir Winston Churchill Memorial Museum. Sir Omar est en effet un grand admirateur de l'homme d'État.

### Un pactole bien géré

Brunéi fait le bonheur des marchands de somptuosité dont les affaires battent de l'aile avec la réduction des commandes en provenance des émirats du Golfe. Il a fait naguère la fortune de la Shell, et des Grown Agents. Ces administrateurs des biens de la couronne britannique ont dû abandonner à des Américains la gestion de la fortune du sultan, qui se confond aisément avec celle du pays : 3 milliards de livres ont ainsi quitté en août la place de Londres.

Mais, en dépit de son faste — parfois d'un goût contestable — et de ses désirs qui, à Brunéi, sont des ordres immédiatement exécutoires — comme la construction du « *plus beau club de polo du monde* », avec ses écuries climatisées, Sir Hassanal aurait bien du mal à dépenser les *royalties* qui tombent chaque jour dans son escarcelle. L'exportation de gaz et de pétrole lui a rapporté 402 millions de dollars en 1982, et la balance commerciale du sultanat est de 3,5 milliards de dollars. Ce pactole, *bien géré*, continuera de couler pendant plus de vingt ans.

### Les craintes des Chinois

Les citoyens de Brunéi en profitent eux aussi : ils ne paient pas d'impôts, bénéficient d'une éducation et de soins gratuits. L'État leur prête de l'argent pour se construire une maison ou acheter une voiture — une pour quatre habitants — et s'apprête à reloger, dans de nouvelles villes, près du quart de la population. Mais l'or noir a tué les autres activités. Brunéi doit tout importer, y compris sa nourriture, et seulement 1 % de sa superficie est cultivée.

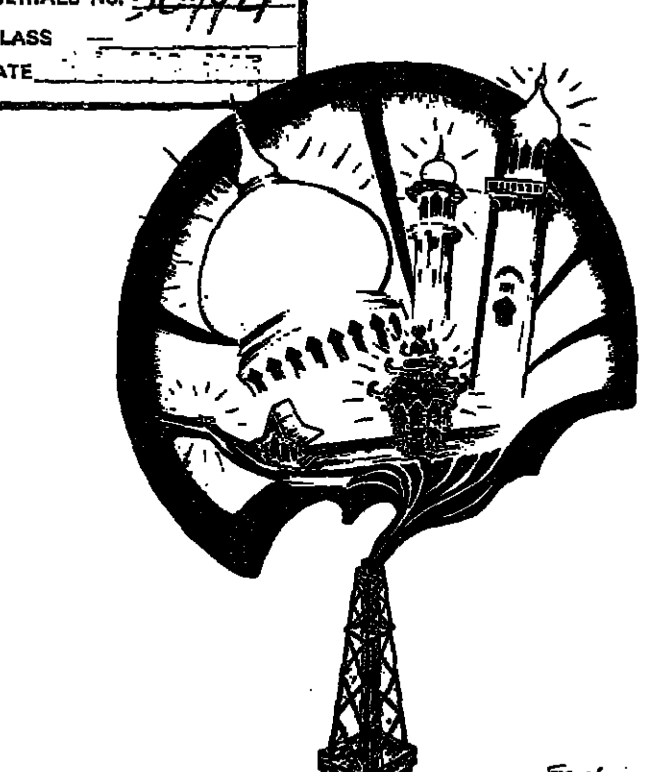
L'indépendance est accueillie avec appréhension par les Chinois, qui forment 30 % de la population et qui, en raison du refus du sultan de leur accorder la citoyenneté, sont désormais apatrides. Ils contrôlent actuellement une bonne partie du commerce. Sans pouvoir concurrencer la *B.S.P.* (Brunei Shell Petroleum), véritable État dans l'État, au point que Brunéi a été surnommée un « *Shellfare State* » (jeu de mots en anglais sur le *Wellfare State* », ou État providence.

L'accession à l'indépendance a été difficile. Paradoxalement, le sultanat, qui disposait depuis 1959 d'une totale autonomie interne, ne désirait pas cette souveraineté qui risquait de le livrer aux convoitises de ses voisins malaisien et indonésien. Les négociations ont essentiellement porté sur le maintien d'un bataillon de Gurkhas, excellents soldats, que Brunéi était prêt à financer, et qui constituaient une garantie pour sa défense. Les Gurkhas resteront, ainsi que des conseillers britanniques.

La sécurité de Brunéi semble moins menacée que jadis, même si sa richesse fait des envieux. Le sultanat entre, le 1er janvier, dans l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN, qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), et l'OPEP aimerait qu'il se joigne à elle.

Même croulant sous la richesse, le Brunéi d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre du puissant sultanat de jadis, qui donna son nom à l'île de Bornéo. Quand le compagnon de voyage de Magellan, Pigafetta, y aborda en 1521, Brunéi était une riche thalassocratie qui contrôlait Bornéo et la majeure partie des Philippines, ainsi qu'une grande partie du commerce régional, y compris avec la Chine. On y fondait des canons qui équipaient les navires marchands. Ceux-ci se transformèrent en pirates quand Portugais, Espagnols et Anglais accaparèrent le commerce avec l'Extrême-Orient. Les Espagnols, établis à Manille, attaquèrent par trois fois le sultanat, sans parvenir à s'y installer.

Entré en décadence, laissé en dehors des grands courants d'échange, Brunéi perdit peu à peu son territoire. Le sud de Bornéo passa aux mains des Néerlandais. L'aventurier britannique James Brooke, devenu Rajah Brooke, arrivé en 1839 dans le pays, se tailla une petite principauté, le Sarawak. Pratiquant la stratégie dite « du salami », il accapara à six reprises des lambeaux de Brunéi dont, en 1905, il ne restait que les deux enclaves actuelles, devenues protectorat britannique en 1888. L'île de Labuan avait été occupée par les Anglais en 1847. Le nord fut acheté par la British Nord Borneo Company, compagnie à charte, entre 1878 et 1902, avant d'entrer en 1973 dans la Fédération de Malaisie, sous le nom de Sabah, avec le Sarawak. Brunéi, qui venait de connaître en 1962 une violente révolte populaire dirigée par le parti Rakyat, qui avait failli renverser la monarchie, refusa de rejoindre la Fédération. Le sultan ne voulait pas partager ses richesses, et exigeait la préséance sur les neuf autres sultans de Malaisie.



Dessin de FRANCHINI.

L'éphémère expérience démocratique du début des années 60 a laissé l'aristocratie de Brunéi sceptique quant aux bienfaits du libéralisme politique. Elle l'a aussi rendue consciente des périls courus désormais par les rares monarchies qui survivent de par le monde. C'est bien pourquoi le gouvernement ressemble avant tout à une grande famille et le Parlement joue un rôle de figuration moderniste. Mais le système est-il durable ?

PATRICE DE BEER.

**[Brunéi est un sultanat de 5 765 kilomètres carrés, peuplé d'environ 220 000 habitants. Productions essentielles : le pétrole (160 000 barils par jour) et le gaz (5 millions de tonnes) en 1982, soit 99 % des exportations. Principal partenaire commercial : le Japon (63 % des échanges).]**

## BANGLADESH

# Les Biharis attendent leur Terre promise

***Une partie des musulmans originaires de l'Inde — les Biharis — qui, lors de la guerre d'indépendance du Bangladesh de 1971, prirent fait et cause pour le Pakistan, se trouvent encore aujourd'hui dans une situation dramatique au Bangladesh. Ils réclament leur transfert au Pakistan et le soutien de la communauté islamique. En vain...***

De notre envoyé spécial

Dakha. — Un panneau « *camp de Pakistanais abandonnés* » (*Stranded Pakistanis*) et un portrait en couleurs de l'imam Khomeiny. A quelques centaines de mètres seulement des bâtiments de l'Assemblée nationale du Bangladesh, non loin du centre de la capitale, près de quinze mille réfugiés s'entassent sur un terrain marécageux, dans la misère et l'oubli. Ce sont les Biharis, originaires de l'État de Bihar, dans le nord de l'Inde. Aujourd'hui, les laissés-pour-compte d'une armée vaincue et d'une terre promise qui a cessé d'exister.

Lors du partage de l'ancien Empire britannique des Indes, fervents musulmans, ils avaient partagé le rêve de Mohammed Ali Jinnah, qui voyait la création de l'État indépendant du Pakistan, la réalisation d'une aspiration à la fois nationaliste et religieuse. Leur erreur fut de choisir la Terre promise à l'est, au Bengale, au lieu d'émigrer, comme tant de millions de leurs frères, vers l'ouest. Usant de la même langue que leurs nouveaux concitoyens du Pakistan-Occidental, ils se retrouvèrent d'abord, minorité privilégiée, dans l'immense population de langue et de culture bengalies. Ils ne tardèrent pas à devenir les fantassins des régimes successifs du nouvel État : à eux les postes lucratifs dans l'administration, les services publics et plus particulièrement les chemins de fer.

Lorsqu'en 1974 le Bengale se souleva contre ce qui était perçu comme une domination coloniale de l'Ouest, rébellion qui aboutit à la guerre civile et à l'indépendance du Bangladesh, les Biharis s'engagèrent comme auxiliaires de l'armée pakistanaise. A ce titre, ils prirent part à la terreur déclenchée pour briser le mouvement de libération. L'intervention de l'armée indienne et la prise de Dakha, le 15 décembre 1971, mirent fin à cette « *collaboration* ».

### Soixante-six camps

Le Bangladesh fit son entrée sur la scène des nations et les prisonniers de guerre pakistanais furent alors évacués. Les Biharis, pour leur part, refusèrent l'assimilation dans un pays où le souvenir de leur rôle aux côtés des forces de répression pakistanaises était encore vif. Le Pakistan, quant à lui, fit la sourde oreille. Lors du traité de Simla, en 1973, Zulfikar Ali Bhutto s'était pourtant engagé à les reprendre. Depuis douze ans, ils sont trois cent mille, répartis dans soixante-six camps, disséminés aux quatre coins du Bangladesh, à se réclamer encore et toujours du Pakistan et à exiger leur rapatriement.

« *Nous avons choisi le Pakistan en 1947*, déclare avec force M. Nasim Khan, le chef du Comité pour le rapatriement des Pakistanais abandonnés. *Le Pakistan nous a trahis, mais c'est toujours notre patrie...* » Au-dessus de la hutte en lattes tressées flotte un drapeau pakistanais orné d'une bande rouge, « *pour symboliser le sang de nos martyrs* ». Apatrides et généralement sans ressources, les Biharis sont pour la plupart dans une situation désespérée. « *En 1976*, raconte le dirigeant du comité, *nous avons entamé une longue marche de Chittagong vers l'Inde. Nous voulions forcer le passage, mais les soldats du Bangladesh nous attendaient à moins de 20 kilomètres de la frontière. Il y eut cinquante morts dans nos rangs.* »




Dessin de PLANTU.

Malgré une assistance accordée du bout des lèvres par la communauté islamique, l'espoir des Biharis réside dans les efforts d'un lord anglais, Sir David Ennals, président de la section Asie du Conseil britannique pour les réfugiés, et dans la sympathie que leur témoigne l'imam Khomeiny. Des délégations iraniennes auraient officieusement visité le camp à plusieurs reprises. Selon M. Nasim Khan, seul Téhéran s'est montré prêt à évoquer leur problème devant les instances internationales.

Les Biharis s'accrochent tant bien que mal à leur passé. M. Nasim Khan se présente toujours comme le « *secrétaire général du Syndicat des cheminots du Pakistan-Oriental* » et, à travers le camp Geneva de Dakha, de nombreux autres réfugiés parlent avec fierté de leur métier perdu de médecin ou d'avocat.

### Préserver sa culture

L'aide humanitaire qui leur parvient du gouvernement du Bangladesh (ce dernier ayant repris la responsabilité du camp à la Croix-Rouge internationale en 1976), est symbolique : 3 kilos de farine de blé par personne et par mois. S'ils sortent aujourd'hui de leur ghetto, c'est pour mendier ou « *faire le cyclo-pousse* », pour une dizaine de roupies par jour.

Leur volonté obsessionnelle de préserver leur culture « *pakistanaise* » contribue, en fait, à leur perte. La communauté, qui a pourtant ses commerçants, ses coiffeurs et ses cordonniers, manque d'hôpitaux et d'écoles. Selon M. Nasim Khan, presque tous les jeunes nés dans les camps depuis 1971 sont analphabètes. Rejetant la langue bengalie pour préserver leur idiome ourdou, les Biharis ont été réduits à compter sur leurs propres efforts et sur ceux des organisations d'entraide qui se préoccupent encore de leur sort. Mais ces dernières ont été accueillies avec méfiance, sinon hostilité. Dans le court mémorandum qu'il a adressé au secrétaire général de la Ligue mondiale musulmane, M. Nasim Khan dénonce les « *missionnaires chrétiens qui viennent parmi nous pour améliorer nos conditions de vie, mais aussi pour imprégner l'esprit de nos jeunes de christianisme* ». Les centres de planification familiale et même les quelques initiatives visant à monter des centres d'artisanat sont accusés de « *répandre des activités immorales parmi nos jeunes filles* ».

Sur les murs du quartier général du comité, des pancartes quelque peu naïves font contraster une vie idyllique sous le régime pakistanais et un Bangladesh plongé dans une misère noire. Bien qu'ils avouent maintenant ne plus être harcelés ni par les autorités ni par la population locale, beaucoup sont obligés de devenir cyclo-pousse pour survivre. Leur dévouement à la cause du Pakistan reste entier. Les Biharis comprennent mal pourquoi le pays, qui s'est résigné à accueillir près de trois millions de réfugiés afghans, refuse toujours de leur ouvrir la porte... « *Nous avons tous de la famille là-bas*, dit M. Nasim Khan, *nous ne serons à la charge de personne, nou savons travailler...* »

De son côté, le gouvernement pakistanais se déclare « *préoccupé* » et réitère son désir d'étudier la question d'un point de vue « *généreux et humanitaire* », mais insiste sur les nombreux problèmes d'ordre économique et social qui devront auparavant être résolus. Lorsque la question des Biharis est évoquée devant l'Assemblée du Pakistan, le gouvernement ne manque pas de rappeler que le pays a déjà rapatrié cent soixante mille réfugiés civils du Bangladesh et qu'il a, à l'égard de ces derniers, rempli ses obligations morales. Pour les autorités d'Islamabad il faut en effet savoir tirer un trait. Ainsi, l'année dernière encore, le ministre des finances, M. Ghulam Ishaq Khan, s'est fait le porte-parole de l'intransigeance en déclarant : « *Si nous acceptons les Biharis, nous verrons cent millions de musulmans mécontents de leur condition en Inde frapper à notre porte* ».

M. Nasim Khan ne comprend pas cet amalgame. Le cas des Biharis est à ses yeux tout simple : pour assurer leur retour, il suffirait d'un peu d'argent. « *Trois millions de dollars*, précise-t-il. *Or, pour une raison qui nous échappe, le gouvernement pakistanais insiste pour que notre rapatriement éventuel soit fait en avion et ajoute qu'il a pas d'argent pour cela.* »

L'incompréhension de leurs compatriotes réduit les Biharis à plaider leur cause auprès de la communauté islamique internationale. Celle-ci s'est révélée jusqu'à présent peu encline à les écouter, soucieuse de ne pas tendre davantage des relations entre certains des États membres. En attendant la prochaine mousson et l'épidémie de choléra dans le camp qui éveilleront peut-être la compassion d'Islamabad. M. Nasim Khan soupire : « *Nous sommes entre les mains de Dieu* ».

KIM GORDON-BATES.

## Dossier

# Trois exils palestiniens...

*Après une longue pérégrination en Méditerranée et en mer Rouge, Yasser Arafat vient enfin d'arriver à Tunis où l'O.L.P. est déchirée à sa « base ». Par un ironique contresens, lorsque le chef des Palestiniens avait quitté Tripoli à bord de l'Odysseus-Elitis — le monde entier avait vu dans le nom du poète prix Nobel un symbole qui n'y était pas. Mais, dans la conscience collective, le sort des Palestiniens c'est l'errance et l'exil. Ou plutôt, les exils. Car ils vont de la semi-installation prospère à la misère des camps, de l'accueil fraternel à la persécution haineuse. En voici trois parmi d'autres...*



Dessin de SERGUEL

## Tunis : des « officiels » bien accueillis

De notre correspondant

Tunis. — Ils sont entre trois mille et quatre mille. Toute statistique est impossible à établir puisqu'ils possèdent des passeports délivrés au gré de leurs pérégrinations et selon le bon vouloir de telle ou telle capitale arabe. Et puis, les civils palestiniens résidant en Tunisie ne font pas parler d'eux, non qu'ils se cantonnent dans quelque ghetto, mais parce qu'ils se sont rapidement et assez facilement intégrés à une population aux traditions d'hospitalité légendaires.

Pourtant, voici seize mois, l'annonce de l'arrivée de la plupart des membres de l'état-major de l'O.L.P. et de leurs familles, ainsi que d'un contingent de combattants, avait suscité des inquiétudes dans diverses couches de la population. La cohabitation serait-elle aussi difficile qu'elle le fut dans la région frontalière lors de l'accueil des unités du F.L.N. pendant la guerre d'Algérie ? Allait-on voir ces hommes coiffés du traditionnel keffieh à damiers, khalachnikov en bandoulière, « envahir » Tunis et y faire la loi tels que la télévision, depuis des mois, les montrait dans les rues de Beyrouth ? Quelles répercussions leur présence pouvait-elle avoir sur les affaires, le terrorisme et, plus grave encore, sur la vie politique ?

Il est très vite apparu que ces craintes et ces rumeurs, que n'apaisait pas totalement un réel sentiment de solidarité, étaient sans fondement. Aujourd'hui, la grande majorité des familles constituant la colonie palestinienne sont installées dans la banlieue nord et sud de Tunis ou dans les nouveaux quartiers résidentiels d'El Menzah aux portes de la capitale. Comme tous les petits Tunisiens, les enfants fréquentent normalement les établissements scolaires, des femmes de cadres politiques ou administratifs exercent leur métier dans des services publics ou privés, et plus d'un Palestinien arrivé célibataire est maintenant marié à une Tunisienne. Le voisinage, l'école ou le lycée, le bureau et ces nouveaux foyers ont ainsi créé tout un réseau de relations d'amitié et de parenté.

### Un « contrat » respecté

D'autre part, lorsqu'ils avaient accepté de recevoir chez eux la direction palestinienne, les dirigeants tunisiens avaient tenu à proclamer qu'ils se refusaient à toute ingérence dans les affaires de l'O.L.P., mais, en échange, ils attendaient de leurs hôtes la réciprocité et le respect des lois en vigueur. M. Yasser Arafat s'y était personnellement engagé et, pour autant que l'on sache, le « contrat » a été scrupuleusement respecté de part et d'autre.

Lorsque, en septembre 1982, après son évacuation de Beyrouth, M. Yasser Arafat était arrivé à Tunis avec quelques-uns de ses collaborateurs, le seul bureau palestinien qui y était déjà installé était celui de la représentation permanente de l'O.L.P. — véritable ambassade — auprès du gouvernement tunisien, dirigé par M. Hakam Balaoui. Depuis, les organes civils palestiniens se sont multipliés et étoffés au fil des mois au point que les installations de l'hôtel Salwa dans la banlieue sud de Tunis mis à disposition par les autorités tunisiennes voici quinze mois, déjà peu pratiques, se sont révélées trop étroites. L'établissement, en bordure de la baie de Tunis, va donc très prochainement retrouver sa vocation première en rouvrant ses portes aux caravanes touristiques dès que les derniers de ses occupants auront terminé leur installation dans de nouveaux locaux disséminés dans la capitale et sa périphérie.

Aujourd'hui, quelque deux cent cinquante à trois cents cadres vivent, la plupart avec leurs familles, en Tunisie. On peut les regrouper comme suit :

1) LES SERVICES POLITICO-ADMINISTRATIFS : il s'agit en premier lieu du cabinet de M. Yasser Arafat avec un effectif d'une vingtaine de personnes, dont la moitié environ ayant titre de conseiller, sont le plus souvent en mission à l'étranger, et du bureau de la représentation permanente de l'O.L.P., qui a augmenté son personnel depuis un an. Le département des affaires politiques, équivalent en quelque sorte d'un ministère des affaires étrangères, qui est dirigé par M. Farouk Kaddoumi, partage — jusqu'à ce jour — ses services entre Tunis et Damas. Le bureau de Tunis comprend, sous l'autorité d'Abou Jaffar, les services chargés des relations avec l'Europe occidentale, l'Afrique et l'Amérique du Sud.

Si le centre d'études et de recherches palestinien s'est transporté de Beyrouth à Amman après sa fermeture en juillet dernier par les autorités libanaises, le « *centre de planification pour les études de stratégie politique* », qui réunit un petit groupe d'experts, est discrètement installé à Tunis où se trouve également le département budgétaire du Fath, qui assure une large part des ressources financières de l'O.L.P..

Le Fath est d'ailleurs le seul mouvement de l'organisation palestinienne réellement présent en Tunisie. Même s'ils sont souvent à l'étranger, la plupart de ses dirigeants ont leur base dans la capitale où sont installées leurs familles. Toutefois, le conseil militaire révolutionnaire du mouvement se trouve à Aden.

2) L'INFORMATION : les services de l'« *information unifiée* », qui assurent la coordination entre les différentes instances de l'O.L.P., sont dirigés depuis quelques mois par M. Khaled El Hassan, à partir de Tunis. Mais les principales installations de l'agence palestinienne d'information Wafa sont scindées entre Tunis et Nicosie. De même, la direction politique de l'hebdomadaire *Révolution palestinienne* est basée à Tunis alors que le journal est confectionné à Nicosie. Quant aux réseaux de la radio « La voix de la Palestine », pour des raisons techniques, ils fonctionnent à partir d'Alger et de Bagdad.

3) LE SECTEUR SOCIAL ET ÉDUCATIF : les directions des organisations professionnelles médicales et paramédicales sont réparties entre Amman et Tunis, mais c'est dans cette dernière ville que sont coordonnées leurs activités. Si le Croissant-Rouge palestinien et l'Union des femmes palestiniennes gardent leur siège en Jordanie, ils ont implanté en Tunisie des antennes. En revanche, l'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS) s'est établie à Tunis où une centaine d'étudiants sont inscrits à l'université.

Une école a été ouverte l'an passé au Mornag dans la périphérie de la capitale pour les enfants des responsables installés dans le pays. Quand ceux-ci ne fréquentent pas des établissements d'enseignement tunisiens ou même, pour quelques-uns, le lycée français de La Marsa. En outre, une « *maison de la résistance* » (Beit soumoud) a été créée après la guerre du Liban avec le concours des œuvres qu'anime Mme Wassila Bourguiba pour recevoir une soixantaine d'orphelins dont les plus jeunes ont à peine deux ans.

MICHEL DEURÉ.

## Le Caire : heureux que la brouille soit finie !

Correspondance

Le Caire. — « *Peut-être un jour, comme les Hébreux, quitterons-nous la vallée du Nil pour le pays de Canaan.* » Le vieux commerçant palestinien qui nous dit cela d'un air pensif se souvient soudain des épisodes des « *sept plaies* » et de « *la mer Rouge engloutissant Pharaon* ». Il s'empresse de préciser d'un ton alarmé : « *Ce ne sera pas un exode. Le sort des Palestiniens d'Egypte est de loin plus enviable que celui de la majorité de nos frères de la diaspora victimes des balles syriennes quand celles d'Israël les ratent.* » Ce rêve éveillé, brusquement interrompu par les réalités de la vie quotidienne, est un reflet de l'état d'esprit de la plupart des membres de l'importante communauté palestienne d'Egypte (1). En effet, à l'exception des émigrés totalement « égyptianisés » d'avant 1948 et des militants proches de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), les Palestiniens installés au Caire, à Alexandrie ou dans les villes du canal de Suez, estiment que « *prudence et discrétion* » sont des vertus majeures. Appartenant à la petite, moyenne ou grande bourgeoisie, ils ont des postes, des commerces ou des fortunes à conserver et évitent d'afficher trop ostensiblement leurs sympathies pour l'O.L.P., sympathies qui, de 1978 à 1981, pouvaient être source d'ennuis et de tracasseries.

Aujourd'hui, ils se félicitent des retrouvailles entre l'Egypte du président Moubarak et l'O.L.P. de M. Arafat. « *J'ai poussé un soupir de soulagement quand j'ai vu l'accolade du raïs et d'Abou Amar* [nom de guerre de Yasser Arafat], confie un enseignant palestinien. *Ce n'est pas que nous ayons été réellement inquiétés. Mais nous avons senti passer le vent du boulet après l'assassinat de Youssef El-Sebai par des Palestiniens extrémistes à Chypre* », ajoute-t-il. M. El-Sebai, P.-D. G. du journal *Al Ahram* et proche du président Sadate, avait été assassiné à Larnaca, où il présidait une conférence du mouvement afro-asiatique, par un groupe de Palestiniens hostiles au voyage du raïs à Jérusalem. Un commando égyptien envoyé sur les lieux pour mener une opération « *à la Entebbe* » perdait quinze morts sous les balles des soldats chypriotes. Rompant les relations avec Chypre accusée de « *collusion avec les auteurs de l'attentat* », le premier ministre égyptien, M. Mamdouh Salem, menaçait d'adopter des mesures de rétorsion consistant notamment à supprimer « *les privilèges accordés aux Palestiniens en Egypte* » (2). En moins d'une semaine, les représentants de l'O.L.P. étaient expulsés, la Voix de la Palestine émettant du Caire était interdite d'antenne, et quatre cents étudiants palestiniens arrêtés. Le jour des obsèques d'El-Sebai et des soldats égyptiens, on entendit même des « *Plus de Palestiniens !* » scandés par des manifestants qui n'étaient peut-être pas tous commandités.

Malgré le fait que ces menaces ne se soient pas concrétisées, de nombreux Palestiniens se trouvaient en butte à des tracasseries administratives et au zèle de fonctionnaires « *inamicaux* ». « *Nous devions user nos semelles pour obtenir un certificat, un permis ou un papier quelconque auprès de l'administration* », affirme Hassan, petit fonctionnaire au ministère de l'éducation. Khalil, jeune médecin ayant fait ses études à l'université du Caire, se souvient de ces « *jours difficiles* ». « *Les nouveaux étudiants palestiniens ont été obligés de changer mensuellement, comme les étrangers, l'équivalent en devises de 50 livres. Cette mesure a réduit le nombre d'étudiants palestiniens, qui sont passés de plus de douze mille à quelques milliers aujourd'hui.* »

Ces étudiants peuvent se prévaloir de quelques « *grands anciens* » : parmi les personnalités palestiniennes les plus connues ayant suivi leurs études au Caire figurent, en effet, Yasser Arafat lui-même (sa famille n'a jamais quitté l'Egypte), Abou Iyad, « numéro deux » de l'O.L.P., Abou Jihad, commandant en chef adjoint des Forces palestiniennes, et Nayef Hawatmeh, théoricien du Front démocratique.

« *Depuis l'accession au pouvoir du président Moubarak en 1981, les choses se sont arrangées pour nous. Nous ne faisons plus l'objet de l'attention soupçonneuse des organismes de sécurité et nous faisons des affaires comme tout le monde* », affirme le propriétaire palestinien d'un magasin de vêtements rue Chaouarbi, en plein centre du Caire.

### « Nous ne nous ingérons pas... »

Il ajoute, ravi : « *Nous ne sommes plus au temps où l'hebdomadaire* Octobre *publiait en première page le nom de soixante millionnaires palestiniens, laissant entendre qu'ils s'étaient enrichis sur le dos du peuple égyptien.* » Il est vrai que plusieurs riches familles palestiniennes, comme les Oguiel ou les Ghazaoui, possèdent des commerces et des usines prospères.

Depuis juin 1982, date du retour des représentants de l'O.L.P. au Caire, il n'y a eu que deux affaires de « complot » impliquant des Palestiniens qui aient été rendues publiques, et les autorités soulignaient à chaque fois qu'il s'agissait « *d'extrémistes* ». Considérée comme « *sujet tabou* » sous Sadate, la présence de l'ambassade d'Israël au Caire est mal supportée par les militants et les sympathisants de l'O.L.P. Ils évitent cependant toute déclaration virulente sur la question et affirment : « *C'est une décision ressortissant de la souveraineté égyptienne, et nous ne nous ingérons pas dans les affaires de ce pays.* » Ils sont moins réservés au sujet des Israéliens qu'ils croisent parfois dans les rues et qu'ils qualifient d'« *ennemis* », dénonçant ce qu'ils appellent leur « *arrogance* ». Ils favorisent les manifestations d'hostilité à Israël tout en veillant à leur modération. Enfin, un avocat palestinien conclut en souriant malicieusement : « *Qu'est-ce que vous voulez que quelques dizaines d'Israéliens — même si vous y ajoutez quelques juifs égyptiens — puissent faire au milieu de cent mille Palestiniens et de quarante-six millions d'Egyptiens ?* »

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) Le nombre de Palestiniens vivant en Egypte va de quarante mille à cent mille, selon les sources.

(2) Les privilèges accordés aux Palestiniens avant février 1978 étaient : droit de travail sans nécessité d'un permis, emploi « *sans restriction* » dans les organismes et appareils de l'Etat, permis de séjour permanent et gratuit, droit de posséder des terres et des locaux de commerce (interdit aux autres étrangers), gratuité de l'enseignement.

## Berlin-Ouest : « demandeurs d'asile » en détresse

Correspondance

Berlin-Ouest. — Les Berlinois sont surpris lorsqu'on leur cite ce chiffre : 35 000 réfugiés palestiniens sur le territoire fédéral, dont 16 000 sont massés à Berlin-Ouest. « *Il y en a donc tant* », vous dit-on. Pourquoi ? A partir de Beyrouth, grâce aux bas prix des vols sur Berlin-Est, ceux qui fuient le Liban affluent vers la capitale est-allemande d'où, munis d'un visa de transit qu'on s'empresse de leur remettre, ils passent directement à l'Ouest. La police se borne, en un premier temps, à les contrôler dans le métro, qui relie les deux parties de la ville.

Toutefois, ces réfugiés, qui ne disposent d'aucun papier en règle, doivent bientôt se soumettre au patient processus qui va, en fait, leur ôter leur liberté de mouvement. A la première vérification, ils présentent un passeport de réfugié palestinien établi à Beyrouth, mais qui ne leur confère pas la nationalité libanaise. Pour le reste, ils n'ont pas d'existence légale, le Haut Commissariat aux réfugiés et l'U.N.R.W.A. se renvoyant la balle lorsqu'il s'agit de déterminer qui est apte à assurer la protection des Palestiniens hors des centres d'accueil de l'ONU. La pratique des consulats libanais consiste à retirer ou à refuser de prolonger les papiers qui leur sont soumis, la dernière possibilité qui reste à ces immigrés sans patrie est de réclamer l'asile politique.

Le droit d'asile politique ne peut cependant être reconnu qu'aux personnes ayant fait la preuve qu'elles sont individuellement menacées, et ne s'applique pas aux populations en danger de guerre. Chaque cas est laborieusement examiné pour une décision très généralement négative.

Dans l'attente de la décision, qui peut être fort longue à venir, et se prend le plus souvent en deux temps, car le requérant a droit à un recours (nombreux sont ceux qui restent plus d'un an dans l'incertitude), tout mouvement est virtuellement interdit. Depuis 1981, les demandeurs n'ont le droit ni de travailler ni de posséder un logement indépendant. Ainsi, l'administration les garde à sa discrétion et marque bien que leur situation est transitoire et ne saurait aboutir à une installation de fait.

### « Des moins que rien »

A Berlin, le « centre d'accueil pour les demandeurs d'asile » aligne plusieurs baraquements isolés par un canal, dûment entourés de grilles. L'un des blocs concerne les personnes en provenance des pays arabes. On pénètre directement dans la salle où sont rassemblés les solliciteurs, séparés des employés par des vitres blindées. On peut se parler à l'aide de micros, mais il est rare qu'un mot soit échangé. On s'interpelle par numéros.

Trois Palestiniens sont là depuis 5 heures du matin. Il est 16 heures. Ils sont venus comme chaque mois prendre les papiers qui les mettent en règle auprès des autorités, des tickets pour l'achat de provisions, valables uniquement dans certains magasins (réputés plus chers que la moyenne), et la somme de 49 marks en liquide, qui ne suffira pas à couvrir les frais de transport. Déception et colère. Pendant que d'autres autour de nous commencent à s'agiter, ces trois-là, qui en ont trop vu pour se laisser aller à gesticuler, exposent calmement leurs griefs. « *Nous sommes traités comme des moins que rien. Nous pensions trouver ici un répit, pouvoir travailler et circuler comme des hommes normaux, et ils réussissent à nous rendre la vie plus insupportable que là-bas. Nous n'avons pas de quoi nous habiller, la nourriture qui nous est imposée est infecte, nous passons nos journées à traîner sans avoir la possibilité de nous occuper.* » L'un d'eux, le plus jeune, s'exprime avec aisance en anglais. Il est en attente depuis un an. Il lui est interdit d'étudier (les cours organisés entre Arabes ont été découragés). Il se sent prêt à retourner au Liban : « *Ici*, dit-il, *la situation a été volontairement bloquée.* »

Dans le cas des Palestiniens, l'immigration en Allemagne fédérale n'est pas un phénomène nouveau : depuis 1970, elle suit les soubresauts du Proche-Orient, en Jordanie d'abord, après Septembre noir, puis au Liban. Ce mouvement s'est nettement accentué depuis le début de la guerre civile libanaise, en 1975. De nombreux Palestiniens rencontrés à Berlin, sont des « anciens » du camp de Tall el Zaatar. Il suffit de se poster à la station de métro de la Friedrichstrasse au moment de l'arrivée bihebdomadaire des vols en provenance du Proche-Orient pour voir affluer les nouveaux venus. D'où le coup d'arrêt porté en 1981 à toute possibilité d'intégration. Le Sénat (gouvernement du Land) s'est montré résolu à renvoyer les Palestiniens vers le Liban. Il a dû, cependant, prendre des accommodements avec cette position de principe. L'invasion israélienne a obligé à suspendre les mesures d'expulsion. Rétablies en août 1983, elles ont immédiatement affecté 470 familles, mais ont été inapplicables en raison de la fermeture de l'aéroport de Beyrouth. Elles sont à nouveau suspendues depuis octobre après un vif sursaut de l'opinion, les médias allemands commençant à parler de ce problème occulté jusqu'alors. Une trêve, qui expire en janvier, a été arrachée au Sénat berlinois, sans que la situation matérielle des Palestiniens s'en soit trouvée améliorée.

### Un rapport accablant

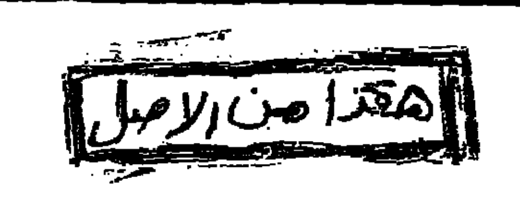
Des événements récents ont beaucoup fait pour infléchir la politique officielle. Il y a deux mois a été publié un rapport accablant du Haut Commissariat aux réfugiés sur les conditions de vie des « demandeurs d'asile » en R.F.A. Dénonçant la désinvolture manifestée à leur égard, il allait jusqu'à évoquer l'existence de critères raciaux fondant l'attitude des autorités.

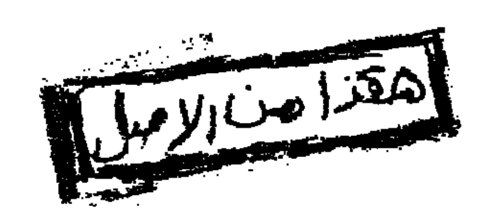
Depuis de début de l'année 1982, un groupe assiste les Palestiniens dans toutes leurs démarches, leur fournit autant que possible une aide matérielle, en vêtements notamment, appuie leurs requêtes (le travail le plus important concerne la formulation de la demande d'asile), et d'une manière générale, tente de propager l'information sur leurs difficultés. Le « Projet », ainsi le nomme-t-on, tire ses ressources de donations privées. Paradoxalement, il semble sur la voie d'une reconnaissance légale.

Le procédé le plus condamnable pour décourager les indésirables est la fréquente séparation des familles, dispersées dans divers centres et sur tout le territoire de la R.F.A. C'est contre ce traitement que se sont élevées, au premier chef, les Eglises protestantes. Mais de tous côtés se font entendre des voix qui suggèrent que, en l'occurrence, la générosité est de mise, que ces « demandeurs d'asile » méritent l'intérêt.

THIERRY PERRET.









# Amorce d'un dégel Est-Ouest ?

*(Suite de la première page.)*

Les deux hommes en étaient sortis, visage fermé, murés dans un silence hostile, après s'être mutuellement rappelé le point de vue officiel de leurs gouvernements. Leurs interventions à la tribune avaient manifesté avec autant de clarté, qu'il s'agit du drame de Sakhaline ou des droits de l'homme de la Pologne ou de l'Afghanistan, la profondeur de leurs désaccords.

Peu après, une autre conférence, celle de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires (F.N.I.), enregistrait à son tour, *en novembre*, le retrait soviétique, bientôt suivi d'un ajournement de l'autre série de pourparlers genevois sur les armements, les START, toujours à l'initiative de Moscou. Les premiers euromissiles prévus par la « double décision » de l'OTAN commençaient à être installés en R.F.A. Enfin, à Vienne, les négociations M.B.F.R. sur les armements conventionnels installés en Europe centrale étaient, elles aussi, suspendues le 15 décembre, à l'initiative des pays du pacte de Varsovie, après avoir franchi sans progrès notable le cap de leur dixième anniversaire... Entre-temps, l'opération éclair menée par les Etats-Unis à la Grenade n'avait évidemment *rien* fait pour enrayer cette dégradation du climat Est-Ouest, même si, là encore, elle n'avait donné lieu à aucune crise internationale majeure.

### Retrouvailles

C'est donc après plusieurs mois de tension croissante entre Moscou et Washington, et cependant que l'on annonce à Bonn la mise en service opérationnel des premières fusées de l'OTAN installées après l'échec des négociations de Genève, que MM. Shultz et Gromyko vont, à Stockholm, renouer un dialogue qui en a, pour le moins, bien besoin. Sans doute ne faut-il pas attendre de cette rencontre plus qu'elle ne peut raisonnablement offrir. La C.D.E., au demeurant, n'a pas pour objet la réduction des armements nucléaires, mais conventionnels. Les euromissiles ne seront donc nullement à l'ordre du jour et pas davantage, bien entendu, *la situation au Proche et au Moyen-Orient* ou en Amérique latine.

On peut cependant imaginer qu'une telle conversation entre les deux responsables des affaires étrangères, surtout si elle se prolonge en marge de la conférence proprement dite, puisse leur permettre de procéder à ce que les communiqués appellent traditionnellement *« un vaste tour d'horizon de la situation internationale »*. Il en faudrait sans doute bien davantage pour aboutir à *un accord même limité* à quelques points, et rien n'indique que la C.D.E. soit assurée du succès. Mais le seul fait qu'elle puisse ainsi servir de cadre à des retrouvailles *américano-soviétiques*, si peu cordial que doive être ce face-à-face, est en soi encourageant.

Il confirme en tout cas le bien-fondé des espérances que la France, et d'autres pays avec elle, *avaient* mises dans l'organisation de ce nouveau forum Est-Ouest, auquel participeront, comme pour la C.S.C.E., les « Trente-Cinq » (c'est-à-dire tous les pays d'Europe sauf l'Albanie, auxquels s'ajoutent les Etats-Unis et le Canada). Paris peut se flatter d'être à l'origine de la réunion, dont le principe avait *été* suggéré pour la première fois par M. Giscard d'Estaing devant les Nations unies en mai 1978 et repris par M. Mitterrand.

Ce dernier, sans vouloir formuler *ouvertement des espoirs trop précis*, comptait bien que la conférence de Stockholm soit l'occasion de renouer le dialogue entre Moscou et Washington, tout en *souhaitant* qu'une telle rencontre n'éclipse pas le reste des travaux de la C.D.E. L'annonce de cet entretien Shultz-Gromyko, et sans se faire trop d'illusions quant à ses résultats possibles, est la preuve que la fermeté affichée par les Occidentaux n'empêche finalement pas le dialogue Est-ouest.

C'est également le pari fait à Washington. Au demeurant, après l'affaire du Boeing *sud-coréen*, le président Reagan s'était bien gardé de créer une situation irréversible, en dépit de la vigueur de ses protestations. Les sanctions américaines ont *été limitées, malgré l'incident* qui avait conduit M. Gromyko, en septembre, à refuser finalement de se rendre à New-York pour l'assemblée générale des Nations unies, son *avion ne pouvant se poser que* sur une base militaire éloignée de la ville.

De même, au moment du retrait soviétique des pourparlers de Genève. Alors *que Moscou s'ingéniait* à persuader le reste du monde – avec une insistance particulière en direction de l'opinion publique des pays où devaient être implantés les euromissiles de l'OTAN – *que cette rupture* pouvait avoir des conséquences très graves, Washington s'efforçait au contraire de la dédramatiser. Y compris lorsqu'à la rupture des négociations F.N.I. s'ajouta celle des START, puis des M.B.F.R. La Maison Blanche et le département d'Etat affichaient, avec une conviction *dont la sérénité* était évidemment destinée à rassurer ces mêmes opinions occidentales, que le Kremlin serait bien obligé, quoi qu'il en dît, de négocier.

*Il* est sans *doute* trop tôt encore pour mesurer si ce pari a été gagné. Mais le fait que M. Gromyko ait accepté de se rendre à Stockholm (du moins s'il est officiellement confirmé par les Soviétiques) est, pour le moins, encourageant à cet égard. M. Reagan, dans cette phase de tension, peut se flatter de disposer de trois avantages au moins.

Le premier est la fermeté de la plupart des partenaires européens des Etats-*Unis* au sein de l'Alliance atlantique. La déclaration de M. Mitterrand, le 20 janvier dernier, devant le Bundestag, en faveur de l'effort de modernisation de l'appareil de défense occidental face au surarmement soviétique, en avait été un premier signe, même si la France n'est pas directement partie prenante. Le chancelier Kohl, dans un contexte pourtant difficile, n'a pas plié, ni même cherché les « arrangements » *qui* lui étaient suggérés avec insistance dans son propre pays. Mme Thatcher non plus, ni M. Martens en Belgique, qui vient de réaffirmer que les implantations d'euro*missiles devaient* se poursuivre selon le calendrier prévu. La situation est moins nette aux Pays-Bas, mais en Italie, les premiers éléments des fusées nucléaires de *l'OTAN* ont été installés sans difficulté politique ou technique notable.

Le second élément qui joue en faveur des Etats-Unis est l'essoufflement perceptible de la contestation «pacifiste». La plupart des gouvernements occidentaux attendaient cet *« automne chaud »* comme une épreuve redoutable. Les cortèges des adversaires de la *double décision* de l'OTAN ont, certes, pris une ampleur parfois considérable, et plusieurs partis politiques fort importants, comme le S.P.D. ouest-allemand ou le Labour britannique, ont fait campagne, à des degrés divers, contre l'installation des euromissiles. Mais, dans l'ensemble, là aussi la fermeté semble avoir payé. Et l'annonce des premières implantations, qui aurait pu donner le signal d'une flambée de contestation violente, a, au contraire, du moins pour l'instant, porté un coup sérieux à ce courant.

Enfin, le président Reagan – c'est une nouveauté à la Maison Blanche – a pour lui, selon toute vraisemblance en tout cas, la durée. Au total, donc, M. Shultz n'aborde pas dans de mauvaises conditions cette rencontre de Stockholm.

### Un délai de réflexion

*Que cherchent exactement* les Soviétiques ? Ce n'est pas la motion de politique étrangère adoptée à l'unanimité par le Soviet suprême jeudi dernier qui peut permettre de répondre à *cette question*. Reprenant presque mot pour mot la déclaration de M. Andropov du 24 novembre expliquant la rupture des négociations de Genève, le texte *lance un appel* aux Etats-Unis et à l'OTAN pour qu'ils abandonnent leur *« politique fondée sur la force »*. Il reproche aux Occidentaux de rechercher la *« supériorité militaire »* sur l'U.R.S.S. et il approuve les mesures de rétorsion décidées par Moscou en réponse au déploiement des premiers Pershing-2 et missiles de *croisière américains* en Europe occidentale.

Rien de bien nouveau donc. Certains observateurs s'attendaient que les dirigeants soviétiques saisissent l'occasion *du plénum du comité central* et la session du soviet suprême pour exposer leur conception des relations Est-Ouest, mais, outre le fait que ces réunions d'hiver sont *traditionnellement* consacrées aux questions économiques, le Kremlin a certainement besoin d'un peu de temps pour définir son attitude dans la nouvelle situation *internationale*.

L'*absence prolongée* de M. Andropov constitue certainement un élément supplémentaire d'incertitude, même si, du fond de *son lit, le secrétaire général suit* avec autant d'attention la diplomatie que la politique intérieure. La politique extérieure de l'U.R.S.S. n'est pas le *fait d'un homme ni d'un clan* bien que les militaires aient été appelés ces derniers mois à en présenter de plus en plus souvent l'expression publique. *Elle* est le fruit d'une volonté collégiale du bureau politique, ce qui lui donne cette continuité parfaitement incarnée par M. Gromyko.

Les Soviétiques ont souvent *regretté que les présidents* américains soient soumis à réélection tous les quatre ans, et n'aient pas ainsi le temps de penser à long terme. C'est maintenant le chef du Kremlin qui, *du fait de sa maladie*, est pressé par le temps. S'il ne veut pas rester comme le dirigeant soviétique qui a présidé à la rupture du dialogue Est-Ouest, il lui faut prendre une initiative *dans des délais pas trop éloignés.*

La conférence de Stockholm peut-elle en fournir l'occasion ? Le déploiement des armes américaines à *moyenne portée en Europe* a constitué un échec politique pour les Soviétiques, qui ne peuvent pas, sans donner l'impression de reculer, reprendre *purement* et *simplement* les négociations de Genève. Il leur faut respecter un « délai de viduité ». Quand tout ou partie des mesures de représailles qu'ils ont *décidées aura été mis en* œuvre, ils pourront toujours expliquer que l'équilibre prétendument rompu par l'OTAN est rétabli, et qu'en conséquence *ils peuvent reprendre* les pourparlers sur la réduction des armements sur un pied d'égalité.

Demanderont-ils la « fusion » des START et des F.N.I., comme on *leur en a prêté un moment l'intention* ? *Ou préféreront*-ils la « formule Trudeau » d'une réunion des cinq grandes puissances nucléaires ? La deuxième solution présente pour *eux* l'avantage *d'impliquer* la Chine, mais surtout la France et la Grande-Bretagne, dont ils ont réclamé la prise en compte des arsenaux nucléaires dans les négociations sur les armes à moyenne portée. Les réticences manifestes de Paris, et la difficulté encore plus grande de s'entendre à cinq plutôt qu'à deux, *rendent l'entreprise* très aléatoire. Or les Soviétiques sont en priorité intéressés par un accord avec les Américains.

En attendant, le Kremlin aura toute possibilité de manœuvrer pour tenter d'introduire quelques dissensions dans le camp occidental, ne serait-ce qu'en utilisant la crainte, déjà perceptible ici ou là, des dangers que *porterait en lui l'isolement* de l'U.R.S.S.

BERNARD BRIGOULEIX et DANIEL VERNET.

## Inde

### LE PARTI GOUVERNEMENTAL CONFIRME SES OPTIONS CENTRE-GAUCHE

La conférence nationale du parti du Congrès-Indira s'est achevée le 30 décembre à Calcutta par l'adoption de résolutions confirmant les options centre-gauche de la formation gouvernementale. La résolution de politique intérieure souligne l'attachement du parti au socialisme, dénonce les résistances rencontrées dans sa mise en œuvre et accuse, d'autre part, les gouvernements du Cachemire (régionaliste), qui aiderait les autonomistes sikhs du Pendjab, et du Bengale-Occidental (communiste, marxiste indépendant de Moscou et de Pékin), dont la gestion n'est pas jugée *satisfaisante*, ainsi que, d'une façon générale, les partis de gauche soupçonnés de soutenir les forces *« réactionnaires et régionalistes »*. *« Le plus grand péril aujourd'hui touche l'unité et l'intégrité du territoire »*, dit la résolution.

En politique extérieure, le Congrès, comme à l'accoutumée, a *été plus modéré* à l'égard de l'U.R.S.S. que des Etats-Unis : il a dénoncé l'intervention militaire américaine à la Grenade, mais s'est contenté d'affirmer son soutien aux efforts de l'ONU pour trouver une solution au problème de l'Afghanistan. Il a déclaré que *« La fourniture d'armements ultramodernes au Pakistan* [par Washington] *constituait une grave menace pour la sécurité de l'Inde et affaiblissait le processus de normalisation des relations entre les deux pays »*.

En marge de la réunion de Calcutta, Mme Gandhi a démenti *avoir* l'intention d'avancer la date des élections législatives nationales prévues pour janvier 1985. Cette réunion a, en revanche, confirmé l'ascension de M. Rajiv Gandhi, fils du premier ministre, encore qu'il *n'ait pas été élu* président du parti, poste qu'occupe sa mère. Il a tenu un langage très ferme, pourfendant les partis d'opposition de droite comme de gauche, et s'est taillé un succès personnel.

## Pologne

### Les hausses des prix alimentaires sont reportées

Varsovie *(A.F.P., A.P.)*. – Les hausses de prix attendues pour la nouvelle année vont être reportées au mois de février et même au-delà, a-t-on annoncé, vendredi 30 décembre, de source gouvernementale.

Dans un bref communiqué, cité par l'agence officielle PAP, le bureau politique, qui s'est réuni, vendredi à Varsovie, souligne *« la nécessité de publier, début janvier, les résultats des consultations sociales à ce sujet et de les soumettre aux organisations syndicales, afin que leurs opinions soient prises en compte lors de l'élaboration d'une conception modifiée des hausses de prix »*.

Ces nouvelles hausses (entre 10 % et 50 %) des prix alimentaires avaient été annoncées le 11 novembre dernier, dans un projet soumis à une *« consultation de la société »*, suscitant une vive opposition, notamment au sein des couches les plus défavorisées. Les nouveaux syndicats (pro-gouvernementaux) eux-mêmes avaient vivement critiqué le projet, le qualifiant d'*« inadmissible »* dans sa version actuelle.

D'autre part, le vice-premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, s'est livré, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Polityka*, à de vives attaques contre Mgr Glemp, primat de Pologne, et plus généralement contre les autorités de l'Eglie, accusées d'avoir gardé, en 1981, un silence coupable et d'avoir ainsi une part de responsabilité dans le *« cours tragique »* des événements.

*« Il n'y aurait sans doute pas eu d'événements aussi dramatiques* [l'état de siège] *en Pologne*, affirme M. Rakowski, *si les autorités morales* [sous-entendu l'Eglise] *qui se concentrent actuellement sur la condamnation du pouvoir avaient, en 1981, jugé avec force et sévérité l'anarchie et ses messagers. »* Aucun dialogue n'est plus possible avec *« Lech Walesa et ses amis politiques »*, dont *« l'aventurisme était une grande menace non seulement pour la Pologne, mais pour la paix en Europe et dans le monde »*, réaffirme le vice-premier ministre.

## A travers le monde

### Iran

● MOSCOU ET LE TOUDEH. – L'U.R.S.S. a adressé vendredi 30 décembre une mise en garde à l'*Iran au sujet des procès « montés de toutes pièces »* qui se préparent à Téhéran contre le Toudeh (P.C. iranien prosoviétique). La *Pravda* estime que ces procès constituent une *« nouvelle diversion politique »*. *« Depuis le milieu de cette année*, écrit ce samedi l'organe du P.C. soviétique, *plus de huit mille cinq cents membres du Toudeh ont été arrêtés sous l'inculpation d'activités d'espionnage au profit de l'U.R.S.S., à l'instigation des services secrets américains, la C.I.A. en tête, et d'éléments de l'extrême droite iranienne »*, dont *« le seul but est d'anéantir le mouvement communiste dans ce pays »*. – *(A.F.P.)*

### Maroc

● ATTAQUE SAHRAOUIE. – Les forces du Front Polisario ont attaqué une *« importante concentration de troupes marocaines »* à l'est de Boucraa, jeudi 29 décembre, faisant *« plus de cent morts parmi elles »*, selon un communiqué publié le lendemain à Alger par le *« ministère »* de l'information sahraoui. L'attaque, précise ce communiqué, s'est déroulée à Khechbiyine, à 70 kilomètres de Boucraa, (site phosphatier). Elle a duré toute la journée de jeudi et s'est achevée par *« une retraite des forces marocaines »*. – *(A.F.P.)*.

### Somalie

● AIDE DE 100 MILLIONS DE DOLLARS. – La Somalie va recevoir, au cours des trois prochaines années, une aide de 100 millions de dollars de la part de différents pays donateurs, a indiqué, récemment, le ministre somalien des finances, M. Ahmed Adow. Cette aide, accordée par un comité des pays donateurs qui s'est récemment réuni à Paris, devrait fournir à la Somalie un nouveau répit, a-t-il ajouté. – *(A.F.P.)*



IL Y A UN DEMI-SIÈCLE

# Le massacre occulté des Assyriens d'Irak

***L'oubli de la communauté internationale à l'égard du génocide des Arméniens est aujourd'hui en partie réparé. En revanche, les Assyro-Chaldéens, qui, en 1915 et en 1933, virent périr une partie importante de leur communauté, sont pour l'instant totalement absents de la mémoire de l'humanité.***

A la veille de la première guerre mondiale, les Assyro-Chaldéens, chrétiens orientaux se rattachant aux antiques Assyrie et Chaldée, étaient établis en deux groupes principaux, à l'ouest de l'Euphrate et au sud de la Turquie (Mardin, Diyarbékir, Ourfa) ; au sud du lac de Van, dans les vallées du massif de Hakkiari, sur les rives du grand Zab et du Bohtan, au nord de Mossoul en Irak (Dohouk, Zakho) où se trouvent les ruines de Ninive, et en Perse à l'ouest du lac d'Ourmiah.

Ce petit peuple comptait, en 1914, environ 400 000 âmes. Or la communauté assyro-chaldéenne perdra 250 000 de ses membres *massacrés, déportés*, morts de faim et de misère, le tout orchestré par les Turcs et les Kurdes. Le massacre qui a eu lieu dans la plaine d'Ourmiah, entre janvier et août 1915, fut l'un des plus cruels.

Derechef, durant la seconde partie de l'année 1933, se déclencha brusquement un nouvel et tragique épisode de cette histoire du peuple assyrien, au nord de l'Irak, dans la région de Mossoul. Des massacres systématiques qui coûtèrent la vie à au moins 1 000 personnes.

### Promotion pour les coupables

En septembre 1929, le gouvernement britannique ayant mandat de la Société des Nations (S.D.N.) sur l'Irak depuis 1920 *fit connaître son intention* de mettre fin à ce statut en 1932. L'Irak, ayant accédé à l'indépendance, entra à la S.D.N. le 3 octobre 1932. Cette rapide évolution suscita des inquiétudes parmi les Assyriens, car ils estimaient que la fin du mandat signifiait le rejet définitif par le gouvernement de Bagdad non seulement de leur projet d'autonomie locale revendiquée depuis 1919, mais également l'absence des garanties leur assurant l'égalité de traitement avec les musulmans et la liberté de conscience.

La S.D.N. avait été saisie de nombreuses pétitions émanant des Assyriens dans lesquelles ils réclamaient notamment l'autonomie locale. Le Conseil de la S.D.N. chargea cinq de ses membres en décembre 1932 d'examiner les pétitions. Leurs conclusions furent négatives pour les Assyriens. Ceux-ci *« se sont ainsi trouvés victimes des préoccupations de la politique européenne. On a préféré les sacrifier plutôt que de créer (pour une minorité) un précédent qui aurait pu se retourner contre la Pologne ou la Roumanie* (1) *»*.

En 1933, Mar Ichaï Chimoun, patriarche nestorien et chef spirituel et temporel des Assyriens, fut arrêté à Bagdad en raison de divergences avec le gouvernement irakien sur les droits et les pouvoirs dont les Assyriens devaient jouir. Bagdad refusait de reconnaître l'autorité temporelle, donc politique, du patriarche. Néanmoins, le cabinet Nouri Saïd proposa un plan d'insertion des Assyriens avec le concours d'un expert étranger, le major britannique A.-D. Thomson, mandaté par la S.D.N.

Trois mois plus tard, le 17 juillet 1933, certains chef assyriens,comme Malek Yacoub et Malek Loko, décidèrent de quitter l'Irak et pénétrèrent en Syrie, *sous mandat français, signifiant* ainsi leur refus du projet élaboré pour leurs coreligionnaires par Bagdad. Ils furent suivis, le 19 juillet, par un groupe de 1 500 Assyriens avec leurs armes, qu'ils détenaient depuis la dissolution des unités britanniques dont ils firent partie.

Ils furent tout d'abord désarmés, le haut commissariat français de Syrie opposant un refus formel à la demande d'asile des Assyriens. Ils repassèrent en Irak, le 5 août, dans l'intention de ramener malgré tout leurs familles en Syrie. Ce mouvement de *migration, disaient-ils, intéressait* environ 300 familles qui pourraient être suivies de 5 000 autres personnes.

Ils commençaient à repasser le Tigre et 500 personnes avaient atteint la rive gauche du fleuve, en Syrie, lorsque *une fusillade* éclata, au milieu de laquelle se distinguait nettement le tir des armes automatiques irakiennes installées en batteries sur le fleuve. Les engagements se poursuivirent plusieurs jours. Des dizaines d'hommes furent tués ou blessés, 550 Assyriens repassèrent le Tigre et regagnèrent la Syrie, *où ils séjournent* depuis cette date, dans le Khabour, au nord-est du pays (Djézireh).

Ces combats des 4 et 5 août 1933 furent suivis de massacres dans la population assyrienne restée en Irak, perpétrés par l'armée irakienne. Entre-temps, Mar Ichaï Chimoun avait été déporté à Chypre. C'est au village de Simélé, que les massacres furent les plus sanglants. A ce sujet, le correspondant du journal *le Temps* à Londres, Robert Cru, écrivait le 8 août 1933 : *« De sinistres révélations viennent de s'ajouter à ce que l'on savait déjà sur les atrocités qui ont eu lieu dans le nord de l'Irak. Un fonctionnaire britannique en tournée a trouvé 315 Assyriens massacrés. Ce seraient des paysans nullement impliqués dans les troubles récents de la frontière de Syrie. »*



*(Le Tour du monde, 1865.)*

Le gouvernement du roi Fayçal Ier d'Irak, tout en déplorant ces incidents, *« donna sa parole d'honneur que de tels actes de sauvagerie ne se reproduiraient pas »* (*le Temps*, 18 août), mais il accordera une année d'avancement à tous les officiers qui avaient pris part aux opérations contre les Assyriens, et le grade de général à leur chef, le colonel Békir Sidki...

JOSEPH YACOUB.

(1) Saint-Brice : « La tragédie des Assyro-Chaldéens », dans *Correspondance d'Orient*, sept. 1933, page 109, Genève.

**[Les Chaldéens, chrétiens uniates, c'est-à-dire unis à Rome, et les Assyriens, chrétiens nestoriens, forment aujourd'hui, dans le seul Irak, une communauté estimée, selon les sources, entre sept cent mille et un million de personnes – les Chaldéens, communauté à laquelle appartient le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, étant plus nombreux que les Assyriens. Ces deux communautés utilisent l'arabe, mais leur langue *maternelle* est le soureth, ultime avatar de l'antique langue araméenne (ou syriaque) que parlait Jésus. Alors sujettes de l'Empire ottoman, ces populations furent, notamment au milieu du siècle dernier, l'objet de plusieurs massacres.**

**Après la première guerre mondiale, les seuls Assyriens exprimèrent le désir de jouir de l'autonomie locale au sein du Royaume hachémite d'Irak. Depuis les massacres de 1933, des dizaines de milliers d'Assyriens *ont quitté* l'Irak, de *même* que de nombreux Chaldéens, et beaucoup se sont installés aux Etats-Unis (*le Monde* du 12 août 1980). Aujourd'hui, le clergé assyro-chaldéen affirme que le parti Bass laïcisant, au pouvoir à Bagdad, assure aux chrétiens un *« statut acceptable »*.]**

**J.-P. P.H.**

## Histoire

**TÉMOIGNAGE**

# Quand l'armée française réunifiée commençait sa marche sur Rome

En cette fin d'année 1943, malgré sa brillante prestation au cours de la campagne d'Afrique du Nord et la libération de la Corse (*le Monde* daté 9-10 octobre), l'armée française est encore marginalisée aux yeux des alliés anglo-saxons, qui lui donnent parcimonieusement les moyens de s'équiper en armement moderne, mais trop léger. Pour les Américains, plus que pour les Britanniques, qui lui doivent d'avoir quitté Dunkerque dans les moins mauvaises conditions, notre armée reste la grande vaincue de mai et de juin 1940. Elle est, en outre, divisée en deux clans ; d'un côté, ceux qui ne reconnaissent que l'autorité du général Giraud, de l'autre, les vétérans de la France libre et ceux qui ont rejoint les F.F.L. en Tunisie ou en Libye.

C'est dans cette ambiance que le général d'armée Alphonse Juin, commandant le corps expéditionnaire français en Italie, arrive, le 23 novembre, à Naples avec tout son état-major et les responsables de la logistique du C.E.F. Dans le tohu-bohu qui agite le grand port de la côte occidentale italienne, où débarquent sans arrêt les unités alliées et leur opulente machine de guerre, cette arrivée passe inaperçue. Juin et ses subordonnés sont considérés comme les chefs d'une simple force supplétive que les Anglo-Saxons comptent utiliser pour occuper le terrain conquis et protéger les arrières. Juin le sait. Il est reçu le lendemain par le général Clark au G.O.G. de la Ve armée américaine à Caserte, et, là, il vide son sac.

Dans l'histoire, Alphonse Juin, fils d'un modeste gendarme du Constantinois, sera le troisième chef militaire à mériter l'épithète d'« *Africain* », après Scipion et Lyautey — Lyautey, dont il fut, entre les deux guerres mondiales, chef de cabinet. Mais à son audace, à la rudesse du langage, s'ajoute l'amitié que lui porte le chef de la France combattante, dont il fut le condisciple à Saint-Cyr. Mais Juin était sorti le premier de la promotion bien avant de Gaulle. Depuis, les deux hommes, malgré la différence des grades (en 1939 de Gaulle, colonel, commandait un régiment de chars, tandis que Juin, général, commandait la 15e division motorisée), se tutoient. A l'époque, au niveau du haut commandement, ce cas est unique. En entrant dans le P.C. de Marc Wayne Clark, Juin ne se trouve pas en face d'un inconnu. A l'automne de 1942, le général américain, débarqué d'un submersible britannique au large de Cherchell, avait rencontré les responsables du « complot des cinq », où les militaires français étaient notamment représentés par les généraux Mast, de Goislard, de Monsabert, Béthouard et le commissaire des Chantiers de jeunesse Van Eyck. En sa qualité de commandant en chef en A.F.N., Juin avait été tenu hors du coup. Ce qui n'empêcha pas Giraud, l'évadé de Koenisberg, de lui confier le commandement de toutes les forces françaises sur le front tunisien.

Clark, pour sa part, avait connu le feu comme sous-lieutenant, en 1917. C'était sa seule expérience de la guerre. Fin 1943, son autorité s'exerce sur l'ensemble de la Ve armée américaine, qui, appuyée par la VIIIe armée britannique, une poignée de Français, une brigade polonaise et les forces italiennes qui ont choisi le camp de la démocratie, doit appliquer la stratégie définie à Téhéran.

Car, ce front d'Italie, c'est le deuxième front réclamé avec insistance par Staline depuis de longs mois, le front africain n'étant considéré que comme un épisode destiné à bloquer, dans le Bassin méditerranéen, l'Afrika Korps de Rommel et les maigres divisions italiennes affamées qui lui avaient été rattachées. Mais Juin veut mettre l'accent sur l'effort demandé à l'armée d'Afrique en rédigeant l'ordre du jour no 1, dont la 2e division infanterie marocaine, qui débarque au même moment dans la baie de Naples, a la primeur. Il rappelle que, sous la monarchie, la Ire République et les deux Empires, les Français se sont déjà battus sur les champs de bataille de la Péninsule et écrit, avec leur sang, dans l'histoire de notre pays, les noms de Marignan, Arcole, Rivoli, Marengo, Magenta, Solferino.

Le futur maréchal de France ne sait pas encore que le destin le désignera pour entrer dans Rome le 4 juin suivant.

### Où frapper le ventre mou de l'Europe ?...

Pendant le temps où Marocains, Algériens et Tunisiens, autochtones ou Européens partent au coude à coude, à l'assaut de la Ville éternelle (il y a, dans leurs rangs, l'adjudant Mohamed Ben Bella, qui recevra la croix de guerre et la médaille militaire), à Téhéran, capitale d'un Iran convoité par les Britanniques, les Américains et les Soviétiques, on discute. Trois hommes, trois chefs d'Etat tenant l'avenir du monde entre leurs mains affrontent leurs points de vue pour aboutir à la victoire totale de la démocratie contre le nazisme. On laisse le Japon sauter d'île en île dans le Pacifique, battant, ici les Anglais, là, les Américains ou les Hollandais. Russes et Nippons ne sont pas en guerre. Pour ceux que l'on appelle déjà les Trois Grands, seule l'Europe compte... Au lendemain de la défaite de Hitler, comment sera-t-elle découpée ? A quelle sauce sera-t-elle mangée ? Plus tard, ces problèmes seront nettement définis à Yalta. Mais à Téhéran, du 22 novembre au 1er décembre 1943, la question se pose déjà de savoir où sera frappé le coup dur dans le ventre mou de l'Europe.

En l'absence de de Gaulle, qui n'a pas été invité, Churchill ne cache pas son opinion : le ventre mou, c'est la Méditerranée centrale, là où Hitler, lâché par les Italiens, a le plus de mal à maintenir ses troupes d'occupation en Yougoslavie (l'aide à Tito sera précisée), en Grèce, en Albanie. Quant à la Turquie, il faudra la faire sortir de la neutralité. Alors, le Premier britannique déclare : « *Nous marcherons sur Rome. Après, nous poursuivrons vers Milan, le Brenner, nous libérerons l'Autriche et attaquerons l'Allemagne par la Bavière pour remonter vers la Baltique, en nous emparant de Berlin au passage.* »

En face de lui, Staline déclare : « *Il faut libérer l'est de l'Europe : la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie.* » Roosevelt, jouant les médiateurs, lance : « *Oui, laissons à la glorieuse armée rouge le grand front de l'Est et libérons au plus tôt la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la partie de l'Italie où les fascistes de Mussolini* [libéré de sa prison des Abruzzes par un commando S.S.] *se battent encore aux côtés de la Wehrmacht.* »

Et la France ? « *Nous y débarquerons par le sud, le plus près de l'Italie, et par le nord, à quelques dizaines de kilomètres seulement de nos bases situées en Grande-Bretagne* », précise Roosevelt.

### Kesselring renforce la ligne Gustav

Pour se faire comprendre dans ce dialogue de sourds, Juin va engager une partie de poker. Il sait que les meilleurs atouts sont dans sa main gauche (la droite ayant été gravement atteinte en 1914-1918), la même qu'il utilise pour faire le salut militaire. Car, de cette fin de l'année 1943 à juin 1944, coincé dans l'étroit et inconfortable couloir fait de bosses et de ravins, de torrents tumultueux et de sommets escarpés, il va pousser ses unités droit vers le nord : la 2e D.I.M. aura le redoutable honneur d'enfoncer le front allemand entre les massifs du Pantano et de la Mainarde ; puis, la 3e division algérienne d'infanterie (D.I.A.) de de Monsabert (du 12 au 14 janvier), de Monna-Casale à Aquafondata.

Au fur et à mesure, des renforts sont engagés : la 1re division française libre de de Larminat (auquel succédera Garbay, puis Brosset) ; la 4e division marocaine de montagne ; les groupements de tabors de Guillaume. La fine fleur de l'armée d'Afrique se trouve sur le sol italien, s'efforçant d'arriver à Rome avant les vétérans de la VIIIe armée britannique d'Alexander qui a fait ses preuves dans les sables libyens, marchant à leur droite, et les novices de la Ve armée américaine de Clark, dont les premières classes furent la Tunisie et la Sicile.

Le C.E.F. de Juin n'est encore qu'un petit corps d'armée, malgré les cinq étoiles qui brillent sur son béret basque rejeté sur la nuque. Débarquée la première en Italie, la 2e D.I.M. est déjà au contact de l'ennemi sur le front de Venafro, qui deviendra le G.O.G. de Juin. Elle est à la botte du général Lucas, commandant le 6e CAUS, qui vient de franchir les eaux limoneuses du Volturno et qui vise Minturno, à 80 kilomètres au nord-ouest de Naples.

Noël 1943 : de Monsabert débarque avec sa 3e D.I.A.. Juin, qui sait qu'en face se trouve un adversaire de taille, le maréchal de la Luftwaffe Kesselring, commandant en chef de l'armée allemande d'Italie, qui a rameuté les redoutables chasseurs-parachutistes et les chasseurs de montagnes (les homologues de nos chasseurs alpins), bavarois ou tyroliens, se réjouit de ces renforts qui vont devoir affronter l'adversaire sur un terrain à leur mesure : la ligne Gustav, accrochée aux montagnes et aux ravins, jusqu'aux abords de Rome.

De son côté, le service de renseignements de la Wehrmacht connaît la faiblesse des Américains, épuisés par les pertes subies lors des débarquements. C'est la raison pour laquelle Clark accepte la proposition de Juin de placer ses Nord-Africains sur le flanc droit de la Ve armée, sans se soucier du vide laissé entre la 2e D.I.M. et les Britanniques sur la ligne de crête des Apennins.

Le patron de la 2e D.I.M., le général Dody, va devoir oublier que les Américains lui ont donné, en partie, un excellent matériel motorisé. Dans les calcaires, la boue, la neige des montagnes et les galets des torrents, il n'a que faire de la panoplie sophistiquée des alliés. Il partira à l'assaut des « djebels » italiens avec les moyens que l'armée d'Afrique a toujours su utiliser : les mulets et les bourricots réquisitionnés sur place.

### La France retrouve sa place

C'est la même guerre artisanale que les 4e et 8e tirailleurs marocains et les tabors vont mener contre les casemates blindées tenues par une partie de la 305e division allemande sur les flancs du Castelnuovo (1 250 mètres), tout en subissant le feu de l'ennemi, qui tient toujours le Pantano (1 100 mètres). Entre-temps, les tabors vont relever les GI's épuisés, ce qui donnera aux goumiers l'honneur d'enlever le Monna Casale (1 225 mètres), au-delà duquel l'adversaire a établi une nouvelle ligne de résistance.

Le répit sera bref. Dans la nuit de Noël, le commandant du 6e corps américain demande à la 2e D.I.M. — qui attend toujours des renforts de la 3e D.I.A. — de reprendre l'attaque sur un axe débordant vers l'ouest en direction de la Mainarde (1 478 mètres). Le choc sera rude, car Kesselring, sachant maintenant la valeur et la pugnacité de ceux qui l'attaquent, fait défendre ce massif par un renfort de chasseurs de montagne ramené en toute hâte du lac Ladoga, sur le front de Leningrad.

Ce sont maintenant des « Feldgrau », forgés par les souffrances du terrible hiver de la « viande froide », qui vont craquer sous les coups de boutoir portés par le 8e Tirailleurs marocains et un groupe de tabors, alors que vient de se déchaîner une violente tempête de neige sur des pentes qui dépassent les 1 000 mètres d'altitude. Des deux côtés, les pieds et les mains gelés feront autant de victimes que les blessures de guerre.

Cependant, les pertes françaises, en morts et en blessés, sont lourdes devant des troupes allemandes retranchées dans leurs bunkers, balayant le moindre glacis de leurs redoutables MG-42, la nouvelle mitrailleuse légère pouvant tirer à la cadence de 1 200 coups à la minute. Le brouillard qui succède à la neige facilite le travail des corps francs marocains, qui réussiront, se frayant un chemin à coups de grenade, à planter le drapeau français au sommet de la Mainarde. Nous sommes à la veille du réveillon de la Saint-Sylvestre. On attend avec impatience l'arrivée de la 3e D.I.A. de de Monsabert.

A Alger et dans tout le monde libre, l'opinion publique et les dirigeants comprennent la réelle signification des premières victoires de l'armée d'Afrique sur le continent européen. Marocains, Algériens et Tunisiens ne peuvent plus être considérés comme une simple force d'appoint, et de Gaulle écrit à ce propos, dans ses *Mémoires de guerre, (L'Unité)* : « *L'idée que je me faisais de la conduite de la guerre était celle-là même que je m'étais fixée depuis 1940...* » Et le chef de la France combattante ne cache pas que, président du Comité français de libération nationale, avant de devenir président du gouvernement provisoire de la République française, son désir le plus profond est que l'armée française unifiée revienne dans la métropole parée des lauriers de la gloire pour « *contribuer, avec nos forces clandestines, à la libération du pays, prendre part à l'invasion du Reich, s'assurant en chemin les gages voulus pour que le règlement final ne puisse s'accomplir sans nous* ».

De Gaulle reproche aux Alliés de le tenir écarté de la conduite de la guerre. Mais il obtient d'eux que son ami Juin étoffe son C.E.F. avec une nouvelle division marocaine de montagne (la 4e D.M.M.), dont le besoin se fait vivement sentir. Et, dans le droit fil de l'unité, voici la 1re division française libre, qui deviendra 1re division motorisée d'infanterie, dont les unités, comme la 13e demi-brigade de légion étrangère et le régiment de fusiliers marins (qui compte dans ses rangs l'enseigne de vaisseau Philippe de Gaulle), se sont déjà couvertes de gloire en Erythrée et en Cyrénaïque, à El Alamein et à Bir-Hakeim.

Le général Eisenhover, devenu chef suprême des forces alliées sur le front européen (SHAPE), aurait préféré le choix de la 9e division d'infanterie coloniale du général Magnan, l'ancien chef des corps francs d'Afrique en Tunisie. « *Il y eut quelque tumulte*, écrit de Gaulle, *lorsque je m'opposai à la décision américaine définie à Anfa, en janvier 1943, selon laquelle les forces françaises seraient totalement à la disposition des Américains.* »

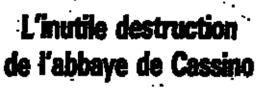
De Gaulle passe outre : si la 1re D.F.L. n'est pas désignée pour l'Italie, aucune division française ne partira. Désormais, le C.F.L.N. puis le G.P.R.F. seront tenus au courant des décisions du commandement en chef allié.

C'est donc un C.E.F. renforcé qui pourra marcher sur Rome, en partant du principe, comme l'a souligné un témoin allemand, le major parachutiste Rudolf Böhmler, que « *celui qui est le maître des sommets est maître des vallées...* ». Pour l'heure, les deux sommets qui barrent l'avance des Alliés de part et d'autre de la ville de Cassino sont le mont Cassin et le Belvédère. Confiant dans ses troupes, de Monsabert, partant de San Elia, franchit le torrent Rapido pour se lancer à la conquête du Belvédère et du mont Abate. Au 2e CAUS le soin de déborder le mont Cassin pour permettre aux blindés de se ruer sur la voie Casiline conduisant à la capitale italienne à travers la ligne Gustav défoncée.



Dessin de CAGNAT.

Le général d'armée Alphonse Juin, commandant le corps expéditionnaire français en Italie.



### L'inutile destruction de l'abbaye de Cassino

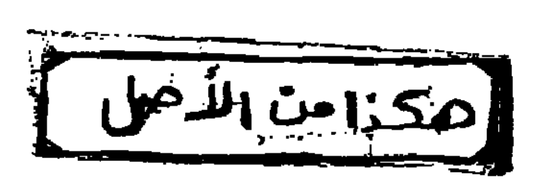
Ce sera la première bataille de Cassino, dans laquelle d'importants moyens d'appui-feu par l'artillerie et les bombardements aériens seront utilisés pour faire sauter ce formidable verrou. La Ve armée américaine sur le versant occidental, la VIIIe armée britannique sur le versant oriental, vont s'user les dents sur l'arête apennine. Les Américains font une vaine diversion en créant la poche d'Anzio-Nettuno, dont la préparation avait été organisée conjointement par Clark et Alexander.

La bataille du mont Cassin fait porter aux Américains la lourde responsabilité de l'inutile destruction de la célèbe abbaye, dont, fort heureusement, les trésors avaient été mis à l'abri par les Allemands, argument que la propagande de Goebbels saura utiliser. Cet acte de destruction avait été sévèrement désapprouvé par le commandant du C.E.F., ce qui n'empêchera pas Clark de dire à Juin : « *Vous avez été le meilleur général de cette bataille d'Italie.* »

Les Français mettront cinq mois pour atteindre leur objectif ; ils ne s'arrêteront qu'à Sienne, avant d'être rappelés à Naples pour le débarquement en Provence. Il leur faudra, pour cela, coiffer le Belvédère, franchir les marais Pontins, remonter le cours du Garigliano. La rupture fut effectuée par l'aile droite du C.E.F. (2e D.I.M.-3e D.I.A.) le 17 mai, tandis que la 1re D.F.L. s'emparait de Monte-d'Oro. Le deuxième assaut contre le mont Cassin allait se poursuivre durant soixante-dix jours. Le 22 mai, le 2e CAUS faisait, enfin, sa liaison avec les assiégés de la poche d'Anzio-Nettuno. Trois semaines plus tard, le 6e CAUS lançait ses blindés sur la N 7, passant au pied des monts Albains. Le 14e corps allemand est totalement écrasé grâce à l'appui du C.E.F., qui va s'enfoncer entre les deux branches de la tenaille, formée par les Ve armée américaine et VIIIe armée britannique. Le 4 juin, tandis que Clark réalise son rêve d'entrer le premier dans Rome, l'armée d'Afrique franchit le Tibre et, du haut du mont Sacré, voit la ville de Saint-Pierre à ses pieds.

LÉO PALACIO.





## L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

# Le rôle-clé d'un consortium d'intérêts étrangers

*(Suite de la première page.)*

Le premier fait nouveau est l'existence révélée à notre correspondant Guy Porte (*le Monde* du 31 décembre) par Me Violet, avocat-conseil des inventeurs, et confirmée de plusieurs sources, dont la direction du groupe ELF, d'un mystérieux consortium international, conglomérat d'intérêts privés sans personnalité juridique propre, auquel participaient des financiers de haut niveau espagnols, italiens, allemands, suisses et américains. Après avoir financé de 1969 à 1975 les expériences des deux inventeurs du procédé, ce consortium d'intérêts n'a pas, comme on l'a cru, disparu lors de la prise de contact de ces derniers avec ELF.

Ces hautes personnalités, dont M. Pinay était le représentant en France et M. de Weck, président de l'Union de banques suisses, le banquier, ont au contraire en quelque sorte « parrainé » les inventeurs dans les contacts pris avec l'Etat et le groupe français, garantissant notamment le succès de certaines de leurs expériences précédentes (en Espagne par exemple). A la direction d'ELF, on se souvient notamment d'un ancien ministre espagnol, d'un financier italien du nom de [illegible] (1) et d'une banque italienne, qui ont *« parmi d'autres participé à plusieurs réunions à très haut niveau »*. Or Guy Porte nous apprend que ces personnalités sont loin d'avoir rompu tous les ponts avec les inventeurs. Bien qu'elles n'aient à aucun moment figuré, comme certains en France le pensaient en 1976, dans le capital de la société Fisalma, bénéficiaire des paiements du groupe ELF et propriété du comte de Villegas, elles avaient bien reçu l'assurance que celui-ci les intéresserait à l'exploitation ultérieure de son procédé. Il apparaît surtout que lesdits membres du consortium ont obtenu remboursement en 1978 de leurs avances aux inventeurs, à partir des fonds versés à ceux-ci par le groupe français.

L'intervention de ce groupe d'intérêts explique donc l'utilisation, du moins en partie, des quelque 200 millions de francs suisses (450 millions de francs français en 1978) perdus par ELF-ERAP, question à laquelle le rapport de la Cour des comptes, limité à la France, ne répondait pas plus que les trois enquêtes menées depuis par la direction des impôts. Les dépenses des inventeurs du procédé, pendant les trois années de l'expérimentation, bien qu'apparemment importantes et non vérifiées, ne pouvaient en aucune manière être à l'échelle de cette somme (2).

Ces « appuis » expliquent également l'apparente facilité avec laquelle les promoteurs de l'affaire ont convaincu les dirigeants de l'Etat français et M. Guillaumat. Devant un dossier bénéficiant de telles recommandations, le seul tort de ce dernier, reconnaît-on aujourd'hui, rue Nelaton, est *« d'avoir signé les yeux fermés, car* [le dossier] *était apporté avec de telles garanties »*.

On ne comprend toujours pas, en revanche, que, de son propre aveu, le premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac, n'ait pas été tenu au courant, alors que M. Barre, dès son arrivée quelques mois plus tard (3), le sera, et que M. Giscard d'Estaing, dans sa spectaculaire intervention télévisée (*le Monde* du 24 décembre) a déclaré : *« Au début de 1976 (...), on annonce au gouvernement qu'une découverte importante permettrait de procéder à des recherches de pétrole (...) et que ce serait un avantage mondial pour la France. Qui le dit ? M. Antoine Pinay, ancien président du Conseil, M. Guillaumat, président d'ELF-ERAP, hommes de réputation incontestable et d'honnêteté reconnues par tout le monde. »* Mais à qui le dit-on ? Au « gouvernement » ou au président de la République, qui, par la suite, sera tenu constamment au courant des essais ?

La conviction de M. Guillaumat et de ses proches est d'autant plus explicable que, selon le groupe ELF, le procédé expertisé trois ans plus tard avec l'aide de M. Horowitz, directeur de recherches au C.E.A., qui a permis à celui-ci de conclure à la *« supercherie »*, n'était pas le même que celui qu'ELF pensait à l'origine pouvoir tester à partir des inventions de M. de Villegas. Des explications données par celui-ci, de ses expériences passées et des premiers tests, *« extrêmement troublants »*, réalisés par ELF, les ingénieurs de la Compagnie croyaient pouvoir déduire une piste de recherche axée sur la physique des particules – domaine faisant encore actuellement l'objet des recherches les plus poussées dans le monde. En fait, lorsque, deux ans plus tard, les inventeurs, pressés de révéler leurs « secrets » par le groupe, se résignent enfin à vendre leur procédé – et leur matériel – à ELF, les ingénieurs découvrent que le matériel en question ne correspond pas à ce qu'ils croyaient, le domaine couvert étant non la physique des particules mais la magnétométrie, procédé de recherche déjà largement connu.

Ce matériel, explique-t-on aujourd'hui au sein du groupe, ne permettait pas d'obtenir les résultats constatés. Les deux inventeurs avaient-ils donc berné de bout en bout leur monde ? Ce n'est possible, assure-t-on, qu'à condition d'admettre qu'il y avait, dans les plus hauts rangs du groupe, une « taupe », associée avec les escrocs. Ou bien le matériel livré était-il incomplet ? C'est l'hypothèse retenue chez ELF, où, si on admet aujourd'hui qu'il y a eu escroquerie, on assure qu'elle n'a pu avoir lieu qu'au cours de la seconde phase de l'opération.

### Deux périodes bien distinctes

On ne peut en effet saisir toute l'affaire sans distinguer nettement deux périodes. Une première, de mai 1976 à juin 1978, au cours de laquelle ELF obtient, au titre de deux contrats de services, le droit de tester le procédé. Et une seconde, de juin 1978 à juillet 1979, au cours de laquelle ELF-ERAP, enfin propriétaire du procédé – en association avec les inventeurs – découvre avec consternation qu'il ne correspond pas à ses espoirs, démasque avec l'aide du C.E.A. et de son ministre de tutelle la supercherie et rompt le contrat de vente.

A ces deux phases correspondent deux montages financiers distincts *(voir encadré)* qui montrent le rôle-pivot joué dans toute cette affaire par l'Union de banques suisses : celle-ci non seulement prête à ELF les sommes nécessaires à l'opération, mais constitue l'intermédiaire obligé de tous les virements. Son président, M. de Weck, détient de surcroît la signature de la société Fisalma. L'U.B.S. agit-elle comme simple intermédiaire, comme l'affirme aujourd'hui Me Viollet ? Ou fait-elle partie, elle aussi, des créanciers antérieurs des deux inventeurs, ce qui justifierait largement sa participation active et ses intérêts dans l'opération ?

Son rôle explique en tout cas la relative facilité avec laquelle le second versement de fonds a pu être « récupéré » par ELF, puisqu'en réalité le groupe français n'a quasiment pas sorti d'argent en France, mais a emprunté les fonds. La « restitution » s'est opérée ultérieurement, lors de la régularisation de ses comptes avec l'U.B.S. : celle-ci, qui avait pu bloquer les sommes dues pour le contrat de 1978 aux inventeurs, a déduit ces sommes des dettes contractées à son égard par ELF.

Affaire « à la Tintin » ou affaire d'Etat ? Les éléments nouveaux de l'enquête ne permettent pas de trancher. Ils n'excluent pas, en effet, l'hypothèse d'une supercherie menée de bout en bout. Ils éclairent néanmoins l'attitude, jusqu'ici difficile à comprendre, des dirigeants d'ELF. Mais tout ce qui allège les responsabilités techniques du groupe français alourdit en contrepartie celles des initiateurs politiques et financiers de l'affaire. Celles aussi de ceux qui ont choisi de clore le dossier, alors qu'une suite d'enquêtes internationales – et judiciaires ? –, réclamée semble-t-il par le rapporteur de la Cour des comptes, aurait peut-être permis de faire toute la lumière et – pourquoi pas – de récupérer une part plus importante des fonds dépensés.

Ces éléments ouvrent enfin le champ à de nouvelles hypothèses, plus graves peut-être que les précédentes. M. de Villegas et son associé étaient-ils les inventeurs géniaux d'un procédé révolutionnaire mais encore insuffisamment développé qui, après plusieurs expériences plus ou moins fructueuses, comptaient sur le groupe français pour mettre au point définitivement leur matériel, et qui en dernier ressort ont préféré garder leur secret ? Ou des escrocs, appuyés par leurs anciennes victimes, soucieuses de rentrer dans leurs fonds ? Ou, pis encore, des jouets entre les mains de puissants groupes d'intérêts internationaux ? Il est aujourd'hui bien tard pour renouer les fils de toute cette histoire...

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Il pourrait s'agir de M. Pesanti, actionnaire privé et membre en 1977 du conseil d'administration du groupe pétrochimique italien Montedison.

(2) A titre de comparaison, les dépenses totales d'un très gros laboratoire de recherche physique lourde, employant 600 personnes (20 fois plus que les inventeurs), n'atteignaient en 1983 que 300 millions de francs (soit à peu près moitié moins en francs 1976) !

(3) Le premier contrat a été signé par ELF le 28 mai 1976. M. Jacques Chirac a démissionné le 25 août. M. Barre a été nommé premier ministre le même jour et informé du « projet X » le 8 octobre par M. Guillaumat.

● *M. Antoine Pinay*, qui fêtait, vendredi 30 décembre à Saint-Chamond, son 92e anniversaire a qualifié d'*« ânerie »* l'affaire des « avions renifleurs ». *« On cherche par ce moyen*, a-t-il déclaré, *à détourner l'attention de l'opinion publique des graves problèmes actuels... Cette affaire est d'une simplicité inouïe. »* L'ancien président du conseil a ajouté : *« Quand on fait des sondages ou que l'on creuse des trous pour les forages, on dépense des sommes équivalentes et même parfois supérieures. Il arrive pourtant que cela ne donne aucun résultat. Les ingénieurs d'ELF-ERAP ne sont ni des imbéciles ni des enfants de chœur. »* Pour M. Antoine Pinay, *« le procédé employé par le gouvernement n'est ni très honnête, ni très sérieux »*.

# Un procès d'incompétence

*(Suite de la première page.)*

Apparue comme un nouvel élément de l'affrontement majorité-opposition, l'affaire s'est doublée progressivement d'une confrontation, plus discrète mais non moins réelle, au sein même de l'opposition. Au départ, en effet, M. Mauroy a saisi l'occasion que lui ont offerte *le Canard enchaîné* et M. Emmanuelli pour réoccuper le terrain. Venant après le débat sur la réforme de la presse et avant la consultation avec les syndicats sur le chômage, comment ne pas interpréter ce fait comme le signe d'un nouveau bail, fût-il de courte durée, à Matignon, et comme un élément de la contre-offensive contre la droite, réclamée par le P.C.F. et annoncée par un premier ministre qui ne veut pas être en reste sur ce terrain ?

Contre-offensive en termes d'image, en l'espèce, puisqu'il s'agit surtout de montrer à l'opinion que ceux-là mêmes qui taxent la gauche d'incompétence se sont rendus coupables d'une telle légèreté qu'ils n'ont plus aucun titre à donner des leçons.

A ce jeu, et forte d'un rapport dont le contenu est, dit-on sans équivoque, la majorité n'a en effet pas grand-chose à perdre. Si ce n'est que, comme souvent, la « mise en musique » dérape et laisse une impression si confuse que l'opinion ne sait plus vraiment à qui elle doit en vouloir. Elle peut en vouloir à la gauche de créer, à son tour, un climat dur. Un tel climat, soit dit en passant, risque fort de contrarier, s'il se prolonge, les tentatives d'organisation d'un centre gauche : on ne peut, dans un même mouvement, chercher à atténuer le jeu bipolaire et l'accentuer.

L'opinion peut aussi demander des comptes à l'opposition. Au sein de celle-ci, beaucoup pensent que l'affaire des « avions renifleurs » profite plus encore au R.P.R. et à son chef, M. Chirac, qu'au pouvoir. Un R.P.R. *« spectateur »*, comme l'a suavement dit M. Bernard Pons.

De là à penser que certains proches du R.P.R. « donnent des munitions » au gouvernement... L'intervention, dans nos colonnes, de M. Albin Chalandon, se solidarisant avec les responsables politiques de l'époque, était précisément conçue pour dédouaner l'ancien président d'ELF et toujours membre du R.P.R. d'un tel soupçon.

M. Barre, qui utilise l'imparfait lorsqu'il parle de la confiance envers M. Chalandon, est dans la situation inconfortable de l'exécutant, dans une affaire qui touche à son fonds de commerce : la compétence. On commet, à son encontre, un crime de lèse-majesté : c'est un peu comme si l'on mettait en doute l'énergie de M. Chirac ou l'intelligence de M. Giscard d'Estaing.

Ce dernier a, sans doute, formellement réussi sa prestation télévisée ; il est réapparu comme le patron de son propre camp, reléguant précisément M. Barre au rang d'exécutant, et son propos – il faudra que le sort de la France *« soit confié à des hommes qui soient capables à la fois de la gouverner et de la respecter »* – valait déclaration de candidature pour 1988. Il a contre-attaqué sur le terrain même sur lequel il était visé : celui de la compétence. Mais l'effet risque, pour l'ancien chef de l'Etat, d'être de courte durée, s'il est avéré que l'opération a été lancée, comme certains le suggèrent, non par M. Guillaumat mais par lui-même et M. Pinay.

Voilà pour le jeu politique normal, pourrait-on dire, tant il est vrai que les préliminaires des grandes confrontations électorales sont le plus souvent dominés par des manœuvres diverses à l'intérieur de chaque camp, avant le choc frontal. Mais ce jeu est-il vraiment normal ? En d'autres termes, sont-ce là les armes de la démocratie ? La première leçon que l'on peut tirer de ces événements est que, décidément, l'alternance n'est pas encore entrée dans les mœurs. Si la démocratie, c'est la transparence et la continuité de l'Etat, le pouvoir peut dénoncer un comportement qui a soustrait à son information des documents dits « confidentiels-défense ». A cet égard, la défense présentée par M. Giscard d'Estaing n'est pas complètement recevable. L'ancien chef de l'Etat n'a pu s'empêcher de donner du sujet une présentation royale : en léguant des documents aux Archives nationales, il œuvre pour les historiens. Mais le problème est celui de la vie politique et administrative quotidienne, et de dossiers dont un successeur, quel qu'il soit, doit pouvoir disposer. Et en tout état de cause, on peut se demander si le fait de se tromper peut être transformé en secret d'Etat.

La seconde leçon touche au contrôle des comptes. Une fois les esprits calmés, il serait bon de reposer le problème de l'efficacité de ce contrôle, ou plutôt de faire en sorte que celle-ci ne soit plus inversement proportionnelle au montant des sommes engagées.

Enfin, la dernière leçon concerne l'usage de la science par les responsables politiques : de si bonne foi soient-ils, peuvent-ils, au nom de l'intérêt national, accaparer seuls des questions dont la réponse requiert une compétence d'un autre ordre ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Dossier établi par :
[illegible] DETHOMAS, Laurent GREILSAMER, Michel KAJMAN, Edouard MASUREL, Véronique MAURUS et Daniel SCHNEIDERMANN



## Les montages financiers

A la direction du Trésor, le 23 juin 1978, se trouvent réunis MM. Haberer, directeur du Trésor, Deroche, directeur du budget, Chalandon, P.-D.G. d'ELF-ERAP, et Bonnet de la Tour, directeur financier du groupe. Objet de la réunion, dont un compte rendu sera rédigé le 19 janvier 1979 par ce dernier : d'une part approuver le nouveau montage financier qui désormais couvrira les dépenses du groupe au titre du « projet X », dans la perspective du nouveau contrat devant être signé le lendemain avec les inventeurs du procédé. D'autre part, décide du dividende qui sera versé par l'ERAP à l'État en 1978. Le conseil d'administration doit, quatre jours plus tard, arrêter les comptes de l'exercice 1977 – étant entendu que, comme le précise le compte rendu : *« La nécessité est reconnue de dégager sur le budget 1978 de l'ERAP, conformément à* [une] *lettre [précédente] du premier ministre, les sommes correspondant au versement à effectuer, ce qui ne peut être obtenu qu'en limitant les dividendes servis par l'ERAP à l'État. »*

Le premier montage financier, valable jusque-là, était relativement simple : c'était l'Union de banques suisses (U.B.S.) qui avançait à ELF les 200 millions de francs suisses (400 millions de francs français environ en 1976 (1) réclamés par les inventeurs au tire du premier contrat de 1976. Elle les versait, par l'intermédiaire d'une société-écran, à la FISALMA, donc aux inventeurs. En contrepartie, la Société nationale ELF Aquitaine (S.N.E.A.), via sa filiale, Socap Nouvelles Hébrides (N.H.), spécialisée dans le négoce de brut (notamment gabonais et saoudien), effectuait un dépôt équivalent auprès de l'U.B.S.

Cette somme permettait, d'une part, de garantir les fonds prêtés et, d'autre part, de rendre l'opération neutre du point de vue des taux d'intérêt (les agios dus par l'U.B.S. à ELF sur les dépôts compensaient les intérêts dus à l'U.B.S. par ELF sur les crédits).

En 1978, ce schéma est modifié. Premièrement parce qu'il a été décidé de ne pas mêler la S.N.E.A. – qui a des actionnaires privés – à l'opération et de faire remonter tous les comptes à l'ERAP. Deuxièmement parce qu'il faut verser aux inventeurs une nouvelle somme de 250 millions de francs suisses (630 millions de francs français en 1978).

La Socap N.H., filiale non de l'ERAP, mais de la S.N.E.A., disparaît donc du circuit après avoir touché les agios dus sur ses dépôts. L'U.B.S. consent à l'ERAP un prêt à long terme de 500 millions de francs suisses (1 260 millions de francs français en 1978) devant couvrir *« l'ensemble des engagements pris par l'ERAP, tant au titre de l'accord de 1976 qu'à celui de l'accord d'association »* (2) et qui bénéficiera de la *« garantie inconditionnelle de l'Etat français »*.

L'ERAP crée une nouvelle société-écran, la SIDANA, dont elle est *« fiducièrement propriétaire »* et qui est domiciliée au Liechtenstein. C'est cette société qui, en réalité, bénéficie de l'emprunt et donc réglera à la FISALMA, société des inventeurs, les 250 millions de francs suisses au titre du contrat de 1978. C'est elle aussi – avec quelques intermédiaires écrans – qui touchera de l'ERAP une avance annuelle (fixée en 1978 à 25 millions de dollars, soit 112 millions de francs français et 45 millions de francs suisses environ) destinée à rembourser par annuités le prêt à l'U.B.S. (qui s'étale sur dix ou quinze ans).

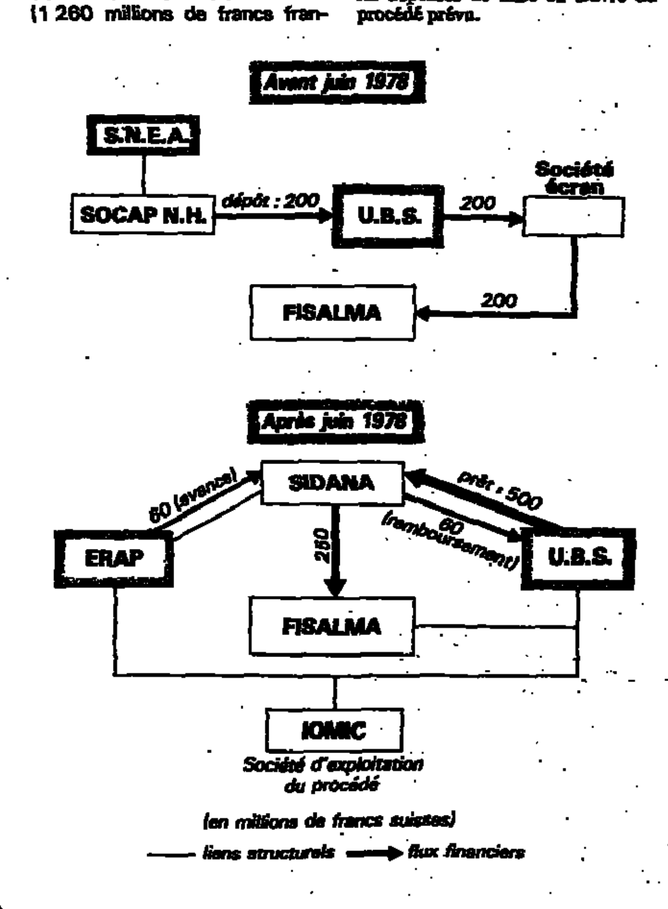
Enfin, une autre société, le IOMIC (International Oil and Mining Investment Corporation), est créé, à 50/50 entre l'ERAP et l'U.B.S. représentant les inventeurs; elle sera chargée d'exploiter et de mettre en œuvre le procédé. Ce schéma ne sera en réalité appliqué qu'une année, puisque, en juillet 1979, ELF rompt le contrat avec les inventeurs.

Grâce à une clause introduite dans le contrat, l'U.B.S. parvient à bloquer les sommes dues. Une régularisation interviendra alors entre l'U.B.S. (créancier) et l'ERAP, celle-ci remboursant les sommes empruntées (1,26 milliard de francs français) dont ont été déduites les sommes bloquées correspondant au second versement (630 millions de francs), le premier remboursement versé par la SIDANA (112 millions de francs) et les fonds prévus pour la mise en exploitation du brevet non encore dépensés. Soit un peu moins de 400 millions de francs. Au total, l'ERAP y aura laissé environ 500 millions de francs français, sans compter les dépenses engagées par ailleurs pour tester le procédé (six forages pour un peu plus de 300 millions de francs français).

V. M.

(1) Les écarts entre les différentes estimations citées jusqu'ici des pertes encourues par ELF s'expliquent notamment par la variation des taux de change au cours de la période. En 1976, 1 franc suisse valait environ 1,91 F français, en 1978, il valait 2,53 F français.

(2) C'est-à-dire 200 millions de francs suisses pour les contrats de 1976, 250 millions de francs suisses pour le contrat de 1978 et 50 millions de francs suisses pour couvrir les dépenses de mise en œuvre du procédé prévu.



# L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

## Seize personnages pour un scénario embrouillé

● **M. BARRE (Raymond).** – *Quand il faut y aller...* Conduit par sa fonction de premier ministre à faire le nécessaire pour que la volonté du chef de l'Etat soit accomplie, M. Barre ne s'est apparemment pas fait prier. Il *fallait* de l'argent, beaucoup ; et du secret, toujours plus de secret. M. Barre fournira sans barguigner signatures et modes d'emploi pour que la pompe à finances et le robinet à mystère fonctionnent sans interruption. C'est ce qui lui vaut d'être placé aujourd'hui sous la lumière crue des projecteurs, plus encore que M. Giscard d'Estaing. L'ancien premier ministre de V.G.E. a réagi avec plus de sérénité que ce dernier. Au mutisme, il a fait succéder des éléments précis sur son rôle : il n'a rien à cacher sur les cachotteries du passé.

● **M. BECK (Bernard).** – Parti à la retraite le 15 octobre 1982, cet ancien premier président de la Cour des comptes croyait pouvoir remplir tranquillement ses fonctions d'adjoint au maire de Granville, chargé des finances. Profonde erreur. Cet élu de l'opposition, ancien haut magistrat, président du Centre d'études politiques et parlementaires, ne dort plus depuis que *le Canard enchaîné* a révélé qu'il avait détruit les exemplaires d'un rapport confidentiel de la Cour des comptes en sa possession.

M. Beck a procédé à cette « *lacération* » à la veille de sa retraite. Pour respecter son engagement vis-à-vis de M. Raymond Barre, dit-il. Le secrétaire d'Etat au budget a parlé, lui, de « *forfaiture* ».

● **M. BONASSOLI (Aldo).** – L'un des deux « inventeurs ». Comment ce technicien en télévision, ressortissant italien, a-t-il rencontré son « associé » le comte de Villegas ? Mystère. Parmi le gratin du « high life », le Bottin mondain belge, les avocats, les anciens présidents du conseil, il détonne incontestablement. Grand spécialiste des rythmes vibratoires des marguerites, des papillons et... du pétrole, il est l'âme alchimiste et poétique de l'affaire. Introuvable aujourd'hui.

● **M. BOYER (Daniel).** – Président pour l'Europe des démocrates américains à l'étranger, cet homme d'affaires reprend aux actionnaires suisses liés à l'Union de banques suisse, le contrôle de la Compagnie européenne de recherches, qui gère les quatre « avions renifleurs ». Il devient président du conseil d'administration en 1979. Il a d'autre part assuré en Europe les relations publiques du leader antimarxiste de l'Unita angolaise, Jonas Savimbi.

● **M. CHALANDON (Albin).** – Ancien banquier, grand résistant, ancien ministre (de l'industrie et de l'équipement), ancien trésorier de l'U.N.R., ce « baron » du gaullisme, surnommé « le bel Albin », a présidé d'août 1977 à juin 1983 la société nationale ELF-Aquitaine, réussissant, ce qui n'était pas un mince exploit, à maintenir son pouvoir en dépit du changement de majorité de mai 1981 et justifiant une fois de plus sa réputation de « conseiller des primes ». Jusqu'à la transformation, en août 1980, des structures du groupe pétrolier, il est également président de l'ERAP, holding détenant les parts de l'Etat dans la S.N.E.A. qui seule apparaît officiellement dans l'affaire des « avions renifleurs ». Bien que président du groupe, il n'a eu, de son propre aveu, qu'une faible responsabilité dans l'opération, celle-ci ayant été confiée à son prédécesseur M. Guillaumat, après même que celui-ci eut officiellement pris sa retraite. Il a néanmoins eu à connaître de toute l'affaire et sera chargé en 1979 de récupérer une partie des sommes versées aux inventeurs.

● **M. EMMANUELLI (Henri).** – Bouillant et actif jusqu'à être gaffeur, comme on a pu le soupçonner dans la récente affaire du dégrèvement fiscal accordé à M. Doumeng, ou lorsque ses flèches vite brisées se sont portées en direction du Crédit commercial de France ? Bien inspiré ou encore inspiré tout court, mais par qui ? Le secrétaire d'Etat au budget n'a en tout cas pas ménagé ses effets pour « *lancer* » l'affaire des « avions renifleurs ». Le choc des mots, le nuage des sous-entendus, lui sont, dans un deuxième temps, revenus dans l'estomac depuis la fameuse séance de l'Assemblée nationale. Le point de départ officiel de la tempête, ce fut lui. Il est ensuite demeuré étrangement silencieux au milieu du vacarme qu'il avait déclenché. *L'avenir dira si le dernier coup de M. Emmanuelli est à porter dans la colonne rouge des bévues ou au chapitre des véritables affaires d'Etat.*

● **M. GIQUEL (François).** – Agrégé de lettres, énarque, conseiller référendaire de première classe à la Cour des comptes, cet homme va au moins laissé son nom à un rapport. *Vous l'avez lu ? Non ? Cela viendra.* M. Mauroy s'est beaucoup amusé en le parcourant.

*Des esprits soupçonneux soulignent* que M. Giquel a été directeur de cabinet du ministre de la consommation, Mme Catherine Lalumière.

● ***M. GIRAUD* (André).** – A seize ans de distance, M. André Giraud – aujourd'hui âgé de cinquante-huit ans – apparaît comme le fils spirituel de M. Pierre Guillaumat. Même si *au défricheur* succède un administrateur moins audacieux, plus soucieux des procédures, les deux hommes ont le même profil de grand serviteur de l'Etat, conscients de leur valeur et du rôle que doit jouer le corps des mines dont ils sont issus après Polytechnique. Et, comme son prédécesseur, M. Giraud fera sa carrière dans le pétrole puis dans l'atome, à la tête du Commissariat à l'énergie atomique.

Ministre de l'industrie à partir d'avril 1978, il ne pardonnera pas à M. Chalandon d'avoir *été nommé* à la tête d'ELF-Aquitaine – un poste qui lui était, pensait-il, destiné – ni d'aller répétant que le seul objectif du groupe est de faire des bénéfices. Ce n'est pourtant pas du conflit permanent entre les deux hommes que sortira – comme ont le dit parfois – l'affaire. En l'occurrence, M. Giraud ne sera qu'une courroie de transmission entre Matignon et le groupe dont *il avait la tutelle, au moment* du désengagement d'ELF de cette ténébreuse affaire.

● **M. GISCARD D'ESTAING (Valéry).** – Sa fonction de l'époque et l'enchaînement des *circonstances* lui avaient fait dire « oui » dans le plus grand secret, en 1976, au projet des « avions renifleurs ». A l'heure de l'affaire, c'est lui qui a dit « non » avec le plus d'éclat et de courroux, non aux « *campagnes de diffamation et d'insinuations* ». Reste que la paternité de la durée, du mystère et du peu d'attention porté au suivi de l'histoire lui est aujourd'hui – après coup – volontiers attribuée. Il eût *été acteur de premier plan si les avions* avaient vraiment reniflé. Il n'est plus que le détenteur du rôle lourd d'homme léger.

● **M. GUILLAUMAT (Pierre).** – *La certitude qu'il n'y a pas d'indépendance* nationale possible sans autonomie énergétique a guidé toute la carrière – toute la vie même – de ce brillant ingénieur, polytechnicien et mineur. Rien ne résistera devant cet objectif dont il convainc, après la guerre, le général de Gaulle. De son passage dans les services de renseignements à Tunis, puis, à partir de 1942, dans le B.C.R.A. avec les gaullistes à Alger, *M. Guillaumat* gardera le goût du secret, le sens de l'organisation et une certaine méfiance des parlementaires et des politiques. Cela jouera un rôle important dans l'élaboration de la politique pétrolière, comme dans la fabrication de la bombe atomique, voire dans l'affaire des « avions renifleurs », dont il décidera l'*expérimentation en 1976*. Son départ à la retraite d'ELF-Aquitaine et de l'ERAP en août 1977 ne l'empêchera pas de conserver un bureau dans l'entreprise pétrolière et ce précieux dossier dont son successeur, M. Chalandon, sera déchargé.

● **M. HALLEUX (Philippe).** – L'éphémère président de la *Compagnie européenne de recherches* (CER), ancien pilote belge, a-t-il *escroqué* Alain de Villegas, comme l'affirme, par exemple, M. Antoine Pinay ? De mauvaises langues bruxelloises prétendent qu'il en aurait été intellectuellement *bien* incapable.

Certaines pièces du hangar ultra-protégé *occupé par* la CER, en bout de piste de l'aéroport de Bruxelles, lui étaient interdites. Tout au plus la manne d'ELF lui a-t-elle permis d'assouvir son goût de l'électronique, *en dotant* les avions des *gadgets* dernier cri. Introuvable aujourd'hui.

● **M. HOROWITZ (Jules).** – C'est le signataire du rapport technique *par* lequel la vérité éclate. Ses relations privilégiées – en dépit de certains désaccords – avec M. André Giraud, alors ministre de l'industrie, qui fut son patron au *Commissariat à l'énergie atomique* (C.E.A.), sa compétence scientifique et sa fonction de directeur de l'Institut de recherche fondamentale du C.E.A. le désignaient tout naturellement pour *coordonner* une expertise sur le procédé du comte Alain de Villegas.

*Cet homme* courtois, qui cultive volontiers le goût du secret, fut l'un des grands barons du C.E.A. en raison du rôle essentiel qu'il eut dans le développement de la *filière* électronucléaire *française* (*graphite*-gaz) et de celui qu'il joua dans la mise au point de la force de frappe.

● **M. PINAY (Antoine).** – A quatre-vingt-douze ans, cet ancien *président* du conseil se demande bien pourquoi l'on prononce son nom dans cette affaire des « avions renifleurs ». Peut-être tout simplement parce que, sans sa caution, M. Giscard *d'Estaing aurait été plus* prudent à l'égard de l'« invention » et des « inventeurs ». Et parce qu'il a été, de 1976 à 1979, un « arbitre » entre les parties.

Aujourd'hui, M. Pinay confond les anciens et les nouveaux francs et donc l'importance des sommes en *jeu. A l'époque, il s'est passionné pour ce projet,* suivant attentivement les travaux des ingénieurs d'ERAP, même si, dit-il, « *j'ai toujours eu un doute sur l'efficacité de ce projet* ». Un comble.

● **M. VILLEGAS (Alain de).** – « *Ne lègue pas de biens sans valeur !* » ordonne en latin la devise de la famille (« *Vilia ne Legas* ») *d'où vient le patronyme de ce comte* belge. Le génial inventeur des « avions renifleurs » risque fort de ne pouvoir se conformer à cette injonction. Ses recherches d'eau, ses balbutiements alchimistes pour *transmuter* l'eau *en pétrole et enfin* l'« affaire » l'ont, paraît-il, laissé ruiné. Le château familial de Rivieren, qui abrita ses rêves, cherche aujourd'hui acquéreur. Depuis trois ans, le fisc belge *s'acharne sur* le comte, aujourd'hui introuvable.

● **Me VIOLET (Jean).** – L'entregent, voilà la qualité qui caractérise cet avocat d'affaires internationales. *Les « grands » de la finance*, de la politique, de l'industrie, de l'Eglise, il les aura tous connus, ou presque. A force de connaître tout le monde, Me Violet est devenu un homme de confiance (*H.C.*) du service de documentation extérieure et de contre-espionnage (aujourd'hui D.G.S.E.). C'est lui, intermédiaire par excellence, qui a mis en contact les « inventeurs » et les financiers *européens les soutenant* avec M. Antoine Pinay, son ami, et le groupe pétrolier ELF-ERAP.

● ***M. WECK* (Philippe de).** – A *soixante-cinq* ans, ce banquier est l'une des personnalités les plus connues de l'« establishment » helvétique. Fort de ses vingt-sept ans de carrière à l'Union de banques suisses, seconde banque helvétique, il a participé dans les années 70 à de nombreux débats internationaux, organisés notamment par les associations du patronat chrétien (Union *internationale chrétienne* des dirigeants d'entreprise, Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise chrétiens, etc.).

Sa réputation internationale lui a valu d'être choisi par la régie Renault pour présider, après son départ de l'U.B.S. en 1980, la principale filiale helvétique du groupe : Renault Finances. Selon M. Rupert Cornwell, auteur du livre *God's banker*, consacré à la vie de Roberto Calvi, qui fut directeur de la Banco Ambrosiano, banque du Vatican, M. de Weck était l'un des trois « sages » désigné par le Vatican pour vérifier les liens entre sa banque et l'IOR (Instituto per le Opere di Religione).



## Une histoire à rebondissements

**1976**

*28 mai* : **ELF-ERAP signe le premier contrat de service avec les « inventeurs ». Un procédé révolutionnaire, dit des « avions renifleurs » devrait permettre, selon ceux-ci, de détecter à distance des gisements pétroliers sans procéder à de longs et coûteux forages. ELF-ERAP verse dans un premier temps 200 millions de francs suisses (400 millions de francs français) par l'intermédiaire de l'Union des banques suisses, à la FISALMA, société créée par les promoteurs, et obtient le droit de tester le procédé.**

*2 juin* : **M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, autorise officiellement l'opération.**

*Octobre* : **le comte Alain de Villegas et son associé Aldo Bonassoli entreprennent des expériences avec le groupe ELF.**

**1977**

*Juin* : **un deuxième contrat de service, plus large, est signé avec les inventeurs. M. Albin Chalandon succède à M. Pierre Guillaumat à la présidence d'ELF-ERAP. Une** *lettre de M. Raymond Barre,* **alors premier ministre, adressée à M. Chalandon, au mois de février 1978, confirmera l'habilitation personnelle de M. Guillaumat dans l'opération des « avions renifleurs ».**

**1978**

*28 février* : **une lettre de M. Barre autorise le troisième contrat avec les « inventeurs ».**

*23 juin* : **au cours d'une réunion au trésor, un nouveau schéma financier est adopté pour couvrir l'opération. L'ERAP est autorisée à emprunter 1,2 milliard de francs auprès de l'U.B.S. avec la** *« garantie inconditionnelle de l'Etat français ».*

*24 juin* : **troisième contrat avec les « inventeurs » qui cèdent la propriété du procédé contre un versement de 630 millions de francs.**

*27 septembre* : **ELF-ERAP et l'Union de banques suisses (U.B.S.) fondent « l'International Oil and Mining investment corporation », société qui devient propriétaire du procédé.**

**1979**

*1er trimestre* : **M. André Giraud, alors ministre de l'industrie, demande à M. Jules Horowitz, directeur de la recherche au C.E.A., d'examiner la validité des recherches scientifiques dirigées par les « inventeurs ».**

**Des dirigeants d'ELF-ERAP préviennent la Cour des comptes de certaines conséquences comptables et financières de l'opération des « avions renifleurs ».**

*Avril* : **une démonstration du procédé du comte de Villegas a lieu en Champagne en présence de M. Giscard d'Estaing. Expérience peu concluante.**

*23 juillet* : **le contrat signé en juin 1978 est rompu. Les fonds versés aux inventeurs au titre du troisième contrat seront bloqués et récupérés ultérieurement par l'ERAP.**

*Décembre* : **M. François Giquel, conseiller référendaire de première classe à la Cour des comptes, est chargé de contrôler les comptes du groupe pétrolier ELF-ERAP.**

**1980**

*22 janvier* : **M. Barre, lors d'un entretien confidentiel avec M. Bernard Beck, alors premier président de la Cour des comptes, demande que le rapport de M. Giquel soit effectué dans le plus grand secret et obtient d'en être l'unique destinataire.**

*Mars* : **M. Giquel découvre une anomalie dans les comptes de l'ERAP. Il en avertit ses supérieurs, qui lui font alors part des informations qu'ils détenaient.**

*Décembre* : **M. Giquel termine son rapport et le transmet à la présidence de la Cour des comptes.**

**1981**

*21 janvier* : **M. Beck remet trois exemplaires du rapport Giquel à M. Barre.**

**1982**

*Septembre* : **la direction générale des impôts est informée des découvertes des vérificateurs.**

*Octobre* : **à la veille de sa retraite, M. Beck, premier président de la Cour des comptes, détruit par « lacération » les exemplaires du rapport Giquel en sa possession.**

*Novembre* : **M. Jean-Michel Bloch-Lainé, directeur des impôts, demande une** *seconde enquête.*

*14 décembre* : **les résultats de la** *seconde enquête* **sont adressés au ministre délégué au budget.**

*27 décembre* : **notification à l'ERAP d'un premier redressement de 120,6 millions de francs (exercice 1978).**

**1983**

*11 janvier* : **l'ERAP reçoit la notification d'un second redressement de 426,4 millions de francs (exercices 1979-1980).**

*12 avril* : **M. Giquel rédige un résumé de son rapport d'après ses souvenirs, à la demande du gouvernement.**

*22 juin* : **le** *Canard enchaîné* **révèle qu'ELF-ERAP a été** *« victime d'une escroquerie de 100 milliards de centimes ».*

*5 juillet* : **M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, reçoit M. Guillaumat, ancien patron d'ELF-Aquitaine pour l'entendre.**

*13 septembre* : **M. Pierre Boisson, président de l'ERAP, est reçu par M. Emmanuelli.**

*16 septembre* : **le secrétaire d'Etat au budget demande à la direction générale des impôts de faire procéder à une troisième enquête par des fonctionnaires habilités au « secret défense ».**

**1983 (décembre)**

*Le 21* : *le Canard* **enchaîné, après ses révélations du mois de juin, revient sur ce dossier en indiquant notamment que le rapport Giquel a disparu à la présidence de la Cour des comptes et qu'un redressement fiscal de 545 millions de francs a été notifié à l'ERAP.**

**M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, est interrogé à l'Assemblée nationale à propos de ce redressement fiscal. En répondant, M. Emmanuelli qualifie de « *forfaiture* » la destruction, en octobre 1982, par M. Bernard Beck, du rapport de M. Gicquel sur l'affaire des « avions renifleurs ».**

**M. Beck déclare que le rapport avait été demandé par M. Raymond Barre et qu'il n'était destiné qu'à lui seul.**

*Le 22* : **M. Valéry Giscard d'Estaing, invité du journal de 20 heures d'Antenne 2, présente** *un exemplaire du rapport devant* **les caméras et affirme :** *« La façon de faire qui est actuellement celle du pouvoir, qui consiste à répandre des rumeurs ou des calomnies de façon à atteindre les institutions de la France, cela suffit ! »*

**M. Bernard Beck demande** *dans une lettre adressée à* **M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes, de lui** *« assurer la protection de la loi ».*

*Le 23* : **M. Raymond Barre, après avoir dénoncé** *« une opération politique basse et indigne »*, **fait remettre un exemplaire du rapport à M. Pierre Mauroy.**

*M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement,* **justifie l'intérêt des pouvoirs publics pour** *« des rapports qui auraient dû se trouver dans les archives de l'Etat ».* **Il déclare :** *« M. Giscard d'Estaing n'est propriétaire ni de la grandeur de la France ni d'un rapport de la Cour des comptes. »*

*Le 25* : **M. Lionel Jospin estime que** *« les Français souhaiteront qu'on leur dise ce que contient le rapport »* **et demande au gouvernement que** *« des millions de francs publics »* **ne puissent disparaître** *« en pure perte à l'étranger, sans que la Cour des comptes contrôle et sans que la justice puisse »*.

*Le 27* : **M. Pierre Mauroy entame une série de consultations à propos de la publication du rapport. La décision sera prise le 2 janvier. L'Elysée et Matignon semblent plutôt favorables à cette diffusion, alors que les dirigeants du groupe ELF et de l'ERAP y sont plutôt opposés.**

*Le 28* : *le Canard enchaîné* **publie de nouveaux** *documents* **qui mettent en cause M. Barre, dont une lettre du 28 février 1978, adressée à M. Albin Chalandon, président d'ELF-Aquitaine de 1977 à 1983,** *dans laquelle il confirmait que des versements en Suisse* **avaient eu lieu** *« sans que les opérations soient retracées dans la comptabilité de l'établissement ni enregistrées auprès du contrôle des changes ».*

**M. Barre réplique qu'il** *« traitera désormais avec le plus grand mépris l'exploitation, de toute évidence politique, qui est donnée à une affaire qui n'a été, à l'époque, menée que dans la seule considération de l'intérêt national ».*

*M. Albin Chalandon* **demande à M. François Mitterrand, dans une lettre publiée dans** *le Monde* **de** *« mettre fin à cette misérable querelle ».* **Il affirme que** *« la campagne d'insinuation et de calomnie lancée par le gouvernement n'a aucun fondement »* **et que** *« pas un franc n'a été détourné de son objet ».*

*Le 30* : **les premiers versements d'ELF aux « inventeurs » ont servi notamment à rembourser les sommes dues par ces derniers à un groupe de financiers, révèle** *le Monde*. **Un groupe d'investisseurs privés a en effet soutenu les « inventeurs » de 1969 à 1975.**

### APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

## Satisfaction et vigilance dans l'enseignement privé

Satisfaction chez les défenseurs de l'enseignement privé après la décision du Conseil constitutionnel d'annuler les dispositions inscrites au budget 1984 de l'éducation nationale et permettant la titularisation éventuelle de quinze mille maîtres sous contrat (*le Monde* du 30 décembre).

Le secrétariat général de l'enseignement catholique déclare : « *Certes, il ne s'agit que d'une question de procédure, mais cela souligne la gravité d'une tentative qui, si elle devait être poursuivie par le gouvernement, remettrait en cause les fondements mêmes de l'enseignement privé sous contrat.* » Le syndicat C.F.T.C. de l'enseignement chrétien précise que l'« *enseignement catholique ne sera pas sauvé par des questions de procédure* » et qu'« *il importe donc de mettre à profit l'erreur tactique de M. Savary pour renforcer la mobilisation des défenseurs de la liberté* ».

L'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement (APLE) considère que le Conseil constitutionnel a infligé un « *désaveu moral à des méthodes expéditives préconisées par le premier ministre pour soumettre l'école privée à l'hégémonie de l'Etat* ». M. Guy Guermeur, président de Combat pour la liberté de l'enseignement, y voit un « *précieux appui* ». L'Union nationale interuniversitaire (UNI – anti-marxiste) appelle « *les partisans de la liberté de l'enseignement à redoubler de vigilance et de fermeté* ».

Pour le syndicat des personnels du privé, créé par la FEN il y a six mois, la décision du Conseil constitutionnel est, en revanche, marquée d'une « *connotation politique* ». Il conseille aux maîtres du privé de faire « *dès maintenant leur demande de titularisation* ».

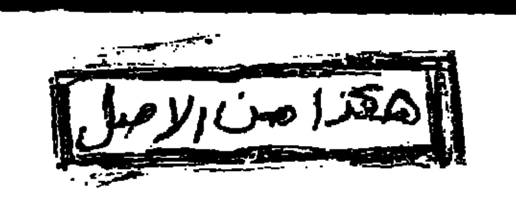
### DES PRÊTRES DÉFENDENT LES RÉFUGIÉS BASQUES

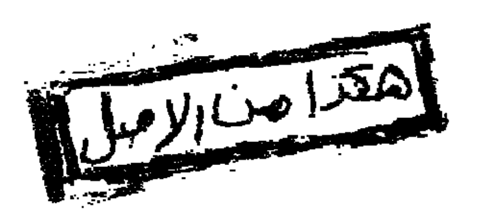
Alors que Mikel Goikoetxea, le jeune réfugié basque victime d'un attentat à Saint-Jean-de-Luz, lutte toujours contre la mort, soixante prêtres du diocèse de Bayonne ont réclamé, vendredi 30 décembre, le rétablissement du statut de réfugié politique pour les réfugiés basques espagnols.

Dans une motion adoptée au terme d'une journée de réflexion, ils se sont déclarés prêts à accueillir au nom de l'Evangile « *toute personne en danger sans la suspecter et encore moins la condamner. (...) Nous sommes heureux que notre pays soit une terre d'accueil et nous voulons qu'il continue à l'être. Il est inadmissible que des personnes soient menacées parce qu'elles pratiquent le droit d'asile* ».

Selon M. Jean-Pierre Destrade, député (P.S.) des Pyrénées-Atlantiques, « *beaucoup dépend du gouvernement espagnol [qui] ne tient pas ses promesses* ». Président (R.P.R.) du conseil général du département, M. Franz Duboscq demande pour sa part des « *mesures exceptionnelles* » pour faire face à la violence.











## HANDICAPÉS EN PRISON

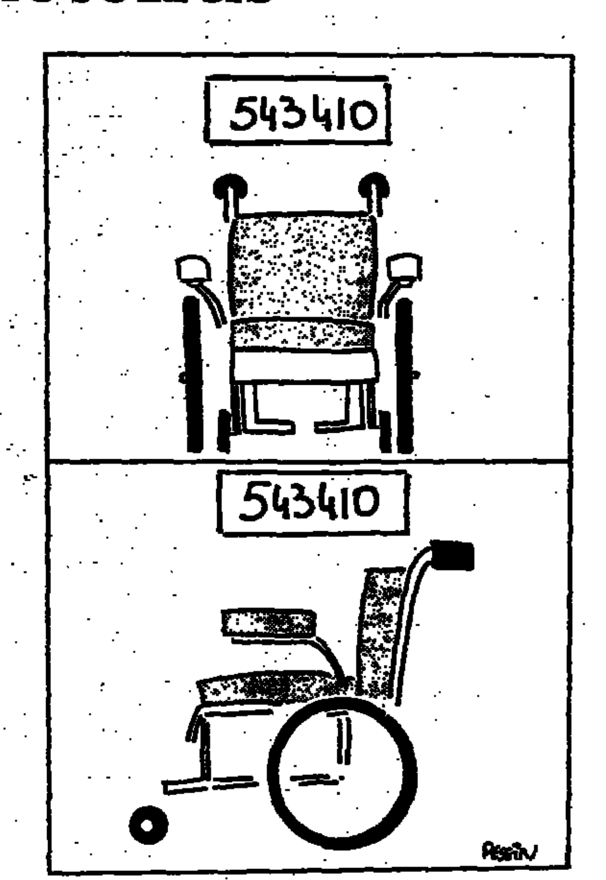
# Deux fois détenus

*« Et pourtant,* dit-il, *si vous saviez comme je l'aimais. »* Ne l'avait-il pas un jour sauvée de la noyade ? Mais lorsqu'il a su qu'il n'était pas le père de « ses » enfants, — il l'a étranglée. *« Un coup de folie »,* explique-t-il aujourd'hui. Deux fois par an environ l'un des deux enfants vient lui rendre visite en prison. Et sur sa table, dans sa cellule, se trouve la photo de sa femme.

Du malheur à l'état brut.

Face à la cellule, le fauteuil roulant. Pour aller du lit à la télévision au fond du couloir et revenir. Après avoir renoncé à la cour de promenade au rez-de-chaussée et à la baignoire des grands infirmes à l'étage supérieur.

*L'hôpital* de Fresnes ne peut plus rien pour lui. Plus rien, naturellement, pour la jambe amputée, il y a trente-trois ans, après avoir chuté d'un échafaudage. Pas davantage pour l'autre membre paralysé, épuisé par ce corps de 120 kilos qui s'est affaissé en détention, où il a pris 60 kilos en cinq ans. Trente-neuf opérations déjà depuis son premier accident ont été tentées. Il veut croire en une quarantième — *« dehors »*, dit-il. Il attend donc résigné une libération conditionnelle éventuelle. Réponse au plus tôt dans quatre ou cinq mois. Un double enfermement : il est détenu et infirme.




Au centre hospitalier pour personnes handicapées (C.H.P.H.) de Poissy (Yvelines) (1) les quatre étages de l'aile droite du bâtiment de détention de la centrale de Poissy sont réservés à trente-six détenus comme celui-ci. Ce sont en fait plus que des handicapés, des malades chroniques diabétiques ou cardiaques. Les prisonniers dans ces quartiers à part sont maîtres de leur temps puisqu'ils ne travaillent pas ; ils se déplacent à leur étage entre les neuf cellules ouvertes et la pièce commune, le « gourbi ». On trouve au quatrième étage, en milieu d'après-midi, autour d'un Nescafé, cinq détenus regardant un western à la télévision. La maladie apparaît comme une chance. En fait, ces « privilégiés » n'ont que de très rares occasions d'échapper à la vie collective de cette communauté restreinte. Pour les visites de la famille, l'infirmerie ou la promenade de trois heures : *« C'est un véritable sous-marin »*, affirme l'un d'entre eux. Différents, ils ne sauraient avoir accès aux clubs de loisir ordinaires de la prison (philatélie, bricolage). Fragiles, ils ne peuvent que jouer au ping-pong et aux boules.

Toute autre activité supposerait des mouvements à l'intérieur de la centrale, des risques à assumer, et donc un personnel supplémentaire. Le C.H.P.H., une prison dans la prison et l'oisiveté comme mode de vie. L'un des détenus a décrit cet ennui dans un recueil de poèmes.

*« Avec l'amitié d'une cigarette*
*On partage les farouches moments*
*De notre immuable isolement*
*Et c'est un peu la trêve d'une fête »* (2).

Pour Noël, ils ont décidé en commun de réagir et de lessiver bénévolement le couloir trop gris de leur vie commune. Tous, sauf le peintre, un solitaire. Lui, et lui seul, vit ce régime de détention particulier comme une chance exceptionnelle. Il ne quitte pas sa cellule de 5 mètres carrés. La direction de Poissy est fière de montrer ce peintre qui vend de nombreuses lithographies à l'extérieur. Sa tension, depuis, a nettement baissé et il se porte de son propre aveu beaucoup mieux : *« Ici,* dit-il, *on réussit à s'évader. »*

La plupart des détenus du C.H.P.H. redoutent, depuis la démission de plusieurs médecins de Fresnes, une éventuelle hospitalisation. Aucun en revanche ne se plaint des soins dispensés à Poissy par les deux médecins à temps partiel. Ils ne manqueraient de rien si ce n'est de quelques séances de rééducation pour l'un d'eux, cardiaque.

Ils ne manquent effectivement de rien : les trois quarts des détenus du C.H.P.H. prennent des tranquillisants, une proportion trois fois supérieure à celle du reste de la population pénale de Poissy. Mais eux, « les autres », ils travaillent.

NICOLAS BEAU.

(1) Trois établissements pénitentiaires sont habitués à recevoir les détenus malades ou handicapés : Liancourt (350 places), essentiellement les condamnés âgés, ne nécessitant pas de surveillance particulière ; Eysses (10 places) pour les détenus en centre de détention (courtes peines) et Poissy (36 places) pour les détenus en centrale (longue peine).

(2) Extrait de *Poésie prisonnière.* Collection « Caractères », c/o à Antares, 47, avenue Gambetta, Paris 75020.

## A LA MONNAIE DE PARIS

# Des ouvriers aux mains d'or

***L'hôtel des Monnaies, à Paris, cache bien son jeu. Derrière sa façade dix-huitième, au bord de la Seine, il abrite la dernière activité industrielle du sixième arrondissement.***

La Monnaie figure parmi les « grandes » P.M.E. de la capitale (elle emploie 650 personnes, dont 450 ouvriers et cadres, et 200 *fonctionnaires employés* dans les bureaux et services). Particularité : ces personnels sont des ouvriers d'Etat, comme dans les arsenaux et les manufactures d'armes. D'où *la forte* proportion de main-d'œuvre syndiquée à la C.G.T. (environ 80 %), et aussi cette mentalité d'« aristocratie » qui bétonne savamment les avantages acquis. *« Nous sommes une maison très sociale »,* observe avec une pointe d'ironie le nouveau directeur du personnel, M. Gonnet.

Il y a dix ans, la Monnaie de Paris a connu un déchirement : l'« exil » à Passac (Gironde) d'une moitié de l'établissement, chargée de la fabrication des pièces de monnaie proprement dite. Ces pièces de monnaie continuent à être conçues et gravées dans les ateliers parisiens. *« Alors que certaines médailles exigent jusqu'à douze ou quatorze passes à la frappe, la monnaie est frappée automatiquement en une fois, face, revers et tranche »,* explique M. Pierre-Rodier, maître graveur.

### Epées d'académiciens

*« Nous avons besoin du contact direct avec les artistes »,* souligne M. Pierre Dehaye, qui dirige la Monnaie de Paris depuis vingt et un ans. C'est l'argument imparable employé contre tout projet de décentralisation des *ateliers parisiens.* Lorsqu'on *travaille avec d'aussi éminents artistes que feu le sculpteur Paul Belmondo ou Georges Mathieu — l'auteur de la pièce de 10 francs, — il n'est pas question un instant d'envisager de quitter les berges de la Seine. « Je suis en relation constante avec plus de cinq cents artistes »,* insiste M. Dehaye, dont le bureau Louis XV s'orne aussi bien de sculptures africaines (en bois) que de « médailles-objets » qui évoquent plus la statuaire que la numismatique.

Le directeur se montre fier des *nouvelles productions* de « sa » maison, qu'il s'agisse de la simple plaque de cheminée à l'ancienne ou de ces « médailles-objets » de bronze fondu (et numérotées), *qui feraient actuellement* une « percée » sur le marché. Mais il ne renie pas pour autant les spécialités anciennes, comme l'outillage d'orfèvrerie (poinçons pour la marque et « bigornes »), les épées d'académiciens — *ils peuvent venir en voisins* — et surtout la frappe des médailles et décorations en tout genre, depuis le simple jeton de bronze (45 F) jusqu'à la plaque d'argent de 12 *centimètres* de diamètre (7 610 F).

Ce *marché des médailles* représente à lui seul près de la moitié du chiffre d'affaires de la Monnaie de Paris, soit environ 80 millions de francs sur un total de *125 millions (non compris le* chiffre de la fabrication monétaire de Pessac, qui avoisine 430 millions). L'établissement produit à perte les pièces de prestige, c'est-à-dire les médailles commémoratives commandées *par l'Etat et les* administrations publiques. *« C'est notre côté mécène »,* précise M. Dehaye, mais il se rattrape sur les commandes particulières (1) *et les monnaies de collection. « La monnaie finance la médaille »,* affirme un dicton maison. De fait, l'entreprise du quai Conti tire ses bénéfices des émissions particulières comme les « fleurs de coins » (série de *pièces de monnaie* fabriquées avec un soin particulier et présentées en emballage sous vide) et les pièces commémoratives du type 10 F Gambetta (1982) ou *10 F Stendhal (1983). Ces* pièces, mises normalement en circulation, sont tirées chacune à trois millions d'exemplaires et ne reviennent à la Monnaie qu'à deux francs l'unité...

Mais c'est évidemment sur les décorations et les médailles que repose l'essentiel de la production des ateliers parisiens : trois cent mille exemplaires sortent chaque année de la frappe des décorations. De même, il est frappé bon an mal an quelque *trois cent mille médailles,* commandées surtout par les collectivités locales et les associations.

Au total, chaque année, 50 à 60 tonnes de métal « commun » (cuivre, zinc, étain, nickel, acier), 4 à 6 tonnes d'argent, *300 à 500 kilos d'or* et *de* 4 à 6 kilos de platine sont traités dans les ateliers de Paris pour fabriquer, selon M. Dehaye, *« les plus belles médailles du monde ».*

ROGER CANS.

(1) Toute personne peut acheter des médailles, sur place ou par correspondance, au service des ventes de l'administration des monnaies et médailles, 11, quai Conti, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 329-12-48. Chacun peut aussi commander une médaille au motif de son choix, soit en fournissant un dessin, soit en *confiant la conception du motif* à l'atelier de gravure. Les collectionneurs peuvent aussi adhérer au Club français de la médaille (même adresse), qui leur donne accès aux émissions à tirage limité (« éditions réservées »).

## BILLET

# La page blanche

Emouvante, au seuil d'une nouvelle année, cette page blanche qui s'offre au regard, prête à recevoir le meilleur et le pire. Le frisson d'espoir est bien tempéré par le fait qu'en filigrane apparaissent déjà les suites de tous les feuilletons commencés : Liban, Afghanistan, Guatemala, Salvador, Pologne, Irlande, Ethiopie, Angola, etc.

Tout se passe comme pour un budget national : 90 % des dépenses sont inscrites avant même que l'on discute, prolongeant celles de l'année précédente. Ah ! si l'on pouvait remettre les compteurs à zéro, tirer un trait sur le passé, régler les affaires pour solde de tous comptes et repartir d'un pied léger !

Nul doute que l'on ressente alors le vertige de la page blanche. Détresse ? Ivresse ? L'imagination serait-elle au rendez-vous ? Il est si confortable de prolonger les courbes, de se servir du « toutes choses égales d'ailleurs », de l'histoire commencée pour fignoler un avenir. Faire fi des racines serait stupide. Même le changement a besoin d'un « socle », comme dirait M. Pierre Mauroy. Mais on peut poser aussi de tristes statues sur un socle, de celles qui réfrigèrent, qui seulement commémorent, qui emprisonnent l'élan.

La page blanche n'est pas muette. Elle dit même énormément de choses dont la plus importante est celle-ci : l'homme peut inscrire dans l'histoire du nouveau, de l'imprévu, et même de l'espoir ; il est plus fort que ce qui l'écrase, parce que la liberté, même bafouée, ne s'éteindra jamais partout et pour toujours. Mais que de soins faut-il ici et là pour préserver sa flamme ! L'année 1984 verra des désastres et des oppressions. Les économistes font un peu moins grise mine parce qu'ils sentent renaître la croissance mais non, hélas, une sensible diminution de la cohorte des chômeurs. Les pauvres de la planète guettent, comme sœur Anne, l'arrivée des bataillons du développement, mais ne voient rien venir. C'est pour eux que la dose d'espérance devrait être la plus forte. On la pèse, hélas ! sur un trébuchet.

P. D.

## CORRESPONDANCE

# Les risques calculés d'une compagnie aérienne

*Après la publication, dans* le Monde *daté 11-12 décembre, d'un reportage consacré au travail des équipages de long-courriers de la compagnie Air France, nous avons reçu de M. Gérard Gomez, président du Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C., qui regroupe la majorité des hôtesses et stewards des compagnies aériennes françaises), une lettre dont nous extrayons le passage suivant :*

Nous avons été assez choqués du passage dans lequel vous racontez qu'à Lima le commandant de bord *« ronchonne : une délégation du P.N.C.* (1) *vient de lui apprendre que nous ne partirons pas à l'heure demain, convention collective oblige, sinon hôtesse et stewards n'auraient pas leur compte réglementaire de repos — il s'en faut de trente-huit minutes. Tant pis pour le retard que l'avion risque de traîner jusqu'à Paris, et tant pis pour l'image de marque de la compagnie... »*

Pour notre part, nous ne pouvons que nous féliciter de ce que nos collègues aient informé, avec un délai important, le commandant de bord de ce qu'il fallait respecter le temps d'arrêt minimum conventionnel en escale. Celui-ci est, en fait, repris *intégralement* des dispositions du Code de l'aviation civile qui datent de... 1960, à une époque où le rythme d'utilisation des avions et des équipages n'était, certes pas, celui de 1983. Disposer dans une *succession de vols long-courrier* de repos minimum de douze heures la première fois et de vingt-quatre heures, la ou les fois suivantes (ces durées incluant les temps de transport, la préparation et les diverses opérations de chaque vol, débarquement et embarquement, passages de consigne, voire des procédures de contrôle policier, douanier, phytosanitaire, etc.) cela paraît-il extravagant pour les équipages effectuant de nuit 60 % de leur activité en vol et subissant les effets pour le moins négatifs des décalages horaires que vous avez vous-même observés ?

(...) Aux désagréments que subissent *conjointement* passagers et membres d'équipage lors ou à la suite d'un incident d'exploitation, il faut ajouter les *risques calculés* qu'au nom de la rentabilité du matériel et de la productivité des équipages, la compagnie Air France prend très consciemment en programmant les temps de repos de ses équipages au minimum avec les conséquences de recalage et de retard que vous avez pu observer et déplorer. Quant aux efforts que peut fournir un équipage pris dans des difficultés de cet ordre, tous les acceptent quelle qu'en soit l'amplitude (des durées de travail de vingt-quatre à trente heures *consécutives* sont enregistrées périodiquement) dès lors que cela est non maîtrisable et qu'il n'existe pas de solution de rechange.

Mais quand il s'agit de recaler un vol, ce que la compagnie peut faire, dès le décollage de l'escale tête de ligne, il est normal que, dans l'intérêt de l'ensemble des différents rôles commercial, hôtelier et de sécurité, qu'il assume à l'égard de la compagnie et de ses passagers, le P.N.C. puisse exiger le respect de normes minimum à propos desquelles il nous semble difficile de philosopher.

(1) N.D.L.R. — P.N.C. : personnel navigant commercial.

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 2 JANVIER

« La basilique de Saint-Denis », 14 h 45, entrée, M. Guillier (Caisse nationale des monuments historiques).

« Turner », 15 h 45, Grand Palais (Mme Angot).

« Exposition Raphaël », 14 h 30, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Autour du Luxembourg », 15 h, rue de Vaugirard (M. Czarny).

« Turner », 15 h 15, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Palais de justice », 15 h, métro Cité (Mme Haulier)

« L'île de la Cité », 15 h, métro Cité (P.-Y. Jaslet).

« La Seine », 14 h 30, place du Châtelet (Paris autrefois).

« Les appartements royaux du Louvre », 15 h, Cour carrée, pavillon de l'Horloge (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'art des Cyclades », 15 h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

« L'Opéra de Paris », 13 h 15, statue de la Danse (Mlle Garnier-Ahlberg).

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (M. Serres).

« Quartier Maine-Montparnasse », 15 h, métro Falguière (Mme Allaz).

« Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, Mme Legrégeois (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'art celtique », 15 h, Musée du Luxembourg (Mme Angot).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h, métro Pont-Marie (Arts et curiosités de Paris).

« La Bourse », 11 h, métro Bourse (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Palais de justice », 15 h, métro Cité (P.-Y. Jaslet).

« Le Centre Georges-Pompidou », 15 h, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« Église Saint-Roch », 15 h, 236, rue Saint-Honoré (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

### MARDI 3 JANVIER

« Le Musée postal », 12 h 30, boulevard de Vaugirard (Mme Allaz).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3614

HORIZONTALEMENT

I. Un regard suffit pour qu'il disparaisse. Bretonne forestière. — II. Se dissipe quand vient la nuit. Paquet de « vagues ». — III. Demi-cube. Caractère d'une forte personnalité. — IV. La barbe ou les cheveux. Etre craintif ou origine hypothétique d'un capitaine courageux. Démontre. — V. Sa carrière est plus courte que celle d'un diplomate. Agrémenter ou éviter un désagrément. — VI. Sorte de porte-à-porte. Chambre des « communes ». Possessif. — VII. D'intérêt double pour Ingres. Oblige à faire appel à des travailleurs de forces. — VIII. Qui n'ont pas écrit pour la postérité. Jamais dit dans l'ancien langage. — IX. Passages de Racine ou de Vigny. Père spirituel d'Andromaque. — X. Préposition. Une personne qui regarde de près quand il s'agit d'ouvrir son porte-monnaie. Familier du podium. — XI. L'ultime levée. Résidence où la ligne « fil de fer » était doublement à l'honneur. — XII. On y a beaucoup mené la vie de château. Gréer un moyen de transport rudimentaire. — XIII. Grand voyageur transsibérien. Qui a un peu trop flirté avec la fillette. Européenne. — XIV. Mise sur la paille ou sur le pavé. Intouchable. — XV. Ville du Sud ou habitant du Nord. Incline le chef ou lève le couvre-chef. Laiterie.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | ■ | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | ■ | ■ | | | |
| III | | | ■ | | | | | | | | | | | ■ | |
| IV | | | | ■ | | | | | ■ | | | | | | |
| V | | | | | | ■ | | ■ | | | | | | ■ | |
| VI | | | | | | | ■ | | | | | | ■ | | |
| VII | | ■ | | | | ■ | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | ■ | | ■ | | | |
| IX | | | | | ■ | | ■ | | | | | | | | |
| X | ■ | | | ■ | | | | | | | | | ■ | | |
| XI | | ■ | | | | ■ | | ■ | | | | | | | ■ |
| XII | | | | | | | | | ■ | ■ | | | | | |
| XIII | | | ■ | | | | | ■ | | | | | | ■ | |
| XIV | | | | | | | ■ | | | | | | | | |
| XV | | | | | ■ | | | | | | ■ | | | | |

VERTICALEMENT

1. Ses coups sont fumants. Joue beaucoup sur les baies en été. — 2. Vieux renard. Nature et sans la moindre combinaison. Expédition militaire. — 3. Langue méditerranéenne. Tel le mari des vaudevilles. Terme de droit. — 4. Sioux. Profanateur de palais. Accessoire de billard. — 5. Passons. Qualificatif changeant de sens selon qu'il précède ou suit l'homme. — 6. Pénétré. Personnel. Exaltations poétiques. — 7. Princesse qui ne voyait les choses que d'un œil. Possessif. Rabat-joie. — 8. Sur des incunables nordiques. Lieu d'activité des chasseurs et des plongeurs. Personnel. — 9. Monogramme d'un roi bourbonien. Dont la ligne est en dérangement. Choisie par le fils. — 10. On le préfère en tenue de ville qu'en tenue de campagne. Excite le taureau. Grand temps. — 11. Tel le programme exposé par un candidat à la députation. — 12. Personnage biblique. Robes à queue. — 13. Destiné à une dulcinée. Objet de culte de l'égocentriste. Aborigène des forêts amazoniennes. — 14. Grande bornée. Manomètre de la chaleur populaire. Mesure dépassée. — 15. Font que certains se préoccupent assidûment de la santé de leurs proches. Petits, ils sensibilisent les grandes sentimentales.

### Solution du problème n° 3613

*Horizontalement*

I. Vacances. — II. Ale. Urger. — III. Canular. — IV. Hie. Liant. — V. Es. Tinte. — VI. Ré. Attire. — VII. Ane. Ger. — VIII. Etat. Unir. — IX. Agreda. — X. Ciel ! Fret. — XI. Démêlé. Sa.

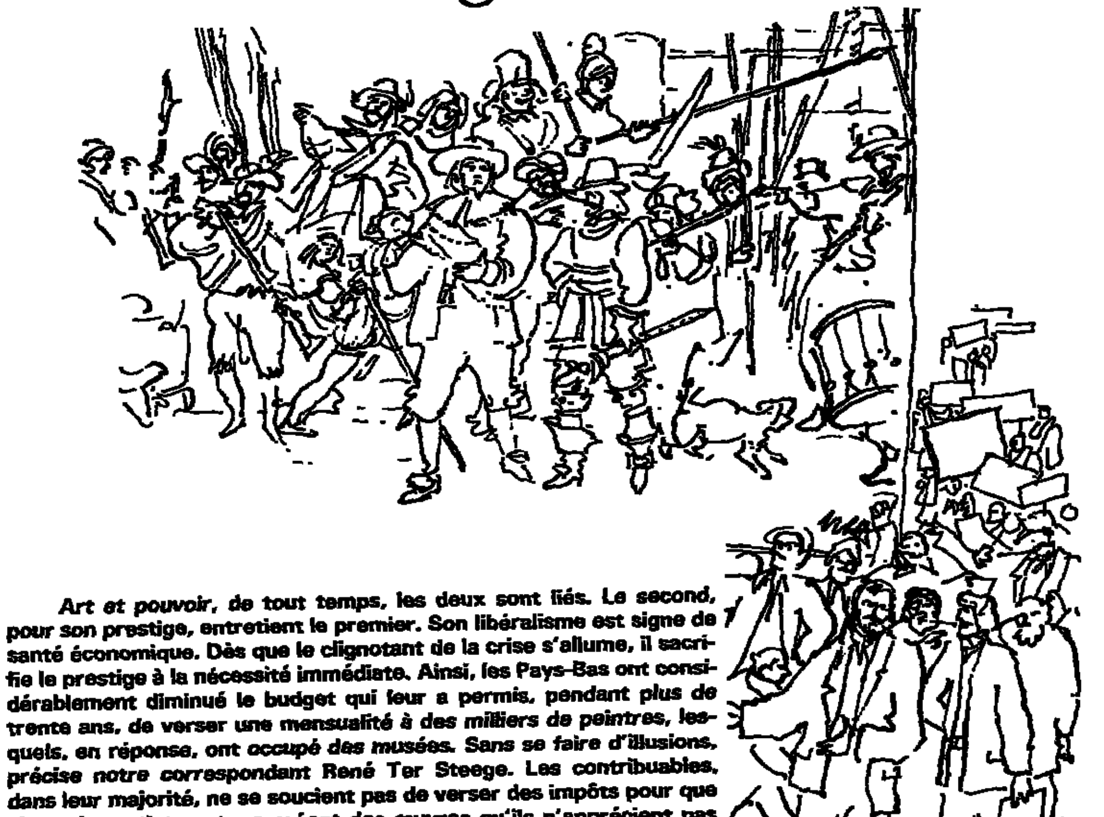
*Verticalement*

1. Vacherie. C.D. — 2. Alaise. Taie. — 3. Cène. Aa. E.M. — 4. Tantale. — 5. Nullité. — 6. Craint. Urfé. — 7. Egratigner. — 8. Se. Néréides. — 9. Rut. Errata.

GUY BROUTY.

# Culture

# L'art et l'argent



**Art et pouvoir, de tout temps, les deux sont liés. Le second, pour son prestige, entretient le premier. Son libéralisme est signe de santé économique. Dès que le clignotant de la crise s'allume, il sacrifie le prestige à la nécessité immédiate. Ainsi, les Pays-Bas ont considérablement diminué le budget qui leur a permis, pendant plus de trente ans, de verser une mensualité à des milliers de peintres, lesquels, en réponse, ont occupé des musées. Sans se faire d'illusions, précise notre correspondant René Ter Steege. Les contribuables, dans leur majorité, ne se soucient pas de verser des impôts pour que vivent les artistes et, se créent des œuvres qu'ils n'apprécient pas forcément. Alors, l'art devient un enjeu dans la stratégie politique qui consiste à dénigrer les actions des adversaires. On l'utilise en campagne électorale, histoire de prouver aux électeurs qu'ils sont écoutés, et entendus. Et c'est ainsi, que, promesse tenue, les forces de l'ordre lyonnaises sont venues déboulonner l'œuvre du sculpteur René Roche, qui déplaisait à certains riverains.**

## L'Etat néerlandais ne paie plus

De notre correspondant

Amsterdam. – L'Etat-mécène a bouclé son coffre. L'Etat-providence est une formule qui a fait son temps...

L'histoire se passe aux Pays-Bas où, comme partout, le gouvernement – centre droit – demande, impose des sacrifices. Ainsi, les fonctionnaires et toutes les catégories professionnelles bénéficiant d'allocations voient leurs revenus baisser de 3 à 6 %. Les peintres affirment que c'est peu de chose, comparé aux menaces qui pèsent sur le B.K.R. : règlement pour les arts plastiques.

Ils sont actuellement a peu près trois mille cinq cents à en bénéficier, c'est-à-dire à mettre leurs œuvres à la disposition de l'Etat, qui les engrange et attend d'en avoir l'usage. Moyennant quoi, les artistes reçoivent une allocation égale au salaire minimum légal, plus des aides pour l'achat du matériel nécessaire. Le B.K.R. a été fondé peu de temps après la seconde guerre mondiale, afin d'aider les artistes à traverser une période difficile. Il a disposé l'an dernier d'un budget de 130 millions de florins (345 millions de francs) qui pourrait être ramené à 60 millions par an, pendant les trois ans qui viennent, si le projet du gouvernement, que bon nombre de contribuables néerlandais approuvent, est accepté. Les artistes d'autres disciplines, écrivains, musiciens, n'apprécient guère non plus ce traitement de faveur à l'égard des peintres, cette générosité qui vaut à l'Etat de posséder quelque quatre cent soixante-dix mille œuvres accumulées pendant des années. Depuis la fin des années 60, l'attribution du B.K.R. est devenue quasi automatique et elle est indéfiniment renouvelée, du premier coup de pinceau jusqu'à la mort du peintre. Désormais, les bénéficiaires devront prouver qu'ils sont professionnels depuis au moins trois ans et que, pendant cette période, ils ont gagné au minimum 4 000 florins par an (11 000 francs) en vendant leur production.

Les peintres menacés ont commencé le 8 décembre à occuper les musées. L'action pilote a eu lieu, comme il se doit, à Amsterdam, dans le plus célèbre de ses musées, le Rijksmuseum, où se trouve les plus belles toiles de la peinture néerlandaise. Les contestataires se sont massés devant *la Ronde de nuit*, de Rembrandt. Le conservateur, craignant des dégâts, leur a proposé le hall. Mais, sans Rembrandt en toile de fond, l'action risquait de passer inaperçue, de se perdre dans l'indifférence.

En quatre langues, les occupants ont expliqué que *« les Pays-Bas sont en passe de devenir un désert culturel »* à des touristes désolés de rebrousser chemin sans avoir pu s'extasier devant les plus fameux clairs-obscurs du monde. Le musée a dû fermer ses portes, et annuler une exposition d'art médiéval.

La dessinatrice-peintre Tonnie de Vré, trente-cinq ans, les traits tirés par cinq jours d'occupation du musée, se dit incapable de réunir les 4 000 florins annuels posés comme condition. *« Par conséquent, je serai exclue du B.K.R. »*, nous dit-elle, révoltée, mais sans illusion : le gouvernement ne cédera pas devant la pression des occupants. Tonnie est membre de l'association professionnelle qui organise le mouvement et regroupe une grande partie des quelque treize mille artistes plastiques néerlandais, considéré comme des professionnels. Contrairement à d'autres, Tonnie ne se trouve pas gênée par le fait que le plus gros de son œuvre soit automatiquement destiné à l'Etat et, par là, à l'oubli. *« Chaque Néerlandais a droit à l'assistance sociale* (environ 1 400 florins nets par mois, 3 400 francs), *rien n'est exigé en contrepartie ; moi, je donne ce que je fais de mieux à la communauté,* dit-elle, *et, au fond, je préfère cela plutôt que de vendre mes tableaux à quelqu'un de fortuné. »*

Tonnie affirme qu'elle voit ses tableaux et ses dessins affichés aux murs d'écoles ou de bâtiments publics à Amsterdam, où la municipalité de gauche dispose d'un réservoir de quelque quatre vingt mille « œuvres d'art » grâce au B.K.R. Dans plusieurs villes des Pays-Bas, bon nombre d'« artothèques », où l'on peut emprunter un tableau comme un livre dans une bibliothèque, s'approvisionnent dans les stocks artistiques municipaux où aucun acheteur ne vient jamais. Des artistes comme Tonnie ne peuvent pas comprendre de quelle manière le gouvernement néerlandais veut atteindre son objectif : rendre les peintres indépendants de l'Etat-mécène. En fait, une revue économique spécialisée vient d'établir que pas plus de 5 % d'entre eux ne pourraient survivre sur le marché de l'offre et de la demande.

Les occupants des musées jugent réactionnaire la façon dont le gouvernement actuel traite les artistes. *« Je ne veux pas terminer dans une mansarde vétuste et froide où je pourrais à peine travailler ; je ne suis pas devenu artiste pour souffrir. »* Là, tous sont d'accord, mais le rôle de l'Etat dans le monde des arts ne fait pas l'unanimité. De jeunes artistes, surtout, ont horreur de cette fonctionnarisation et, s'ils sont tout sauf conservateurs, ils reprennent en partie les arguments gouvernementaux. Rob Scholte, peintre d'une vingtaine d'années, stigmatise *« le manque d'initiative et les abus qu'engendre le système avec ces montagnes de tableaux, dessins, sculptures, tissages, etc., qui pourrissent, anonymes dans des dépôts pleins à craquer »*.

RENÉ TER STEEGE.

### Exécution d'une œuvre

*Jugée par des riverains peu artistique, l'œuvre du sculpteur René Roche – une structure monolithique pyramidale, située place Jean-Macé, dans le 7ᵉ arrondissement de Lyon, a été enlevée dans la nuit du 20 au 21 décembre, sous la protection des forces de l'ordre. L'opération a eu lieu malgré le soutien de la majorité des artistes plasticiens et architectes régionaux et la protestation de M. Jean-Jack Queyranne (P.S.), élu voisin de Villeurbanne.*

*Le maire sénateur (non inscrit) et M. Francisque Collomb, avait fait appel lundi 19 décembre à la force publique pour obtenir le démontage, puis le déménagement, de l'œuvre, que les grues des services municipaux n'avaient pu faire pacifiquement trois jours plus tôt. M. Roland Fulchiron (U.D.F./C.D.S.), maire du 7ᵉ arrondissement, voit ainsi se concrétiser une promesse électorale.*

*L'affaire René Roche provoque une gêne évidente à l'intérieur même de la majorité modérée du conseil municipal de Lyon. M. André Mure, adjoint à la Culture, déplore le « nouveau* poujadisme de chaque arrondissement *» et estime que cette affaire pose « un grand point d'interrogation pour l'avenir ».*

*L'époque – c'était en 1978 – où la municipalité lyonnaise organisait un symposium de sculpture contemporaine avec dispersion des œuvres dans toute la ville paraît très lointaine.*

CLAUDE RÉGENT.

● *Le retrait américain de l'UNESCO.* – L'UNESCO a déclaré vendredi 30 décembre qu'elle *« ne pouvait que regretter »* la décision américaine de se retirer de l'organisation le 31 décembre 1984, qui, *« si elle était suivie d'effet, porterait préjudice au principe de l'universalité »* (*le Monde* des 30 et 31 décembre). Dans un communiqué publié à Paris, l'UNESCO indique que le directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow, *« a toujours souligné, depuis qu'il a été appelé à ses fonctions, la nécessité de sauvegarder l'universalité de l'organisation et a toujours agi, dans les limites de ses prérogatives, pour qu'aucun membre n'en soit exclu »*.



**ENTRETIEN AVEC SERGIO LEONE**

# « Il était une fois un certain cinéma »

*« On a l'impression que vous êtes sur* Il était une fois l'Amérique *depuis une éternité !*

– Le projet date de 1970. J'avais proposé le sujet aux Américains juste après *Il était une fois dans l'Ouest.* Ils m'ont répondu : faites encore un western ! Ce fut *Il était une fois la révolution,* second acte d'une trilogie. Et puis, j'ai eu des tas de problèmes : décès de l'auteur du livre dont je voulais tirer le scénario, manque de moyens financiers, procès avec un producteur ; j'ai plusieurs fois tout laissé tomber, jusqu'au jour où j'ai trouvé un producteur israélien tout en ayant l'appui de la Warner Bros.

*– Et aujourd'hui vous arrivez au bout de vos peines ?*

– Oui ! J'ai terminé le dernier montage et je suis actuellement en plein mixage, à Rome. Le film doit être prêt pour mars 1984, la Warner voulant l'exploiter dans le cadre de l'année des Jeux olympiques de Los Angeles. Ensuite, le film sera, en principe, présenté au Festival de Cannes, hors compétition, la sortie européenne étant programmée pour septembre 1984.

*– Comment se présente la sortie américaine ?*

– Pas très bien, je voulais monter le film en deux parties, sortant à un jour d'intervalle, comme *1900* de Bertolucci. Mais c'est impossible, le réseau de distribution américain imposant deux mois d'intervalle. J'ai alors fait deux versions : une pour le cinéma de trois heures quarante-cinq et une pour la télévision de quatre heures trente. La Warner le trouva trop long, mais ce serait stupide de l'amputer. J'avais déjà eu ce problème avec *Il était une fois dans l'Ouest.* Mais je ne peux donner qu'un avis, c'est la Warner qui tranchera.

*– Combien a coûté le film ?*

– Je ne sais pas, on a avancé des chiffres assez fous ; je dirais 20 millions de dollars.

*– Quelles difficultés avez-vous rencontrées pendant le tournage, notamment en tant que cinéaste étranger ?*

– Je suis lent et minutieux, mais on n'a pas dépassé les trente semaines prévues. On a tourné à New York, Miami, Montréal, Paris, Venise et Rome, ce qui n'est pas mal pour un film de studio. Le seul problème, c'est que j'ai voulu travailler avec mon équipe ; j'ai fait venir cinquante personnes d'Italie et, pour des raisons syndicales, on a dû payer une équipe américiane pour rien, ce qui m'a valu les foudres de presse.

*– Quel fut votre contact avec Robert De Niro, l'acteur principal ?*

– Très bon. Je lui avais proposé le rôle il y a quatorze ans, et il avait accepté. Je le lui ai reproposé il y a un an. Entre-temps, il est devenu une star, mais il a tenu à se libérer pour le faire, et on a tourné juste après *King of Comedy* de Scorsese.

– Il était une fois l'Amérique, *c'est l'histoire de quoi ?*

– Le sous-titre serait : Il était une fois un certain cinéma, une autre façon de faire du cinéma. C'est un film à suspense, imprégné de Fitzgerald, Hemingway, Dos Passos, Faulkner, le tout dans une ambiance à la fois violente et romantique. C'est l'histoire d'une amitié entre deux personnages, filmée par un Européen nostalgique de l'Amérique des années 30.

*– Vous avez une fois de plus fait appel à Ennio Morricone pour la musique ?*

– Bien sûr. La musique a été écrite avant le tournage. J'ai pu donc filmer avec les mélodies ; c'est plus facile, ça met les comédiens mais aussi les techniciens dans un «état favorable», et j'ai d'ailleurs remarqué que les travellings sont plus doux avec la musique. Je disposais de deux thèmes de base que j'utilisais dans les plans-clés, les plans délicats.

*– Vous avez une passion pour l'Amérique ?*

– Oui et non. Je ne peux y séjourner que par périodes de quinze jours. Mais, en même temps, j'ai un faible pour elle, car il y a le monde entier en Amérique, il y a l'Italie en Amérique. Plus je la connais, plus je l'aime et plus je me sens à des années-lumière d'elle.

*– John Ford était aussi un cinéaste étranger en Amérique, et, comme vous, il a tourné des westerns. Comment vous situez-vous par rapport à lui ?*

– Ford a découvert les portes d'or d'Hollywood à dix-huit ans. A vingt ans, il tournait. Comme Frank Capra, c'était un optimiste *Beautiful America,* l'horizon dégagé. Le héros de Ford a toujours un chapeau blanc pour qu'on puisse le distinguer lorsque les cavaliers s'éloignent de la caméra. Moi, je ne peux pas faire ça, je ne me suis pas intégré à la culture améraicaine, je ne peux donc pas parler de l'histoire des Etats-Unis. Lorsque le héros fordien ouvre la fenêtre, il regarde, droit devant lui, le soleil couchant. Lorsqu'il ouvre la fenêtre, mon héros a peur de prendre une balle entre les deux yeux. Voilà la différence.

*– Vous avez envie de refaire un western quatorze ans après ?*

– Oui, mais ce n'est plus à la mode. Le genre a d'ailleurs rarement marché, contrairement à ce qu'on a dit. *La Chevauchée fantastique* par exemple, a été un bide commercial. Actuellement, je ne pense pas que les Américains soient prêts à financer un western. Ils ont la tête ailleurs.

*– Vous avez tout de même un projet de film aux Etats-Unis ?*

– Oui. Je vais tourner une suite au *Corsaire rouge* de...... Ça s'appellera *le Fils du corsaire rouge.* Ce qui est drôle, c'est que les deux adversaires du film seront joués par Sean Connery et Roger Moore. J'aurai donc deux James Bond à moi tout seul. Et, en plus, il y aura Peter Falk, Charlton Heston, Raquel Welsh, Terence Stamp... c'est une grosse production.

*– Quelles furent vos occupations pendant ces quatorze ans d'absence ?*

– Je me suis distrait à faire le producteur, mais je n'en garde pas un grand souvenir. Je conçois le travail de producteur comme l'a fait David Selznick dans le passé et Spielberg aujourd'hui : contrôler tout le film. En Italie, c'est impossible, la mentalité d'auteur est très forte, le réalisateur est maître de son film à 90 %. J'ai donc été obligé de donner carte blanche pour des résultats le plus souvent médiocres. Mais, pour moi, la production c'est fini ; je préfère parler avec moi-même plutôt qu'avec les autres cinéastes.

*– D'autant plus qu'actuellement, les jeunes cinéastes italiens, on a du mal à les trouver ?*

– Ces dix dernières années, le cinéma italien, c'était surtout la comédie à l'italienne. On a abusé du genre parce que ça marchait, aussi bien chez nous qu'à l'étranger. Et, à trop vouloir presser le citron, nos comiques, acteurs, réalisateurs et scénaristes ont aujourd'hui soixante ans. Et, derrière, il n'y a personne. Pas de jeunes, pas de cinéma dramatique surtout. Le seul acteur dramatique, c'est Mastroianni. Ceux qu'on appelle les « nouveaux », les Troisi et Verdone sont, en fait, des sous-Tognazzi et des sous-Monicelli. Le seul cinéaste qui s'est affirmé dernièrement tout en faisant des films personnels, c'est Bellocchio. Il a quarante-cinq ans.

*– Et le public réagit comment ?*

– Mal ! Les chiffres pour 1983 sont dramatiques : 60 % de spectateurs en moins par rapport à 1982. Mais la crise des auteurs n'explique pas tout. La télévision est en train de tuer le cinéma. Nous avons vingt-cinq chaînes qui programment de bons films qu'elles ont achetés pour pas grand-chose. Il n'y a pas longtemps, on avait le choix, entre autre, entre *le Guepard, les douze Salopards* et *le Pont de la rivière Kwaï.* Il y en a pour tous les goûts. On assiste à un paradoxe incroyable : le public reste chez lui pour voir les grands films et va au cinéma pour voir les dramatiques télé, car la RAI est le principal producteur en Italie !

*– En tant que cinéaste, vous n'avez pas envie de réagir ?*

– Oui, mais il faudrait qu'on s'entende entre nous. J'ai voulu créer une organisation de cinéastes avec Fellini, Antonioni et d'autres. Impossible !

*– Vous avez encore des amis dans le cinéma italien ?*

– Oui, Fellini et Antonioni. Ça vous étonne ? »

Propos recueillis par
MICHEL GUERRIN

### La crise italienne

La première grande sortie de 1984 (le 4 janvier) sera le dernier film de Fellini, *E la nave va (Et vogue le navire),* une coproduction Gaumont-Italie qui, sur seize films, a perdu en 1983 6 milliards de lires, et dont le directeur exécutif, Renzo Rossellini, a démissionné. Il est remplacé par Mario Annibalfi, vice-président, depuis 1981, de la Triumph Film, née de l'alliance entre la Columbia et Gaumont, et destinée à introduire des films étrangers sur le marché américain.

La crise du cinéma italien est grave. De 500 millions de spectateurs en 1975, la fréquentation des salles – dont plus de 400 ont dû fermer – est tombée à 195 millions en 1982, et les comptes de 1983 seront en baisse. La télévision – trois chaînes nationales, plus des dizaines de chaînes privées et « libres » – diffuse des films parfois récents à longueur de journée et de soirée. Les six titres – dont *Staying Alive, Flashdance, Wargames* – qui viennent en tête du box-office 1983 sont américains.

*« Depuis 1977, on met en chantier des projets de lois les ministères tombent, et tout est à recommencer »,* déclare Renzo Rossellini, qui estime avoir échoué dans sa tentative de reconquérir le public avec des œuvres ambitieuses.

La crise ne favorise pas la découverte de nouveaux talents. D'une manière générale, les réalisateurs tournent moins. 81 films en 1983, contre 114 en 1982, 134 en 1981, 164 en 1980... Sergio Leone, qui termine à Rome le mixage de *Il était une fois l'Amérique* (sortie prévue en mars), n'avait rien réalisé depuis 1970.

■ **LA « JOCONDE » DE PORTLAND.** – Le musée de Portland (Maine) aux Etats-Unis connaît une animation exceptionnelle depuis que son conservateur a accroché une toile qu'il déclare être une ébauche de la vraie *Joconde.* Le tableau a été donné au musée par un collectionneur, qui dit l'avoir acheté chez un particulier il y a une vingtaine d'années. Selon les examens de laboratoires, il s'agirait d'une peinture du début du XVIᵉ siècle. Mais, entre autres lacunes essentielles, il manque à la *Joconde* de Portland le célèbre sourire de *Mona Lisa.*

■ **LE VINGT-QUATRIÈME COLLOQUE DES INTELLECTUELS JUIFS DE LANGUE FRANÇAISE,** organisé par la section française du Congrès juif mondial (C.J.M.), se tiendra les 28, 29 et 30 janvier 1984 au centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris et aura pour thème central « Idoles ».

Participeront notamment Emmanuel Levinas, Stéfane Moses, Alain Finkielkraut, Claude Vigée, Claude Riveline.

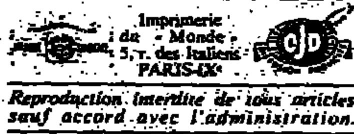
Renseignements et inscriptions exclusivement au siège du C.J.M., 78, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, à partir du 2 janvier 1984.


Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :*
André Laurens, directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXᵉ

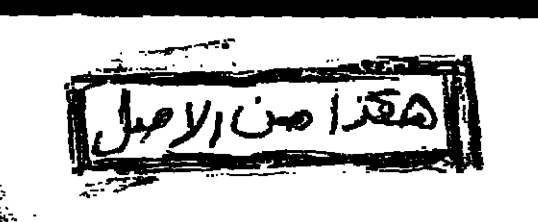






Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437.
ISSN : 0395 - 2037



# théâtre

## *Les salles subventionnées et municipales*

**OPÉRA** (742-57-50). Sam. 20 h 30 : Don Quichotte.

**SALLE FAVART** (296-06-11). Sam. 20 h 30 : Vive Offenbach !

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20). Sam. 20 h 30, Dim. 15 h 30 : Intermezzo ; Sam. 15 h, Dim. 21 h : l'École des femmes.

**PETIT ODÉON** (Théâtre de l'Europe) (325-70-32). Sam., Dim. 18 h 30 : la Prise de l'école de Madhubaï.

**BEAUBOURG** (277-12-33) (mar.). Sam., fermeture du centre à 20 h ; Bpi à 19 h ; Dim., ouverture de 12 h à 22 h). Cinéma polonais : Sam. : le Trou dans la terre, d'A. Kondratiuk ; Sam. : Cauchemars, de W. Marczewski ; Sam. 15 h : Mort d'un président, de J. Kawalerowicz ; 17 h : la Perle de la couronne, de K. Kutz ; Dim. 19 h et 21 h : voir Cinémathèque. Cinéma/Vidéo : Dim., nouveaux films Bpi, à 13 h : Portrait de B. Bettelheim ; 16 h : A. Camus ; 19 h : Barbara à Pantin ; Dim. de 17 h 50 à 19 h : Bonjour Monsieur Orwell.

**THÉATRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83) Sam., Dim. 14 h 30 et 20 h 30 : Sophisticated Ladies.

**THÉATRE DE LA VILLE** (274-22-77) Sam. 18 h 30 : The Jazz Tap Ensemble (groupe californien) ; 20 h 30 : Alwin Nikolaïs.

**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (531-28-34). Sam. 20 h 30, Dim. 16 h : le Dernier Soliste (J.-P. Farré).

## *Les autres salles*

**A DEJAZET** (887-97-34), sam. 20 h 30 : Séance friction.

**ANTOINE** (208-77-71), sam. 20 h 30, Dim. : 15 h 30 et 20 h 30 : Coup de soleil (dern.).

**ARTS-HEBERTOT** (387-23-23), 18 h 45 et 22 h : La Parisienne-29e à l'ombre ; Dim. 15 h : Oncle Vania.

**ATELIER** (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : Cocteau-Marais (dern.).

**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), sam. 21 h : les Trois Jeanne.

**CALYPSO** (227-25-95), sam. 20 h 30, dim. 17 h : les Deux Fils de Pedro Nerf de Bœuf.

**CARTOUCHERIE, Épée de bois** (808-39-74), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Rue noire.

**COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (720-08-24), sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Chacun sa vérité.

**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Manie de la villégiature.

**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), sam. 21 h : l'Ormaie, (dern.).

**CONSTANCE** (258-97-62), sam. 20 h 30 : Théâtre forain de J. Cocteau.

**DAUNOU** (261-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : la Chienlit.

**DÉCHARGEURS** (236-00-02), sam. 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : Les Eaux et Forêts.

**EDOUARD-VII** (742-57-49), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Mademoiselle Julie.

**ESCALIER D'OR** (523-15-10), sam. 21 h, dim. 17 h : Tanzi (dern.).

**ESPACE GAITÉ** (327-13-54), sam. 20 h 15 : la Bonn' Femme aux camélias (dern.) ; 21 h 45 : Lâche-moi les claquettes, (dern.).

**ESPACE KIRON** (373-50-25), sam. 20 h 30, dim. 17 h et 20 h 30 : le Sixième Jour.

**ESSAION** (278-46-42), I. : sam. 21 h : Agatha.

**FONTAINE** (874-74-40), sam. 18 h et 20 h 15 : Vive les femmes (dern.).

**GAITÉ-MONTPARNASSE** (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 et 17 h 30 : Grand-Père.

**GALERIE 55** (326-63-51), sam. 20 h 30 : Toad of Toad Hall (dern.).

**HUCHETTE** (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho.

**LUCERNAIRE** (544-57-34), I. sam., dim. 18 h 30 : le Fou et le Créateur ; 20 h 30 : les Journées orageuses de Garounski ; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. – II. 18 h 30 : Recatonpilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ; – Petite salle, sam., dim. 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.

**LYS-MONTPARNASSE** (327-88-61), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Hasard du coin du feu.

**MADELEINE** (265-07-09), sam. 15 h et 20 h 45, dim. 15 h : les Serpents de pluie.

**MARAIS** (278-03-53), sam. 20 h 30 : Le roi se meurt.

**MARIE-STUART** (508-17-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Mansarde bleue.

**MARIGNY, salle Gabriel** (225-20-74), sam. 19 h et 22 h : les Sales Mômes (dern.).

**MATHURINS** (265-90-00), sam. 21 h, dim. 15 h : le Bonheur à Romorantin.

**MICHEL** (265-35-02), sam. 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.




**MICHODIÈRE** (742-95-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur (dern.).

**MOGADOR** (285-45-30), sam. 16 h 30 et 21 h ; dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac ; dim. 14 h : l'Histoire du cochon qui voulait maigrir.

**MONTPARNASSE** (320-89-90), sam. 20 h 45, dim. 15 h et 17 h 30 : Comment devenir une mère juive en dix leçons (dern.). – Petite salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Journal d'un homme de trop.

**NOUVEAUTÉS** (770-52-76), sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

**ŒUVRE** (874-42-52), sam. 22 h, dim. 14 h 30 : Sarah ; sam. 19 h 30, dim. 17 h : l'Extravagant Mister Wilde.

**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

**PALAIS DES SPORTS** (828-40-90), sam. 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 15 : Un homme nommé Jésus.

**PLAISANCE** (320-00-06), sam., dim. 20 h 45 : la Pierre de la folie.

**PORTE-SAINT-MARTIN** (607-37-53), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h : K 2.

**POTINIÈRE** (261-44-16), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Il Signor Fagotto.

**RADEAU DE LA MÉDUSE** (320-91-37), sam. 20 h, dim. 15 h : Don Juan aux enfers ; sam. 22 h, dim. 17 h : les Elles et les Eux.

**RENAISSANCE** (208-18-50), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Vincent et Margot.

**SAINT-GEORGES** (878-63-47), sam. 21 h, dim. 15 h : Théâtre de Bouvard.

**7, RUE CONSTANCE** (367-79-40), sam. 21 h : Loin du grenier (dern.).

**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-35-10), sam. 19 h et 21 h 15 : l'Astronome (dern.).

**TAI TH. D'ESSAI** (278-10-79), I. : sam. 20 h 30, l'Écume des jours ; II. sam. 20 h 30, Huis clos.

**TEMPLIERS** (278-91-15), sam. 20 h : Mitton ; 21 h : Monsieur Tristan Bernard.

**THÉATRE D'EDGAR** (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

**THÉATRE A. BOURVIL** (373-47-84), sam. 15 h 30 et 20 h 15 : les Dames de fer ; sam. 16 h 45 et 21 h 30 : Y'en a marr...ez vous.

**THÉATRE DE DIX-HEURES** (606-07-48), sam. 20 h : Naïves Hirondelles ; 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.

**THÉATRE NOIR** (346-91-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : La boutique.

**THEATRE DE PARIS** (280-09-30) I. sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Trois Mousquetaires (dern.). – II. sam. 20 h 30 : Sortilèges (dern.).

**THÉATRE DU ROND-POINT** (256-70-80), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Savannah Bay. – Petite salle 20 h 30 : Lettres d'une mère à son fils, (dern.).

**THÉATRE DU TEMPS** (355-10-88), sam. 21 h : Médée.

**THEATRE 13** (588-16-30), sam. 21 h : la Femme indolente (dern.).

**TOURTOUR** (887-82-48), sam. 15 h et 18 h 30 : Un mari à la porte ; sam. 20 h 30 : Le soleil n'est plus aussi chaud qu'avant (dern.).

**TRISTAN-BERNARD** (522-08-40) (D. soir), 21 h, sam. et dim. 15 h : les Dix Petits Nègres.

**VARIÉTÉS** (233-09-92), sam. 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : l'Étiquette.

## *La danse*

**THÉATRE DU ROND-POINT** (256-70-80), sam. 18 h 30 : Malavika Shiva-Shakti (dern.).

## *Les concerts*

**SAMEDI 31**

**Théâtre de la Bastille**, 20 h : H. Delavault, Cl. Lavoix (Schönberg, Ginastera, Satie...).
II. – 21 h : E. Baudry, C. Dune, V. Darras, D. Salas, dir. : D. Masson (Haendel).

**Lucernaire**, 19 h 45 : A. Asselin (Scarlatti, Cimarosa, Haydn...).

**DIMANCHE 1er**

**Saint-Thomas-d'Aquin**, 17 h 30 : P. Grivellaro (Buxtehude, Zipoli, Bruhns...).

**Eglise Saint-Louis des Invalides**, 17 h : F.-H. Houbard (Corette, Bach, Vierne...).

## *Jazz, pop, rock, folk*

**CASINO DE PARIS** (874-26-22), sam., 20 h 45 : Higelin.

**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-65-05), sam., dim., 21 h 30 : J. Lacroix.

**CHAPELLE DES LOMBARDS** (357-24-24), sam., 22 h 30 : E. Cosaque (dern.).

**DUNOIS** (584-72-00), sam., 21 h : S. Lazarevitch, Kali Kou, Transylvania, Cargo Cult.

**MEMPHIS MELODY** (329-60-73), sam. 22 h : Y. Chelala ; 24 h : M.E. Stevens ; dim. 23 h : A. Lauwmann.

**NEW MORNING** (523-51-41), sam., 21 h 30 : Manigua.

**PHIL'ONE** (776-44-26), sam. 22 h : Zaïko Langa-Langa, Papa Wenba, A. Alemba, Mamaku.

**SLOW CLUB** (233-84-30), sam., 21 h 30 : Jazz Group de Bretagne (dern.).

**SUNSET** (261-46-60), sam., 23 h : J.-P. Célé, F. Couturier, D. Pifaroly, F. Laizeau (dern.).

**TWENTY ONE** (260-40-51), sam., 21 h : Jazz non stop.

## *Les cirques*

**CIRQUE GRUSS** (245-85-85), sam. 14 h et 20 h 30.

**CIRQUE D'HIVER** (700-12-25), sam. 16 h 30 et 21 h ; dim. 14 h et 17 h.

**CIRQUE MASSILIA** (878-15-12), sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 17 h 30.

**ÉCOLE NATIONALE DU CIRQUE** (845-58-11), sam., dim. 15 h (dern.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
**281-26-20 +**
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

***Samedi 31 décembre - dimanche 1er janvier***

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

## *La Cinémathèque*

**CHAILLOT (704-24-24)**
**SAMEDI 31 DÉCEMBRE**

15 h : la Symphonie nuptiale, de E. von Stroheim ; 19 h et 21 h : relâche.

**DIMANCHE 1er JANVIER**

15 h : Un petit coin aux cieux, de V. Minnelli ; 17 h : Madame Satan, de C. B. de Mille ; 19 h : la Marque du vampire, de T. Browning ; 21 h : le Jardin des Finzi Contini, de V. de Sica.

**BEAUBOURG (278-35-57)**
**SAMEDI 31 DÉCEMBRE**

Panorama du cinéma polonais : 15 h : la Mort du président, de J. Kawalerowicz ; 17 h : la Perle de la couronne, de K. Kutz ; 19 h et 21 h : Relâche.

**DIMANCHE 1er JANVIER**

15 h : le Journal d'une femme de chambre, de J. Renoir ; 17 h : Son homme, de T. Garnett ; Panorama du cinéma polonais ; 19 h : le Déluge, de J. Hoffman (première partie) ; 21 h : le Déluge (deuxième partie).

## LES FILMS NOUVEAUX

**ADIEU FOULARDS**, film français de Christian Lara : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

## *Les exclusivités*

**L'AMIE** (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

**A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE** (Ital., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

**ANDROIDE** (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Berlitz, 2e (742-60-33).

**LES ANGES DU BOULEVARD** (Chi., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

**A NOS AMOURS** (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-26-42)) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

**L'ART D'AIMER** (franco-it.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

**AU NOM DE TOUS LES MIENS** (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

**LE BAL** (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-26-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Images, 18e (522-47-94).

**LA BALLADE DE NARAYAMA** (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

**LA BELLE CAPTIVE** (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

**BOAT PEOPLE** (Chin., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

**CARMEN** (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

**CHALEUR ET POUSSIÈRE** (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

**CLASS** (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

**LES COMPÈRES** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**DANS LA VILLE BLANCHE** (Sui.) St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

**LES DENTS DE LA MER Nº 3** (A., v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

**DIEU ME SAVONNE** (Bost., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

**DIVA** (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**EN HAUT DES MARCHES** (Fr.) : Denfert (H sp.), 14e (321-41-01).

**ERENDIRA** (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – (V.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

**L'ETE MEURTRIER** (Fr.) Ambassade, 8e (359-19-08).

**FAUX-FUYANTS** (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

**FLASHDANCE** (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

**FRÈRE DE SANG** (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

**FURYO** (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

**GANDHI** (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

**GARÇON** (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

**GET CRAZY** (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Escurial, 13e (707-28-04).

**LE GRAND CARNAVAL** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (251-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (527-27-06) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**JAMAIS PLUS JAMAIS** (A. v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**JOY** (Fr.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

**LES JOUEURS D'ECHECS** (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

**LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE** (Franco-américain) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Sud (en mat.), 14e (327-84-50).

**LUDWIG-VISCONTI** (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

**LE MARGINAL** (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**MEGAVIXENS** (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

**MISS OYU** (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

**LE MONDE SELON GARP** (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), jusqu'au 31.

**MONTY PYTHON A HOLLYWOOD** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43).

**LES MOTS POUR LE DIRE** (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

**OCTOPUSSY** (A. v.o.) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

**PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

**PREMIERS DÉSIRS** (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

**PRINCESSE** (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

**LES PRINCES** (Fr.) : Cinoche Saint Germain 6e (633-10-82).

**QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (223-42-26) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (532-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**LE RETOUR DU JEDI** (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27)) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

**LE ROI DES SINGES** (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

**RUE CASES-NÈGRES** (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

**LE SACRE DE LA NAISSANCE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

**SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE** (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

**SUREXPOSÉ** (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).

**STAYING ALIVE** (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Max Linder, 9e (770-40-04).

**STAR WAR LA SAGA** (A., v.o.), la Guerre des Etoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

**TCHAO PANTIN** (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (544-25-02) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Wepler Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**TOOTSIE** (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**LA TRACE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

**LA TRAGÉDIE DE CARMEN** (Fr.) version Delavault ; version Gal ; version Saurova : 14 Juillet Parnasse, 6e (H. sp.) (326-58-00).

**LA TRAVIATA** (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

**LES TROIS COURONNES DU MATELOT** (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

**LA ULTIMA CENA** (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

**UN AMOUR EN ALLEMAGNE** (Franco-all., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

**UN BON PETIT DIABLE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17).

**UN BRUIT QUI COURT** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

**UN FAUTEUIL POUR DEUX** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

**VASSA** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

**VIVE LA SOCIALE** (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

**Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER** (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

**WARGAMES** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**ZELIG** (A.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47).

## *Les grandes reprises*

**L'AGE D'OR** (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).

**L'ANIMAL** (Fr.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41)

**APOCALYPSE NOW** (A., v.o.) (*) : Champollion, 5e (354-51-60).

**LES ARISTOCHATS** (A., v.f.), Napoléon, 17e (380-41-46).

**AUSTERLITZ** (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83) (H. sp.).

**BELLISSIMA** (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

**LES BAS-FONDS** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

**BLADE RUNNER** (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS** (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (755-63-42)) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

**CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL** (A., v.o.) (*) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD** (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

**LES CHIENS DE PAILLE** (A., v.o.) (**) : St-Lambert (H. sp.), 15e (532-91-68) ; Boîte à films, 7e (622-44-21).

**LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOCTEUR T.** (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

**LA CLÉ DE VERRE** (A.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

**CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE** (It., v.o.) : Templiers (Esp.), 15e (272-94-56).

**LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS** (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

**DÉLIVRANCE** (A., v.f.) (**) : Boîte à films (H. sp.), 17e (622-44-21).

**EASY RIDER** (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

**EMMANUELLE** (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

**L'EMPIRE DES SENS** (Jap., v.o.) (**) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56) ; Denfert, 14e (321-41-01) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

**L'ENTRAINEUSE** (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

**ERASERHEAD** (v.o.) (**) : Escurial, 13e (707-28-04).

**LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

**FANFAN LA TULIPE** (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).

**GERTRUD** (Dan., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

**GIMME SHELTER** (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR** (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

**HAIR** (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

**LES HAUTS DE HURLEVENT** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81) ; (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

**HELLZAPPOPIN** (A., v.o) : Ranelagh, 6e (288-64-44).

**L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ** (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

**INDISCRÉTIONS** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**IVANHOE** (A. v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**LE JARDIN DU DIABLE** (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

**JEREMIAH JOHNSON** (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).

**JÉSUS DE NAZARETH** (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND** (A., v.o.) : St-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

**LAURA** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**LITTLE BIG MAN** (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

**LE MARIAGE DE MARIA BRAUN** (All., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

**LE MILLIARDAIRE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**NEW-YORK, NEW-YORK**, (Vers. int.) : Calypso, 17e (380-30-11).

**ORANGE MÉCANIQUE** (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71).

**ORFEU NEGRO** (Fr.) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**LE PARADIS DES RICHES** (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC** (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).

**PHANTOM OF THE PARADISE** (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97), Saint-Lambert : 15e (532-91-68).

**PORTRAIT D'UNE ENFANT DÉCHUE** (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23).

**PINK FLOYD, THE WALL** (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

**LE SEIGNEUR DES ANNEAUX** (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

**SENSO** (It., v.o.) : Logos III, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (545-35-38).

**SUPERVIXENS** (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34).

**TAXI DRIVER** (A., v.o.) (**) : Boîte à film (H. sp.), 17e (622-44-21).

**TUEUR DE DAMES** (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

**UNE FEMME DISPARAIT** (A., v.o.) ; Rialto, 19e (607-87-61).

**LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE** (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (755-63-42).

**LA VIE EST BELLE** (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

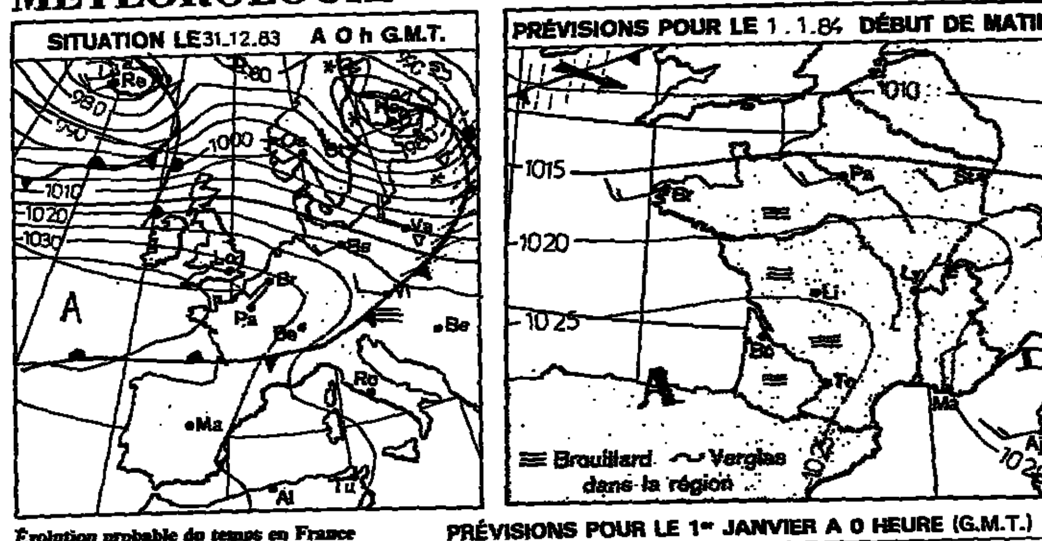
**LE VOLEUR DE BICYCLETTE** (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

**LE VOYEUR** (Brit., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) : Acacias, 17e (764-97-83).



# France / services

## MÉTÉOROLOGIE




**Évolution probable du temps en France entre le samedi 31 décembre à 0 heure et le dimanche 1er janvier à minuit.**

*La crête anticyclonique* qui recouvrait la France s'affaiblit, permettant l'approche d'une perturbation océanique sur le nord du pays.

*Dimanche de la Bretagne aux Flandres* le temps sera muageux dès le matin. Quelques pluies qui débuteront l'après-midi près de la Manche s'étendront aux autres régions le soir. Le vent de secteur Ouest deviendra assez fort.

Les températures de 4 à 5 degrés le matin (7 à 8 degrés sur le littoral) seront voisines de 10 à 12 dégrés l'après-midi.



Sur les régions méditerranéennes du soleil toute la journée avec faiblissement du vent de nord-ouest.

Les températures de 3 à 4 dégrés le matin remonteront vers 15 à 17 dégrés l'après-midi.

Partout ailleurs le temps sera frais et brumeux le matin. On observera des brouillards parfois denses de l'Aquitaine à la Bourgogne, Les températures serait voisines de 0 à -2 degrés dans l'intérieur. Dès le milieu de la journée, dislocation de ces formations brumeuses et le temps *sera agréable et ensoleillé. En fin* de journée les nuages se feront plus nombreux des Pays de Loire à l'Ile-de-France et aux Ardennes. Les températures *maximales évolueront* entre 10 et 14 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 1er JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)

Températures (*le premier chiffre* indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 décembre; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 décembre) : Ajaccio, 15 et 5 degrés; Biarritz, 13 et 10; Bordeaux, 12 et 8; Bourges, 12 et 4; Brest, 11 et 1; Caen, 11et 4; Cherbourg, 10 et 4; Clermont-Ferrand, 15 et 2; Dijon, 6 et 2; Grenoble, 12 et – 1; Lille, 9 et 0; Lyon, 11 et 4; Marseille-Marignane, 7 et 4; Nancy, 7 et 2; Nantes, 10 et 5; Nice-Côte d'Azur, 15 et 7; Paris-Le Bourget, 9 et – 1; Paris-Montsouris, 9 et 2; Pau, 12 et 8; Perpignan, 15 et 12; Rennes, 10 et 2; Strasbourg, 5 et 3; Tours, 6 et 1; Toulouse, 11 et 9; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 5 degrés; Amsterdam, 9 et 4; Athènes, 16 et 2; Berlin, 10 et 3; Bonn, 8 et 2; Bruxelles, 8 et 1; Le Caire, 20 et 11; îles Canaries, 22 et 14; Copenhague, 7 et 2; Dakar, 25 et 20; Djerba, 16 et 13; Genève, 10 et – 1; Jérusalem, 13 et 5; Lisbonne, 14 et 7; Londres, 9 et 1; Luxembourg, 3 et – 2; Madrid, 12 et 01; Moscou, – 3 et – 9; Nairobi, 24 et 16; New-York, – 4 et – 7; Palma-de-Majorque, 16 et 4; Rome, 19 et 3; Stockholm, 5 et – 1; Tozeur, 19 et 10; Tunis, 16 et 7.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## CARNET

### Décès

– M. et Mme Michel Escoffier,
Sa famille, ses amis,
font part du décès de

**Louise BEGUIN,**

survenu le 23 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Thiais.

Cet avis tient lieu de faire-part.
43, avenue Horace-Vernet,
78110 Le Vésinet.

– M. Henry Clair,
M. et Mme Pierre-Maurice Clair
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Jacques Clair,
Les familles Leyne, Liberge, Danesi et Bernard,
*ont* la douleur de faire part du décès de

**Mme Henry CLAIR,**
née Thérèse Baitel,

survenu le 28 décembre 1983 à Paris.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière Montparnasse dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
21, rue du Colonel-Moll,
75017 Paris.

– Tulle.

On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Jacques de CHAMMARD,**
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
(sept citations),
chevalier
de l'ordre de Léopold de Belgique,
croix de guerre belge,
ancien vice-président
de la Chambre des députés,
ancien sénateur de la Corrèze,
ancien maire de Tulle,

survenu dans la paix du Seigneur, la nuit de Noël, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

De la part
De M. et Mme Paul de Chammard,
Du docteur et Mme Jacques de Chammard,
ses enfants,
De M. et Mme Hugues de Chammard,
De Mme Anne de Chammard,
De M. et Mme Luc de Chammard,
De M. et Mme Parrical Bernard,
De Mlle Axelle de Chammard,
ses petits-enfants,
D'Anne-Héloïse, Muriel *et* Grégoire,
ses arrière-petits-enfants,
Et de toute sa famille,

Ses obsèques ont été célébrées à la cathédrale de Tulle, le 29 décembre 1983, en y associant le souvenir de

**Mme de CHAMMARD,**

son épouse,

décédée le 16 avril 1983.

*Priez pour eux.*

42, avenue Charles-Floquet,
75007 Paris.
30, avenue d'Eylau,
75116 Paris.

[Né le 1er janvier 1888 à Tulle, Jacques-Paul de Chammard avait été élu député radical-socialiste de la Corrèze en 1924. Il s'était présenté sur la liste du cartel des gauches conduite par Henri Queuille. Réélu aux élections législatives de 1928 et de 1932, il devint, en 1934, vice-président de la Chambre des députés. Battu aux élections législatives de 1936 par M. Julien Peschadour, socialiste, il prit sa revanche aux sénatoriales d'octobre 1938 et fut élu sénateur de la Corrèze. Il s'inscrivit au groupe de la Gauche démocratique et vota, en 1940, la délégation de pouvoirs au maréchal Pétain. Conseiller général du canton de Saint-Privat de 1935 à 1939, puis du canton de Tulle-Sud de 1951 à 1958, Jacques-Paul de Chammard fut maire de Tulle de mai 1925 à novembre 1943, date à laquelle il se démit de son mandat.

Il se présenta aux élections sénatoriales de 1955 et aux élections législatives de 1956 sur la liste républicaine d'action civique pour le redressement national, sans succès.

Jacques-Paul de Chammard a présidé la délégation corrézienne de l'Union française des associations de combattants jusqu'en 1979.]

– M. Alfred Nahum,
son époux,
M. Charles Nahum,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme A. NAHUM,**
née Chésson, dite « Pyo »,

survenu le 15 décembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques *ont eu lieu dans l'intimité*, le 21 décembre 1983.

– La Compagnie des syndics judiciaires près les *tribunaux de grande instance* et de commerce de Paris a la douleur de faire part du décès de

**Me Louis REGNARD,**
syndic judiciaire,
président
de la Chambre nationale de discipline
des syndics
*et* administrateurs judiciaires
de France,

survenu, à Paris, le mercredi 28 décembre 1983.

### Anniversaires

– Il y a un an disparaissait

**Jean BOULIC,**
journaliste à *Ouest-France.*

Une pensée émue est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé.

– Une pensée d'affectueuse amitié pour

**Nicole TAITZ**
et sa maman,
**Madeleine TAITZ.**

49190 *Rochefort-sur-Loire.*
06200 Nice.



## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 30 décembre :

DES LOIS

- De finances pour 1984.
- Définissant les moyens d'exécution du IXe Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi du Plan).
- Relative au prix de l'eau en *1984.*

*UN DÉCRET*

- Portant *répartition* des *crédits* ouverts par la loi de finances rectificative pour 1983.

DES ARRÊTÉS

- Portant interdiction de transport de groupes d'enfants les 27 et 28 juillet, les *3 et 4 août 1984.*
- Relatif aux prix et tarifs des services de transport public de voyageurs pendant l'année 1984.

UN TABLEAU

- Des éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles *forfaitaires* imposables au titre de l'année 1982 (revenus de 1982) (troisième tableau).

⁂

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 31 décembre :

UNE LOI

- Portant modification de dispositions relatives aux relations financières et au transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités *locales.*

DES DÉCRETS

- Relatif à la *fixation* des taux de base applicables à compter du 1er janvier 1984 de la redevance pour droit d'usage des appareils *récepteurs de télévision* et des appareils d'enregistrement et de reproduction des images et du son en télévision.
- Fixant la rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux fonds collectés par les caisses d'épargne et de prévoyance.
- *Relatif* aux intérêts des dépôts et prêts d'épargne-logement et au montant de la prime propre au régime des plans d'épargne-logement.
- Modifiant les articles 4, 9 et 11 du décret du 24 mars 1972 relatif au recouvrement des cotisations de *sécurité sociale.*
- Modifiant le décret du 26 mars 1982 relatif à la cessation anticipée d'activité des personnels des collectivités locales *prévue* par l'ordonnance no 82-108 du 30 janvier 1982.

## RADIO-TÉLÉVISION

### Samedi 31 décembre

**PREMIÈRE CHAINE : TF 1**

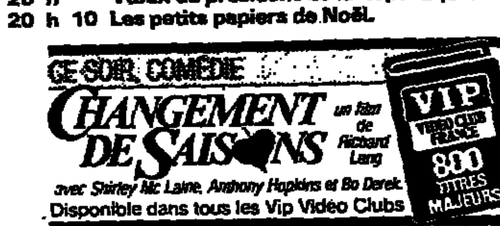
20 h 40 **Opéra bouffe : la Belle Hélène**, d'Offenbach, mise en scène J. Savary, réal. P. Cavassilas.
*Fidèle à Offenbach, le créateur du Grand Magic Circus fait un sort à chaque calembour et exploite toutes les possibilités de cette partition en clins d'œil. Les gags se succèdent en cascade jusqu'à l'apothéose du dernier tableau. Un spectacle délirant et plein de bonne humeur.* 23 h **Entracte.**
23 h 5 **Variétés : Les discos d'or 83.**
*Une bonne centaine de célébrités réunis sur la scène du Casino de Paris, pour fêter la nouvelle année.*

**DEUXIÈME CHAINE : A 2**

20 h 35 **S.O.S. Charlots.**
21 h 40 **Variétés : Champs-Élysées**
*Avec Michèle Torr, Jean Poiret, R. Devos, A. Cordy...*
0 h 5 **Film : Mille milliards de dollars**
Film français de H. Verneuil (1981), avec P. Dewaere.
*Un journaliste, mis par un informateur anonyme sur la piste d'un scandale politique et financier, est pris dans une machination montée par une multinationale.*

**TROISIÈME CHAINE : FR 3**

20 h **Vœux du président de la République.**
20 h 10 **Les petits papiers de Noël.**




20 h 35 **Variétés : Cadence 31.**
*Avec Coluche, Patrick Sebastien, Roland Magdane, Charles Aznavour, Dalida et Guy Béart.*
22 h 15 **Journal.**
22 h 35 **Merci Bernard.**
Magazine de J.-M. Ribes, avec Topor, Gébé, José Lopez.
23 h **Gimme Shelter.**
*Le meilleur film (ou le moins mauvais) sur les Rolling Stones, réalisé en 1971 par les frères Maysles.*

0 h **Les douze coups de minuit.**
**NUIT BLANCHE ET EN COULEURS.**
0 h 15 **Film : Quand les aigles attaquent**
Film américain de B.-G. Hutton (1968), avec R. Burton.
*Film d'espionnage et d'action, réalisé avec des moyens importants. Suspense et acteurs célèbres.*
2 h 45 **Sketches**
(et à 5 h 25 et 7 h 35).
3 h 15 **Film : Au fond de mon cœur**
Film américain de Stanley Donen (1954), avec J. Ferrer, M. Oberon, H. Traubel (rediffusion).
*Comment l'Autrichien Sigmund Romberg devint compositeur d'opérettes aux États-Unis.*
5 h 45 **Film : les Cent Fusils**
Film américain de T. Gries (1968), avec J. Brown, R. Welch, B. Reynolds (rediffusion).
*En 1912, au Mexique, un policier noir américain, chargé d'arrêter un métis, fait sienne la cause des indiens Yaquis révoltés.*
7 h 45 **Prélude au petit déjeuner.**

**PARIS ILE-DE-FRANCE**

17 h **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**
17 h 35 **Troisième rang de face**
18 h **Dans les mains du magicien.**
18 h 10 **Feuilleton : Dynasty.**
18 h 55 **Dessin animé : Les Misérables.**
19 h **Informations.**
19 h 15 **Infos régionales.**
19 h 35 **Feuilleton : Un homme... une ville.**

**FRANCE-CULTURE**

19 h 20, L'archipel sans nom, de J. Tardieu.
21 h 5, Atelier de création radiophonique.
22 h 30, Saint-Sylvestre au refuge des chiens abandonnés.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h, Jazz : Chick Corea et Herbie Hancock.
21 h, Ondine, d'Hoffmann, avec R. Streich, soprano ; R. Grumbach, baryton ; M. Proebstl, S. Rainschkolb... et l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise.
24 h, Soirée antillaise (en direct de Fort-de-France).

### Dimanche 1er janvier

**PREMIÈRE CHAINE : TF 1**

9 h **Emission islamique.**
9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **Orthodoxie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
11 h **Messe**
avec les Sœurs blanches de Verrières-le-Buisson (Essonne).
12 h 15 **Eurovision : Concert du Nouvel An.**
En direct de Vienne.
*Œuvres de Strauss, par l'Orch. phil. de Vienne, dir. L. Maazel et le ballet de l'Opéra national de Vienne.*
13 h 35 **Journal.**
13 h 55 **Téléfilm : Jeunes et naïfs guerriers**
d'après Mark Twain, réal. P. Hunt.
15 h 30 **Tiercé, à Vincennes**
15 h 40 **Série : Mon ami Edouard Manet,**
de J.-J. Bloch.
*Promenade dans les musées et les lieux de la vie du grand peintre.*
16 h 10 **Divertissement : Rhubarbe.**
Humour anglais sans parole.
16 h 45 **Variétés : Henri Salvador,**
réal. de G. Job.
*Spectacle enregistré à l'hippodrome de Pantin en 1982 : un comique habitué des fêtes de Noël.*
18 h 30 **Les animaux du monde.**
Sam, le petit dresseur de sirènes.
19 h, **Africa O Bosso**, une émission de Manu Dibango, avec le concours de R.F.I.
20 h **Journal.**
20 h 35 **Film : Le coup du parapluie.**
Film français de G. Oury (1980), avec P. Richard, G. Frœbe, V. Mairesse, G. Jugnot, C. Murillo, G. Mitchell.
*Un comédien ringard croit avoir décroché un rôle de tueur dans un film, alors qu'il a reçu, par erreur, un « contrat » de la Mafia pour un véritable assassinat. Embrouilles, quiproquos, gags. Ce vaudeville burlesque, inspiré d'un fait divers, est tout à fait dans la tradition de la qualité Oury ; scénario et mise en scène très soignés ; acteurs comiques efficaces.*
22 h 5 **Entracte.**
22 h 10 **Ciné-fêtes**, de F. Mitterrand, réal. R. Rea.
23 h 10 **Est-ce ainsi que les hommes vivront ?**
Avec J. Kristeva, psychanaliste et sémiologue.
23 h 20 **Journal.**
23 h 35 **Lettre aimée.**

**DEUXIÈME CHAINE : A2**

10 h 5 **Cheval 2-3.**
Magazine du cheval.
10 h 30 **Gym tonic.**
11 h 15 **Dimanche Martin.**
Entrez les artistes.
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Dimanche Martin** (*suite*).
Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 30 : Série : Magnum ; 15 h 20 : L'école des fans ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.
17 h 5 **Série : Papa Poule.**
17 h 55 **Les trophées d'A 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Coluche, Histoire d'un mec**, de C. Dupuy.
*Un cocktail de sketches de Coluche.*
21 h 45, **On fera mieux la prochaine fois**, de P. Smith.
*Un spectacle anglo-saxon présenté par Denis Norden avec les comédiens Richard Harris, George Segal, Glenda Jackson et l'inimitable Peter Sellers.*
22 h 10 **Opéra sauvage Zimbabwe**, de F. Rossif.
*Le Zimbabwe, terre de liberté pour les animaux sauvages.*
23 h **Journal.**

**TROISIÈME CHAINE : FR3**

10 h 30 **Mosaïque.**
*Avec Pedro Soler, Angélique Ionatos, Zerin Ozer, Rockin' Babouches, le Cuarteto Cedron... et une rediffusion des moments qui ont marqué l'actualité de l'immigration : le voyage en France de Chadli Bendjedid, la marche pour l'égalité, les cités de transit.*
14 h 30 **Emissions pour la jeunesse.**
17 h **Le cirque de Pékin.**
18 h **1984 : Bonjour M. Orwell,**
de Nam June Paik. En direct et en duplex de Paris et de New-York par satellite.
*Une sorte de « happening video », réalisé par l'inventeur du « video art » – auteur d'innombrables performances visuelles – Nam June Paik, le Coréen, en hommage à George Orwell, l'auteur de* 1984.
19 h **Dessins animés.**
19 h 40 **R.F.O. Hebdo.**
20 h **Fraggle Rock.**
*Une comédie musicale jouée par les marionnettes et réalisée par Jim Henson, le créateur des « Muppets ».*
20 h 35 **Opéra : Faust.** *(En liaison avec France-Musique).*
Opéra de Gounod. Mis en scène par N. Joël. Interprété par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson.
*Une lecture respectueuse de ce monument musical où l'on réentendr le célèbre air de Marguerite et le non moins fameux* Gloire immortelle de nos aïeux ».
23 h 35 **Journal.**
23 h 55 **Cinéma de minuit : Hommage à Tex Avery.**
*Les plus anciens dessins animés du divin Avery, datant de 1942. Le cochon bégayeur, l'affreux canard, le vaste bestiaire à un rythme effréné.*

**FRANCE-CULTURE**

7 h 10, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux.
7 h 40, Chasseurs de son.
8 h, Orthodoxie.
8 h 25, Protestantisme.
9 h 10, Ecoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.
10 h, Messe au monastère des Annonciades, à Thiais.
11 h, Musique : trois coups d'œil en province : Au Québec, Sainte-Anne de Beaupré, un village huron et le p'tit Champlain.
12 h 5, Allegro.
12 h 45, Le tour de l'île de Félix Leclerc (et à 16 h).
14 h, Sons.
14 h 5, La Comédie-Française présente : *les Visionnaires*, de Desmarets de Saint-Sorlin. Avec G. Descrières, Y. Gaudeau, B. Dhéran, P. Noëlle...
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albatros : Amérique en lambeaux de mémoire (Manuel Scorza, écrivain péruvien).
20 h 40, Atelier de création radiophonique : « Au bois lacté », de Dylan Thomas. Avec R. Blin, B. Bovy, R. Chantal... « Words », de D. Thomas.

**FRANCE-MUSIQUE**

0 h à 6 h, Soirée antillaise (suite).
6 h 2, Concert promenade : œuvres de Strohmayer, Millöcker, Steinebecher, Harrer, Lanner.
8 h 5, Cantate, de Bach.
9 h 5, Spécial Nouvel An : les grands concerts d'archives : *Fantaisie en ut mineur, 9e symphonie*, de Beethoven par l'Orchestre symphonique de la N.B.C., dir. A. Toscanini.
11 h, *Concert du Nouvel An* (en direct de Vienne) : *Images de la mer du Nord*, ouverture de *la Chauve-Souris*, de J. Strauss, *Annen-polka*, de J. Strauss père, *Ame sereine, Pêle-mêle*, de Josef Strauss ; à 12 h 45, œuvres de Suppe, J. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. L. Maazel.
13 h 30, Hors commerce : *le Domino noir*, d'Auber ; à 16 h, Références : Berlioz, Meyerbeer.
17 h, *Comment l'entendez-vous ?* Œuvres de Bach, Mozart, Schubert, Debussy, Webern.
19 h 5, Jazz vivant : « Mixed grill jazz 84 ».
20 h, Les chants de la terre.
20 h 35, *Concert* (en simultané avec FR 3) : *Faust*, de Gounod par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson, sol. D. Soviero, A. Cupido, P. Than, J.-P. Lafont.
23 h 35, Fréquence de nuit.

## TRIBUNES ET DÉBATS

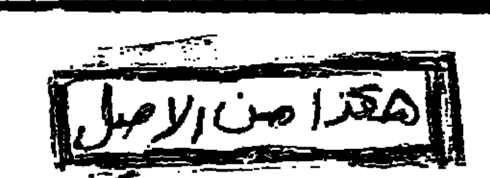
**LUNDI 2 JANVIER**

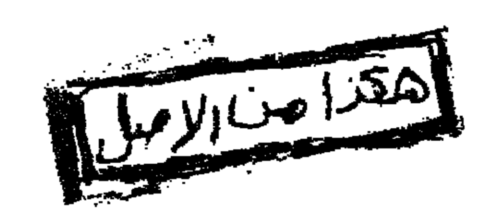
– *M. Jacques Fauvet*, ancien directeur du *Monde*, participe au journal de 8 heures sur R.M.C.

– *M. Jacques Lang*, ministre délégué à la culture, répond aux questions des journalistes dans l'émission « Face à la rédaction », sur France-Inter, à 19 h 20.

– *M. Laurent Fabius*, ministre de l'industrie et de la recherche, est l'invité de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à 20 h 35.







# Economie

## L'ÉVACUATION DE L'USINE TALBOT DE POISSY

# Tous les syndicats réclament une négociation

*Les événements se sont précipités,* dans la nuit du 30 au 31 décembre, à l'usine Talbot de Poissy. Vers 2 h 15 du matin, des unités de C.R.S. ont évacué sans incidents la centaine de grévistes C.G.T. et C.F.D.T. qui occupaient l'atelier B-3 depuis le 8 décembre. Les syndicats avaient été avertis par la préfecture une demi-heure avant l'intervention des forces de l'ordre.

Un incendie s'est déclaré dans le bâtiment B-5, ce qui a nécessité l'intervention des pompiers. Selon la police, il s'agit d'un incendie d'origine criminelle allumé en deux endroits – l'un dans un camion semi-remorque, l'autre contre une façade de fibrociment – avant l'arrivée des C.R.S. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont vu dans cet incendie une provocation, les cédétistes estimant que l'incendie *« a été allumé de manière volontaire pour tenter de faire porter la responsabilité sur les grévistes »*. La direction évalue les dégâts à environ 10 millions de francs. La totalité des C.R.S. ont quitté l'usine.

Les syndicats ont condamné l'évacuation de Poissy. Pour la section C.G.T., qui la *« condamne avec vigueur »*, il est *« regrettable que le gouvernement qui avait les moyens de faire pression sur P.S.A. pour l'amener à négocier ait choisi l'expulsion des travailleurs »*. Elle considère que cette intervention *« porte un coup à la crédibilité du gouvernement parmi les travailleurs français et immigrés qui aspirent à plus de justice sociale »*. La C.G.T. condamne aussi *« sans équivoque le comportement et les déclarations irresponsables des dirigeants de la C.F.D.T. qui sont tombés dans le piège tendu par la direction de P.S.A. et ont joué contre les travailleurs »*. Elle appelle les salariés à se présenter lundi à l'usine et à se rassembler mardi à 15 heures devant la mairie de Poissy. Quant à la section C.F.D.T., elle *« élève la plus vive protestation contre l'initiative gouvernementale dont la direction du groupe P.S.A. porte la première responsabilité »*. Une délégation devait se rendre à l'hôtel Matignon dans la matinée du 31 décembre pour demander au premier ministre *« des comptes sur l'évacuation »* et *« réitérer sa volonté que s'engagent dans les plus brefs délais des négociations »*.

L'application de l'ordonnance d'évacuation est intervenue après que le premier ministre eut présidé dans la soirée un comité interministériel. Dans un communiqué rendu public vers minuit, il est indiqué que *« le souci de tous est que, dès lundi, l'usine Talbot de Poissy fonctionne et que les salariés puissent y travailler. Le gouvernement entend y contribuer dans le souci de prendre en compte les mutations technologiques dont l'industrie automobile française a besoin pour rester importante et compétitive, les aspirations des travailleurs et de leurs syndicats concernant leur droit au travail et à une formation adaptée »*. Le communiqué rappelle « les acquis » de l'accord passé le 17 décembre avec P.S.A. et indique que *« d'ores et déjà, selon la direction départementale du travail et de l'emploi des Yvelines, cinq cents offres d'embauche seront rapidement proposées. Une centaine de places de formation à la mécanique sont offertes par l'entreprise. Mille trois cents propositions de formation sont prévues par les pouvoirs publics. (...) Ainsi, tous les problèmes devraient trouver une solution. En un jour et demi, à l'antenne de Conflans-Sainte-Honorine, sur soixante-quinze salariés convoqués, cinquante-neuf se sont présentés et cinquante-cinq ont choisi parmi les propositions faites »*.

Le communiqué de Matignon prend cependant en compte la « proposition nouvelle » exprimée par des salariés étrangers *« d'avoir la possibilité de rentrer volontairement dans leur pays moyennant une indemnité d'un taux élevé, et donc de nature à faciliter leur insertion. Le gouvernement entend donner suite à cette demande en liaison avec les pays d'origine. Il fixera prochainement les conditions financières qui seront communiquées aux intéressés »*. Par ailleurs, *« les premiers entretiens individuels montrent qu'un certain nombre de propositions devront être adaptées aux cas particuliers constatés »*.

Au matin du 31 décembre, la situation était calme à l'usine de Poissy, les sections C.G.T. et C.F.D.T. semblant d'accord pour ne pas tenter de pénétrer à nouveau dans les locaux avant lundi. La direction générale des Automobiles Peugeot a déclaré que *« les travaux préparatoires du redémarrage du centre de Poissy peuvent être engagés »* et a décidé en conséquence de rappeler les équipes d'entretien pour préparer ce redémarrage dès ce samedi 6 heures du matin. Un millier de personnes étaient au travail en milieu de matinée. La direction a indiqué que, *« si les travaux se déroulaient normalement pendant les trois jours à venir »*, une reprise générale des activités pourrait se faire le mardi 3 janvier. Elle a prévu que *« la journée du 2 janvier donnerait lieu pour l'ensemble du personnel ne participant pas à ces travaux au versement des indemnités de chômage partiel »*.

### Une provocation

Avant ces événements, la journée de vendredi avait été marquée par une crispation des positions en présence. A l'occasion d'un comité d'établissement exceptionnel, la direction de Talbot annonçait sa décision de ne plus assurer ni salaire ni transport à partir de lundi. Elle ajoutait dans un communiqué – l'*« occupation illicite »* du centre empêchant les travaux préparatoires au redémarrage de s'effectuer – que la présence du personnel sur le lieu de travail *« est donc devenue sans objet à partir du 2 janvier »* et que la date de la reprise *« lui sera communiquée par les voies habituelles »*.

A l'issue de ce comité d'établissement M. Jean-Pierre Noual, secrétaire C.F.D.T. de Talbot, devait affirmer que la lutte se poursuivrait, appelant les salariés à venir lundi matin. *« Ça m'étonnerait qu'on puisse nous déloger »*, ajoutait-il. Pour sa part, M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie C.G.T., voyait dans *« la décision de lock-outer l'entreprise » « un acte illégal de provocation »* et *« un véritable camouflet au gouvernement »*. *« Laisser s'instaurer des méthodes qui relèvent du terrorisme économique pour imposer l'arbitraire, ce serait mettre en péril les réalités sociales, économiques, démocratiques et le droit syndical nouveau. »* Il appelait les salariés à se présenter lundi à Poissy *« pour déterminer les formes d'action »* et obtenir des négociations, la section C.G.T. faisant savoir que le transport serait facilité.

Dans l'après-midi, M. Edmond Maire tenait une conférence de presse au siège de la C.F.D.T., à laquelle participaient notamment M. Granger, de la fédération de la métallurgie, et M. Daniel Richter, secrétaire de la métallurgie des Yvelines, ainsi que M. Noual. *« C'est parce que le gouvernement a présenté son traitement du dossier comme exemplaire que nous réagissons en disant stop*, devait déclarer le secrétaire général de la C.F.D.T. *La méthode qui a été employée, celle de la décision autoritaire, appartient au dix-neuvième siècle. »*

Pour M. Maire, *« notre position n'a rien à voir avec un refus de regarder la réalité »*, mais des méthodes « adaptées » doivent être mises en œuvre pour conduire les mutations : *« Pour réussir, il faut placer les travailleurs au cœur du changement industriel (...), car il ne peut y avoir de changement acceptable sans négociations. »* M. Granger annonçait l'envoi d'une lettre à M. Mauroy pour l'ouverture de négociations. *« Jusqu'à présent*, commenta-t-il, *nous n'avons jamais eu de réponse du gouvernement à nos propositions. Il s'en tient à l'accord qu'il a passé avec la direction de P.S.A. et nous rétorque qu'il y va du respect de la parole donnée, de l'honneur de l'Etat, de l'honneur de la gauche au pouvoir. »* Au même moment, vingt-huit syndicalistes, écrivains, enseignants etc... (1) rendaient public un texte sur *« les enjeux Talbot »*, appelant à *« renforcer le mouvement de soutien à la grève de Talbot-Poissy pour l'annulation de tous les licenciements »*. Les signataires suggèrent d'*« organiser des assises par entreprises, branches, régions, etc... où, pièces en main, et disposant du temps et des moyens pour élaborer à partir de leurs revendications leurs éventuelles contre-propositions, les travailleurs et leurs organisations syndicales auraient à se prononcer sur les mutations nécessaires et les conditions de leur mise en œuvre »*.

M. Henri Krasucki adressait, vendredi soir, un télégramme à M. Mauroy lui demandant d'intervenir pour que *« enfin une négociation s'engage »* entre P.S.A. et les syndicats *« dans des conditions de sérénité pour résoudre un problème social qui peut réellement l'être, sans que soit lésé aucun travailleur. Si le gouvernement en a la volonté politique, il a les moyens d'amener la direction du groupe P.S.A. à une attitude plus réaliste, mieux en rapport avec la politique de citoyenneté, de respect des droits de l'homme et de développement industriel. Je vous demande d'user de ces moyens »*.

Dans un communiqué, M. André Bergeron a annoncé qu'il avait demandé à M. Pierre Bérégovoy de prendre l'initiative d'un nouveau contact entre les syndicats et la direction estimant *« qu'il faut réunir à nouveau les parties sans exclusive en vue de garantir, autant que faire se pourra, ceux qui malheureusement seront licenciés, y compris en facilitant le retour au pays comme le souhaitent certains travailleurs immigrés. »* Demandant au gouvernement de ne pas rester passif et dénonçant *« la surenchère dont certains usent par rapport aux autres »*, le secrétaire général de F.O. concluait : *« Si une issue n'est pas trouvée rapidement, il est à redouter que des heurts entre les salariés se produisent. C'est la pire des choses. Chacun est désormais placé devant ses responsabilités et il faut arrêter de jouer avec le feu. »*

Enfin, la C.S.L. s'en prenait au « diktat » de P.S.A. et au *« comportement irresponsable de la C.G.T. et de la C.F.D.T. »* en adressant un « blâme » au gouvernement. Conséquence de la situation à Poissy : Peugeot-Talbot Espagne a décidé de mettre à partir du 2 janvier au chômage technique six cents de ses neuf mille travailleurs à l'usine de Villaverde près de Madrid.

(1) Parmi les signataires figurent plusieurs militants « contestataires » de la C.F.D.T. comme M. Daniel Richter et M. Jean-Pierre Anselme (papier-carton) ainsi que des écrivains comme MM. Guy Konopnicki, Daniel Guérin et le sociologue Robert Linhart.

### *Aucun obstacle juridique*

L'intervention des forces de police au milieu de la nuit dans une usine occupée ne rencontre aucun obstacle juridique ; elle n'est pas soumise aux restrictions concernant la perquisition de nuit d'un domicile privé. Dans la mesure où une ordonnance de référé est rendue en faveur des employeurs – ce qui était le cas pour Talbot, – il ne reste plus à l'autorité préfectorale qu'à apprécier l'opportunité et le moment d'une intervention policière. Toutefois, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat qui remonte à 1923, les pouvoirs publics ne sont pas tenus en l'occurrence de prêter main forte à l'exécution des décisions de justice.

En fait, tous les débats juridiques en la matière, avivés notamment après 1968 – le Syndicat de la magistrature affirmant, par exemple, en 1972 que *« le juge a le devoir de reconnaître la licéité du principe de l'occupation »*, – recouvrent une réflexion paradoxale sur la coexistence de deux droits fondamentaux, tous deux reconnus par la Constitution : le droit de propriété et le droit de grève.

Le 15 avril 1982, M. Gaston Defferre avait déjà livré à l'Assemblée nationale la position du gouvernement : *« Sur vingt-cinq usines occupées pour lesquelles des décisions d'expulsion ont été prononcées, dix-huit ont été évacuées au cours du mois dernier. Qu'on ne me dise donc pas que le gouvernement fait preuve de laxisme et qu'il ne fait pas appliquer les décisions judiciaires. »*

## MAJORATION DES PENSIONS DE VIEILLESSE, D'INVALIDITÉ ET DU MINIMUM VIEILLESSE

Les pensions de vieillesse et d'invalidité seront majorées de 1,8 % au 1er janvier 1984 et de 2,2 % au 1er juillet 1984, a annoncé le 30 décembre le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

*« Le minimum vieillesse est revalorisé dans les mêmes proportions. Il est porté à partir du 1er janvier 1984 à 28 050 F par an, soit 2 337,50 F par mois »*, précise le ministère.

*« Le plafond d'octroi de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité étant porté à 28 950 F par an, le nouveau minimum de pension contributif du régime général est porté à 2 239,6 F par mois, auxquels s'ajoutent les pensions servies par les régimes complémentaires.*

*» Ces revalorisations*, indique le ministère, *sont conformes aux orientations arrêtées par le gouvernement en matière de salaires et de prix et assurent une progression en masse annuelle des retraites identique à celle des salaires sur les deux années 1983 et 1984. »*

## LE SMIC EST RELEVÉ DE 2 %

Le *Journal officiel* du 30 décembre a publié un arrêté du 26 décembre portant sur un relèvement de 2 % du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), à compter du 1er janvier 1984.

Le taux horaire du SMIC passe ainsi à 22,78 F contre 22,33 F depuis le 1er octobre dernier. Sur la base de l'horaire légal de 39 heures, la rémunération mensuelle minimale brute sera égale pour 169 heures à 3 849,82 F contre 3773,77 F depuis le 1er octobre. Sur la base de 173,33 heures, le minimum mensuel brut sera de 3 948,46 F contre 3870,46 F au 1er octobre. Il s'agit là d'un relèvement automatique qui intervient chaque fois que l'indice des prix est égal ou supérieur à 2 % depuis la dernière revalorisation. Le montant du minimum garanti, qui sert à diverses indexations, passe de 12,20 F à 12,44 F au 1er janvier 1984.

RECTIFICATIF. – Dans l'information sur l'activité économique aux Etats-Unis publiée dans *le Monde* daté 31 décembre, la première phrase devait se lire : « L'indice composite... a baissé de 0,4 % (et non de 0,1 %) en novembre, ce qui représente le premier recul mensuel enregistré depuis août 1982 (– 0,1 %) (et non – 0,5 %) ». Le reste sans changement.

## Le F.M.I. va relever les taux d'intérêt sur les fonds qu'il emprunte et reprête

Le conseil exécutif du Fonds monétaire international (F.M.I.) devrait approuver prochainement un plan pour augmenter les taux d'intérêt sur les fonds qu'il emprunte aux pays riches comme sur ceux qu'il prête aux pays en difficulté.

Ce plan, soutenu par les Etats-Unis et la R.F.A., vise notamment à éliminer progressivement le coût budgétaire des prêts accordés par les pays riches au F.M.I. Le département américain du Trésor estime ainsi que le contribuable américain a subventionné pour environ 100 millions de dollars par an les prêts par les Etats-Unis au F.M.I. depuis dix ans.

Le F.M.I. paie, en effet, aux pays prêteurs un taux d'intérêt inférieur de 15 % à celui du marché. Celui-ci est calculé d'après les cours moyens des bons du Trésor à trois mois aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, en France, au Japon et en Grande-Bretagne. Actuellement, le Fonds sert ainsi 7,4 % d'intérêt sur ses emprunts, alors que le taux du marché est de 8,7 %.

En contrepartie d'une augmentation du coût de ses capitaux, le F.M.I. devra augmenter les taux d'intérêt sur les crédits qu'il accorde aux pays en difficulté.

Ces taux sont actuellement de 6,75 %, moins élevés que les taux des capitaux empruntés, grâce à une bonification servie par le Fonds à partir de ses ventes d'or de 1977 et 1978.

Les représentants de plusieurs pays en développement au conseil exécutif du F.M.I. ont protesté contre une augmentation du coût des crédits accordés par le Fonds, qui, soulignent-ils, alourdira encore la charge de la dette des pays pauvres. Cela à un moment où de nombreux pays en développement sont obligés de consacrer des proportions records de leurs recettes d'exportation pour honorer leurs emprunts internationaux.

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a annoncé, vendredi 30 décembre 1983, que l'élargissement des accords généraux d'emprunts (A.G.E.), lui permettant d'emprunter aux dix pays industrialisés participants 17 milliards de droits de tirage spéciaux (D.T.S. 1 D.T.S. = 1,05 dollar), au lieu de 6,4 milliards précédemment, était entré en application.

Les dix pays participants aux A.G.E. sont, avec le montant de leur contribution : Etats-Unis : 4,25 milliards de D.T.S. ; R.F.A. : 2,38 ; Japon : 2,125 ; France : 1,7 ; Grande-Bretagne : 1,7 ; Italie : 1,105 ; Canada : 892 millions de D.T.S. ; Pays-Bas : 850 millions ; Belgique : 595 millions ; Suède : 382 millions et Suisse : 1,02 milliard de D.T.S.

L'Arabie Saoudite a également accepté de mettre à la disposition du F.M.I. 1,5 milliard de D.T.S. utilisables dans les mêmes conditions que les accords généraux d'emprunts. – (A.F.P.)

## UNE EXPÉRIENCE A GRENOBLE

# Maladies en mémoire

De notre envoyé spécial

Grenoble. – Le docteur Planche se demandait pourquoi l'on avait prescrit une cure thermale à ce diabétique – atteint, de surcroît, de rétinopathie, – quand il découvrit, en parcourant l'écran de son terminal, que l'an passé on avait déjà remboursé une cure thermale à ce patient : le diabétique était aussi rhumatisant... L'anecdote et ses personnages sont naturellement fictifs et caricaturaux. Ils illustrent seulement un usage du système d'informatisation du contrôle médical (Informed) que met en place le régime d'assurance-maladie des travailleurs indépendants, la CANAM, et qui va fonctionner réellement à partir du 1er janvier à la caisse mutuelle régionale (C.M.R.) de Grenoble (1), qui couvre les deux Savoies, l'Isère et la Drôme, avant d'être étendu à l'ensemble du régime.

Ce système consiste à remplacer par l'archivage et le traitement informatique en « temps réel » des données les « fiches papier » établies pour chaque assuré (ou « ayant droit ») lorsque son cas est examiné par le contrôle médical – par exemple, pour la prise en charge de cures ou de séances de rééducation, les traitements coûteux ou de longue durée, les opérations chirurgicales...

Equipé de terminaux (un écran et un clavier), le service du contrôle médical peut consulter chaque dossier individuel, et y inscrire les nouvelles décisions : la « fiche » mise en mémoire contient des renseignements « administratifs » sur le patient (nom, prénom, date de naissance, date d'entrée dans le régime, date de radiation s'il en est sorti, régime où il était inscrit auparavant le cas échéant, etc.) et des informations médicales : affection(s) dont souffre et a souffert l'intéressé, traitements proposés par son médecin, nom de celui-ci, décisions du contrôle médical, complétées éventuellement d'observations du médecin-conseil de la caisse. On peut faire apparaître l'ensemble de la fiche ou seulement certaines informations : par exemple, pour une demande de cure thermale, les demandes antérieures et les suites qui leur ont été données.

Les demandes des assurés sont examinées à partir de documents standardisés établis par les « organismes conventionnés » qui les reçoivent, versent les prestations (2) et mettent à jour les données administratives ; les décisions prises leur sont chaque jour envoyées par la poste sous forme d'une « imprimante », bientôt elles seront directement transmises par l'ordinateur. Les dossiers existants seront mis en mémoire progressivement, à mesure que les cas sont examinés par le contrôle médical. Le système préserve le secret médical : grâce à un code, seul le personnel du contrôle a accès aux données médicales.

Les bénéfices escomptés de cette informatisation sont d'abord d'ordre administratif. Simplification du travail pour les secrétaires et les techniciens du contrôle médical qui traitent la plus grande part des dossiers (échéances, vérification de durées d'hospitalisation, conformité à la « nomenclature » de l'assurance-maladie, par exemple) : ils peuvent consulter aisément, en cas de besoin, l'ensemble du dossier d'un assuré, qui n'occupe que quelques « pages-écran », au lieu d'avoir à se plonger chaque fois dans les archives et n'ont plus à recopier systématiquement des dates d'échéance ou des taux de réduction du ticket modérateur. Gain de place aussi, par la suppression des cent vingt-cinq mille « dossiers papier » actuels, de plus en plus envahissants : on ne conservera sur microfilm que quelques documents indispensables (certificats médicaux, lettres échangées avec les assurés ou les praticiens, observations du médecin-conseil, par exemple).

### Des informations épidémiologiques

Mais les médecins-conseils bénéficieront aussi de cette simplification : ils disposeront plus facilement de l'ensemble des informations concernant un malade – ils peuvent aussi consulter le fichier informatique des prestations établi par les « organismes » payeurs – ; ils auront plus de temps pour recevoir les assurés (ou aller les voir, s'ils ne peuvent se déplacer, par exemple en cas d'hospitalisation), ou pour des études nouvelles : rechercher l'extension d'une affection sur le plan local, voir si un établissement s'est spécialisé dans certaines pathologies ou certaines thérapeutiques, étudier les prescriptions faites pour une maladie et éventuellement arriver à en établir ainsi le coût...

La CANAM a même de plus vastes projets : utiliser les données ainsi réunies pour établir des statistiques précises de morbidité selon le sexe, l'âge, la profession, le domicile, fournir les bases d'études épidémiologiques en réunissant les antécédents de malades. Aucun programme n'a encore été fixé, mais on pense à des maladies de longue durée, ou particulièrement répandues ou coûteuses : diabète, infarctus du myocarde, cancer du poumon... *« En France, nous manquons d'informations épidémiologiques*, souligne le docteur Allemand, médecin-chef de la C.M.R. de Grenoble. *Les caisses d'assurance-maladie possèdent de nombreuses données, mais celles-ci sont inexploitables manuellement. »*

Préparé par une commission de médecins et d'informaticiens qui s'est réunie régulièrement pendant deux ans et demi, le système INFORMED, expérimenté d'abord à Grenoble parce que médecins et employés du contrôle médical y étaient particulièrement motivés, doit être étendu à l'ensemble des caisses régionales d'ici à la fin de 1985 : l'ordre de passage et le calendrier vont être fixés prochainement.

Le coût du programme sera faible, estime-t-on, en effet à la CANAM : le régime des travailleurs indépendants a déjà informatisé sa gestion administrative (comptabilité, gestion du personnel) et celles des prestations versées (17 millions de décomptes en 1982) et des 1 854 000 assurés (immatriculation, radiation, cotisations...) ; il possède un parc d'ordinateurs récent et des équipes d'informaticiens. Il suffira donc d'ajouter quelques terminaux pour le contrôle médical dans chaque C.M.R. Quant au temps d'adaptation du personnel, il ne dépasse pas quelques semaines. *« De toute façon, on y gagnera*, estime M. Nicolazo, de la CANAM, *même si le bénéfice ne peut encore être chiffré : on risquait la noyade par le volume croissant des fichiers... »*

GUY HERZLICH.

(1) La CANAM, Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés non-agricoles, créée en 1966, réunit vingt-neuf caisses mutuelles régionales.

(2) Ces « organismes conventionnés », mutuelles ou compagnies d'assurance, effectuent à la fois le versement des prestations et le recouvrement des cotisations, contrairement aux caisses primaires du régime général.

# Économie

## Haro sur les experts !

Haro sur les experts ! *Que choisir ?*, mensuel de l'Union fédérale des consommateurs, après avoir percé de ses flèches médecins, pharmaciens, agents immobiliers, garagistes et autres professions à taux de suspicion possible variables, s'attaque dans son numéro de janvier 1984 aux experts. Quatre catégories d'experts sont ainsi mises sur la sellette. Ceux qui s'occupent d'automobile, de bâtiment, d'assurance, ou, plus sérieux encore *a priori*, les experts auprès des tribunaux.

Le verdict est sévère. Les premiers *« ne disposent pas du matériel approprié »* à l'expertise d'une automobile et renvoient sur des garages ou centres spécialisés *« où la qualité du travail est tout ce qu'il y a de plus aléatoire »*. Même système déjà utilisé pour tester le travail des garagistes : une R 5 d'occasion, sur laquelle le centre technique Ceten Apave (chargé du « contrôle des contrôles » dit *Que choisir ?*) avait décelé douze anomalies rendant ce véhicule dangereux, a été soumise au diagnostic de huit experts et donc de huit centres. Un seul de ceux-ci a signalé le défaut majeur, ainsi que neuf autres défectuosités. Trois centres ont qualifié ce véhicule de *« dangereux »*, quatre de *« non dangereux »*, un dernier n'ayant détecté aucun défaut. Les prix oscillent de 158 F à 650 F... Comme d'habitude dans ce genre de test, le nombre des centres mis à l'épreuve ne permet pas de généralisation à l'ensemble d'une profession, mais il est certain, ainsi que l'écrit *Que choisir ?*, que *« la diversité des documents et des méthodes ne contribue pas à assurer la crédibilité des contrôles »*.

En matière de bâtiment – il s'agit là de malfaçons : moisissures au plafond de trois chambres d'un pavillon de la banlieue nord. – huit experts sont cloués au pilori : *« Anarchie des tarifs, conseils aléatoires, délais variables : une profession qui risque fort de se discréditer si elle ne s'organise pas autrement »*, tranche *Que choisir ?*

Quant aux experts d'assurance chargés de l'estimation des dommages matériels consécutifs à un sinistre, ils sont, dit le mensuel, *« avant tout les mandataires des assureurs »*. Et de mentionner les *« experts d'assurés »* auxquels les victimes de sinistres peuvent faire appel. Mais on ne connaît rien des coûts de ces expertises volontaires.

Enfin les experts judiciaires ne sont guère mieux traités. Le recours parfois trop systématique à l'expertise, la durée trop longue des opérations, la remise tardive du rapport, les frais occasionnés *« font de l'expertise l'un des principaux obstacles entre le consommateur et la justice »*.

Tout cela est sans doute vrai. Les dix pages consacrées à ce sujet par le mensuel sont cependant trop rapides pour que la cause soit tout à fait entendue. Cet article devrait avoir pour conséquence non de couvrir d'opprobre des professionnels sans doute très souvent consciencieux, mais d'inciter le secrétariat d'État à la consommation à entreprendre une véritable étude en profondeur du fonctionnement de ces professions. Il y a sans doute des règles du jeu à établir, des méthodes à définir, des contrôles à pratiquer pour que l'expertise mérite, dans les faits, la confiance qu'on doit pouvoir lui faire.

J. D.

## LES SANCTIONS DE LA C.E.E. CONTRE L'U.R.S.S. NE SONT PAS RECONDUITES

Les sanctions économiques, de portée limitée, décidées par les Dix en mars 1982 à l'encontre de l'U.R.S.S. après l'instauration de la loi martiale en Pologne, ne seront pas reconduites en 1984. Les importations dans la Communauté de produits de luxe et de certains produits manufacturés en provenance d'Union soviétique (fourrures, caviar, saumon, tracteurs, roulements à bille) avaient été réduites dans des proportions variant de 25 à 50 %. Au total, la perte pour l'U.R.S.S. se montait à environ 120 millions de dollars sur un total de quelque 14 milliards d'exportations vers la C.E.E.

Les Dix, en adoptant ces sanctions, avaient voulu adresser un message politique sérieux à Moscou. C'était la première fois depuis la guerre que l'on prenait en Europe de l'Ouest des mesures économiques contre l'U.R.S.S. La suppression des sanctions ne signifie aucunement, explique-t-on à Bruxelles, que l'on considère, dans la Communauté, que la situation se soit améliorée en Pologne.

Les Dix n'ont jamais pris de véritables sanctions à l'encontre de la Pologne elle-même. Ils ont simplement décidé, après l'instauration de l'état de guerre, de ne pas renégocier les crédits gouvernementaux.

### En Grande-Bretagne

## BAT INDUSTRIES POURRAIT PRENDRE LE CONTROLE DES ASSURANCES EAGLE STAR

Bat Industries est apparemment sorti vainqueur de la plus importante bataille boursière qu'ait connue la « City » britannique pour le contrôle de la compagnie d'assurances Eagle Star: Géant britannique et mondial du tabac, du papier et des cosmétiques, Bat Industries avait surenchéri au début du mois de novembre sur une OPA de la principale compagnie d'assurances ouest-allemande, Allianz sur Eagle Star. Allianz, qui avait déjà pris 14,9 % du capital d'Eagle Star en juin 1981 avait alors surenchéri elle aussi. A 968 millions de livres (près de 12 milliards de francs) les deux protagonistes ont signé un armistice qui permet à Bat de prendre le contrôle d'Eagle Star. Sans que l'on puisse affirmer que l'affaire est achevée.

Une troisième partie – américaine dit-on – qui dispose de quelque 5 % du capital d'Eagle Star pourrait en effet lancer une offre d'achat et chercher à s'approprier à meilleur prix les 30 % que détient actuellement Allianz.

## LES HUIT PREMIÈRES VOITURES IMPORTÉES PAR M. MICHEL LECLERC SONT ARRIVÉES A PARIS

Les huit premières voitures sur les quatre-vingts achetées en Belgique par M. Michel Leclerc pour être revendues en France, sont arrivées à Paris, le vendredi 30 décembre, à la fin de l'après-midi. Ces véhicules – tous de fabrication française (Peugeot, Talbot, Renault) – devraient être proposés aux acheteurs à un prix inférieur d'au moins 10 % à ceux habituellement appliqués.

Selon M. Leclerc – dont l'initiative est très critiquée par les professionnels, – le service après-vente serait assuré dans les cent vingt-cinq garages de son réseau ; il offrirait, dit-il, pendant un an la gratuité de certaines pièces de rechange (plaquettes de freins) et de certains services (vidange, réglage).

Il semble difficile toutefois que M. Leclerc puisse mettre en vente ces voitures à partir du lundi 2 janvier comme il en a l'intention. Elles doivent en effet obtenir un certificat de conformité, document qui est habituellement délivré par le service des mines, soit directement, soit par le biais des constructeurs. Or, pour le moment, l'administration semble très réservée.

## TROIS ORGANISMES PRÉPARERONT LA CONVERSION DES HOUILLÈRES DU NORD-PAS-DE-CALAIS

*(De notre correspondant.)*

Lille. – M. Pierre Mauroy a annoncé vendredi à Lille qu'il se rendrait officiellement dans le Nord-Pas-de-Calais en février pour mettre en place trois organismes destinés à favoriser la conversion du bassin minier et dont la création avait déjà été annoncée par le gouvernement : une société d'industrialisation dotée de 100 millions de francs par an pendant cinq ans, un fonds disposant d'une enveloppe financière équivalente pour assurer des actions d'accompagnement (formation, infrastructures...), enfin une structure particulière, sans doute de type établissement public, qui reprendra le patrimoine immobilier des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, patrimoine important puisqu'il comprend notamment 137 000 logements, 905 kilomètres de voirie, des églises, des bâtiments de sports, etc.

● **Nouvel épisode dans le différend franco-britannique sur le lait.** – Les producteurs normands ne renoncent pas à exporter leur lait en Grande-Bretagne. Ils ont ainsi expédié le 28 décembre un nouveau chargement de 22 600 litres à Newhaven pour prouver la violation par les autorités britanniques des règlements communautaires.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 27 au 30 décembre

### Les héros sont fatigués

MAIS où sont donc passées les neiges d'antan ? La Bourse nous avait habitués à plus d'éclats en fin d'année. Entendons-nous bien. Comme *institution*, elle n'a pas démérité, achevant cette semaine en très bonne forme (encore 1,3 % de hausse), dernière étape d'une course folle menée presque de bout en bout. L'impasse eût pu *même être faite sur ce dernier gain*. Le 23 décembre, Paris avait déjà été sacré champion 1983 toutes catégories. Mais la déception vint du manque à peu près total de célébration. La dernière séance est toujours marquée par des divertissements carnavalesques. Timidement, les commis du groupe D, respectant la coutume, tentèrent bien, confetti à l'appui, de dégeler l'atmosphère. Bien en vain. *Les cotillons n'étaient pas au menu* et, pour la première fois de mémoire d'homme, force de loi ne leur est pas restée. La sinistrose, ou presque, s'était emparée du Palais Brongniart.

« *Les jeunes ne savent plus s'amuser* », affirmait, désabusé, un vieil habitué venu tout exprès, faisant référence aux nombreux départs d'anciens mis en préretraite. « *Vous me faites rire quand vous dites que la tradition n'est pas respectée. C'est une profession où l'on se divertit toute l'année. Aujourd'hui, il y a du travail, Monsieur !* ». La réprimande sortit toute crue de la bouche d'un professionnel bien connu, à qui nous avions eu l'audace de faire part de notre étonnement. Elle n'appelait pas de réponse... dans son esprit du moins.

Tout de même, une médaille d'or pour la France aux championnats de la hausse, accompagnée de gratifications très copieuses pour le personnel, aurait mérité de belles réjouissances. *Mais le temps est loin désormais* où les clarinettes des orchestres New-Orleans invités aux festivités de fin d'année déversaient leurs trilles sous les voûtes du Palais, qui leur faisaient longuement écho. *La crise a épargné la communauté* boursière, mais lui aurait-elle noué le boyau du rire ?

Mais revenons aux affaires. Dernier parcours sans faute, ou presque. Durant ces ultimes quatre journées de l'an de grâce 1983, la chaudière du marché, *alimentée par les achats de dernière minute* effectués par les contribuables soucieux d'alléger la barque de leurs impôts, a continué de ronronner et de pousser la machine. Une machine au demeurant devenue un peu poussive ces derniers jours, les grands investisseurs, repus et gavés d'actions s'étant quelque peu abstenus.

Mardi, après une journée supplémentaire de farniente pour des boursiers habitués à la *dolce vita* ces temps-ci, elle avait battu arrière. Oh ! modestement, il est vrai (– 0,1 %) ! Et, dieu merci, l'approche de la date limite pour bénéficier des déductions fiscales allait rameuter l'arrière-ban de la clientèle particulière ! Dès le lendemain, le marché, escorté par quelques « américaines d'adoption » (Mumm, Bic, Pernod), flanqué de solides gaillards (Bouygues) suivi par des « revenants » (recoveries) tels que Peugeot, se remettait en branle. Déjà décidées la veille à titiller la cote, les pétrolières prenaient ce jour-là la poudre d'escampette, Esso inscrivant alors un record de hausse.

Au total, les actions françaises progressaient de 0,6 % dans leur ensemble, un gain qu'elles devaient reproduire jeudi lorsque ces mêmes valeurs pétrolières, prises d'une *frénésie de hausses*, décidaient de rivaliser pour savoir qui accéderaient à la première marche du podium. Ce fut ELF-Aquitaine (certificat) avec un gain de 8 % environ, suivie de près par *Raffinage, Française des pétroles* et Esso (+ 5 %), la grande gagnante de cette année 1983 au cours de laquelle elle a progressé de plus de 200 % ! La raison de cette envolée, on devait la connaître, mais il fallut attendre la fin de ce mois de décembre pour que les rumeurs qui circulaient depuis plusieurs semaines à la corbeille trouvent enfin une amorce de confirmation dans le communiqué publié, mercredi soir, par la société nationale ELF-Aquitaine.

Avec la prudence qui sied à ce type d'information, la compagnie qui agit en tant qu'opérateur pour Esso et Pétroles BP (associées à 25 % chacune) sur un permis en mer d'Iroise (dont elle détient 50 %) *devait confirmer l'existence d'indices* de pétrole « *constitués par de faibles traces d'hydrocarbures* ». Toutefois, précisait-on rue Nélaton, au siège d'ELF-Aquitaine, le forage entrepris, et qui semble susciter beaucoup d'espoirs dans la communauté boursière, « *devrait atteindre sa cote finale, vers 4 000 mètres, courant janvier 1984* ». Vendredi, la fièvre était retombée sur ces valeurs pétrolières, et la « Petite Sole » – puisque c'est là *le nom de ce permis d'exploration situé* à 275 kilomètres au large de Brest – ne semblait plus guère intéresser le moindre boursier. Autour des groupes de cotation, on avait déjà enfourché d'autres montures, à savoir Midland Bank, *Avions Dassault ou encore* Presses de la Cité qui atteignait son record historique de 2 000 F avant de retomber à 1 975 F en clôture.

A la veille d'un nouveau week-end de trois jours, le Palais Brongniart lâchait négligemment 0,2 % de baisse. *Par dérision. Ou simplement* pour montrer *combien les héros peuvent se sentir fatigués* après tant de séances de hausse successives qui ont permis au marché parisien de bondir de 68 % (selon l'indicateur instantané) en douze mois. Et c'est avec un air blasé que l'on a expédié les dernières cotations.

ANDRÉ DESSOT et SERGE MARTI.

## *Fin d'une grève du zèle*

Les coteurs de la Bourse de Paris et la chambre syndicale des agents de change ont signé, jeudi 29 *décembre, un protocole d'accord* mettant fin à la grève du zèle qu'ils observaient avec plus ou moins d'assiduité depuis près d'un mois. Un mouvement *d'humeur qui* avait eu *pour effet de retarder* les cotations bien au-delà de l'horaire normal.

L'origine de ce mécontentement – *justifié en grande partie* – provenait des mauvaises conditions de travail qui leur étaient faites, ainsi qu'à l'ensemble des commis, depuis la fin du mois d'octobre. C'est à cette date *qu'entrait en vigueur* l'importante réforme qui a eu pour effet d'instituer l'unicité des cotations sur la base d'un marché à règlement mensuel, *supprimant du même coup* la cotation des valeurs jusqu'alors simultanément effectuée au comptant et à terme ferme (devenu le marché R.M.).

Cette réforme, outre le fait d'avoir entraîné la suppression de l'ancien groupe de cotations « comptant du terme », a incité les autorités boursières à opérer, *dans le même temps*, une nouvelle répartition géographique des lieux de cotations. L'intention était louable, mais il faut reconnaître *que les commis et les coteurs*, placés sur quelques marches au-dessus du parquet, ont rapidement eu l'impression de se retrouver sur un ring de boxe comme *aux plus beaux jours de la salle Wagram*.

Déjà importante en temps normal, la présence des professionnels – parmi lesquels se glissaient, selon eux, *« trop de personnes étrangères »* – s'est accrue à la fin novembre quand est entrée en vigueur la deuxième vague d'abaissement des quotités, c'est-à-dire des *quantités minimales de titres* nécessaires pour effectuer une opération. Sur l'instigation de la Rue de Rivoli, celles-ci ont été sérieusement abaissées, puisque certaines actions, qui *se traitaient auparavant par vingt ou trente titres*, étaient désormais négociées par quotités de cinq ou dix titres afin de permettre aux petits porteurs d'intervenir plus aisément *en Bourse*.

D'où une gymnastique fatigante pour les commis, obligés d'ajuster les ordres en conséquence, et pour les coteurs, déjà de mauvaise humeur depuis qu'ils n'arrivaient plus à naviguer à vue du haut de leur passerelle et qui, de plus, étaient maintenant *tenus d'insérer dans le circuit* informatique les cours qu'ils venaient de souligner à la craie.

*C'était*, en somme, la goutte d'eau qui devait faire déborder le vase, plein à ras bord de leurs revendications. A titre de compensation, les coteurs demandaient alors une *prime mensuelle de 300 francs* chacun. Non ! Seulement pour les douze coteurs (dont onze au parquet) qui font réellement le travail et non pas pour ceux qui sont simplement *appelés à les remplacer*, rétorquait la chambre syndicale. Si ! Pour tous. Mais alors, on se partage la prime, soit 150 F chacun. Non ! Si ! Bon, d'accord ! Après s'être chamaillés *pendant de très nombreux jours*, les deux parties sont finalement tombées d'accord sur la base d'une prime de 300 F affectée à chaque poste de travail.

Du côté des commis, on s'est contenté de compter les points. A l'évidence, il leur était difficile de justifier une véritable grève de solidarité *pour un motif aussi sectoriel*, alors que l'ensemble du personnel travaillant pour le compte du temple de l'argent va recevoir cette année un traitement à la hauteur des *performances de la cote*. Les courtages *ont* été très élevés, surtout pour les charges d'agents de change qui ont su renforcer leurs équipes de spécialistes en obligations. En moyenne, les *professionnels du palais Brongniart* devraient recevoir huit à douze mois supplémentaires qui viendront s'ajouter aux quatorze mois et demi prévus par la convention collective. A *l'exception de problèmes particuliers* soulevés chez tel ou tel agent de change (le personnel d'une charge, mécontent de trois mois seulement de prime annuelle *qui lui étaient* proposés, a observé, vendredi 23 décembre, une grève de vingt-quatre heures), les familiers de la rue Vivienne ont toutes les chances de toucher *« une juste récompense au regard du travail fourni »*, selon la délicieuse formule de l'un d'entre eux.

S. M.

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

| | Nbre de titres | Val. en cap. (F) |
|---|---|---|
| | – | – |
| 4 1/2 % 1973 | 26 065 | 47 640 401 |
| Schlumberger | 99 540 | 53 827 010 |
| S.G.E.-S.B. (1) | 903 325 | 156 924 690 |
| Gén. des eaux (1) | 113 375 | 63 914 785 |
| Esso (2) | 57 695 | 28 648 380 |

(1) Séance de vendredi seulement.
(2) Trois séances seulement.

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| | Cours 23 déc. | Cours 30 déc. |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 102 600 | 102 800 |
| – (kilo en lingot) | 102 600 | 103 000 |
| Pièce française (20 fr.) | 653 | 655 |
| Pièce française (10 fr.) | 439 | 438 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 632 | 631 |
| Pièce latine (20 fr.) | 614 | 610 |
| ● Pièce tunisienne (20 fr.) | 588 | 586 |
| Souverain | 762 | 762 |
| Souverain Elizabeth II | 780 | 780 |
| ● Demi-souverain | 421 | 421 |
| Pièce de 20 dollars | 3 960 | 3 900 |
| – 10 dollars | 1 802 | 1 820 |
| ● – 5 dollars | 1 050 | 1 042,50 |
| – 50 pesos | 4 045 | 4 040 |
| ● – 20 marks | 786 | 772 |
| – 10 florins | 635 | 630 |
| ● – 5 roubles | 425 | 410 |

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

| | 26 déc. | 27 déc. | 28 déc. | 29 déc. | 30 déc. |
|---|---|---|---|---|---|
| Terme | – | 215 286 854 | 286 560 441 | 376 360 449 | 552 094 188 |
| Comptant | | | | | |
| R. et obl. | – | 1 022 610 125 | 849 784 382 | 816 068 771 | 816 068 771 |
| Actions | – | 48 988 973 | 59 293 990 | 67 694 923 | 67 694 923 |
| Total | – | 1 286 885 952 | 1 195 638 813 | 1 260 124 143 | 1 435 857 882 |
| **INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)** | | | | | |
| Franç. | – | 161 | 163,1 | 163,3 | – |
| Étrang. | – | 148,5 | 151,1 | 152,7 | – |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)** | | | | | |
| Tendance | – | 166 | 167 | 167,9 | 167,8 |
| **(base 100, 31 décembre 1982)** | | | | | |
| Indice gén. | – | 154,2 | 155,5 | 156,5 | 156,7 |

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

**Mieux**

Wall Street a cette semaine un peu recouvré ses forces. Mais la hausse enregistrée là-bas a quand même été acquise au cours de la seule séance de mardi. Le 30 décembre, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à 1258,63 (+ 8,13 points). Le marché américain a donc été un des rares à ne pas terminer l'année à ses plus hauts niveaux.

De l'avis général, maintenant passée la vague des ventes fiscales, il est entré dans une phase de profonde réflexion monétaire, qui pourrait le conduire, si la détente observée sur les taux se confirme, à nouveau sur les chemins de la hausse. Apparemment, l'éloignement de la menace d'une surchauffe économique plaide en faveur de cette thèse.

| | Cours 23 déc. | Cours 30 déc. |
|---|---|---|
| Alcoa | 43 3/4 | 44 7/8 |
| A.T.T. | 61 3/4 | 61 1/4 |
| Boeing | 45 1/8 | 43 3/4 |
| Chase Man. Bank | 44 3/4 | 45 1/2 |
| Du Pont de Nem. | 51 1/4 | 52 |
| Eastman Kodak | 75 1/2 | 76 3/8 |
| Exxon | 37 1/8 | 37 3/8 |
| Ford | 43 5/8 | 42 1/2 |
| General Electric | 58 1/8 | 58 5/8 |
| General Foods | 51 | 51 3/8 |
| General Motors | 74 1/4 | 74 3/8 |
| Goodyear | 29 1/4 | 30 1/2 |
| I.B.M. | 123 3/4 | 122 3/8 |
| I.T.T. | 44 1/2 | 44 3/4 |
| Mobil Oil | 28 3/4 | 28 3/4 |
| Pfizer | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Schlumberger | 47 7/8 | 50 1/4 |
| Texaco | 35 1/4 | 36 |
| U.A.L. Inc. | 36 1/4 | 36 3/4 |
| Union Carbide | 62 1/2 | 62 3/4 |
| U.S. Steel | 29 1/4 | 30 1/2 |
| Westinghouse | 55 5/8 | 54 3/4 |
| Xerox Corp | 49 1/8 | 49 3/4 |

### LONDRES

**Performance inégalée**

Paris, Francfort, Tokyo : Londres ne voulait pas être en reste. Le marché britannique a lui aussi fini l'année en beauté, malgré le rétrécissement des courants d'affaires.

Les ventes, il est vrai, furent peu nombreuses et, encouragés par la détente des taux aux États-Unis, le comportement plus satisfaisant de Wall Street aussi, les investisseurs ont procédé à quelques achats sélectifs dont le flot fut suffisant pour amener le 30 décembre, l'indice des industrielles au voisinage immédiat de son plus haut niveau de toujours (776,2 le 22 décembre), soit à 775,7 (contre 775). Indices « F.T. » des mines d'or (575,7 contre 582,4) et des fonds d'État (83,12 contre 83,15).

| | Cours du 23 déc. | Cours du 30 déc. |
|---|---|---|
| Beecham | 318 | 305 |
| Bowater | 265 | 265 |
| Brit. Petroleum | 395 | 406 |
| Courtaulds | 126 | 123 |
| De Beers (*) | 7,37 | 7,45 |
| Dunlop | 40 | 39 |
| Free State Geduld | 37 3/4 | 37 1/4 |
| Glaxo | 728 | 702 |
| Gt. Univ. Stores | 623 | 616 |
| Imp. Chemical | 656 | 636 |
| Shell | 556 | 568 |
| Unilever | 890 | 895 |
| Vickers | 132 | 136 |
| War Loan | 36 1/8 | 36 1/8 |

(*) En dollars.

### TOKYO

**Record battu**

Deux séances et demie seulement cette semaine, le marché fermant traditionnellement ses portes le 28 décembre à midi pour ne le rouvrir que le 4 janvier suivant. Mais trois séances de hausse toujours favorisées par le retour de M. Nakasone, à l'issue desquelles de nouveaux records sont tombés dans une *activité fébrile (1 550 millions de titres* échangés, soit autant que pour une semaine normale). Les deux indices se sont inscrits à des niveaux historiques, le Nikkei Dow Jones à 9 893,82 (après avoir même franchi la barre des 9 900 points) contre 9 704,85 le 23 décembre, et l'indice général à 731,82 (contre 715,68).

| | Cours 23 déc. | Cours 28 déc. |
|---|---|---|
| Akai | 615 | 609 |
| Bridgestone | 625 | 641 |
| Canon | 1 530 | 1 570 |
| Fuji Bank | 900 | 900 |
| Honda Motors | 1 080 | 1 110 |
| Matsushita Electric | 1 880 | 1 980 |
| *Mitsubishi Heavy* | 271 | 275 |
| Sony Corp. | 3 620 | 3 660 |
| Toyota Motors | 1 460 | 1 500 |

### FRANCFORT

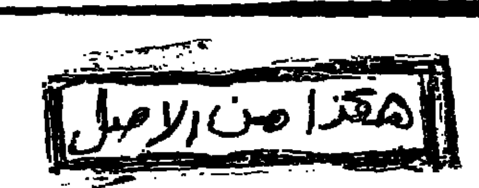
**Au plus haut de toujours**

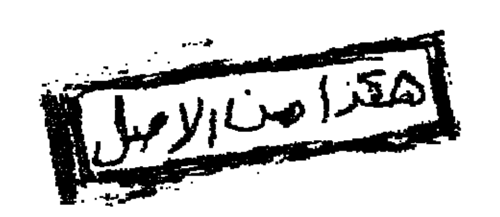
Outre-Rhin aussi les héros sont fatigués de leurs exploits. Il n'y eut donc que quatre séances, avec peu d'affaires. Mais sur un dernier coup de rein favorisé par la détente des taux outre-Atlantique, le marché s'est hissé sur le toit de son histoire.

L'indice de la Commerzbank s'est établi, le 29 décembre, à 1 041,7 (contre 1 031,70) après avoir atteint la cote 1 044 la veille. La performance de 1960 a donc été nettement améliorée.

| | Cours 23 déc. | Cours 29 déc. |
|---|---|---|
| A.E.G. | 81,50 | 80,50 |
| B.A.S.F. | 170 | 173 |
| Bayer | 170,30 | 172,50 |
| Commerzbank | 170 | 170,70 |
| Deutschebank | 333,50 | 338,30 |
| Hoechst | 179,50 | 181,30 |
| Karstadt | 282,50 | 284 |
| Mannesmann | 138,20 | 144 |
| Siemens | 381,80 | 382,10 |
| Volkswagen | 215,30 | 213,30 |







# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

# Ne prêter qu'aux riches ?

Les pays les plus pauvres n'ont guère de chance de voir leur situation s'améliorer en *1984*. Les eurobanques, qui demeurent traumatisées par la crise financière qui a secoué l'Amérique latine, continueront *à être peu enclines à prêter* à des États présentant un trop grand risque. En outre, les taux d'intérêt devraient demeurer élevés, rendant la dette du tiers-monde encore plus lourde à porter. En revanche, les banques internationales seront ravies de prêter aux nations européennes industrialisées. Ces dernières bénéficieront même de conditions encore plus avantageuses qu'en 1983, parce qu'elles offrent des garanties incontestables et que *les eurocrédits bancaires qu'elles re*chercheront, devraient rester limitées en nombre. Les débiteurs européens de grande *qualité*, comme la France, la Suède, voire le Danemark, devraient n'avoir que très modérément recours aux prêts bancaires internationaux libellés en dollars cette année. Pour sa part, la Belgique, qui vient de réaliser avec succès un *eurocrédit de 800 millions* de dollars, ne devrait pas recourir à l'euromarché avant un an.

De nombreux pays auront à connaître des difficultés financières les contraignant à demander le report de leurs dettes étrangères. La *Corée du Sud* paraît, aux *yeux* d'un grand nombre de banquiers internationaux, un candidat au rééchelonnement presque inévitable. Vu l'importance de l'économie coréenne, une telle décision ne manquerait pas d'avoir des conséquences très préjudiciables pour *l'ensemble des autres* pays d'Extrême-Orient et du Sud-Est asiatique. Au Moyen-Orient, *plusieurs* banques arabes *s'interro*gent sur la situation financière de l'Irak, qui, sans aide supplémentaire massive d'autres pays du Golfe, ne pourra *supporter* encore longtemps le poids d'une guerre interminable. La Turquie, enfin, pourrait, elle *aussi, connaître quelques difficultés*.

Sur le continent africain, les négociations ont déjà commencé avec le Maroc et vont s'engager avec la Côte-d'Ivoire. Cette dernière, dont la dette étrangère représente l'équivalent de près de 6,5 milliards de *dollars, entend rééchelonner le rem*boursement du capital de ses prêts venant à échéance entre le 1er décembre *1983* et la fin de 1984. *Une* croissance économique trop rapide durant la seconde partie de la précédente décennie, combinée avec une chute de la demande et des cours mondiaux du café et du cacao, ont contraint la Côte-d'Ivoire à demander des *délais* à ses créanciers. Ceux-ci devraient toutefois se montrer accommodants. Le gouvernement ivoirien a entrepris un effort *de redressement économique* important et peut compter sur l'aide des grandes organisations internationales comme *le* F.M.I. et la Banque mondiale. En revanche, les eurobanquiers sont franchement mécontents du comportement des Marocains. Ceux-ci, dont la dette extérieure est de l'ordre de 15 milliards de dollars, ont des exigences audacieuses pour *un débiteur défaillant*. *Ils* ont posé tellement de conditions préalables, dont certaines reviendraient à rééchelonner les échéances concernées à un coût inférieur au coût initial, que les banques sont prêtes à raidir leur attitude.

C'est, finalement, dans l'après-midi du vendredi 30 décembre que s'est signé au siège du Crédit lyonnais l'accord destiné à restructurer *une partie de la dette due par Cuba* à ses créanciers non membres du COMECON. La cérémonie devait à l'origine prendre place le 22 du mois : elle avait dû être annulée à la dernière minute parce que la Trade Development Bank (T.D.B.) avait *refusé d'y participer. Cet établisse*ment qui, il y a six ans, avait prêté 5 millions de deutschemarks à la Banque centrale de Cuba dans le cadre d'un crédit bilatéral, est depuis passé sous la coupe d'American Express. Cette dernière ne pouvait al*ler à l'encontre de l'embargo du gou*vernement américain contre Cuba. Simultanément, les autres banques commerciales occidentales impliquées dans la restructuration de la dette cubaine ne pouvaient reprendre à leur compte les créances, si *minces soient-elles*, de la T.D.B. Cela aurait, en effet, été à l'encontre du principe sacro-saint qui veut que toutes les banques concernées doivent participer à une restructuration. De fait, à ce jour, il a été appliqué sans exception dans tous les *rééchelonnements latino-américains* et autres. Faillir à cette règle serait créer un précédent susceptible de faire boule de neige partout ailleurs dans le monde.

Que va maintenant pouvoir faire la banque américaine qui a été purement et simplement exclue de l'opération cubaine ? Va-t-elle se retourner vers les tribunaux et mettre en défaut l'ensemble de la dette de Cuba au travers de la clause de réciprocité ? Cela aussi créerait un précédent désastreux pour l'ensemble des autres restructurations financières *latino-américaines*. Celles-ci, avec l'Argentine et le Brésil, pour ne citer que ces deux-ci, pourraient se trouver vivement affectées par une décision de ce type, parce qu'elle ferait naître un climat de méfiance généralisée et fournirait des alibis faciles aux *créanciers* récalcitrants.

En ce début d'année, le marché international des capitaux a presque cessé de s'interroger sur l'évolution *des taux d'intérêt aux Etats-Unis*. Les prévisions des gourous new-yorkais ne cessent d'affoler. L'élection présidentielle de novembre prochain rend illusoire toute analyse sérieuse. D'une manière générale, les euro-banquiers estiment que les taux sur le dollar devraient rester proches de leur niveau actuel, tout au moins pendant le premier semestre de *1984*. *Le marché des euro*émissions dotées de taux d'intérêt fixe risque donc fort de demeurer en deçà de celui à taux variable en ce début d'année.

Le Crédit national, sous la garantie de la République française, va être l'un des tout premiers emprunteurs de *1984*. *Il devrait lancer aux* environs du 3 ou du 4 janvier une euro-émission de 50 millions d'ECU destinés à convertir en papier euro-obligataire le tiers d'un euro-crédit bancaire à cinq ans de 150 millions d'ECU dont l'accord de prêt fut signé *en mars dernier. L'opération est* soumise à un certain nombre de préalables qui exigent, entre autres, que le coupon annuel des euro-obligations ne dépasse pas 12,25 %, que le prix d'émission soit fixé au minimum à 100,75 et que la com*mission pour les banques soit limitée* à 1,25 %. Ces conditions peuvent être aisément remplies à l'heure actuelle parce que le marché de *l'ECU* reste très porteur. Les termes finals de l'opération du Crédit national ne seront arrêtés qu'en début de semaine. *Ils dépendront de la durée de* l'euro-emprunt. Si cette dernière est de sept ans, l'appétit persistant du *dentiste belge* pour tout ce qui est *li*bellé dans la devise de la C.E.E., à condition que la durée ne soit pas trop étendue, devrait permettre au Crédit national d'offrir, sur un prix de 100,75, un coupon de l'ordre de 11,25 %. Cela donnerait à l'investisseur un rapport annuel d'environ 11,10 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

# Glissement du dollar : 8,33 F

Le léger flottement qui avait été observé la semaine dernière sur le dollar s'est transformé, cette semaine, en un glissement *très net* : à Francfort, le cœur de la monnaie américaine est passé de 2,7580 DM à 2,72 DM *environ*, et, à Paris, *il a* perdu plus de 10 centimes, à 8,33 F.

Ce glissement a été plus prononcé jeudi à l'annonce d'un recul de 0,4 % *des indicateurs économiques* avancés pour le mois de novembre aux Etats-Unis.

Un tel recul, le premier en quatorze mois, a *été* bien accueilli par les milieux économiques et financiers outre-Atlantique, dans la *mesure où, s'il se confirmait les mois* suivants, le risque de surchauffe de l'économie s'éloignerait. En ce cas, les *autorités monétaires* pourraient ne pas durcir leur politique du crédit, ce qui empêcherait les taux de monter à défaut de baisser et rendrait les placements en dollars moins attractifs.

En outre, l'annonce d'un déficit *commercial de 7,4 milliards* de dollars aux Etats-Unis pour le mois de novembre, après celui de 9 milliards de dollars (chiffre record) enregistré en octobre, a confirmé la dégradation du commerce extérieur américain sous l'effet de la reprise économique, *qui gonfle les importa*tions, et de la hausse du dollar, qui en accroît le coût tout en défavorisant les exportations, rendues plus difficiles.

Enfin, les taux d'intérêt ont un peu fléchi aux Etats-Unis, notamment celui de l'euro-dollar à six mois, *qui a cédé 1/4 %, à 10 1/4 %*.

La conjonction de ces facteurs incite *nombre d'observateurs à penser* que le dollar pourrait commencer à perdre du terrain en 1984, sans toutefois *préciser la date à laquelle le* processus s'amorcerait. Dans l'immédiat, il faut noter que le glissement du *dollar* a *été facilité* par la grande faiblesse des échanges : l'activité des marchés a été réduite à sa plus simple expression cette semaine. Les banques *internationales* ont terminé leurs habillages de bilans (Window Dressing), et les échéances ont été faites, notamment pour le renouvellement des crédits en euro-dollars à six mois (Roll-Over). Enfin, soulignent les spécialistes, il est traditionnel que le dollar fléchisse en fin d'année, jusqu'au 15 janvier suivant : l'an dernier, le *phénomène avait été très marqué*.

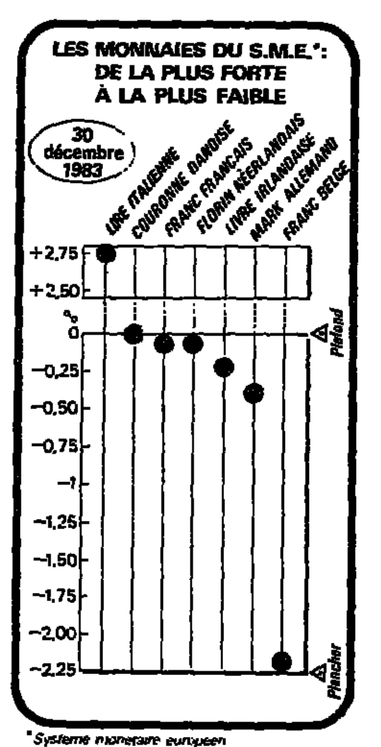
Sur le fond, ils notent, cependant, que la pénurie de dollars n'a pas disparu, *loin de là. Le service de la* dette des pays emprunteurs (Amérique latine et tiers-monde) est toujours très lourd, d'autant que chaque semaine apporte l'annonce d'une nouvelle demande de rééchelonnement : *la Côte-d'Ivoire*, le Sénégal, bientôt, sans doute, la Corée du Sud (voir ci-contre l'article de Christopher Hugues).

Ailleurs, la livre sterling, précédemment déprimée, s'est *nettement* redressée par rapport au dollar, en raison d'un raffermissement du prix du pétrole de mer du Nord, provoqué par la vague de froid qui balaie actuellement les Etats-Unis.

Le yen est plus ferme que jamais, mais son cours à Paris, qui avait battu ses records la semaine dernière à plus de 3,61 centimes, a perdu un peu de terrain, car la mon*naie japonaise a baissé un peu moins* vite que le dollar.

Au sein du système monétaire européen, le franc a bien résisté à la re*montée du deutschemark vis-à-vis* du « billet vert », le cœur de la monnaie allemande se maintenant à 3,0580 F environ, malgré une pointe à 3,06 F jeudi.

F.R.



*Système monétaire européen

**COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 30 DECEMBRE**

*(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)*

| PLACE | Livre | $ E.U. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Lire italienne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| New-York ... | 1,4520 | – | 12,0192 | 45,8715 | 36,7511 | 1,7992 | 32,7225 | 0,0604 |
| | 1,4320 | – | 11,8553 | 45,5373 | 36,2581 | 1,7768 | 32,2580 | 0,0597 |
| Paris ....... | 12,0806 | 8,3200 | – | 381,65 | 305,76 | 14,9700 | 272,25 | 5,0332 |
| | 12,0789 | 8,4350 | – | 384,10 | 305,83 | 14,9875 | 272,09 | 5,0418 |
| Zurich ....... | 3,1653 | 2,1800 | 26,2020 | – | 80,1176 | 3,9222 | 71,3350 | 1,3188 |
| | 3,1446 | 2,1960 | 26,0348 | – | 79,6229 | 3,9019 | 70,8387 | 1,3126 |
| Francfort ... | 3,9508 | 2,7210 | 32,7053 | 124,81 | – | 4,8956 | 89,0379 | 1,6460 |
| | 3,9494 | 2,7580 | 32,6979 | 125,59 | – | 4,9004 | 88,9677 | 1,6485 |
| Bruxelles ... | 80,7021 | 55,5800 | 6,6800 | 25,4954 | 20,4263 | – | 18,1871 | 3,3623 |
| | 80,5929 | 56,2800 | 6,6722 | 25,6284 | 20,4060 | – | 18,1548 | 3,3648 |
| Amsterdam .. | 4,4373 | 3,0560 | 36,7309 | 140,18 | 112,31 | 5,4983 | – | 1,8487 |
| | 4,4392 | 3,1000 | 36,7525 | 141,16 | 112,40 | 5,5081 | – | 1,8529 |
| Milan ...... | 2400,15 | 1653,00 | 198,68 | 758,25 | 607,49 | 29,7409 | 540,90 | – |
| | 2395,73 | 1673,00 | 198,34 | 761,83 | 606,59 | 29,7263 | 539,67 | – |
| Tokyo ...... | 336,13 | 231,50 | 27,8249 | 106,19 | 85,0790 | 4,1651 | 75,7526 | 0,1400 |
| | 334,51 | 233,60 | 27,6946 | 106,37 | 84,6990 | 4,1506 | 75,3548 | 0,1396 |

A Paris, 100 yens étaient cotés 3,5939 F le vendredi 30 décembre, . contre 3,6108 F, le vendredi 23 décembre.

## Les matières premières

# Nouvelle hausse du zinc et du cacao

La vague de froid aux Etats-Unis a réveillé le marché de certains produits – jus d'orange et pétrole entre autres – mais cela risque de n'être qu'une impulsion passagère.

L'année a été particulièrement faste pour certains pays producteurs de matières premières. Au tableau d'honneur, le cacao qui a fait un bond compris entre 75 % et 95 % selon les places. Vient en seconde place au palmarès, l'aluminium (+ 75 %), puis le zinc (+ 50 %), suivis par le nickel, le maïs et le caoutchouc, avec une progression de l'ordre de 40 %, enfin le sucre (entre + 20 % et + 30 %). Pour le blé et l'argent métal, la hausse a été inférieure à 10 %. L'indice Reuter n'a progressé que de 25 %.

METAUX. – *La hausse s'est poursuivie sur les cours du zinc à Londres, qui retrouvent désormais leurs meilleurs niveaux depuis une décennie. Les producteurs, si le marché ne se dégradait pas, pourraient être amenés à relever leurs prix. Depuis mai dernier la majoration a atteint 35 %.*

*Réveil soudain du marché du plomb stimulé par la vague de froid en Amérique du Nord, qui risque de provoquer une augmentation sensible de la demande d'accumulateurs, importants utilisateurs de ce métal. Autres éléments favorables, une cascade de hausses des prix décidée par nombre de producteurs nord-américains et des achats pour compte chinois.*

*Sur le marché de Londres, les cours du cuivre ont peu varié. Aux Etats-Unis, les stocks de métal affiné ont diminué à fin novembre de 15 % par rapport à ceux d'il y a un mois.*

*Après avoir fléchi à Londres, les cours de l'étain ont enregistré une reprise grâce aux achats de soutien du directeur du stock régulateur. Les rumeurs, selon lesquelles ses réserves financières seraient épuisées, ont été démenties.*

DENREES. – *Nouvelle et vive progression des cours du cacao sur les différents marchés. La perspective de deux récoltes mondiales déficitaires consécutives ne manquera pas de poser des problèmes d'approvisionnement. Aussi, les négociants cherchent-ils à se couvrir pour se prémunir contre une nouvelle envolée des cours, d'autant que la récolte du Ghana pourrait être encore plus mauvaise que prévu, c'est-à-dire inférieure à 150000 tonnes. Le déficit de la récolte mondiale de la saison 1983-1984 serait, selon les estimations d'une firme privée, supérieur aux dernières prévisions de l'Organisation internationale du cacao. Les stocks mondiaux de fèves tomberaient en fin de campagne à leur niveau le plus bas depuis une décennie.*

*Les cours du café se sont repliés sur les différents marchés. Pourtant, les plantations de café de certaines régions du Mexique auraient été endommagées par le froid. Quant à la récolte du Salvador, elle aurait été affectée par de mauvaises conditions climatiques, ce qui entraînera une réduction d'un tiers des exportations de ce pays. Le marché semble avoir été plus sensible à la menace d'une nouvelle augmentation des quotas d'exportation des pays membres de l'Organisation internationale du café. La récolte mondiale de la saison 1983-1984 est évaluée par le département américain de l'agriculture à 91,7 millions de sacs, en diminution de 2 millions de sacs sur l'estimation faite il y a un mois.*

*Nouveau repli des cours du sucre déprimés par la perspective de ventes à des prix bradés de certaines qualités de cette denrée, par des pays en voie de développement sur le marché mondial.*

**LES COURS DU 30 décembre 1983**

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

**MÉTAUX.** – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (higher grade), comptant, 982,50 (980) ; à trois mois, 1 006 (1 005) ; étain comptant, 8 455 (8 380) ; à trois mois, 8 615 (8 545) ; plomb, 290,50 (280) ; zinc, 618 (604) ; aluminium, 1 088 (1 095) ; nickel, 3 235 (3 242) ; argent (en pence par once troy), 614,25 (617,85). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 65,10 (63,75) ; argent (en dollars par once), 8,91 (9) ; platine (en dollars par once), 392 (388,30) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (86,10) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 322-340 (320-340). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,17).

**TEXTILES.** – **New-York** (en cents par livre) : coton, mars, 77,65 (77,95) ; mai, 78,90 (79,15). – **Londres** (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à sec), janv., 410 (400). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, mars, 47,20 (47,10).

**CAOUTCHOUC.** – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 849-850 (840-842). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 263-263,50 (261,50-262,50).

**DENRÉES.** – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mars, 2 720 (2 623) ; mai, 2 691 (2 585) ; sucre, mars, 8,18 (8,28) ; mai, 8,52 (8,70) ; café, mars, 138,90 (142,10) ; mai, 136 (138,20). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mars, 142,75 (146,50) ; mai, 149,50 (153,70) ; café, mars, 1 900 (1 955) ; mai, 1 832 (1 861) ; cacao, mars, 2 016 (1 961) ; mai, 1 994 (1 941). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mars, 2 445 (2 365)) ; mai, 2 437 (2 360) ; café, mars, 2 330 (2 370) ; mai, 2 240 (2 269) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 860 (1 885) ; mai, 1 920 (1 960) : tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), mars, 224,50 (223,50) ; mai, 224,70 (224). – **Londres** (en livres par tonne), fév., 186,60 (185,30) ; avril, 188,50 (188,70).

**CÉRÉALES.** – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mars, 362 1/2 (360 3/4) ; mai, 359 3/4 (357 1/2) ; maïs, mars, 337 1/2 (343) ; mai, 339 1/2 (343 1/2).

**INDICES.** – Moody's, 1 065,90 (1 056,20) ; Reuter, 1 975,90 (1 970,90).

## Marché monétaire et obligataire

# Le redoux se poursuit

Si le blizzard glace les Etats-Unis, il n'a pas soufflé sur les marchés financiers, où, au contraire, le redoux se poursuit. *Une légère brise* d'optimisme a même soufflé cette semaine, après l'annonce d'un recul de 0,4 % de l'indicateur d'activité américaine, le premier en quatorze mois (voir en rubrique «Devises et or»).

Déjà, la semaine dernière, il avait été annoncé que le rythme de l'expansion se modérait au quatrième trimestre 1983, ressortant à 4,5 % au taux annuel contre 6 % prévus. Si le ralentissement de la reprise américaine se poursuivait, et que le risque de surchauffe *s'éloi*gnait vraiment, la hausse des taux d'intérêt redoutée ne se produirait pas. En outre, la masse *monétaire* dans sa définition la plus restreinte M 1 a diminué de 2 milliards de dollars pour la *semaine, se terminant* le 14 décembre : il est vrai qu'elle a augmenté de 1,6 milliard pour la *semaine se terminant le 21 décem*bre. En fait, le marché ne s'en soucie guère en ce moment.

### Un marché obligataire très calme

A San-Francisco, M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale (FED), tout *en réaffirmant* la nécessité de concilier croissance et bas niveau d'inflation, a précisé que la *FED ne s'en tiendra* pas à des objectifs rigides en matière de monnaie, d'or ou de prix des matières premières. *Le* discours est clair, néanmoins : pas de dérapage sur les prix.

En France, quelques tensions ont *été observées* sur le loyer au jour le jour, qui termine l'année à 12 7/8 %, les échéances de la fin de mois étant assez lourdes.

L'année 1983 *s'est terminée* dans le plus grand calme sur le marché obligataire, où les opérateurs ont *semblé se soucier davantage de la* préparation de leur réveillon que de leurs placements. Il faut dire qu'ils ont bien travaillé en 1983, avec 196 milliards de francs d'émission (ou 198 milliards si on y inclut les conversions de bons de souscriptions attachés à *des obligations émises en* 1982) contre 154,5 milliards de francs en 1982. Il faut dire, également, *que les reversements effectués* par les emprunteurs ont atteint 130 milliards de francs (90 en coupons et 40 en amortissements), ce qui a procuré quelques ressources aux prêteurs. Si on y ajoute les *50 milliards* de francs supplémentaires fournis par les SICAV et fonds communs à court terme en obligations, on s'aperçoit que le montant de *l'épargne fraîche* et nouvelle n'a pas été énorme : il s'agit, plutôt, de transfert. Remarquons, *enfin, que* la *capitalisation* boursière des obligations françaises, qui était passée de 600 milliards de francs en 1982 à 800 milliards, vient de passer le cap des 1 000 *milliards de francs*. Le poids de cette masse ne manquera pas de se faire sentir dans les années *qui viennent*, notamment à partir de 1988, où se produira une véritable «explosion» des remboursements, avec la venue à échéance des nombreux emprunts «in fine» émis ces dernières années.

Pour terminer l'année, le marché n'a eu à se mettre sous la dent qu'un emprunt *Compagnie nationale* du Rhône de 550 millions de francs à 14 % et dix ans, coté à Lyon, comme les précédents. Pour le *Balo* du 9 janvier, on attend un «*gros*» emprunt de 3 ou 4 milliars de francs, avec un petit problème, toutefois. Si *on décide de franchir* une nouvelle étape dans la baisse à 13,90 %, ce sera un Crédit foncier, locomotive toujours bien accueillie par le public, ce qui facilitera l'opération. Si on observe le *statu quo*, parce que le loyer de l'argent au jour le jour *reste cher (12 7/8 %) en fin* d'année, comme on l'a vu), ce sera un Crédit national, dont la cote est un peu moins bonne que celle du Crédit foncier. De toute façon, il y aura de l'argent début 1984, puisqu'il est prévu 20,3 milliards de francs de remboursements et coupons, dont 10 milliards de francs pour les obligations indemnitaires et *plus de 3,5 milliards de francs pour* l'emprunt 7 % 1973.

FRANÇOIS RENARD.



**Le Monde**
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
*75427 PARIS CEDEX 09*
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

| 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|
| – | – | – | – |
| FRANCE | | | |
| 341 F | 554 F | 767 F | 980 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | | | |
| 661 F | 1 194 F | 1 727 F | 2 260 F |
| ÉTRANGER (par messageries) | | | |
| I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | | | |
| 381 F | 634 F | 887 F | 1 140 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | | | |
| 454 F | 779 F | 1 105 F | 1 430 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

*Changements* d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



En Argentine

### LES TROIS CHEFS DE LA JUNTE SONT OFFICIELLEMENT INCULPÉS

Buenos-Aires (*A.F.P., Reuter*). – Les trois membres de la junte argentine, le *général Galtieri*, l'amiral Anaya et le général Lami Dozo, commandant de l'armée de l'air, responsables de l'opération contre les Malouines qui avait conduit au printemps 1982 à un affrontement armé avec la Grande-Bretagne, ont comparu devant le Conseil suprême des forces armées. Ils ont été inculpés de violations systématiques des droits de l'homme.

Les exhumations de « disparus » se poursuivent dans tous le pays, où plus d'une centaine de cadavres ont été retrouvés depuis le début de la semaine, tandis qu'affluent témoignages et dénonciations sur les inhumations clandestines passées. Les restes de l'ancien ambassadeur argentin au Venezuela, Hector Hidalgo Sola, qui avait « disparu » en 1977, ont été identifiés vendredi dans une fosse commune de la région de Matanza. L'ambassadeur avait été enlevé par des hommes armés en juin 1977, à Buenos-Aires, alors qu'il s'apprêtait à rencontrer le général Videla. Selon ses proches, il avait l'intention de protester auprès du chef de l'Etat contre les activités des marins argentins au Venezuela. Le juge Nicasio Dibur, qui est chargé du dossier, a recueilli vendredi les déclarations du colonel Ronaldo Roualdes qui est accusé d'avoir été le chef du commando responsable de l'enlèvement de M. Sola.

### NOUVEAUX MOUVEMENTS DE GRÈVE LE 1er JANVIER DANS LE MÉTRO ET LES AUTOBUS PARISIENS

Le métro et les autobus parisiens seront de nouveau affectés par une grève le dimanche 1er janvier, comme le jour de Noël, et le trafic, précise la direction de la R.A.T.P., « *pourrait connaître quelques interruptions* ».

Les syndicats demandent que les agents travaillant les jours fériés reçoivent une compensation. Le 25 décembre, la grève, à laquelle avaient appelé les syndicats autonome, C.F.D.T., C.F.T.C., F.O. et indépendant, n'avait été que modestement suivie, le trafic ayant été assuré à 70 %.

Les autonomes, la C.F.D.T. et les indépendants ont cependant décidé de renouveler leur mot d'ordre pour le Jour de l'An. F.O. et la C.F.T.C. n'ont pas fait connaître leur position, tandis que la C.G.T., comme il y a une semaine, laisse ses sections décider de leur attitude localement.

● *L'amiral Dieter Gerhardt*, reconnu coupable de « haute trahison », jeudi 29 décembre, par la Cour suprême du Cap (*le Monde* du 31 décembre), a été condamné à la détention perpétuelle. Son épouse, Ruth, reconnue coupable de complicité dans les activités d'espionnage (au profit de l'Union soviétique) de son mari, a été condamnée à dix ans d'emprisonnement (*Reuter*).

A B C D F G H

## Le démantèlement de l'American Telephone and Telegraph

### La concurrence, c'est l'anarchie, prétendait son créateur

A *zéro heure* le 1er janvier 1984, la plus grande société du monde, l'American Telephone and Telegraph (A.T.T.) sera démantelée en huit sociétés séparées : sept compagnies régionales et une autre, qui garde le nom d'A.T.T., pour les liaisons interrégionales. Avec un million de salariés, A.T.T. *régnait depuis un* siècle sur le téléphone aux États-Unis.

*Ne serait-ce* que par sa résonance boursière – A.T.T. compte plus de trois millions de petits actionnaires et son titre est l'action de « père de famille » de Wall Street par excellence, – ce démantèlement est *un* événement de première importance. Il n'a guère d'équivalent dans l'histoire américaine que l'éclatement de la Standard Oil, l'empire pétrolier de John D. Rockefeller en 1911. Mais a aussi une tout autre portée économique et sociologique. La date du 1er janvier 1984 marquera sans doute symboliquement l'avènement de « l'ère des communications ». Aboutissement de plus de quinze ans de procès antitrusts, d'études, de débats et de multiples rapports du Congrès, le démantèlement d'A.T.T., imposé par le gouvernement américain, signifie en réalité la fin d'une époque et d'une philosophie qui avaient fait du téléphone un service public. Paradoxalement, en effet, A.T.T. société privée, pouvait être considérée comme le plus grand *service public* du téléphone dans le monde avec 140 millions de postes installés. Elle ne devait en fait d'avoir pu échapper pendant un siècle aux sévères lois antitrusts américaines (article 2 de la loi Sherman) qu'à un homme : Théodore Newton Vail. Il a su convaincre, au début du *siècle, l'Amérique entière* du caractère particulier des télécommunications : le téléphone autorisait qu'une exception soit faite aux lois !

*Fils* d'un employé d'une aciérie parti pour l'Ouest où il devient fermier à la fin de la guerre de Sécession, Théodore Vail, né en 1845, fait dans sa jeunesse divers petits métiers avant d'entrer comme agent des postes à l'American Railway Mail Service. Six ans plus tard, il en devient *directeur général et noue* des contacts avec Gardiner Hubbard, membre du Congrès et fondateur avec *Graham* Bell de la Bell Telephone Company, société exploitante de la jeune invention. A l'époque la fragile Bell est assiégée par la Western Union, grande compagnie de télégraphe. Hubbard appelle Vail au secours. Celui-ci a trente trois ans. Le siège de la Bell, à New-York, compte deux cent quarante-trois abonnés...

Vail prend rapidement en main la destinée de la compagnie. Il s'associe au richissime William Forbes, signe un accord avec la Western Union, qui lui cède son réseau, et multiplie les liaisons sur *tout le territoire* américain et au Mexique. La filiale A.T.T., spécialisée dans les liaisons grande distance interrégionales est créée en 1885. Elle deviendra ensuite maison mère du groupe. S'estimant fatigué, Vail *se retire* à la fin de 1887. Mais il repart dès 1894 dans de nouvelles entreprises en Amérique du Sud, où il *construit* un barrage, crée une compagnie d'électricité, acquiert une société de transports à *Buenos-Aires*. Affaires prospères.

La Bell l'appelle de nouveau au secours en 1907. N'ayant pu gérer sa croissance, la compagnie est exsangue financièrement. Des milliers de petites compagnies indépendantes naissent sur tout le territoire. On en comptera douze mille – pas *forcément* connectées entre elles : c'est l'anarchie la plus totale. Vail emprunte 150 millions de dollars, *dont* une partie à Londres, renvoie douze salariés de la filiale industrielle Western *Electric*, et divise en trois ans le coût d'une ligne par deux. Une à une les compagnies indépendantes tombent sous son contrôle. Il explique, dans une gigantesque campagne d'information de presse, de publicité et de « lobbying », que la concurrence c'est l'anarchie et que l'anarchie défavorise l'usager : *seul le* « monopole naturel » de la Bell peut assurer un développement rapide et régulier du téléphone.

« *One Policy, one system, universal service* » (une politique, un système, le service universel). L'Amérique est couverte de ce slogan. Parallèlement, Vail innove et ouvre les portes et les comptes d'A.T.T. aux usagers, aux actionnaires, au personnel et aux autorités politiques. En 1908, il s'agit là d'une révolution *dans* un monde patronal fermé, où le secret des affaires est la règle. Car si A.T.T. doit échapper aux foudres des lois antitrusts, elle doit, en compensation, être irréprochable sur la qualité et le prix de ses services avec *des marges* « *aussi faibles que possible* ». Le service public, en somme, se mérite. Cette politique sera appliquée jusqu'à aujourd'hui. Elle va permettre au téléphone américain d'être le plus développé du monde et à A.T.T. d'être la plus importante société privée de la planète.

Vail quitte son poste en 1919 après avoir obtenu *sa dernière victoire*..., la dénationalisation d'A.T.T. Le président Wilson avait fait prendre le contrôle de la compagnie par l'Etat pour les besoins de la guerre un an plus tôt.

#### Le « partage du monde »

L'histoire d'A.T.T. a ensuite été rythmée par des procès antitrusts *qu'elle gagnait toujours*, moyennant certaines concessions, il est vrai. C'est en 1925, notamment, qu'est signé le « *partage du monde* » avec les frères Behn, fondateurs de l'International Telephone and Telegraph (I.T.T.). Le gouvernement ayant obligé la Western Electric à se défaire de ses filiales étrangères, A.T.T. les cède à I.T.T. *qui, en* échange « s'engage » à ne pas intervenir dans les télécommunications *en Amérique* du Nord. *Un accord* qui tiendra cinquante ans.

Une autre importante concession sera faite en *1934*. Une nouvelle loi (Communications Act) renforce le pouvoir de contrôle de l'Etat sur A.T.T., en *particulier sur ses tarifs*, en créant la Federal Communications Commission (F.C.C.) chargée de « réglementer » le secteur.

Puis, en 1968, la F.C.C. va commencer à penser qu'il faut désormais « déréglementer » les télécommunications pour renforcer la concurrence. Les laboratoires de la Bell ont inventé entre-temps le transistor, c'est-à-dire la micro-électronique. Or celle-ci, en multipliant les produits et les services nouveaux a bouleversé les conditions du développement des communications. La F.C.C. et les responsables américains estiment qu'une structure monopolistique se révèle aujourd'hui *moins efficace qu'une structure* concurrentielle. Ce difficile débat s'ouvre également en Europe sur l'avenir des P.T.T., *siège du monopole* et du service public du téléphone.

ERIC LE BOUCHER.

ALCOOL ET CONDUITE AUTOMOBILE

## Les lendemains qui déchantent

L'alcool *au volant, on connaît*. Réflexes ralentis, vigilance oubliée : cinq mille morts annuels, 40 % des décès dus aux *accidents de la circulation*. « *Boire ou conduire, il faut choisir* » : de gré ou de force, le message entre petit à petit dans les *têtes*.

Il faudrait pourtant vite songer à le modifier, à en étendre la portée. Une étude suédoise vient en effet *d'établir que* le risque d'accident existait, avec une alcoolémie nulle, dès lors que l'on avait bu la veille. Aucune *plaisanterie dans* tout cela, mais, bien au contraire, une méthodologie toute scientifique.

*L'étude, dont les conclusions ont* été publiées dans le journal de l'association médicale américaine *Jama*, octobre 1983, édition américaine), a été menée par MM. Hans Laurell et Jans Törnros. On a recruté vingt-deux volontaires âgés de dix-neuf à trente-huit ans, buveurs « modérés » pour la plupart. A plusieurs reprises, on les a réunis le vendredi soir. Apéritifs, alcools, la *party* expérimentale commençait à 18 heures, suivie d'un dîner arrosé de vin et (ou) de *bière, café et liqueurs* jusqu'à minuit. L'alcoolémie mesurée dans l'air expiré avoisinait le gramme et *demi* (1). Les *volontaires passaient* alors la nuit au laboratoire. Réveil à 8 heures et petit déjeuner. L'alcoolémie moyenne était encore de 0,46 gramme par litre, l'alcool atteignait zéro. Le sujet était mis au volant d'une Volvo familiale, modèle 1967. Objectif : rouler le plus vite possible sur un parcours planté de pylônes de telle manière que la marge de manœuvre n'était au total que de 15 centimètres de part et d'autre du véhicule. Afin d'« intéresser » le cobaye, une prime de 25 couronnes (environ 25 francs) était offerte par course et diminuée selon le nombre d'impacts sur la carrosserie...

*Principales conclusions* : la diminution moyenne des performances comparées à un lendemain « normal » a été de 20 %. Plus grave : les sujets sont totalement incapables de préciser à l'avance leur aptitude à bien ou mal conduire.

Dès la publication de ces résultats par l'Institut national de la recherche sur la conduite routière, le gouvernement suédois a lancé une campagne d'information intensive sur les conséquences des lendemains de fêtes. Reste que de telles conclusions posent un épineux problème. Comment démontrer, par exemple, le 1er janvier, que l'auteur d'un accident a bu la veille ? Peut-être faudra-t-il bientôt fournir des alibis ? A moins que l'on ne mette au point – réflexe logique – une « boîte noire » pour automobilistes, mémoire chiffrée des imprégnations alcooliques passées...

JEAN-YVES NAU.

(1) Le seuil limite en France est de 0,80 gramme d'alcool par litre de sang (soit 0,40 milligramme *d'alcool* par litre d'air expiré). Au-delà de ces chiffres, la conduite automobile est un délit sanctionné.

### NOUVEAUX PAUVRES

*On parle beaucoup, dans nos sociétés occidentales, de « nouveaux pauvres », en ces fêtes de fin d'année, quand toutes les enquêtes révèlent que les Français ne se sont peut-être jamais autant empiffrés.*

*Les « anciens pauvres » – clochards, romanichels, vieillards sans ressources – doivent en être jaloux : on leur vole la vedette, qu'ils ont déjà assez de mal à obtenir une fois par an, grâce aux soupes populaires de l'Armée du salut, télévisées en direct.*

*Ils doivent être drôlement fiers, ces « nouveaux pauvres » – jeunes sans emploi, couples de chômeurs, immigrés licenciés – de savoir qu'ils sont dans le vent de l'actualité. Veinards !*

MICHEL CASTAING.

Le numéro du « Monde » daté 31 décembre 1983 a été tiré à 434 364 exemplaires



● *Tremblement de terre au Pakistan*. – Un fort séisme d'une magnétude de sept degrés sur l'échelle de Richter a secoué la région montagneuse de l'Hindou-Koush, dans le nord du Pakistan, samedi 31 décembre.

Une nouvelle secousse a été enregistrée, vendredi 30 décembre, à 23 h 19 (heure française) dans la région de Pouzzoles, au nord-ouest de Naples (Italie), qui est soumise depuis plus d'un an à des tremblements de terre répétés.

## Coup d'État militaire au Nigéria

Un coup d'État militaire a eu lieu, samedi 31 décembre, au Nigéria, a annoncé la B.B.C., citant Radio-Lagos. Un général nigérian s'est adressé à la Radio nationale, à 8 h 30 GMT, au nom d'un « *gouvernement militaire fédéral* », pour dénoncer la gestion économique du président Shagari. Le message avait été précédé par l'hymne national nigérian.

Le général, dont le nom a été très indistinctement entendu et qui serait Sana Abacha, a déclaré : « *Vous êtes les témoins vivants de la grave situation économique et des incertitudes qu'a imposées, au cours des quatre dernières années, une direction inepte et corrompue.* »

*Je fais allusion aux dures, aux intolérables conditions dans lesquelles nous vivons aujourd'hui. Notre économie a été gérée de façon lamentable. Nous sommes devenus une nation de mendiants endettés* », a-t-il poursuivi.

Il a ajouté : « *Mes collègues et moi au sein des forces armées avons, dans l'accomplissement de notre rôle national en tant que promoteurs et protecteurs de nos intérêts nationaux, décidé de procéder à un changement dans la direction du gouvernement de la République fédérale du Nigéria et de former u gouvernement militaire fédéra Cette tâche vient juste d'être achevée.* »

L'aéroport de Lagos était fermé dans la matinée de samedi, et la plupart des communications ont été interrompues. Radio-Lagos ne diffuse plus que de la musique classique et militaire. On ignore le sort du président Shagari. Le gouvernement civil nigérian était arrivé au pouvoir en 1979, après treize ans de pouvoir militaire. – (*A.P., Reuter.*)

## Une situation économique déplorable

Le président Shehu Shagari avait été réélu le 6 août dernier pour un deuxième mandat à la tête de l'Etat nigérian. Le scrutin présidentiel avait été marqué par des affrontements post-électoraux qui avaient fait quarante-trois morts. L'opposition avait dénoncé des fraudes à cette occasion, ainsi qu'au cours des élections qui ont suivi le scrutin présidentiel (élection des gouverneurs et des sénateurs, notamment).

Le pays subit de plein fouet une grave crise économique née de la dépression du marché pétrolier mondial. Jeudi 29 décembre, le président Shagari avait présenté un budget d'austérité au Parlement pour l'année 1984, appelant les Nigérians au sacrifice, et préconisant une privatisation de nombreux secteurs de l'économie nationale. Les dépenses d'investissement, notamment, enregistrent une chute de 29 % par rapport à l'année 1983. Le président, qui a admis que l'arrérage sur les dettes commerciales à court terme s'élevait à 6,5 milliards de dollars, a également reconnu que l'inflation pour l'année 1983 serait de l'ordre de 20 à 25 %. Les milieux financiers de Lagos estiment pour leur part que ce taux pourrait être de 40 %. M. Shagari avait, d'autre part, annoncé la vente au secteur privé de parts dans des entreprises gouvernementales, le ralentissement des subvensions gouvernementales, une chute de 4,4 % du produit national brut entre 1982 et 1983, ainsi qu'une chute de la valeur ajoutée sur le pétrole de 7 % sur la même période. Le président a ajouté, que le Nigéria avait besoin d'un ajustement « *structurel* » de son économie, et a fait état d'un prêt qui doit être obtenu de la Banque mondiale, ainsi que d'un autre de 2 milliards de dollars du F.M.I. (Fonds monétaire international), mesure qui viendrait s'ajouter au rééchelonnement de la dette à court terme, auquel le Nigéria est parvenu cet été avec plusieurs banques internationales.

La plupart des observateurs s'attendaient notamment à une sérieuse hausse des prix intérieurs des produits pétroliers, qui pourrait se situer entre 50 et 100 %.

Les milieux d'affaires et banquaires nigérians ne cachaient pas leur déception, vendredi 30 décembre, au lendemain de la présentation des grandes lignes du budget qui, selon eux, n'est pas assez sévère pour faire face à la crise économique. En *attendant la publication du budget* dans ses divers chapitres, qui permettra une analyse plus complète, leur *première impression était que le* niveau des dépenses est encore bien trop élevé pour espérer redresser la situation économique.

LA NOUVELLE ANNÉE

## Respiration

25 décembre, 1er de l'an. Avec *une régularité pendulaire*, les fêtes profanes succèdent aux fêtes religieuses. Il ne faut pas *s'attarder aux ressemblances* superficielles : festivités, gastronomie, autoroutes débordantes, *loisirs en tous genres*.

D'un côté, le mystère chrétien accompagné d'une certaine ferveur des croyants; *de l'autre*, la rigueur un peu froide du calendrier. D'un côté, la foi, de l'autre, *une célébration du temps. D'une* part, la naissance d'un enfant aux promesses multiséculaires, *de l'autre, l'attente d'une nouvelle* année plus satisfaisante, malgré son inévitable cortège de *mesquineries*, de *maladies*, de terrorisme, de conflits. Ici, l'homme est arraché à sa condition, *là il est livré à ses limites*, à ses tentations, mais aussi à sa bonne volonté. Plaise à Dieu que les fêtes profanes ne *remplacent* jamais complètement les fêtes religieuses...

N'oublions pourtant pas que l'espoir humain est le petit nom de l'espérance chrétienne : ce serait faire *bien peu d'honneur* à l'Incarnation que d'opposer l'un à l'autre, comme si l'Esprit ne vivifiait pas toute chair vivante.

*Quelles qu'elles soient*, les fêtes sont la respiration de l'esprit et de l'âme. Les religions passeront... *l'amour ne passera* pas. Les fêtes sont d'essence religieuse, même si elles l'ont *oublié. La mémoire collective* est plus tenace que les législations étatiques et les polémiques théologiques.

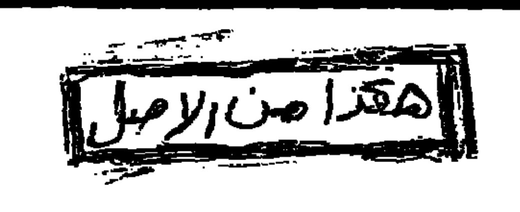
*La laïcité n'est pas morte*, Dieu merci, mais chacun dorénavant devrait vaquer à ses propres *affaires*, religieuses ou non, sans chercher à dévaluer les convictions d'autrui. On ne doit plus jamais prétendre : « *Dis-moi à qui et à quoi tu crois et je te dirai qui tu es.* » Fêter Jésus ou fêter la *marée du temps, ce n'est certes* pas la même chose, mais c'est invinciblement solidaire...

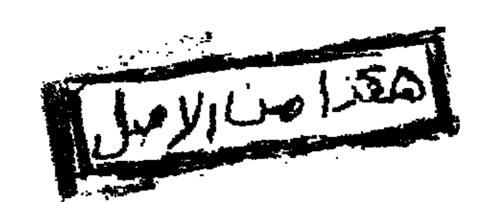
HENRI FESQUET.












# Le Monde

DIMANCHE


# Les coups de gong de 1983

Les médias crachent à tout va. Les informations se bousculent dans les têtes, se recouvrent, s'effacent. Que faut-il retenir de 1983 ? Des coups de gong ont retenti. Pour certains, les ondes de choc se prolongeront longtemps, qu'il s'agisse des conflits du Proche-Orient, de l'installation des Pershing en Allemagne, de l'échec de la conférence de l'OPEP fin janvier, du fiasco du sommet européen d'Athènes, aussi bien que de la querelle sur l'école libre, de la réussite du Spacelab ou du lancement du programme français d'austérité.

D'autres faits importants s'éteignent presque avec le flash qui les éclaire : la victoire de Noah aux Internationaux de Roland-Garros ou sa décision d'aller vivre aux Etats-Unis, la mort de Raymond Aron, l'accord C.G.E.-Thomson, ou celui d'A.T.T.-Olivetti.

Filtrer ce qui compte, ce qui doit rester en mémoire n'est pas très difficile lorsqu'un événement s'inscrit dans une chronologie. Mais certains rapports de forces nouveaux, certaines tendances qui ne sont pas datables, risquent d'échapper à l'attention, alors qu'ils sont parfois de grand effet sur l'avenir. Les repérer est indispensable.

Qu'épinglerons-nous dans cette catégorie en 1983 ? A l'échelle du monde, le plus triste est sans doute l'acharnement avec lequel la nature s'attaque aux plus pauvres. Déjà les nations du Sud, pour la plupart, n'arrivent pas à décoller économiquement. Voici que la sécheresse s'est aggravée cette année dans l'Afrique sahélienne et a atteint le Nigéria, le Sénégal, le Ghana et la Côte-d'Ivoire. Au Brésil, les mêmes ravages sont enregistrés depuis cinq ans dans le Nordeste, et le pillage est monnaie courante dans les grandes villes. La faim devient, devant le chômage, le premier fléau du monde. 15 millions d'enfants sont morts de malnutrition en 1983 ! Pendant ce temps, la France apprenait que les générations ne se renouvelaient plus chez elle, le taux de fécondité étant tombé à 1,9.

Guerres, famines, vieillissement de l'Europe, recrudescence du racisme en France. Sinistre époque ! A l'heure des camions-suicide, Olivier Messiaen lance au bout de l'an son message d'espoir, opéra de quatre heures, *Saint François d'Assise*...

P. D.

IRLANDE DU NORD
IRLANDE
PAYS BASQUE ESPAGNOL
ESPAGNE
KURDISTAN
AFGHANISTAN
LIBAN
ISRAËL
IRAK
IRAN
PENDJAB
ASSAM
SIND
PAKISTAN
INDE
SAHARA OCCIDENTAL
HAUTE-VOLTA
TCHAD
SOUDAN
ÉRYTHRÉE
SÉNÉGAL
CASAMANCE
GUATEMALA
SALVADOR
NICARAGUA
LA GRENADE
ÉTHIOPIE
SRI-LANKA
CAMBODGE
PHILIPPINES
SAKHALINE
OCÉAN PACIFIQUE
OCÉAN ATLANTIQUE
OCÉAN INDIEN
PÉROU
BRÉSIL
ANGOLA
NAMIBIE
MOZAMBIQUE
CHILI
ARGENTINE

LES POINTS CHAUDS DE LA PLANÈTE

# L'année des kamikazes et des euromissiles

par ANDRÉ FONTAINE

CRISES économiques, politiques, diplomatiques, en tout genre, conférences qui n'aboutissent à rien, coups d'État réussis ou manqués, assassinats, massacres, guerres civiles et étrangères : les maîtres-mots de l'actualité n'ont guère changé, en 1983, par rapport à 1982. Mais il s'y était mêlé l'an dernier, au moins au Proche-Orient, de grands moments d'espoir. Ils ont été bien rares cette année alors que, avec l'installation des euromissiles et le retour des kamikazes, l'escalade de la violence, potentielle ou déchaînée, franchissait deux nouveaux paliers.

Sur les euromissiles, la partie de bras de fer s'est poursuivie sans rémission, les quelques propositions de compromis faites ici ou là n'étant guère prises au sérieux. Les Soviétiques ont-ils cru qu'ils parviendraient, tout en gardant leurs SS-20, à empêcher le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière? La rapide poussée, en Allemagne fédérale, du courant pacifiste était de nature à les y encourager. Outre les Verts, partisans d'une société «alternative» où l'écologie serait reine, les chrétiens étaient de plus en plus nombreux à s'opposer aux fusées américaines. Et surtout le parti social-démocrate, oubliant que l'un des siens, Helmut Schmidt, était à l'origine du déploiement, basculait massivement dans le camp adverse. Mais le chancelier Kohl n'a pas hésité à en appeler au suffrage universel. Et, grâce en partie à l'appui public de François Mitterrand, il a gagné haut la main les élections du 6 mars.

Est-ce à dire que ses compatriotes ont apporté un soutien «franc et massif» aux euromissiles? Certes non. Ils lui ont donné leurs voix *malgré* les euromissiles et non à cause d'eux, parce qu'ils avaient perdu confiance dans l'aptitude des socialistes à gérer une économie en crise. Aussi bien a-t-on vu tout au long de l'été et de l'automne d'immenses manifestations pacifistes. Mais Kohl a tenu bon et les premiers Pershing-2 sont maintenant sur place. Il ne restait à Moscou qu'à mettre ses menaces à exécution et à suspendre sa participation aux diverses négociations sur le contrôle des armements.

En Grande-Bretagne aussi on a voté : le 9 juin. Là aussi le mouvement contre les euromissiles a pris une vaste ampleur. Là aussi les Eglises y jouent un grand rôle. Là aussi le parti travailliste a rejoint les rangs des opposants au déploiement. Mais personne ne pouvait se faire d'illusion quant au résultat des élections. La gauche et le centre étaient trop divisés pour faire le poids face à une «dame de fer» tout auréolée de sa victoire des Malouines.

Quinze jours plus tard des élections se déroulaient également dans un troisième pays appelé à recevoir des euromissiles : l'Italie. Mais la question n'a joué qu'un rôle secondaire dans la campagne, et si le recul de la démocratie chrétienne a amené pour la première fois au pouvoir, en la personne de Bettino Craxi, un socialiste, il se trouve que celui-ci est favorable au déploiement, lequel a effectivement commencé en Sicile à la fin de l'année. D'une manière générale d'ailleurs, le mouvement pacifiste n'a connu dans les pays latins qu'un développement limité, et il est significatif que les évêques français aient pris une position nettement plus favorable à la dissuasion que leurs confrères américains.

## Les Etats-Unis entre l'interventionnisme et le pacifisme

La vague a gagné en effet les Etats-Unis, où plusieurs anciens collaborateurs de John Kennedy, suivis par le parti démocrate, toujours majoritaire à la Chambre des représentants, ont pris position pour un gel des armements nucléaires à leur niveau actuel. On peut penser que la question constituera l'un des thèmes majeurs des élections, présidentielle et législatives, de 1984, maintenant que la reprise économique paraît se confirmer : les Soviétiques devraient logiquement attendre pour arrêter leur position définitive de connaître le nom du vainqueur. Si Ronald Reagan se succède à lui-même, il leur faudra choisir entre s'engager sur la voie des concessions ou prendre le risque d'un nouveau durcissement de l'affrontement Est-Ouest.

Il est vrai que les affaires restent les affaires et que les Etats-Unis non seulement ont conclu un vaste accord céréalier avec le pays que leur président assimile à l'« *empire du mal* » mais ont mis fin à l'embargo sur le matériel pétrolier. Vrai aussi que Washington et ses alliés européens se sont entendus avec Moscou sur le principe d'une conférence sur les armements classiques en Europe, prévue pour se dérouler au début de 1984. Reste que, tout au long de l'année, Reagan s'est montré décidé à tenir tête à un adversaire dont il croit pouvoir déceler la présence partout où des gouvernements pro-américains se trouvent en difficulté, et qu'il n'a pas hésité, pour montrer sa détermination, à faire occuper, au mois d'octobre, la petite île caraïbe de la Grenade, où un président marxiste venait d'être assassiné par plus marxiste que lui.

(*Lire la suite page II.*)

**DIPLOMATIE**

# L'année des kamikazes et des euromissiles

*(Suite de la première page.)*

Il faut dire que les bruits de bottes se multiplient dans cette Amérique centrale que les Etats-Unis, pendant un siècle, avaient considérée comme leur « *arrière-cour* ». *Ils encouragent matériellement* les contre-révolutionnaires du Nicaragua, tandis que, au Salvador, la guérilla ne cesse de marquer des points, en dépit, ou peut-être à cause, de l'influence croissante d'une oligarchie qui ne recule devant aucune violence pour conserver ses privilèges. Le risque s'accroît de voir cette région devenir le théâtre d'un conflit *généralisé* où les États-Unis, malgré l'évidente résistance du Congrès, pourraient finir par se trouver directement impliqués.

Pour le moment, c'est sur un théâtre bien plus lointain qu'ils sont le plus souvent engagés : le Proche-Orient. A l'automne 1982, après l'invasion du Liban et l'évacuation de Beyrouth par l'O.L.P., la passivité de l'U.R.S.S. et de la Syrie poussait à se demander si l'heure de la *pax americana* n'avait *pas sonné* dans cette partie du monde.

## Le rebondissement du drame libanais

La Maison Blanche avait lancé le plan Reagan, qui visait à rechercher une solution au problème du Proche-Orient dans le cadre d'une conférence jordano-palestinienne. Elle s'efforçait d'obtenir le départ du Liban des troupes d'occupation. Mais c'est seulement le 22 février que le Conseil national palestinien prenait position sur le plan Reagan : pour le déclarer « *insuffisant* ». Le 10 avril, Hussein de Jordanie constatait l'échec des pourparlers avec Yasser Arafat. Le même jour, un des proches de ce dernier, Issam Sartaoui, favorable à une solution négociée, était assassiné par des partisans de l'intransigeance : une preuve de plus de la difficulté d'aboutir à un règlement.

Une semaine *plus* tard, un *camion piégé détruisait* l'ambassade des États-Unis à Beyrouth, faisant soixante-trois *morts*. Le gouvernement Reagan avait bien besoin, dans ces conditions, de pouvoir faire état, devant le Congrès, d'un succès diplomatique. Il obligea le Liban à conclure avec Israël un traité mettant fin à l'occupation et à l'état de guerre. Ce document, qui reconnaissait à l'État hébreu diverses possibilités d'intervention, allait être signé le 27 mai. Mais la Syrie s'opposa catégoriquement à l'accord, indiquant qu'elle n'évacuerait sa zone d'occupation qu'une fois qu'il aurait été abrogé et qu'Israël aurait achevé de retirer ses troupes.

C'était l'impasse. *Le* 20 juillet, le gouvernement de Jérusalem se prononçait pour un retrait partiel. Divers incidents éclataient entre les druzes d'une part, les milices phalangistes et l'armée de l'autre. Les principaux opposants au président Gemayel constituaient un « front de salut national ». Le 3 septembre, Israël ramenait ses forces sur la rivière Awali, abandonnant le Chouf aux druzes, qui, avec l'appui ouvert des Syriens, se lançaient à l'assaut des *villages* chrétiens.

Les batteries installées en *zone* syrienne *bombardèrent* à *plusieurs reprises la capitale*, y *compris* les positions tenues par les Américains et les Français de la force multinationale. L'artillerie de la VIe flotte et même, une fois, les Super-Etendard intervinrent pour les réduire au silence. Le 25 octobre enfin, un cessez-le-feu était conclu, prévoyant la convocation à Genève d'une conférence de la réconciliation nationale : sa première réunion sera surtout marquée par l'intervention *inattendue* de l'« *observateur* » *syrien, qui ne laissera pas ignorer que tout* accord *devrait* avoir la caution de Damas.

## Le nouvel exode des Palestiniens

A vrai dire on savait depuis longtemps que Hafez el Assad, le président de la Syrie, entendait garder le Liban dans sa sphère d'influence. Or il bénéficiait d'un soutien accru de la part de l'U.R.S.S., bien décidée à retrouver dans la région le rôle que lui avait fait provisoirement perdre l'intervention israélienne de 1982. Mais il voyait plus loin : *il entendait détenir seul les clés de la guerre ou de la paix avec Israël, et pour cela, en fait,* retirer à l'O.L.P. toute liberté d'action. D'où son appui aux dissidents du Fath – le mouvement d'Arafat, – l'expulsion de ce dernier de Damas et l'assaut donné, à l'automne, aux positions occupées par ses troupes à Tripoli : le 20 décembre, après de violents combats et de longues tractations, le chef de l'O.L.P. reprenait le chemin de l'exil, et allait se jeter dans les bras du président égyptien Moubarak, seul chef d'Etat arabe à entretenir des relations avec Israël.

Pour l'Etat hébreu, le nouveau coup subi par les palestiniens était de nature à effacer *quelque* peu, *après les grands espoirs suscités par la victoire de ses troupes* en 1982, les désillusions de 1983, marquée par la retraite de Menahem Begin, remplacé à la tête du gouvernement par un homme aussi résolu que lui, Itzhak Shamir, et par une chute radicale de la monnaie.

Plus encore que le conflit israélo-palestinien et les combats du Liban, la guerre irano-irakienne a fait abondamment couler le sang, en 1983, sans que l'un des camps paraisse marquer, jusqu'à présent, d'avantage décisif. Elle interfère d'ailleurs avec eux dans la mesure où Iraniens et chiites pro-iraniens, dans la région de Baalbek, obéissent avec enthousiasme aux mots d'ordre de Khomeiny. C'est dans ce *milieu* que se recrutent les *militants du Jihad islamique* », qui a revendiqué *tant l'attentat déjà* signalé le 18 avril contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth que ceux qui ont tué, dans la même ville, le 23 octobre, sans qu'ils aient pu esquisser un geste de défense, 239 soldats américains et 58 français.

Dans tous ces cas, comme quelques semaines plus tard au Koweït, des hommes ont lancé leurs camions bourrés d'explosifs contre les objectifs qu'ils voulaient détruire. On est revenu au temps des kamikazes. Le ministre syrien de la guerre s'est d'ailleurs vanté d'en avoir parmi *ses pilotes*. Un *seuil* a été ainsi *franchi dans la montée* de la violence, rendant *de plus en plus difficile* la protection contre un terrorisme *dont* aucun pays, y compris la France, n'est plus à l'abri.

## La guerre en Afrique

Non contente de devoir faire face à la violence au Liban, et sur son propre sol, la France a répondu par l'envoi d'un contingent de 3 000 hommes à un appel à l'aide du gouvernement tchadien, menacé par l'offensive, soutenue par la Libye, des rebelles dirigés par l'ancien président Goukouni Oueddeï.

La parole est *revenue pour le moment* à la diplomatie, sans qu'on puisse se faire trop d'illusions sur les chances de réunifier dans la paix un Etat où l'on n'a guère cessé de se battre depuis son accession à l'indépendance.

*L'exemple* du Sahara occidental n'incite pas en effet à l'optimisme. Malgré *une rencontre, au début de l'année, entre* le président algérien Chadli Bendjedid et le roi Hassan II, malgré le ralliement de celui-ci au principe du référendum, le Polisario continue, avec l'appui de l'Organisation de l'unité africaine, de réclamer une négociation bilatérale préalable, que Rabat refuse obstinément. Quant à l'Afrique subsaharienne, ravagée par la sécheresse et subissant de plein fouet les effets de la récession mondiale et de la hausse du dollar, *elle n'a pas vu progresser d'un pas la solution des conflits qui*, de l'Erythrée à l'Angola, continuent de l'ensanglanter. Bien au contraire, la violence a tendance, là aussi, à s'étendre avec la reprise de la guerre civile au Soudan et les troubles de Casamance.

## La violence en Asie

Violence aussi en Asie, où la cohabitation paraît de plus en plus difficile entre les divers groupes ethniques ou religieux, comme le montrent les tueries de l'Assam ou de Sri-Lanka, l'agitation des Sikhs en Inde, et les troubles du Sind au Pakistan. L'assassinat, au moment même où, à son retour d'exil, il posait le pied sur le sol de sa patrie, du chef de l'opposition au président Marcos a attiré brutalement l'attention sur la dégradation de la situation aux Philippines. Et la Corée, par deux fois, s'est trouvée plongée dans le drame : quatre ministres du Sud ont péri dans un attentat dirigé par des agents du Nord contre le président de la République en visite en Birmanie, moins de deux mois après la destruction en vol d'un Boeing-747 égaré au-dessus du territoire soviétique.

Là aussi, on serait tenté de parler d'attentat, puisque 269 personnes ont trouvé la mort, sans qu'apparemment l'équipage ait reçu la moindre sommation. L'incident est révélateur de la rigidité d'une direction soviétique qu'on avait créditée un peu vite d'intentions libérales à l'occasion de l'accession au secrétariat *général* du parti, après *la mort de Brejnev, de Youri Andropov*.

A *vrai dire, il était bien difficile de savoir, en fin d'année, dans quelle mesure* il exerçait réellement le pouvoir. Lorsqu'on l'a vu, à la télévision, en juin, lors de sa nomination aux fonctions de président du présidium du Soviet suprême, autrement dit de chef de l'Etat, il a donné l'impression d'un vieillard tenant à peine sur ses jambes. Et sa disparition, à partir du mois d'août, a suscité toutes sortes de rumeurs que son absence à *l'anniversaire de la révolution* d'Octobre et à la session de décembre du comité central n'a pu qu'amplifier. L'explication officielle par un « refroidissement » ne convainc évidemment personne.

Tout se passe comme si, en l'absence d'une direction dynamique et efficace, le maintien de l'ordre passait au premier plan des préoccupations d'un système qui, malgré son immense extension géographique, *ou* peut-être à cause d'*elle*, se sent menacé : *par l'anticommunisme* militant de Reagan, par la résistance armée des Afghans, par la résistance passive des Polonais, que l'on n'a pas pu empêcher de réserver au pape, au mois de juin, un triomphe *révélateur* de leurs sentiments réels consacrés par *l'attribution à Lech Walesa du prix nobel* de la paix et par un ralentissement de la croissance explicable par l'incapacité d'un régime vieillissant à motiver les masses.

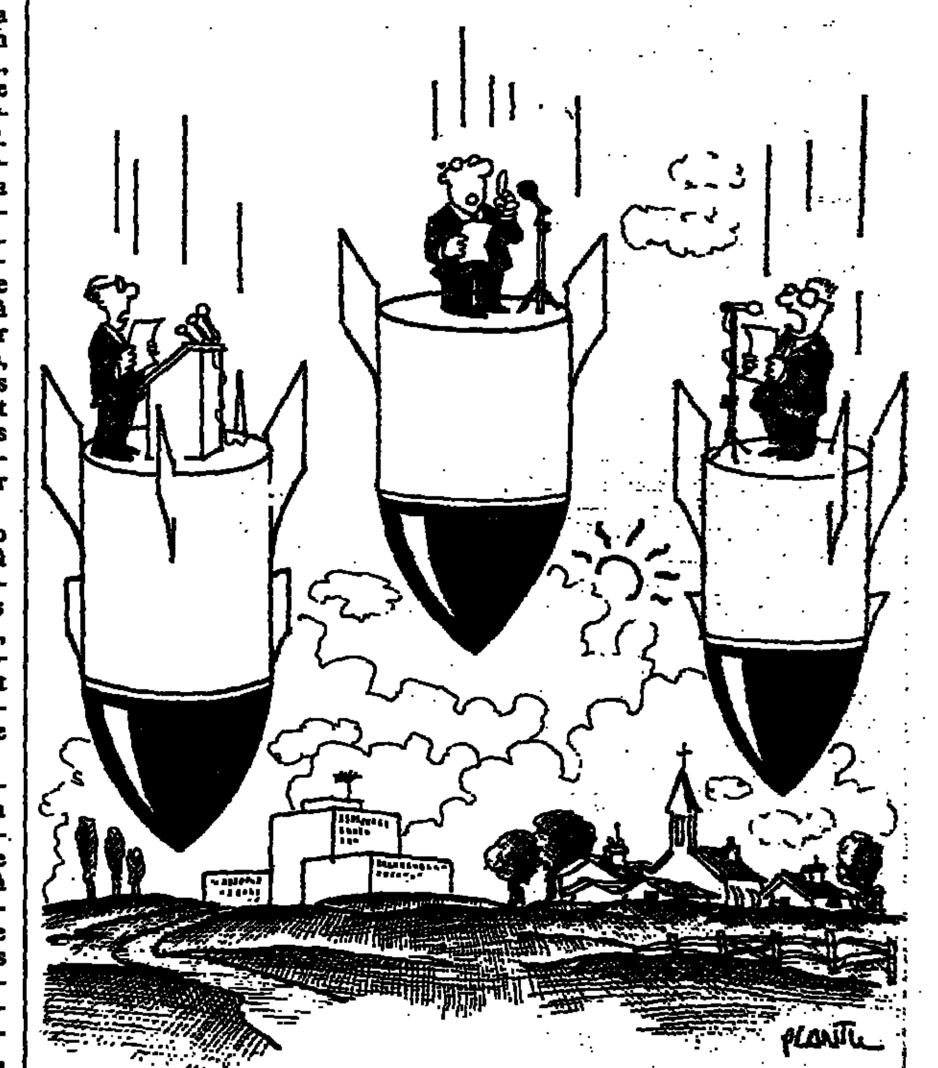
## Les deux Europes en crise

L'un des signes les plus frappants de ce qu'il faut bien appeler une crise, au moins larvée, de l'empire soviétique a été l'incapacité reconnue du Comecon, le Marché commun de l'Est, de parvenir, lors de sa session de novembre, à s'entendre sur la politique économique. *Hélas ! de ce point de vue, l'Europe n'a pas* beaucoup de leçons à donner. Elle n'aura guère réussi, au cours de 1983, à *s'accorder* que sur la pêche et l'organisation de la récession dans la sidérurgie. Après avoir pris, à Stuttgart, avant les vacances, de superbes engagements de relance politique, le conseil européen a dû se séparer, à Athènes, en décembre, sur un constat d'échec, sans même publier un communiqué commun. La France, qui préside pour six mois, à partir du 1er janvier 1984, aux destinées de la *Communauté, aura fort à faire pour la maintenir en vie et pour répondre* à l'attente de l'Espagne et du Portugal, qui piétinent à ses portes.

Reste tout de *même*, dans ce sombre bilan, un rai de lumière : les généraux argentins, qui, pour dissimuler leur faillite économique, avaient engagé leur pays en 1982 dans la désastreuse expédition des Malouines, ont dû se résigner à rendre la parole au peuple. De son côté, le régime militaire chilien doit faire face à une opposition dont l'ampleur témoigne qu'il est condamné à terme. Mais le *retour à la démocratie n'est pas une panacée pour ces pays d'Amérique* latine que l'endettement a conduits au bord de la banqueroute et qui doivent maintenant bloquer brutalement leur développement : le développement spectaculaire de la criminalité dans une ville comme Sao-Paulo est de ce point de vue de bien mauvais augure.

La vérité, qui finira bien par s'imposer un jour – mais peut-être trop tard, – est que le monde vit une crise d'une gravité sans précédent, sans qu'existent les *structures et les mécanismes* qui permettraient d'y *faire face*. L'incapacité de la plupart des *pouvoirs en place* à dominer la situation entraîne l'érosion de leur autorité et le retour à la jungle. C'est le « chacun pour soi » – ou pour sa tribu – qui l'emporte, en attendant le jour où l'on se convaincra que l'humanité, aux prises avec les défis les plus graves qu'elle ait jamais connus, mais disposant *aussi de moyens sans précédent*, ne peut plus se sauver qu'en faisant *front* d'un même cœur. ■

ANDRÉ FONTAINE



# La France, face à trois périls

Dans plusieurs domaines essentiels de l'action diplomatique française, 1983 aura été une année particulièrement lourde de périls. Tous n'ont pu être conjurés, et Paris a dû, après d'autres, payer à l'actualité son tribut de sang et de larmes ou plus simplement de craintes et de désillusions. Même si, sur d'autres terrains, plus pacifiques et plus modestes la rigueur des temps n'a pas empêché la France de marquer quelques points.

Ce sang et ces larmes, c'est d'abord au Liban bien entendu qu'ils ont été versés. Un peu plus de quatre-vingts morts français cette année pourraient constituer un bilan paradoxalement modeste, au regard des statistiques effroyables de la plupart des conflits, pour une guerre où la France serait partie prenante. *Mais ils* commencent à peser terriblement *lourd, s'agissant d'une simple participation à une force multinationale d'intervention dont la vocation était précisément* de ne *pas se battre et d'empêcher* les autres de le faire. Au demeurant, c'est à l'*évidence* le calcul *de ceux qui*, de camions kamikazes en *mitraillages* individuels, ont pris pour cible les soldats français : faire en sorte que la lassitude ou l'écœurement de l'opinion dans l'Hexagone contraignent Paris à mettre un terme à sa mission au Liban, comme le demande d'ailleurs la composante communiste de la majorité (*le Monde* daté 25-26 septembre).

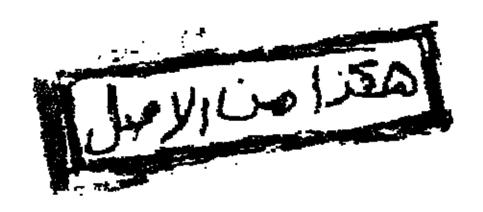
La diplomatie a ici été relayée par l'armée, surtout dans certaines opérations spectaculaires comme le raid sur Baalbek en novembre. Mais on s'est toujours défendu à Paris d'avoir perdu de vue la dimension proprement politique du problème *ainsi posé. En particulier sous le règne d'un ministre des relations extérieures qui, pour être issu des milieux* de l'Europe communautaire, n'en éprouve pas moins une prédilection manifeste pour le Proche-Orient. Et qui s'est montré cette année particulièrement préoccupé par cet autre conflit proche-oriental autrement plus meurtrier encore : la guerre Iran-Irak. Le choix de la France en faveur de Bagdad, opéré avant l'arrivée de M. Mitterrand à l'Élysée *mais reconduit par ce dernier, n'a pas empêché M. Cheysson* en 1983 de multiplier les déclarations flatteuses à l'égard du « grand peuple » iranien.

Au Tchad, le pouvoir s'est trouvé de plus en plus étroitement impliqué dans un affrontement avec la Libye, qu'il avait d'autant moins souhaité que l'élection de M. Mitterrand *avait entraîné une spectaculaire détente entre les deux pays. Mais il lui* a fallu répondre à une demande d'assistance formelle du gouvernement légal aux prises avec des rebelles soutenus par Tripoli. Le corps expéditionnaire de trois mille hommes avait pour mission d'empêcher les admirateurs de Kadhafi de franchir une « barrière de sécurité » située aux abords du 15e parallèle. Les combats se sont arrêtés depuis lors, sans perte, du côté français.

Le troisième péril auquel la France, avec tant d'autres pays, s'est trouvée confrontée cette année a été le regain de tension est-ouest et plus précisément la mise en œuvre du second volet de la double décision de l'OTAN : l'implantation des euromissiles faute d'accord aux pourparlers américano-soviétiques de Genève. Sans doute Paris n'était-il pas directement concerné, mais dès le début de 1983, M. Mitterrand a spectaculairement rappelé devant les députés ouest-allemands à quel point il souhaitait voir les Occidentaux, et au premier chef la République fédérale, respecter leurs engagements et se garder de tout « esprit de Munich » face au surarmement soviétique. Là encore, le P.C. a *dû* feindre *de soutenir une ligne de conduite diplomatique qui était probablement la plus clairement hostile à la stratégie de l'U.R.S.S. que la France eût connue depuis longtemps.*

*Dans un registre plus détendu, mais dont on souhaite visiblement du côté du pouvoir qu'il ne passe pas inaperçu,* Paris s'est efforcé de *renouer* au sein de la vieille Europe (outre l'amitié franco-algérienne ravivée par la visite du président Chadli) des liens que de plus vastes ambitions diplomatiques avaient quelque peu distendus. Sans doute l'échec du sommet d'Athènes a-t-il marqué les limites de cette entreprise, et laissé une impressionnante « ardoise » à la présidence française de la Communauté qui s'ouvrira le 1er janvier prochain. Mais les gestes *accomplis en direction de la Suisse – qui ne fait pas partie, il est vrai, de la C.E.E., – de la Belgique et demain des Pays-Bas ou du Luxembourg ont marqué de la part de la France une attention à ses « petits »* voisins ou partenaires, qui a été ressentie par les intéressés comme une heureuse nouveauté. Il est vrai que, d'un autre côté, les réticences de Paris devant la demande d'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté n'ont pas cessé en 1983 d'agacer et de décevoir les *gouvernements socialistes de Madrid et de Lisbonne.* ■

BERNARD BRIGOULEIX.





# Questions sur la nation

par THOMAS FERENCZI

A travers deux des grands débats qui ont marqué l'année 1983 – l'un portant sur le racisme, l'autre sur le pacifisme, – c'est l'idée même de nation qui s'est trouvée au centre de la réflexion collective.

S'il est vrai qu'une importante fraction de la population vivant en France est d'origine ou de nationalité étrangère, qu'elle contribue à la richesse du pays et s'acquitte des obligations dont elle lui est redevable, les Français ne doivent-ils pas considérer que les travailleurs immigrés sont en quelque sorte, comme vient de l'affirmer l'épiscopat, leurs compatriotes ?

S'il est vrai, d'autre part, qu'une société n'existe que pour assurer la vie de ses membres, peut-on croire, avec André Glucksmann (dans son livre *la Force du vertige*), qu'une civilisation demeure fidèle à elle-même *« lorsqu'elle risque sciemment son extinction pour survivre »* ?

Qu'est-ce qu'une nation qui refuse d'offrir à ceux qui se réclament d'elle, et à eux seuls, la garantie absolue de sa protection ?

Le lien établi par le hasard apparent des événements entre le souci de la sécurité intérieure, nourri par la crise économique, et celui de la sécurité extérieure, alimenté par la controverse sur les euromissiles n'était pas, au fond, aussi arbitraire qu'on aurait pu le croire. Dans un cas comme dans l'autre, la nation française s'est interrogée sur son identité.

Quelque chose a ainsi bougé dans les esprits, au cours de ces douze derniers mois.

La polémique sur l'immigration a conduit à remettre en cause le modèle d'intégration qui fonde l'unité de la nation. A côté des réactions de rejet, dont l'élection de Dreux a été le signal le plus spectaculaire, sont apparues, en effet, des attitudes plus compréhensives : le succès inattendu de la marche pour l'égalité organisée par les jeunes des Minguettes et même l'émotion suscitée par les licenciements annoncés chez Talbot ont montré que la notion de communauté « pluri-ethnique » faisait lentement son chemin.

Le débat sur la dissuasion nucléaire a frappé aussi de suspicion, quoique d'une autre manière, le « contrat social » sur lequel repose la collectivité nationale. Face aux menaces d'apocalypse que fait peser la course aux armements, le pacifisme suggère la relativité de ce contrat et suscite en retour, paradoxalement, l'affirmation de sa force en même temps que de sa fragilité. Certes la discussion n'a pas atteint en France la même intensité que chez ses voisins. Sur ce sujet comme sur d'autres, les intellectuels sont pour la plupart restés bien silencieux... Cependant, la querelle n'est pas close. La relance, encore timide, de la réflexion sur la défense européenne, laisse penser que le débat est appelé à se prolonger.

L'histoire des idées retiendra donc peut-être que la société française, en 1983, s'est posé, avec une particulière acuité, la question de ses relations avec l'Autre : l'étranger, l'inconnu et, emblème de l'altérité radicale, la mort même.

# Le retournement de l'opinion

par JÉROME JAFFRÉ (*)

DEUX ans après son élection et l'état de grâce, M. Mitterrand a traversé une difficile année 1983. A plusieurs reprises, il a même battu le record d'impopularité des présidents de la Ve République établi par M. Giscard d'Estaing trois mois avant sa défaite.

Après une amélioration en début d'année durant la campagne optimiste des élections municipales, la cote de popularité de M. Mitterrand subit de plein fouet les effets de la troisième dévaluation et du deuxième plan de rigueur. En l'espace de trois mois, d'avril à juillet, la perte est de dix points au baromètre de l'IFOP qui mesure la satisfaction des Français, et de quatorze points au baromètre de la Sofres qui enregistre leur confiance. Jusqu'au début de l'automne le chef de l'Etat reste à un niveau très bas, descendant même au minimum historique de 32 % de satisfaits dans la première décade d'octobre.

M. Mitterrand fait face à l'hostilité virulente des électeurs de droite et à la déception de ses partisans. Près de la moitié de ses électeurs du 10 mai 1981 se rangent désormais parmi les « déçus du socialisme ». Au sein de l'électorat communiste, la satisfaction est tombée pour la première fois en octobre au-dessous du seuil de 50 %, avec 47 % seulement de satisfaits. A cette date, il se trouve même une légère majorité de Français (46 % contre 42 %) pour souhaiter qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de 1986 M. Mitterrand démissionne, purement et simplement.

Intervenue après l'attentat de Beyrouth et le voyage-éclair du président de la République, la remontée de popularité de la fin de l'année doit pour l'essentiel à la politique étrangère. Comme telle, elle apparaît bien fragile. Mais on peut faire l'hypothèse qu'au-delà des variations mensuelles de popularité M. Mitterrand a regagné en crédibilité et autorité et réduit ainsi les risques de « cartérisation » de son image. Il est d'ailleurs frappant de constater, à la lecture du *tableau 1*, qu'entre janvier et décembre sa popularité baisse auprès des ouvriers alors qu'elle remonte auprès des patrons, industriels, commerçants, professions libérales et cadres supérieurs. Ces catégories ne sont pas précisément de gauche, mais elles sont sans doute sensibles à un discours où la part de la tolérance et du réalisme économique apparaît plus grande.

## La majorité mise à mal

Ni le gouvernement ni la majorité ne bénéficient dans l'opinion de la remontée de M. Mitterrand. Le rapport des forces gauche/droite aux élections municipales s'établissait à 53/47 en faveur de l'opposition. Sept mois plus tard, au vu des élections cantonales partielles, il apparaît clairement que la gauche est en deçà du seuil des 45 %. Tous les indicateurs d'opinion convergent en ce sens et montrent l'importance des deux plans de rigueur de juin 1982 et mars 1983 dans les décrochages successifs de la gauche. M. Mauroy, qui avait connu en 1981 une très grande popularité et dépassé même celle du président, n'obtient plus en décembre 1983 que 30 % de satisfaits. Tous les leaders socialistes (voir *tableau 2*) sont atteints par ce recul, y compris M. Michel Rocard lui-même. Seul, M. Delors, moins connu il est vrai en 1981, obtient aujourd'hui la même popularité qu'au temps de l'état de grâce. Le parti socialiste, si longtemps la seule formation populaire dans l'opinion, a connu, pour la première fois de l'histoire des sondages, un score négatif à quelques semaines du congrès de Bourg-en-Bresse (42 % de bonnes opinions contre 47 % de mauvaises). Aujourd'hui, malgré une légère remontée, il ne devance que d'une courte tête le R.P.R. et contient de peu l'U.D.F. (voir *tableau 3*). Après deux ans d'exercice du pouvoir, le P.S. est devenu, aux yeux des Français, *un parti comme les autres*.

Pour le parti communiste aussi, l'année 1983 aura été rude. Déclin du « communisme municipal » avec quinze villes de plus de 30 000 habitants perdues en mars et quatre défaites supplémentaires aux élections partielles de l'automne. Accusations de fraude électorale authentifiée par les juridictions administratives. Records absolus d'impopularité au baromètre *Figaro-Magazine* - Sofres de décembre 1983 avec 71 % de « mauvaises opinions » pour le P.C. et 14 % seulement de « souhaits d'avenir » en faveur de M. Marchais. *Last but not least* : la participation communiste au gouvernement de la France, bien acceptée durant la première année du mandat présidentiel, est désormais contestée par une large fraction de l'opinion. 28 % seulement des Français s'en déclarent satisfaits, 45 % mécontents. En mai 1982, les chiffres étaient respectivement de 42 et 34 %.

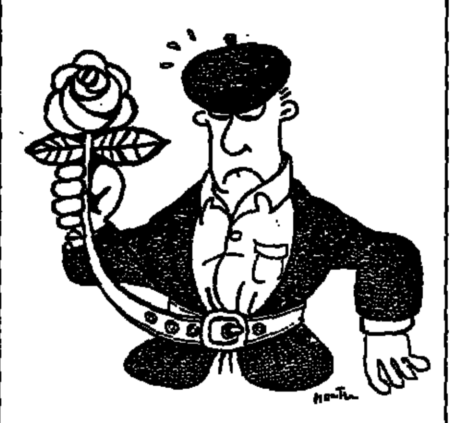
## L'évolution des esprits

Ce recul considérable de la gauche s'accompagne d'un changement des esprits. Dans le domaine économique, en particulier, les Français se montrent favorables aux thèses libérales. Dans une enquête *l'Expansion* - B.V.A. en septembre, les personnes interrogées se prononcent très souvent en ce sens. 62 % d'entre elles souhaitent que l'on s'occupe d'abord de la santé des entreprises plutôt que du niveau de vie des particuliers, 56 % que l'on développe le secteur privé plutôt que le secteur public ou nationalisé. 40 % enfin (contre 30 %) se prononcent pour la réduction de l'intervention de l'État dans le domaine économique et social.

Même évolution en ce qui concerne les idéologies, selon une enquête *Figaro*-Sofres récemment publiée. Les mots-clés du vocabulaire de la gauche sont tous en recul : le socialisme qui perd le plus de terrain (– 12 points en trois ans), les nationalisations qui suscitent désormais plus d'opinions hostiles que d'appréciations favorables, les syndicats, la planification. A l'inverse, le libéralisme, le libre-échange et la concurrence font massivement recette et le profit – jugé négativement il y a trois ans – est réhabilité. Il se trouve, enfin, plus de Français pour se dire de droite que de gauche (36 % contre 34 %). Phénomène considérable si l'on veut bien songer au discrédit qui, dans notre vocabulaire politique, frappait le mot « droite » depuis la Libération !

Pourtant, il serait excessif de considérer que l'opposition a déjà partie gagnée. Si elle domine nettement dans les votes et voit ses thèmes progresser dans les esprits, elle rencontre cinq grands problèmes dont la gestion, à l'approche des échéances décisives, se révélera délicate.

En premier lieu, le recul de la gauche ne s'accompagne pas d'un véritable transfert de confiance en sa faveur. Les gains de popularité de l'U.D.F. et du R.P.R. en 1983 sont fort modestes *(tableau 3)*. Les transfuges de la gauche ne se tournent pas tous vers la droite, une partie se situe entre le vote flottant



et l'abstention. Enfin, l'opposition reste confinée dans ses milieux sociaux traditionnels et n'enregistre encore que des progrès très modestes parmi les employés et les ouvriers.

Deuxième difficulté : l'opposition conserve une image de division. 50 % des Français (contre 31 %) jugent, en juin 1983, qu'elle n'est pas unie, alors qu'il s'agit du vœu le plus cher de ses partisans. Au-delà des considérations de tactique, l'aspiration des électeurs U.D.F. et R.P.R. à la liste unique pour les élections européennes traduit ce désir d'un accord le plus étroit possible.

En troisième lieu – et ceci explique cela, – l'opposition souffre du « trop plein » de ses chefs. L'année écoulée, comme le montre le *tableau 4*, aura vu la percée de M. Raymond Barre et la popularité grandissante de Mme Veil – deux personnalités qui paraissent relativement indépendantes des partis politiques. Mais il est juste de dire que M. Chirac conserve nettement la tête comme « présidentiable » et que M. Giscard d'Estaing dispose d'un capital de sympathie plus élevé que ses deux rivaux. Les stratégies présidentielles des uns et des autres rendent la tâche de l'opposition plus difficile encore.

Quatrième point : le réveil de l'extrême droite. En trois opérations d'automne bien choisies et plutôt réussies, le Front national de M. Le Pen a montré qu'il avait une existence sur la scène politique. En système majoritaire ses ambitions sont limitées, mais il peut constituer une force d'appoint ou une force d'empêchement. Une partie des électeurs de l'U.D.F. et une majorité de ceux du R.P.R. se montrent d'ailleurs tentés par une alliance avec lui. 56 % des sympathisants du R.P.R. (contre 21 %), 35 % des U.D.F. (contre 37 %) ont approuvé la fusion des listes conclue à Dreux entre les deux tours. Pourtant, on peut faire l'hypothèse que le spectre de l'extrême droite est largement ignoré. Chez ces électeurs modérés, la volonté d'associer tous ceux qui le veulent à la lutte contre la gauche l'emporte sur tout autre raisonnement ou sur toute différence d'idéologie. Il reste que les risques de confusion entre l'opposition modérée et l'extrême droite demeure l'un des points d'interrogation des deux années à venir.

Dernier problème : l'électorat de droite et ses dirigeants se situent sur certains points à contre-courant. Les électeurs sont impatients. Ils réclament une opposition de combat, des élections anticipées et refusent avec énergie toute cohabitation en 1986. Ils se montrent plus « durs » que les chefs eux-mêmes. En revanche, sur les acquis de la gauche (les réformes sociales, les lois Auroux ou l'impôt sur la fortune), les électeurs U.D.F. et R.P.R. sont nuancés et parfois favorables, davantage en tout cas que les états-majors politiques. Difficile travail d'harmonisation, on le voit, entre une base combative et soucieuse de progrès social et un sommet légaliste et plus préoccupé du retour aux grands équilibres économiques.

∴

1983 aura donc été une année de reclassements, mais aussi de tâtonnements. La majorité s'affaiblit et tend à se diviser devant les difficultés. Le R.P.R. et l'U.D.F. connaissent les affres d'être nettement majoritaires et de devoir attendre si longtemps avant de reconquérir le pouvoir. L'opposition aussi peut user. Souvenons-nous de l'auto défaite de la gauche en 1978... Pour sa part, M. Mitterrand est à la croisée des chemins. De président du peuple de gauche, il peut devenir, pour l'opinion, le président de tous les Français. Et profiter des divisions des uns et des autres pour accroître sa marge de manœuvre en vue, du grand rendez-vous de 1986. ■

(*) Directeur des études politiques de la Sofres. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

**Tableau 1. – L'évolution de la popularité de M. Mitterrand : le pourcentage des « satisfaits »**

| | Janvier 1983 | Octobre 1983 | Décembre 1983 |
|---|---|---|---|
| Ensemble des Français | 39 | 32 | 37 |
| SEXE | | | |
| – Homme | 41 | 36 | 41 |
| – Femme | 37 | 29 | 33 |
| AGE | | | |
| – 18 à 24 ans | } 40 | 31 | 39 |
| – 25 à 34 ans | | 37 | 37 |
| – 35 à 49 ans | 36 | 28 | 36 |
| – 50 à 64 ans | 38 | 28 | 32 |
| – 65 ans et plus | 43 | 39 | 40 |
| PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE | | | |
| – Agriculteur | 39 | 17 | 27 |
| – Patron, industriel, commerçant | 13 | 17 | 23 |
| – Profession libérale, cadre supérieur | 32 | 31 | 40 |
| – Cadre moyen, employé | 38 | 33 | 39 |
| – Ouvrier | 44 | 35 | 38 |
| – Inactif, retraité | 44 | 38 | 40 |

N.B. – *Le tableau se lit ainsi : 37 % des femmes déclaraient être satisfaites de M. Mitterrand en janvier 1983 ; ce pourcentage est tombé à 29 % en octobre et remonté à 33 % en décembre.*

*Source* : sondages IFOP.

**Tableau 2. – L'évolution de la popularité des dirigeants de gauche depuis 1981**

**Question** : *Voulez-vous me dire si vous souhaitez voir les personnalités suivantes jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ?*

| | M. Rocard | J. Delors | P. Mauroy | L. Jospin | G. Marchais |
|---|---|---|---|---|---|
| – Juillet 1981 | 69 | 42 | 74 | 55 | 25 |
| – Décembre 1981 | 61 | 47 | 58 | 39 | 22 |
| – Juillet 1982 | 57 | 45 | 52 | 37 | 19 |
| – Décembre 1982 | 58 | 44 | 44 | 32 | 18 |
| – Juillet 1983 | 68 | 45 | 35 | 28 | 16 |
| – Décembre 1983 | 55 | 42 | 33 | 30 | 14 |

*Source* : sondages Sofres.

**Tableau 3. – L'évolution de la popularité des quatre grands partis politiques depuis 1981**

(% de bonnes opinions)

| | Parti communiste | Parti socialiste | U.D.F. | R.P.R. |
|---|---|---|---|---|
| – Juillet 1981 | 26 | 73 | 32 | 31 |
| – Décembre 1981 | 27 | 61 | 33 | 36 |
| – Juillet 1982 | 26 | 60 | 34 | 39 |
| – Décembre 1982 | 23 | 54 | 36 | 38 |
| – Juillet 1983 | 21 | 47 | 41 | 43 |
| – Décembre 1983 | 18 | 47 | 40 | 44 |

*Source* : sondages Sofres.

**Tableau 4. – L'évolution de la popularité des dirigeants de l'opposition depuis 1981**

**Question** : *Voulez-vous me dire si vous souhaitez voir les personnalités suivantes jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ?*

| | S. Veil | J. Chirac | R. Barre | V. Giscard d'Estaing |
|---|---|---|---|---|
| – Juillet 1981 | 37 | 31 | 23 | 29 |
| – Décembre 1981 | 37 | 38 | 23 | 32 |
| – Juillet 1982 | 34 | 42 | 25 | 31 |
| – Décembre 1982 | 42 | 40 | 30 | 34 |
| – Juillet 1983 | 49 | 46 | 43 | 36 |
| – Décembre 1983 | 51 | 43 | 40 | 35 |

*Source* : sondages Sofres.

# La grande soif des images et des sons

**par COLETTE GODARD**

AU Centre Pompidou, chaque jour, quatre mille voyeurs déambulent devant les petites filles de Balthus. La sécurité interdit qu'il y en ait davantage. Le 17 février, sept cent mille personnes auront vu en quatre mois *Un homme nommé Jésus* au Palais des sports. Le spectacle de Robert Hossein ne peut pas être prolongé un soir de plus. Passant du café-théâtre au cinéma, *Papy fait de la résistance* pulvérise les records de recettes, talonne et dépasse le dernier Belmondo.

On s'est battu à Avignon pour assister à la Cour d'honneur, temple de la tradition vilarienne, aux violences et aux distorsions des « pièces » de Pina Bausch. L'Opéra affiche complet pour une création contemporaine, *Saint François d'Assise*, d'Olivier Messiaen. De même tous les concerts pour l'intégrale des œuvres de Webern, présentée au Festival d'automne.

Miles Davis superstar fait salle comble matinée et soirée au Palais des congrès. Malgré le vent et la pluie, David Bowie rassemble à l'hippodrome d'Auteuil deux fois cinquante mille fans. On vient de toute la France écouter Jacques Higelin au Casino de Paris, tandis que Nana Mouskouri et Julio Iglesias continuent discrètement à vendre leurs titres par millions.

Ce sont quelques exemples. Ils témoignent une fois de plus de cette vérité : il n'y a pas un mais des publics, qui d'ailleurs, sauf exception, ne se mélangent pas. La communion universelle dans l'art est un rêve - à peine un espoir - remplacé par une question qui court les débats : d'où parles-tu, et pour qui ?

Les publics évoluent. Compte tenu du temps de transmission, ils s'adaptent à l'évolution de l'ensemble des mouvements artistiques. L'engouement de masse va bien entendu au prestige, qui n'est pas le même aujourd'hui qu'hier. Il y a dix ans, Balthus n'aurait pas déplacé de telles foules. Si 1983 donne à ce peintre secret une notoriété populaire, c'est aussi parce que le Centre Pompidou est l'un de ces lieux qui brassent les publics. D'autre part, l'exposition est spectacle de tableaux. De même, celle de Max Ernst à la Fondation Maeght, celles de Manet ou de Turner au Grand Palais. Raphaël, peintre-légende *pourtant*, est moins suivi que ce soit au Louvre, au Grand Palais ou à Chantilly. Sans doute parce qu'il s'agit moins d'avaler des œuvres que d'en approfondir la connaissance, à travers les dessins et les ébauches qui les accompagnent.

## Le goût du spectaculaire

Contre la morosité et les incertitudes, le goût du spectaculaire se développe. Le faste reparaît dans des domaines où l'on s'en méfiait. Le théâtre, ces dernières années, l'a utilisé comme riche langage permettant d'accéder à une dramaturgie complexe. Si Planchon aujourd'hui demeure fidèle à ses virtuosités baroques, Patrice Chéreau, avec Richard Peduzzi, donne un cadre - faussement - dépouillé aux spectacles qui marquent son entrée en février 1983 à Nanterre, en particulier *les Paravents*, de Genêt, pour lesquels le décor était en quelque sorte « invisible » : c'était la salle elle-même, transformée en cinéma poussiéreux.

Ce qui se passe actuellement serait plutôt l'inverse. Les effets spectaculaires ajoutent un « plus » poétique à un théâtre d'action, délibérement naïf : *Cyrano* par Jérôme Savary, avec Jacques Weber, à Mogador, *les Trois Mousquetaires* par Marcel Maréchal au Théâtre de Paris, et l'on attend avec curiosité comment Daniel Benoin et son *Autant en emporte le vent* soutiendront l'inévitable comparaison avec le film.

Les vedettes qui remplissent les salles de théâtre capitalisent la notoriété au long des ans : Jacqueline Maillan, Michel Galabru. Les stars de l'écran ont peur de la scène, elles n'ont pas tort. Leur expérience les sert peu, et on les « attend au tournant ». L'exemple d'Isabelle Adjani – *Mademoiselle Julie*, – ou d'Annie Girardot dans son *one woman show*, a de quoi faire réfléchir. Le prestige, c'est le spectaculaire, qui ajoute au texte ce que la musique apporte aux livrets d'opéra.

La vogue de l'opéra ne se dément pas. Le feu vert est donné à celui de la Bastille, dont la construction, croit-on, sera achevée dans six ans. En attendant, le palais Garnier retrouve son éclat avec l'arrivée de Massimo Bogianckino à sa tête, et la nomination de Rudolf Noureev à la direction des ballets. Ce n'est pas un innovateur, mais son nom revalorise la troupe sur le plan international. D'entrée, Bogianckino joue le risque et gagne, avec le *Moïse* de Rossini, dans la mise en scène de Luca Ronconi. A l'exception d'irréductibles de plus en plus rares, les conceptions audacieuses sont désormais non seulement admises, mais attendues. Le vrai risque, c'est la création : *Saint François d'Assise* à Paris, *les Soldats* de Zimmermann par Ken Russel en février à Lyon...

Création, expérience, recherches. L'année Rameau aura été glorieusement célébrée du nord au sud et, en même temps, la musique contemporaine, soutenue par le ministère de la culture, trouve des espaces nouveaux. A côté du Festival de Metz apparaissent ceux de Strasbourg et d'Angers – dix ans après la disparition de celui de Royan.

Les arts bénéficient d'une tradition d'aide aux modernes, de manifestations (la FIAC), de lieux (l'ARC). Et l'on découvre au Centre Pompidou – une fois de plus – un grand sculpteur, Pagès, dont les œuvres voyagent dans le pays. Yves Klein attire des masses d'admirateurs tout neufs, le fonds national d'art contemporain achète *le Miman*, d'Anne et Patrick Poitier, exposé à la Salpêtrière. Et en 1983, les jeunes peintres français sont séduits par les « nouvelles tendances figuratives », figuration libre, dite « sale » proche de la B.D. tordue, venue d'Allemagne et d'Italie.

## La grande année de la danse

*1983* est la grande année de la danse (post et post-postmoderne). L'affaire était en cours depuis quelque temps déjà grâce au concours de Bagnolet, devenu une référence. Elle s'affirme aujourd'hui. Certes, le néoclassique se porte bien. Le New York City Ballet fait craquer les murs du Châtelet en hommage à Balanchine, son maître disparu. Maurice Béjart conserve ses fidèles, qui vieillissent avec lui. Personne ne prend la relève, la France manque de chorégraphes.

En revanche, les jeunes compagnies portent leurs recherches sur le devant de la scène. Elles se trouvent dans un état de bouillonnement semblable à celui des compagnies théâtrales dans les années 70. Elles ignorent la tradition, se réfèrent moins à l'histoire de la danse qu'à ses courants étrangers : Merce Cunningham, toujours au sommet et qui peut faire figure de classique tant son enseignement est assimilé, Alvin Nikolaïs, les violences grinçantes de l'expressionnisme allemand sous l'influence choc de Pina Bausch, l'énergie projetée de Karole Armitage – revenue pourtant à une sorte de néoclassicisme plus crispée que dramatique dans son dernier spectacle – les techniques de concentration venues du Japon...

Les jeunes compagnies chorégraphiques ne s'enferment pas, elles cherchent leur inspiration dans des modes d'expression extérieurs : peinture, cinéma, vidéo, B.D., *littérature, musiques retravaillées*, théâtre... Elles partent à la conquête de l'Amérique. En 1983, pour la première fois, cinq compagnies – celles de Maguy Marin, de Caroline Marcadé et Dominique Petit, de Dominique Bagouet, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia, de Karine Saporta – sont invitées au Festival de Dunham. Jean-Claude Gallotta a dû décliner l'invitation pour cause d'engagements antérieurs – aux Festivals d'Aix-en-Provence, de Chateauvallon et d'Avignon, où le public de théâtre a pu découvrir Régine Chopinot. Mais, ainsi que François Verret, il ira à New-York, où, pour être juste, il faut rappeler que Roland Petit a triomphé au printemps dernier.

Pendant ce temps, le théâtre s'alourdit d'une multiplication infernale de troupes exsangues et de spectacles incertains. L'écriture scénique étant maîtrisée, on tâtonne avec plus ou moins de bonheur, à la recherche d'écritures nouvelles, on puise dans les « textes dramatiques », on monte avec le plus grand soin des auteurs non confirmés : Patrice Chéreau met en scène Bernard-Marie Koltès, Georges Lavaudant, Jean-Christophe Bailly, Gildas Bourdet, lui-même (avec cet énorme succès qui continue : *le Saperleau*), et Jean-Pierre Vincent ; Jean Audureau à la Comédie-Française.

## La star, c'est le rire

Les plus grands restent grands, la relève s'annonce hasardeuse. La situation est plus serrée encore au cinéma, où les exigences de rentabilité sont strictes. Les nouvelles vedettes sont celles qui font rire, comme Aldo Maccione. La vraie star, c'est le rire, le film rigolo plutôt que le grand comique : *les Compères*, *Papy*, et autres Pères Noël, *les Dieux sont tombés sur la tête*. Les scènes de comédie dans *l'Eté meurtrier* font autant pour son succès que l'intrigue psychologico-policière. Le phénomène *Flashdance*, idole des ados, tient à ce que la violence y est seulement dansée, et que la « happy end » totale est celle d'un conte de fées.

La qualité française se vend bien. Le réalisme d'Aline Issermann – *le Destin de Juliette* – a du mal à s'imposer, mais Diane Kurys – *Coup de foudre* – reprend le flambeau. La *touch of French* charme les Américains, le film est proposé aux oscars, tandis que Jean-Jacques Beineix avec *la Lune dans le caniveau* ne renouvelle pas le miracle de *Diva* ni Claude Lelouch, avec *Edith et Marcel*, celui des *Uns et des autres*.

Notre valeur sûre à l'intérieur et au-dehors des frontières demeure François Truffaut. Eric Rohmer (*Pauline à la plage*) élargit son public. Maurice Pialat le mal-aimé reçoit le prix Louis-Delluc (avec *A nos amours*) et fait la couverture des magazines à grand tirage. Les festivals soutiennent les auteurs, Venise notamment, qui sélectionne le haut de gamme : Ingmar Bergman, (*Fanny et Alexandre*) et donne le Lion d'Or à Jean-Luc Godard (*Prénom Carmen*). Cannes honore Robert Bresson (*l'Argent*). Les grands anciens sont reconnus, aidés par la vogue des reprises : Hitchcock, Dreyer, Lubitsch, ou les Français de l'entre-deux-guerres, comme *les Bas Fonds* et un chef-d'œuvre mal connu, *Au coin des rues*. On sort des versions intégrales (*Napoléon* d'Abel Gance, *Ludwig* de Visconti), des copies neuves (*Senso* ou *le Voleur de bicyclette*).

## Jessica Lange arrive

Le cinéma a la chance de pouvoir regarder son histoire, sans tenir compte des frontières. Hollywood fait toujours rêver, le centre culturel du Marais consacre une exposition à nos rêves. Marilyn n'est plus, Rita Hayworth a disparu des écrans, Jessica Lange (*Tootsie*, *Frances*) arrive, blonde et décidée. Blanche-Neige, quinquagénaire, enchante les petits comme elle l'a fait pour leurs grands-parents. La forêt aux sept nains concurrence le cosmos médiéval du *Jedi*. Les requins redoutables, malgré le relief – *Jaws nº 3*, – ont épuisé les peurs, recentrées sur l'ordinateur et l'enfant : *Wargames*.

*Rue Case-Nègres*, d'Euzhan Palcy, Lion d'Argent à Venise, obtient un succès public inattendu, qui n'est pas seulement le fait des Antillais de Paris. La musique black, de là-bas ou d'Afrique, draine les publics de rock et de jazz. Mais le courant glisse vers des eaux troubles, vers le rétro-ironico-fasciné pour les derniers jours de l'ère colonialiste. Les « Perles du cinéma colonial », vaste programmation au studio Saint-Séverin, rejoignent la mode chéchia et nuits orientales du prêt-à-porter printemps-été 1984.

Les élans nationalistes du comique à la française et des cœurs vaillants bien de chez nous existent. Existe aussi le désir, le besoin de se retrouver dans d'autres cultures : Chicago, la découverte d'une ville à travers son architecture, en huit expositions ; la Chine et l'Inde en de gigantesques rétrospectives cinématographiques ; du cinéma soviétique oublié au Cosmos ou au studio des Ursulines, réouvert ; *la Ballade de Narayama*, palme d'or au Festival de Cannes ; et au Festival d'automne, les aborigènes d'Australie qui font traverser quarante siècles, l'histoire du tango, les images surréelles de Bob Wilson, le nô... A l'Odéon, où Georgio Strehler tente de définir un « théâtre de l'Europe », sa mise en scène de *la Tempête*, jouée en italien, fait salle comble pendant deux semaines et aurait pu continuer.

1983 n'a pas été une année chauvine. ■

# L'Expo disparaît les chantiers demeurent

L'abandon de l'Exposition universelle a-t-il donné aux « chantiers du président » dans Paris une chance supplémentaire d'être réalisés avant la fin du septennat ? Question sans réponse.

L'année commence en fanfare. On montre au président de la République les projets et les maquettes pour les deux sites de l'Exposition universelle proches de la Seine : entrepôts de Bercy et gare de Tolbiac en amont ; terrains Citroën et héliport d'Issy-les-Moulineaux en aval. On parle de quais flottants jusqu'à la tour Eiffel, de bateaux-mouches géants, de dirigeables, de ponts audacieux au-dessus du boulevard périphérique, d'un train ultra-moderne, Aramis, sur les voies rouvertes de la petite ceinture... Les imaginations s'enflamment. On rêve tout haut.

Dans la mauvaise atmosphère politique qui suit les élections municipales, Jacques Chirac, seul maître à Paris (en dépit ou à cause de la loi spéciale qui devait permettre d'installer des maires rebelles dans quelques arrondissements), et Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, expriment publiquement des réserves sérieuses : problèmes financiers en temps de crise, encombrements sur le territoire parisien... Michel Giraud propose Marne-la-Vallée et Jacques Chirac reprendra l'idée début juillet.

*La mésentente politique* fait craindre que l'« Expo » ne soit constamment l'objet d'un chantage, dans la partie de ping-pong diplomatique entre Paris et l'Etat. S'ajoutant aux réticences budgétaires de M. Delors, cette perspective conduit le chef de l'Etat, conseillé par Gilbert Trigano, à renoncer solennellement le 5 juillet à un projet qu'il avait annoncé dès sa première conférence de presse, le 24 septembre 1981.

Le projet d'exposition tombe aux oubliettes ; les grands chantiers parisiens demeurent. C'est l'année des concours d'architecture, une phase d'études et de promesses.

Après le ministère des finances, confié en décembre 1982 à Borja Huidobro et Paul Chemetov, c'est un autre architecte français, installé à New-York, Bernard Tschumi, qui est désigné pour le parc de La Villette par un jury qui avait d'abord sélectionné neuf projets sur plus de quatre cents. Il veut construire, répartis sur les 30 hectares du parc, devant le futur musée des sciences, des petits édifices abritant des activités variées, les « folies du vingtième siècle ».

*En mai*, on juge le concours de la Défense : 424 projets, quatre lauréats avant que le président choisisse une arche monumentale (100 mètres de haut), légèrement de biais sur l'axe, pour les deux ministères de l'environnement et de l'urbanisme et le centre de la communication. L'auteur est danois, inconnu. Il s'appelle Johan Otto von Spreckelsen. Il l'a emporté à l'élégance, à l'évidence, d'une esquisse. Le travail commence.

Pour l'Opéra de la Bastille (2 700 places dans la grande salle), le suspense sera plus long. Six lauréats sont choisis par le jury fin juin (parmi plus de sept cents projets). Début septembre, M. Mitterrand en retient trois. C'est finalement Carlos Ott, Canadien né à Montevideo, qui l'emportera, en novembre, pour son sérieux, sa réserve, et une certaine neutralité de style.

*Commencée en fanfare avec l'Expo*, l'année se termine sous les lampions de la Bastille (les sept cents projets sont exposés au palais de Tokyo). Les chantiers déjà engagés (musée d'Orsay, Institut du monde arabe, avec quelques restrictions, musée des sciences de La Villette, étude de détail pour le ministère des finances) ont obtenu les crédits nécessaires. Le calendrier des concours a été respecté. Les années lourdes vont commencer, vers 1985 et 1986, sur un coût total évalué à 15 milliards de francs actuels.

Les architectes encore chômeurs et déçus murmurent ; la province se tait. Paris-prestige accepte les hommages, sans gratitude et sans trouble. ■

MICHÈLE CHAMPENOIS.

# L'année de la Chamaille

L'ironie qui, pendant dix-huit mois, avait été l'arme favorite de l'opposition à l'égard de la politique de M. Jack Lang, se cristallisant notamment sur la couleur des vestons ministériels, a fait place à une détermination politique plus nette. En atténuant la couleur de ses manches – sinon celle de leurs effet – M. Lang a, en effet, retiré à ses adversaires une bonne occasion de ricaner.

Mais il y a plus sérieux : les retournements municipaux ont quelquefois conduit à frapper dans la sauce culturelle, cible facile... pourtant l'affaire nantaise de la suppression des subventions à La Chamaille, au nom trop symbolique, et quelques autres déboires locaux n'ont pas empêché, dans de plus nombreux cas, une assez bonne coopération entre la rue de Valois et les municipalités, seraient-elles d'opposition, comme maintenant à Grenoble. Tolérance et intolérance ne sont l'apanage d'aucun camp.

Le budget de la culture, quant à lui, s'est révélé cette année encore un terrain difficile à miner pour les adversaires du gouvernement. Quels que soient les défauts réels, ou ceux qu'on peut lui trouver, il est au total resté préservé lors du vote de l'automne et il reste toujours considérablement plus substantiel que ceux qu'estimait convenable l'ancienne majorité. Une querelle de gros sous a encore éclaté en fin d'année entre la mairie de Paris et le ministère, mais sans trop d'éclats, comme si chaque partie comprenait que, somme toute, les questions de culture ne peuvent se formuler uniquement par ce biais.

Si l'on affine ces questions de gros sous, des divergences plus nettes peuvent cependant apparaître. En prenant son poste, M. Lang estimait qu'on ne pouvait établir de priorité tant l'indigence était partout sévère. Il tend aujourd'hui à définir des lignes d'action plus précises, donc des partages qui ne peuvent pas rendre tous et chacun aussi heureux. D'autant que sa marge de manœuvre va se trouver limitée par les actions précédemment lancée et qui vont beaucoup alourdir, notamment, la part des crédits de paiement dans le budget de 1984.

A côté d'efforts dont les résultats se mesureront avec le temps, une bonne place reste à l'inquiétude. Que va-t-il advenir de certaines grandes institutions qui ont déjà donné en 1983, telles la Bibliothèque nationale ou la Cinémathèque française, de bien douloureux signes d'épuisement ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.



هكذا من الأصل

Lire la suite du bilan de l'année 1983 page XIV.



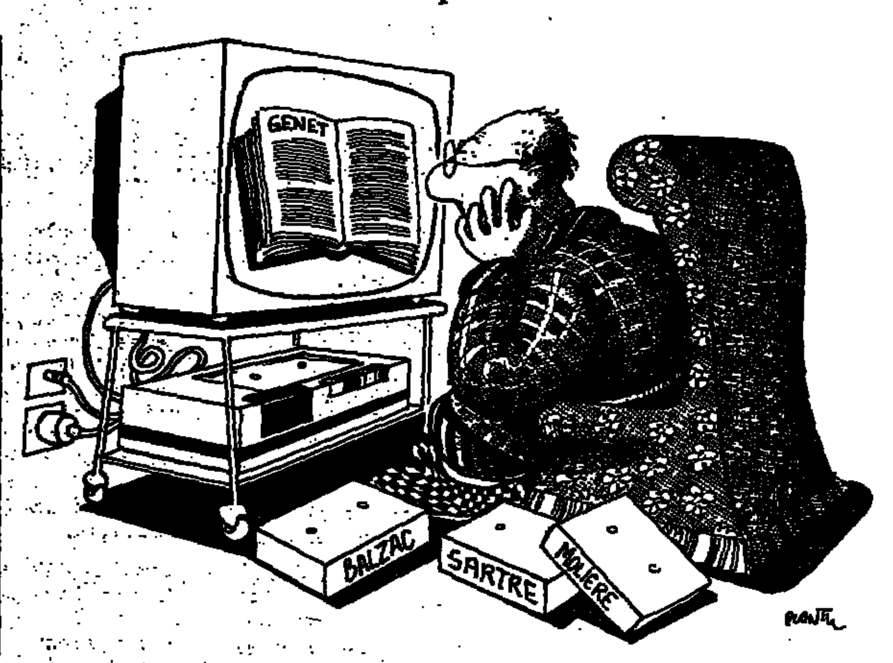
# Les lettres saisies par le spectacle

par BERTRAND POIROT-DELPECH

FAITES l'expérience. Parlez de livres aux gens. Dans les dix minutes, même avec des intellectuels haut de gamme, vous pouvez être sûr que la conversation viendra sur la télévision, et n'en sortira plus. *« Je n'ai pas lu X., mais il a bien rivé son clou à Y., l'autre soir ! » « Z. avait une drôle de robe, mais elle a souffert, c'est évident ! »* Si la télévision avait existé du temps de Proust, et l'avait invité, à un débat sur l'asthme par exemple, on aurait entend u le lendemain, au bureau : *« Dites voir, cette moustache, cette raie au milieu, cette voie perchée, ce ne serait pas un homo, par hasard ? »*

La vie littéraire française, en 1983, s'est encore pliée un peu plus aux exigences et aux chatoiements de la mise en spectacle généralisée. Prenez les morts. Une bonne « nécro », avec de belles images bien émues, c'est vendeur, ça, coco ! Et quelle mine à consensus ! Ainsi périrent Malraux, Sartre, Aragon : canonisés. Cette année, Aron a suivi. Des Mémoires peu contestables avaient ouvert la voie aux larmoiements unanimistes. Les scrupules intellectuels du disparu justifiaient qu'on oubliât son manque d'intuitions fortes. Il faut savoir si on a soupé, ou non, des systèmes globaux. Aron fut un analyste pour veilles et lendemains de cuites idéologisantes. Ça tombait bien.

D'autres morts ont fait recette : Cocteau, vingt ans après, mis en feu de camp sympa et tout, sans une pensée sur son œuvre. L'homme était une bête multimédia, un vrai Tino des lettres. A l'inverse, les écrivains ennemis des tapages meurent désormais dans l'indifférence. Faute d'images d'eux en habits pailletés, Marc Bernard, Fabre-Luce, et Chamson, par exemple, nous ont quittés sur la pointe des pieds. Cela leur ressemblait mieux. Marc Bernard restera en secret la consolation des esseulés, Fabre-Luce, celle des marginaux de luxe, et le camisard Chamson, une preuve de plus que la foi réformée prépare, mieux que les autres, à se cabrer. La vie des idées subit, elle aussi, la tentation du tout-image, qui favorise l'anecdotique, le trivial. Voyez l'affaire « Caton ». Durant des mois, on m'a questionné : *« Vous qui êtes dans le milieu, et qui avez l'habitude d'éplucher les styles, alors ? Qui cache ce pseudonyme ? »* Personne pour me demander : *« Que contient son livre ? »* Savoir, de nos jours, c'est l'affaire des finalistes de concours et des experts, avec ou sans




blouse blanche, tous préposés au témoignage qui inquiète et, en fin d'émission, à la rationalité qui apaise, sur le mode publicitaire de l'angoisse délivrée par l'achat.

Les essais ? Pour intéresser l'audiovisuel, condition d'un certain tirage, c'est à qui dissonera le plus, « déconnera » davantage, comme disait Sartre ; la prime au bricolage fautif. Un traité exact et mesuré qui fait avancer d'un pouce la vérité ou la sagesse, quel spectateur-lecteur voulez-vous que cela passionne ? Et, bientôt, quel éditeur ? L'auteur passe-t-il bien à l'image, seulement ? On a daubé sur l'arrivée de Bazin dans « la Pléiade ». Il y a eu plus symptomatique, sous le même toit, dans une collection d'idées prestigieuse : c'est l'entrée de clown d'un jongleur du « n'importe quoi », dont le nom rime avec Bouglione : Verdiglione.

## Grosse caisse

*Le silence de certains clercs, qui a fait tant de bruit cet été, ne pouvait surprendre que les oublieux. Il est constant que les intellectuels « plutôt d'accord » avec le gouvernement – pour parler comme les sondages – cessent de se mêler de politique, tandis que les opposants la mêlent à tout. Amplifié par nos institutions attiseuses de guéguerre civile, ce* glissement de la politisation, de gauche à droite, n'a fait que suivre, en sens inverse, l'alternance électorale de 1981. Rattachée de plus en plus au cirque télévisuel et à la caravane politicienne, la vie intellectuelle et artistique en subit les grossissements, les abêtissements. Les débats capitaux sur le pacifisme et le tiers-mondisme ont tourné à la chamaillerie franco-française.

Autre conséquence de l'omnipotence des médias, que certains histrions manipulent jusqu'au grotesque : un échange de baffes à la tribune d'un colloque vide a plus occupé les antennes et les journaux que l'attribution du Nobel à Golding ou la mort de Fabre-Luce. Le voyeurisme à domicile a ravivé la curiosité pour les documents trou-de-serrure, telles les lettres de Montherlant racontant ses chasses nocturnes au garçonnet, ou celles de Sartre détaillant son intérêt distrait pour les agrégatives de passage – étant entendu que les *Lettres au Castor*, complétant les *Carnets de la drôle de guerre*, restent des événements de l'année, pour l'intimité de génie où elles nous admettent.

Du côté des fictions, la concurrence des séries télévisées et la perspective d'en inspirer ont accentué le retour à un feuilletonesque teinté d'histoire. Le succès prodigieux du *remake* d'*Autant en emporte le vent* par Régine Deforges (*la Bicyclette bleue* et sa suite) traduit à tout le moins une attente publique qu'il n'est pas question de regarder de haut.

## L'avenir du fifre

Plus préoccupant : l'appauvrissement du réservoir lexical, dont l'audiovisuel partage la responsabilité avec l'école. Une enquête révélée par *le Monde de l'éducation* a montré que certains mots chargés de passé et de valeurs-clés, morales mais aussi affectives, n'étaient presque plus compris : *intégrité, contemplation, inclination*. La parlote psycho-publicito-gestionnaire a tout envahi. Si on dit *« vendre »*, *« investir »*, ou *« gérer »*, à propos d'idées ou de sentiments, ce n'est plus par coquetterie métaphorique, mais par pénurie.

Des mots creux collent aux dents et aux plumes, comme du chewing-gum. Parmi ceux de 1983, hérités du *show* politique permanent : *un certain nombre* (mis pour l'article indéfini *« des »*), *fondamental* (mis pour rien), *clairement, concrètement, un peu, j'ai le sentiment*, etc. (Liste à compléter en famille pendant les fêtes.) D'un face-à-face électoral, une étude sémantique a tiré une conclusion pitoyable : plus quelqu'un dispose d'un vocabulaire riche, plus il fait « démodé » !

Pendant ce temps, on a observé dans la presse, sous l'influence de journaux en hausse, un recours systématique aux titres-calembours, recours dont Barthes disait qu'il constitue un symptôme suicidaire.

Mais, derrière les effets de grosse caisse, l'orchestre littéraire, pour qui veut bien tendre l'oreille, a continué à faire entendre, en 1983, les traits de flûte qui sont sa raison d'être. Les formats de poche, qui rendent accessible à bas prix le patrimoine mondial, ne cessent de progresser. La lecture regagne du terrain. A l'image de José Corti (*Souvenirs désordonnés*), des « petits » éditeurs se sont créés, en province surtout. Ils ressortent des oubliés : Gadenne, Calet, Guérin, Bove.

Jean-Denis Bredin (*l'Affaire*) et Serge Klarsfeld (*Vichy-Auschwitz*) ont remis en mémoire les démons antisémites des Français. Un jeune philosophe et fin prosateur, éloigné, comme par hasard, de la foire sur la place, François George, a écrit l'essai le plus intelligent et le plus ravissant de l'année : *Une histoire personnelle de la France.* Plusieurs écrivains – il se trouve que ce sont des femmes – sont en train de donner corps à ce qui pourrait devenir un courant néo-intimiste en France, avec Yourcenar, Nathalie Sarraute (*Enfance*), Duras (*la Maladie de la mort*), Florence Delay (*Riche et légère*), Danièle Sallenave (*Un printemps froid*). Variante rieuse de cette délicatesse, dans la descendance de Queneau : Echenoz, Weyergans.

Malgré les zim-boum-boum alentour, l'avenir du fifre est assuré. ■

### Disparus

Raymond Aron, Benoist-Méchin, Marc Bernard, André Chamson, J. de Fabrègues, Alfred Fabre-Luce, Jean Freustié, Florence Gould, Armand Lanoux, Valérie Valère, Louise Weiss.

### Primés

*Nobel :* William Golding.

*Grand Prix national des lettres :* Jean Genet.

*Goncourt :* Frédérick Tristan (*les Egarés*) ; *Renaudot :* J.-M. Rouart (*Avant-guerre*) ; *Femina :* Florence Delay (*Riche et légère*) ; *Médicis :* Jean Echenoz (*Cherokee*) ; *Interallié :* Jacques Duquesne (*Maria Vandamme*) ; *Quatre jurys :* François Weyergans (*le Radeau de la Méduse*) ; *Ville de Paris :* Elie Wiesel (*le Cinquantième Fils*).

### A noter

*Pour une fois, le prix Goncourt, au jury duquel sont entrés* Edmonde Charles-Roux et Daniel Boulanger, est allé à un « petit » éditeur, Balland.

Genet, qui n'avait jamais accepté de récompense officielle, a reçu le Grand Prix national des lettres, décerné par le ministère de la culture.

René Char *est entré dans* « la Pléiade », Hervé Bazin y est attendu.

# Virage à angle droit pour la communication

par YVES AGNÈS

COMMENT passer du monopole complet de l'État sur l'audiovisuel à une pratique plus libérale de la communication ? Tout de suite, sans condition, clame l'opposition, responsable pourtant du maintien dudit monopole pendant vingt-trois ans ! Par étapes, en associant la puissance publique et l'initiative privée, répond la majorité. L'année 1983 a permis de prendre la mesure de la stratégie du pouvoir socialiste dans un domaine jugé capital pour l'avenir : une sorte de société d'économie mixte généralisée.

Lorsque M. André Rousselet, P.-D.G. du groupe Havas, « lâche le morceau », dans une interview au *Monde*, un élément du puzzle se met en place (*le Monde* du 17 mars). Oui, l'agence contrôlée par l'Etat (50,26 % du capital) a été chargée par le président de la République de préparer la quatrième chaîne de télévision. Et quand M. Rousselet, après le feu vert gouvernemental, donne des précisions sur le projet (*le Monde* du 17 novembre), le doute n'est plus permis : Havas sera maître d'œuvre de Canal-Plus, mais minoritaire (40 %) dans le capital de la société.

Pourquoi ne pas avoir fait appel, pour la première chaîne privée française, à une ou plusieurs entreprises totalement privées ? Pour au moins trois raisons. D'une part, parce que sans doute aucune d'entre elles n'a les reins assez solides ni la crédibilité assez forte pour se lancer dans une entreprise risquée. D'autre part, parce que le président de la République s'est engagé personnellement ; il veut cette quatrième chaîne avant la fin de 1984 et fait confiance à un ami de longue date – un homme d'affaires, mais qui fut aussi son directeur de cabinet – pour tenir le pari. Enfin, précisément, parce qu'il s'agit d'un élément important d'un système de communication à la française, associant les deux secteurs de l'économie nationale, le public et le privé.

*Ce système a son cadre juridique* : la *loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle*, qui met fin au monopole de l'État sur les ondes, légalise les radios locales privées, permet la création de chaînes privées de télévision (par concession du service public), de réseaux câblés, de services télématiques...

## L'entrée de la Caisse des dépôts

*Télématique, câble* : deux autres morceaux du puzzle qui confirment la stratégie du pouvoir. Les services de vidéotex, que mettent actuellement en route des entreprises privées (en premier lieu des journaux) ou para-publiques (comme les chambres de commerce et d'industrie), n'intéresseront le grand public que s'ils s'appuient sur cet autre défi de l'Etat : l'annuaire électronique des P.T.T. Qu'une partie importante des Français aient – gratuitement – à leur disposition l'outil de base pour accéder aux services télématiques, et l'affaire prend une dimension différente, plus large que la seule loi du marché entre une offre de services et des possesseurs de micro-ordinateurs.

Les P.T.T. sont aussi investis dans cette aventure qu'est le câblage de la France, décidé le 3 novembre 1982. Et là, un troisième partenaire apparaît : les collectivités locales. Maître d'œuvre, avec les P.T.T., dans chaque programme de câblage, elles vont trouver là le point d'appui d'une nouvelle politique d'équipements à la hauteur des besoins de la fin de ce siècle. Après les routes, les hôpitaux, les stades et les maisons de jeunes, les réseaux de la communication.

Pour tout cela, il faut de l'argent. L'État, là encore, donne le coup de pouce, suivi bientôt par les investisseurs privés et les banques. Et quel coup de pouce ! La Caisse des dépôts et consignations, que dirige aujourd'hui M. Robert Lion, ancien directeur de cabinet du premier ministre, entre dans la bataille avec toute son expérience et toute sa puissance. Le gouvernement fait adopter, dans les douze programmes prioritaires du IXe Plan, un chapitre pour le « développement des industries de communication » : 21 milliards de francs seront dépensés dans les cinq années à venir.

Il s'agit certes de réaliser les infrastructures (réseaux câblés, satellites, ...) mais surtout de remédier à une carence énorme : l'absence d'une industrie de programme forte, capable de remplir tous les canaux futurs, et de faire échec à une américanisation de notre système audiovisuel. Le ministère de la culture prend le virage. Désormais, le traditionnel mécénat en matière d'œuvres culturelles doit être accompagné d'une politique volontariste en faveur des « industries culturelles ». Les socialistes favorables à l'économie de marché, jusque dans ce secteur de la communication et de la culture, c'est assez inattendu. Eux-mêmes ne s'y attendaient pas et n'y étaient guère préparés.

## Le marché de la publicité

L'opposition, toutefois, ne se satisfait pas du virage à 90 degrés fait par la majorité. C'est que, pour sa part, elle a fait le demi-tour complet. Elle propose une déréglementation à la Reagan-Thatcher, la dénationalisation de deux au moins des chaînes de télévision publique, le désengagement de l'Etat d'Havas, de la Sofirad (holding qui contrôle notamment les radios « périphériques »), l'ouverture totale du système. Quitte à provoquer une explosion à l'italienne de la radiotélévision.

Les socialistes *n'aiment pas l'anarchie, c'est connu. Mais un autre souci les guide dans leur stratégie progressive : ne* pas bouleverser brutalement le marché de la publicité, ce qui aurait des conséquences sans doute désastreuses pour la presse, et notamment les quotidiens, même si on estime qu'un potentiel important d'investissements publicitaires existe. Les radios locales privées sont encore – en principe seulement – interdites de publicité, pour cette raison. Et l'introduction de la publicité régionale sur FR 3 se fait prudemment, en concertation avec les journaux concernés. Les négociations traînent pour la future cinquième chaîne privée de télévision par satellite, financée par la publicité.

Ce n'est pas le moment, en effet, de provoquer une tension supplémentaire dans le secteur de la presse écrite, alors que la santé économique des quotidiens est précaire, qu'il est de plus en plus hasardeux de créer une publication non spécialisée, et que le gouvernement vient de déposer un projet de loi sur la transparence et le pluralisme qui provoque beaucoup de réactions hostiles et au moins autant d'interrogations inquiètes.

L'opposition politique a voulu voir dans ce projet la volonté du pouvoir d'accroître son emprise sur les moyens de communication. Affirmation quelque peu péremptoire, si l'on examine le texte soumis au Parlement. Mais révélatrice de la cassure irrémédiable entre les deux camps, et des thèses inconciliables désormais en présence. *Pour les uns, l'Etat, c'est le Diable. Pour les autres, même si ce n'est pas le Bon Dieu, il doit avoir une place importante au paradis de la communication.* ■

# La bande F.M. en province

**Paris n'a pas l'exclusivité des difficultés sur la bande F.M.
L'Alsace attend toujours un plan de fréquences équilibré.
A Lyon, l'information devient un des enjeux de la bataille.**

## Les « branchés » de Radio-Bellevue

OBTENIR une participation normale de la mutualité dans l'ensemble des moyens de communication et d'information » : cette recommandation du quatrième congrès de la Fédération nationale des mutuelles des travailleurs, réuni à Grenoble en octobre 1981, a *connu récemment* une importante application sur le terrain des radios locales privées. L'Union des mu*tuelles des travailleurs* du Rhône (U.M.T.R.) a pris le contrôle d'une des radios pionnières qui avaient défriché *le terrain* aujourd'hui *très* encombré de la bande F.M. lyonnaise : Radio-Bellevue.

Cette « prise de contrôle » ne s'est pas opérée pas selon le *schéma* classique des achats de société commerciale. En fait, la F.M.T.R. refuse de se voir présentée *comme* actionnaire prépondérant. Elle n'apparaît que pour un tiers dans le conseil d'administration de Radio-Bellevue, *où figurent* les fondateurs (1) et « des personnalités extérieures ».

Le président de la mutuelle, M. Romain Migliorini, explique : *« Il y a eu une rencontre entre nous et eux. Ils s'essouffiaient, ils avaient besoin du secteur associatif. C'est ce que nous leur apportons. »* En termes financiers, « l'appui » s'est manifesté très concrètement. A *commencer par des locaux spacieux* et fonctionnels dans le vieux quartier universitaire qui prendront début *janvier le relais des locaux historiques* de la villa « Bellevue ».

Selon M. Migliorini, la F.M.T.R. prendra en chage 20 % au maximum du budget annuel de l'association *qui gère la radio. Un* pourcentage déjà significatif puisque le budget annuel de fonctionnement *est estimé à 3 ou 4* millions de francs. Cet engagement est justifié par la « philosophie » mutualiste : *« Nous devons,* affirme le responsable de la F.M.T.R., *nous occuper de tout ce qui peut apporter quelque chose au mouvement mutualiste. »* Et ce « plus » passe par l'information.

### Ne pas renier ses convictions

C'est *pour* marquer ce choix que la direction de Radio-Bellevue a été confiée à un journaliste, M. Philippe Dibilio. *Pour* un journaliste communiste, ancien responsable de l'édition Rhône-Alpes de *l'Humanité,* cette nouvelle fonction ne saurait signifier que le P.C.F. a « mis la main » sur l'ensemble de la radio. Il *ne renie pas ses convictions — « ma carte est à jour »,* — mais n'est pas fâché qu'on lui rappelle sa rupture *avec l'Humanité,* et avec Paris (il a fait partie pendant plus d'un an de la rédaction en chef du quotidien com*muniste*).

*M. Dibilio fait observer* que le directeur artistique, M. Gérard Coutty, *« faisait partie de l'ancienne équipe » et que le rédacteur en chef,* M. Fromentin, qui dirige une rédaction de neuf personnes, n'est pas *communiste.*

A l'écoute des informations *sur* 94,9 Mhz tous les jours de 8 heures à 9 heures et de 18 h 30 à 19 h 30, débats ou invité *vespéral* compris, *il* est évident que cette radio ne se situe pas précisément dans le giron de l'opposition nationale. *La C.G.T.,* abondamment citée (ainsi que les grandes formations institutionnelles de gauche), y est notamment *présentée par des journalistes militants* comme *« le seul syndicat de la feuille de paie ».*

Pourtant, cette réserve quant au « conformisme *de gauche » posée,* il faut reconnaître que Radio-Bellevue occupe une créneau d'information *locale plus que négligé par les autres* radios privées. Les dix journalistes de Bellevue sont omniprésents et traitent souvent une information radiophonique inédite.

Face à *Bellevue,* radio « branchée », mutualiste et informative, la riposte du service public se fait attendre. *Radio-Rhône-Alpes, qui n'a pour* le moment qu'une équipe réduite de quatre journalistes permanents, devrait se transformer en ra*dio d'agglomération* à la fin du printemps prochain.

Il n'est pas sûr que les moyens de cette future radio permettent sur le plan de *l'information des comparai*sons avantageuses avec Radio-Bellevue. A la naissance de la radio de service public sur le grand Lyon, cette dernière disposera de ses nouveaux studios et émettra dans des conditions confortables grâce à un accord *conclu* avec T.D.F. ■

CLAUDE RÉGENT.

(1) A l'exception notable de M. Jean-Claude Chuzeville, un homme « multimédias », qui avait quitté la radio avant l'arrivée en force de la F.M.T.R.

## La longue patience des stations alsaciennes

« NOUS *serons peut-être les derniers » :* c'est *l'amère* constatation que font bien des militants des radios locales privées alsaciennes. La situation n'est toujours pas clarifiée : si la com*mission consultative* des radios privées (commission Galabert) a déjà donné quelques indications sur le futur paysage *radiophonique* alsacien, le Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'a toujours pas voulu arrêter la liste des élus.

Pas voulu mais surtout pas pu : la *situation frontalière complique en effet* l'équation. Plus de trente-cinq dossiers, quelque douze fréquences ; une treizième a *été* accor*dée* par Télédiffusion de France lors d'une réunion à Colmar (Haut-Rhin) à la mi-décembre. Cette réunion, *précédée d'une autre rencontre* à Strasbourg, avait pour but de démêler l'écheveau actuel avec les représentants de *la commission Galabert* de Radio-France, des radios privées et de T.D.F. Deux difficultés ont été évoquées : les regroupements que *refusent* parfois les radios parce qu'ils obligent souvent à marier la chair et le poisson, et surtout l'irrup*tion sur* la bande F.M., *entre* 100 *et* 104 MHz, des radios privées suisses.

Dans la bataille des regroupements, l'inégalité des antennes est *flagrante : entre une station suscitée* et soutenue par *les Dernières Nouvelles d'Alsace* à Strasbourg (Radio-*Nuée bleue) — dont le quotidien* paye les journalistes, reproduit les programmes, accompagne les moindres initiatives — et les antennes *militantes* dans lesquelles les animateurs cotisent pour « causer dans le poste » le *déséquilibre est patent.*

Certaines des radios « commu*nautaires » se sont regroupées* dans la Fédération alsacienne des radios associatives (FARA) (1), qui plaide *pour qu'à la rareté des fréquences* réponde une priorité aux radios montées *« dans l'esprit de la loi ». « Il n'est pas normal que les radios de presse et les radios paracommerciales soient privilégiées »,* explique la Fédération.

Zone frontalière, l'Alsace hertzienne est un *territoire de passage.* Les ondes allemandes ou suisses occupent déjà largement le spectre du *88-100* mégahertz. Les dernières viennent de s'installer au-delà, entre 100 et 104. Pour certaines, illégalement. N'a-t-on pas découvert que *Radio-Italia, station privée,* s'adressait aux Suisses de langue italienne depuis un émetteur situé curieusement au sommet du Grand-Ballon, au-dessus de Guebwiller (Haut-Rhin) ? Pour d'autres, en toute légalité, si l'on en croit la direction générale des P.T.T. *de* Berne, qui écrivait aux animateurs de Radio-Dreyeckland-Sud-Alsace, brouillée depuis *le 1er novembre par Radio-Basilisk : « La France n'a jamais coordonné cette fréquence avec nous ; il ne pouvait y avoir de restriction protectrice. »* Et ce n'est là qu'un exemple du fouillis radiophonique du triangle frontalier, que des négociations internationales devraient trier au printemps 1984.

Le gel dans tout le Nord-Est français du spectre 100-104 par le ministère de la défense jusqu'en 1985 *contraste avec sa libération par les* autorités helvétiques. De là à voir le souci des Suisses d'occuper les fréquences avant que les Français s'y décident, il n'y a qu'un pas, que franchissent bien sûr les radios haut-*rhinoises ainsi brouillées.* Au moins jusqu'à ce qu'elles puissent rejoindre, en deçà de 100 *mégahertz,* une *fréquence légale et protégée.*

*On n'ose plus avancer de date* pour la décision de la Haute Autorité ; en première session, elle avait souhaité que soient revus les dossiers alsaciens ; il y a quelques semaines encore, Mme Michèle Cotta, sa présidente, évoquait dans une lettre à Radio-Dreyeckland son souci de voir autoriser en Alsace *« le plus grand nombre de projets radiophoniques ».* En l'état, la liste ne comporterait pas plus de treize stations, huit dans le Bas-Rhin dont quatre à Strasbourg, *cinq dans le Haut-Rhin* dont deux au moins à Mulhouse.

*Paradoxe* ; la région où survit la plus ancienne des radios libres des années 70, Radio-Verte Fessenheim devenue Radio-Dreyeckland, n'a toujours pas été organisée. Les retards multiplient les frustrations *feintes ou légitimes : feintes* quand les dossiers sont ceux de radios fantômes créées par d'autres en vue d'un fictif regroupement ; *légitimes* quand des radios agonisent d'attendre, sans aucune garantie. Il y a six ans, les militants de la radio libre apprenaient la clandestinité dans les Vosges et le vignoble. Aujourd'hui, ils voient leurs travaux s'effilocher *dans les lenteurs administratives.*

JACQUES FORTIER.

(1) Fédération alsacienne des radios associatives, 14, boulevard de Nancy, 67000 Strasbourg.

## MEDIAS DU MONDE

### GRANDE-BRETAGNE

#### Reuter en Bourse

Le conseil d'administration de l'agence Reuter s'est prononcé en faveur de la cotation en Bourse de la société. Cette décision soulève de vives protestations en Grande-Bretagne, notamment de la part de l'opposition travailliste qui y voit *une menace sur l'intégrité* et la qualité des services de l'agence. Le conseil de surveillance, garant *de l'indépendance de Reuter,* devra se prononcer sur ce projet, dont les détails sont encore confidentiels. Ainsi, on *ne* sait pas quelle part du capital de la société *sera ouverte à l'investissement* privé.

Reuter appartient pour le mo*ment* pour 41 % à la *presse* nationale britannique par l'intermédiaire d'une association d'éditeurs. Une part équivalente est contrôlée *par la presse régionale,* le reste du capital étant réparti entre des groupes de presse *irlandais, néo-zélandais et* australiens. Très récemment, l'agence Reuter s'est associée au projet de création d'une agence internationale d'images proposé par Visnews.

Reuter a *été fondée en* 1851 par Paul-Julius Reuter, fils d'un rabbin allemand. L'agence passa rapidement des pigeons voyageurs au télégraphe pour s'intéresser aujourd'hui au satellite. Parmi un catalogue impressionnant de scoops historiques, Reuter *fut la première à annoncer* l'assassinat de Lincoln, l'armistice de 1918, le rapport Khrouchtchev *sur la déstalinisation* et l'envoi du premier homme dans l'espace.

#### Vidéo a la pompe

*Initiative originale sur le marché* de la vidéocassette, la compagnie pétrolière B.P. vient de signer un *accord* de distribution avec deux sociétés, Intervision et Videoform. Cinq cents stations-service, sur *les trois mille* trois cents du réseau B.P., commercialiseront des vidéocassettes, ce qui fait de B.P. une des chaînes de vente vidéo les plus importantes en Grande-Bretagne. Ouvertes tard *le* soir et le week-end, les stations-service sont des points de vente intéressants pour ce type de distribution. Elles ont, de plus, une clientèle essentiellement masculine, et ce *sont les hommes qui dépensent* le plus pour la vidéo en Grande-Bretagne.

### ALLEMAGNE DE L'OUEST

#### Câble en Rhénanie

La Land de Rhénanie-Palatinat vient de *mettre en place à* Ludwigshafen un institut pour la communication par câble. Cette insti*tution, qui emploie plus de* quarante personnes, est chargée de coordonner et de contrôler le câblage de la province. L'installation du réseau doit démarrer à partir de janvier 1984 et progresser au rythme de quarante-cinq mille foyers raccordés par an. Les *abonnés au réseau bénéficieront* de 24 canaux de télévision (en grande partie des chaînes de télévision étrangères dont les trois chaînes françaises) et de 24 canaux radio. Ils devront acquitter pour cela un abonnement de 11 marks par mois, 5 pour les *programmes* et 6 pour l'accès au réseau.

### ETATS-UNIS

#### Des cassettes à 20 dollars

Media Home Entertainement a *annoncé sa décision de casser les* prix sur le marché de la vidéo grand public en proposant dès le printemps prochain des cassettes pré-enrégistrées à 19,95 dollars pièce. Pour stimuler le marché de la vente et de la location, un certain nombre d'éditeurs avaient déjà ramené *le* prix des vidéocassettes de 80 dollars à 39,95 dollars l'an dernier.

D'après de récentes études, le marché américain de la vidéocassette pré-enregistrée est évalué à 198 millions de dollars, contre 582 millions de dollars pour les cassettes vierges. Le nombre de cassettes louées entre avril 1982 et mai 1983 est estimé à 52,5 millions d'unités. La télévision payante est le principal ennemi du marché de la cassette pré-enregistrée. On estime en effet *que 60 % des abonnés* enregistrent des films sur leur magnétoscope, soit un total de 12,9 *millions* de copies *pour* les six dernièrs mois, et environ 11 copies par foyer abonné.

#### Time abandonne le télétexte

Le groupe Time Inc. a décidé de ne pas poursuivre son expérience *d'édition* d'un magazine *télétexte (le Monde Dimanche* du 6 novembre). Ce projet d'un service de *5000 pages d'information était* testé auprès de deux cent cinquante personnes sur deux ré*seaux* câblés de Californie. L'évaluation de ce premier test montre que les utilisateurs ne consultent le magazine que quinze minutes par jour et par foyer. Les responsables *du groupe Time* estiment que ce faible intérêt est dû à l'impossibilité de proposer des services *interactifs tels que* les transactions bancaires ou l'achat à domicile. Ils jugent de plus que le coût des décodeurs est encore trop élevé et que leur fiabilité reste limitée.

De son côté, Warner Communication, un des plus gros investis*seurs dans* le câble aux Etats-Unis, envisage de développer un service télématique à Pittsburgh dès l'année prochaine. Pour disposer d'un minimum d'interactivité, *Warner utilise* à la fois le câble et les lignes téléphoniques et associe Bell Atlantic à ses investissements.

## L'Abbaye Saint-Wandrille

Depuis 1951, l'abbaye *de* Saint-Wandrille *publie, chaque* année, une brochure retraçant l'histoire du monastère ; on y retrouve également des études spirituelles, hagiographiques, des chroniques, etc. La collection de ces fascicules englobe désormais l'histoire géné*rale complète de l'abbaye, depuis sa fondation en 649 jusqu'à nos* jours.

De nombreux autres thèmes restent à étudier : le temporel, les prieurés, la vie intellectuelle, les biographies de personnages de premier plan, etc. Parmi ces derniers, Dom Joseph POTHIER (1835-1923), abbé de Saint-Wandrille, paraissait tout indiqué comme sujet *central de la brochure de cette année. En effet, en 1883, voici juste* cent ans, cet abbé publiait le premier livre de chant grégorien, dont il avait retrouvé les mélodies ; c'était le GRADUEL.

Son disciple et plus proche collaborateur, Dom Lucien David (†, en 1965), avait préparé une vie du Maître, près duquel il avait vécu. *C'est ce récit, d'un témoin remarquable, revu et parfois com*plété à la lumière des plus récents travaux, que l'on trouvera, pour une première partie, dans le fascicule 1983 de « l'Abbaye SAINT-WANDRILLE ».

N.B. — Le tirage de ce livret étant limité, il est recommandé de le retenir avant le 15 décembre. Prix : 23 F.

C.C.P. « Produits monastiques », Rouen 206-27 Z (pour revue Abb. S.-W.).





هكذا من الأصل



# Apologie du spot

*Mille quatre cents films par an bourrés d'invention et d'images luxueuses. Le film publicitaire, caviar de la télévision, se consomme à la petite cuillère. Pourquoi lui refuser ce que l'on a déjà accordé à l'affiche : la reconnaissance d'un art moderne et populaire ?*

LE film publicitaire a ses minerves comme le long métrage a ses césars (*le Monde* du 15 décembre 1983). Les petites statuettes ne viennent pas sanctionner l'efficacité commerciale. Celle-ci se mesure, à l'abri des regards indiscrets, avec des méthodes plus scientifiques. En courant les festivals comme son aîné, le spot cherche à gagner ses lettres de noblesse, son droit de cité dans la grande affaire de l'audiovisuel.

Les chiffres mesurent sa victoire : en 1983, la production française a atteint mille quatre cents films. Annonceurs et agences ont investi plus de 455 millions de francs, l'équivalent de soixante dix-huit métrages, soit près de la moitié de la production cinématographique française. Le cinéma publicitaire a ainsi distribué deux mille six cents rôles, fourni environ vingt-neuf mille journées de travail aux techniciens. Il mobilise une vingtaine d'agences et une trentaine de sociétés de production privées.

Au-delà du poids industriel, il y a le phénomène culturel. Dénoncé comme aliénation, comme opium d'une société de consommation dans les années 60, la publicité est devenue, grâce à la crise, un acte de foi dans la croissance introuvable, un refuge imaginaire pour une société malmenée. Les agences ont fait leur plein de contestataires, récupéré les détourneurs d'affiches, les plus audacieux et les ont lancés depuis 1968 à l'assaut de la télévision. Frustrés par les rediffusions, les téléspectateurs exigeants lorgnent de plus en plus vers les écrans publicitaires, où la création est quotidienne, l'invention constante. De maladie infantile, la boulimie de spots est en passe de devenir une épidémie généralisée. Au dernier sondage, plus de 60% des téléspectateurs avouaient leur publiphilie (*le Monde* du 3 novembre 1983).

Avec un budget moyen de 350 000 F la minute, le spot peut damer le pion à la plus prestigieuse des dramatiques. Les moindres trente secondes mobilisent une centaine de personnes, des concepteurs d'agences au réalisateur, en passant par les directeurs artistiques, les créateurs d'effets spéciaux, les décorateurs, les musiciens, les agences de *casting* (1). L'obligation de diffuser en 35 mm sur les chaînes nationales renforce encore la qualité de l'image et fait de la publicité française la plus luxueuse du monde. Face à l'asphyxie de la création télévisée, on se prend à regretter que les pouvoirs publics aient limité les recettes publicitaires de la télévision. Le spot, lui, en a profité pour se faufiler dans la mémoire des téléspectateurs. Comme tous les grands moments de télévision, la « pub » se raconte. Même si c'est avec une condescendance amusée : le plaisir ne trompe pas. Il suffit de feuilleter ce palmarès des minerves 1983. Les souvenirs se bousculent ; chaque image en appelle une autre (2).

● **Manpower.** Cet hymne froid, crépusculaire, à la solidarité industrielle, est l'exemple-type de la concentration expressive à laquelle parvient le spot. Il suffit qu'un ouvrier, bras écartés, s'inscrive dans la pièce manquante d'un puzzle métallique, comme le nu de Léonard de Vinci dans le logo de Manpower, pour que soit réhabilitée, en plein chômage, l'image de marque du travail temporaire. Un spot qui, comme dit le proverbe chinois, vaut bien dix mille mots. Cette réussite, c'est la consécration de l'agence R.S.C.G. et de la stratégie de M. Jacques Séguéla : faire de chaque produit une star en lui inventant un symbole, un style. Cela ne va pas sans risques : fondée sur le même principe (on se souvient du marathon électrique dans la ville qui s'éclaire peu à peu), la campagne de l'E.D.F. contre le dollar s'est embourbée dans un nationalisme de pacotille par excès de symbolisme. Entre une conception intelligente et un film réussi, c'est souvent la réalisation qui fait la différence. Celle de Manpower, lyrique, acérée, est signée Alain Franchet, une des stars incontestées du film publicitaire, à qui l'on doit cette année la brasserie Heineken et les lunettes déshabilleuses des slips Athéna.

● **Dim.** Le prix est allé à Claude Miller, le réalisateur de *Mortelle randonnée*, pour sa ballade de tendre voyeur sur les collants multicolores. Mais comment séparer ce dernier film de tous les épisodes qui l'ont précédé ? Feuilleton d'une émancipation féminine en trompe-l'œil, faussement conquérante, les films Dim déclinent depuis des années le même « jingle » et le même érotisme joyeux en épousant subtilement l'évolution de la mode et celle de nos fantasmes. On dit : « *Vous avez vu le dernier Dim* » comme on parle de Dallas. Le spot fait la nique aux séries télévisées. Avec plus de diversité. Coca-Cola, Hollywood chewing-gum ou Vittel offrent des comédies musicales bien enlevées. Darty, la Samaritaine ou le Loto enchaînent les gags dans la bonne tradition du comique français. Canada-Dry est le roi du film policier. Barilla et Don Patillo rivalisent dans la comédie à l'italienne. La palme revient sans nul doute à la saga de l'immortelle mère Denis qui, au crépuscule de sa carrière, continue à servir la propreté du linge français avec des accents de plus en plus gaulliens.

● **Gaston Jaunet.** Le jury a-t-il vraiment voulu distinguer la moue boudeuse de l'interprète féminine ? Les Français, eux, avaient les yeux rivés quelques centimètres plus bas pendant cette mémorable descente d'escalier digne du Casino de Paris. Malgré les recommandations de la Régie française de publicité et le projet de loi de Mme Yvette Roudy, le spot continue à déshabiller le corps féminin. Pour les uns, l'émotion de l'année aura été la naïade pulpeuse de Pacific ; pour les autres, c'est la femme ficelée de Buffalo. A moins qu'on ne préfère, infiniment plus suggestive, « l'ingénue-endormie-dans-un-train » des parfums Williams. Images fugaces, habilement frustrantes. Mais à tous ceux qui voudraient revivre ces moments de désir éphémères, le spot Telefunken donne la solution : le magnétoscope.

● **Chanel n° 5.** Lignes de fuite d'un jardin à la française, d'un piano, d'une façade de gratte-ciel en fondu enchaîné bleu nuit. Le comble de la sophistication, signé par Ridley Scott, le réalisateur de *Blade Runner*. Le spot est aussi le terrain de l'avant-garde esthétique (le délire graphique de Jean-Paul Goude pour Lee Cooper), à l'affût des effets spéciaux (les vidéo-monstres de Philips) ou des images de synthèse (la chaudière à gaz). A l'inverse, il joue parfois avec un clin d'œil ironique des bonnes vieilles références du cinéma. Souvenez-vous : Pagnol revisité par les biscottes Clément, Pioneer ménageant des suspenses à la Hitchcock et Wrangler reprenant l'atmosphère et les décors exacts du *Délivrance* de John Boorman.

● **Eram.** Ivre de son succès, le spot pousse l'audace jusqu'au risque de choquer et fait reculer, l'air de rien, les frontières de la pudibonderie sociale. Après l'étrange ballet des veuves noires, les chaussures Eram marient les homosexuels en blouson de cuir aux grandes bourgeoises en tailleur chic. Fantasme du milieu très particulier de la publicité ? Peut-être, mais diffusé dans des millions de foyers. Serge Gainsbourg n'a-t-il pas chanté pour Gini le charme des amours à trois ?

La liste pourrait continuer. De référence en référence, on sent bien que c'est toute une étrange culture qui peu à peu se sédimente. Le spot publicitaire constitue une sorte de livre d'heures de notre civilisation occidentale. Comment pourrait-on lui refuser ce que l'on a déjà accordé à l'affiche : la reconnaissance d'un art moderne et populaire ? Le philosophe allemand Theodor Adorno écrivait que « *l'art est la magie délivrée du mensonge d'être vraie* ». Il ne connaissait pas encore le spot publicitaire. Ma fille, qui est née avec, donnait à cinq ans cette définition : « *La pub, c'est une histoire courte qu'on raconte aux enfants.* »

JEAN-FRANÇOIS LACAN. ■

(1) Sociétés spécialisées dans la recherche de comédiens et de figurants.

(2) A défaut d'une cinémathèque encore à venir, on peut se procurer l'excellent numéro hors-série de *Médias* : « *L'album 1984* », un panorama en images de toute la production de spots publicitaires de l'année écoulée.

## les films

PAR JACQUES SICLIER

* A VOIR,
** GRAND FILM

**LUNDI 2 JANVIER**

### SINDBAD LE MARIN *

**Film américain de Richard Wallace (1946), avec D. Fairbanks Jr, M. O'Hara, W. Slezak, A. Quinn.**

**TF 1, 16 h 35 (110 mn).**

*Imagerie d'aventures orientales inspirées par les « Mille et une nuits ». Sans avoir la prestance de son père, Fairbanks Jr se défend bien.*

### CES MERVEILLEUX FOUS DANS LEURS DROLES DE MACHINES *

**Film anglais de Ken Annakin (1965), avec S. Miles, S. Whitman, J. Fox, A. Sordi, R. Morley, J.-P. Cassel.**

**TF 1, 20 h 35 (130 mn).**

*Une course d'avions Londres-Paris en 1910. Un générique avec dessins de Ronald Searle, beaucoup d'humour et les appareils aériens de l'époque. Très british, en somme.*

### LA SCOUMOUNE

**Film français de José Giovanni (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Cardinale, M. Constantin, M. Peyrelon, E. Lucero.**

**FR3, 20 h 35 (100 mn).**

*Truands et amitié virile, un coup de rétro dans la traversée des années 30-40. Belmondo reprend le rôle qu'il avait tenu en 1961 dans* Un nommé La Rocca *de Jean Becker, première version du roman de Giovanni, ici metteur en scène !*

**MARDI 3 JANVIER**

### LA GRANDE COURSE AUTOUR DU MONDE *

**Film américain de Blake Edwards (1965), avec J. Lemmon, T. Curtis, N. Wood, P. Falk, K. Wynn.**

**TF 1, 16 h 5 (145 mn).**

*Une course d'automobiles New-York-Paris (pas facile, vous savez... en 1908). Les héros ne sont jamais fatigués, les bagnoles d'époque sont pittoresques et les gags parfois un peu trop gonflés, comme le budget du film.*

### LE CHOIX DES ARMES **

**Film français d'Alain Corneau (1981), avec Y. Montand, G. Depardieu, C. Deneuve, M. Galabru, G. Lanvin.**

**A 2, 20 h 40 (130 mn).**

*Un jeune truand en cavale perturbe la vie d'un ancien, retiré du « milieu ». Sur un scénario de Michel Grisolia, une véritable tragédie des malentendus opposant les comportements – ches les policiers aussi – de deux générations. Corneau décrit, magistralement, l'engrenage social de la délinquance et de la violence. Les acteurs sont prodigieux.*

### LE CHAT *

**Film français de Pierre Granier-Deferre (1970), avec J. Gabin, S. Signoret, A. Cordy, J. Rispal.**

**FR3, 20 h 35 (85 mn).**

*Face à face haineux et douloureux d'un vieux couple dans un pavillon de banlieue. Atmosphère Simenon garantie dans le décor social et les rapports psychologiques.*

**JEUDI 5 JANVIER**

### LE JEU DE LA POMME *

**Film tchèque de Véra Chytilova (1976), avec D. Blahova, J. Menzel, E. Steinmarova (v.o. sous-titrée).**

**FR3, 20 h 40 (91 mn).**

*Par l'auteur des* Petites Marguerites, *la vision burlesque et grinçante d'une maternité de Prague où les médecins appliquent la loi du machisme. Une jeune sage-femme même le jeu de la liberté. Échos du « printemps de Prague ».*

**VENDREDI 6 JANVIER**

### PARADIS PERDU *

**Film français d'Abel Gance (1939), avec F. Gravey, M. Presle, E. Popesco, R. Le Vigan, Alerme, G. Landry, U. Marken (N.).**

**A 2, 23 h (85 mn).**

*Un amour brisé par la guerre de 14 et l'ombre d'un autre conflit sur la vieillesse d'un homme. Style intensément dramatique et lyrique. Deux beaux rôles pour Micheline Presle.*

**DIMANCHE 8 JANVIER**

### LE DERNIER METRO **

**Film français de François Truffaut (1980), avec C. Deneuve, G. Depardieu, J. Poiret, H. Bennent, A. Ferreol, S. Haudepin.**

**TF 1, 20 h 35 (135 mn).**

*La vie d'un théâtre parisien – dont le directeur, juif, est caché par sa femme – sous l'occupation. Comédie permanente jouée aux collabos et à la Gestapo, rapports de l'illusion scénique et de la vérité humaine. Au-delà d'une reconstitution historique très réussie, un hommage de Truffaut au spectacle, aux acteurs et aux femmes.*

### EN QUATRIÈME VITESSE *

**Film américain de Robert Aldrich (1955), avec R. Meeker, A. Dekker, P. Stewart, M. Carr, M. Cooper, C. Leachman (v.o. sous-titrée, N.)**

**FR 3, 22 h 30 (80 mn).**

*Un détective privé sorti de chez Mickey Spillane, des femmes étranges et dangereuses, le redoutable secret d'un « trésor » : film noir ou conte de sorcières ? Cette œuvre à la mise en scène survoltée est quasiment devenue mythique.*

## Les soirées de la semaine

| | LUNDI 2 | MARDI 3 | MERCREDI 4 | JEUDI 5 | VENDREDI 6 | SAMEDI 7 | DIMANCHE 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TF 1 | 20 h 35 Film : Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines, de Ken Annakin. 22 h 50 Passion-passions, le magazine pluridisciplinaire. | 20 h 35 Commissaire Nicole Bouton, de P. Arnal. Sketches d'une femme commissaire. 22 h 30 Variétés : Bal de nuit. L'orchestre d'Eddy Barclay des années 50. | 20 h 35 Edition spéciale : le pacifisme. Comment vivre avec la menace d'une guerre nucléaire. 21 h 55 Musique au village : Dimitri Markevitch. 22 h 40 Histoires naturelles. | 20 h 35 Téléfilm : Deux filles sur un banc. Mirage d'amour. 22 h 10 Téléthèque : Arnaud des Jardins ou l'Orient en 16 mm. | 20 h 35 Variétés : Porte-bonheur. P. Sabatier, J. Birkin... 21 h 55 Feuilleton : La chambre des dames. Avec Marina Vlady. 22 h 55 Bravos, Magazine du spectacle. | 20 h 35 Série : Julien Fontane. Enquête policière. 22 h 15 Droit de réponse. A quoi sert la télévision. | 20 h 35 Film : Le Dernier Métro, de F. Truffaut. 22 h 50 Sports dimanche. |
| A 2 | 20 h 35 Magazine : L'heure de vérité. Avec M. Laurent Fabius. 21 h 50 Le petit théâtre : Parlons français, de Ionesco. 22 h 35 Histoires courtes. | 20 h 40 Les dossiers de l'écran : Le Choix des armes, film d'Alain Corneau. 22 h 50 Débat, Yves Montand face aux téléspectateurs. | 20 h 35 Téléfilm : Aéroport, issue de secours. Rapt d'un enfant. 21 h 55 Magazine : Cinéma-cinémas. Le dernier jour de la vie de F. S. Fitzgerald... | 20 h 35 Série : Marco Polo. Aventures au bout du monde. 21 h 40 Résistance, magazine des droits de l'homme. Le Brésil, la Pologne... | 20 h 35 Feuilleton : Fabien de la Drôme, de S. Lorenzi. 21 h 35 Apostrophes. Les intellectuels et la vérité. 23 h Ciné-club : Paradis perdu, d'Abel Gance. | 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker. Avec Nana Mouskouri. 22 h Magazine : Les enfants du rock. Spécial Quincy Jones. | 20 h 35 Jeux : La chasse aux trésors, dans le Vercors. 21 h 40 Document : Antigone ou la nostalgie de Byzance. 22 h 35 Magazine : Désir des arts. Balthus ou Braque. |
| FR 3 | 20 h 35 Film : La Scoumoune, de José Giovanni. 22 h 35 Thalassa. La planche à voile en Bretagne. 23 h 20 Prélude à la nuit. J.S. Bach. | 20 h 35 Film : Le Chat, de Pierre Granier-Deferre. 22 h 20 Prélude à la nuit : D. Milhaud. | 20 h 35 Variétés : Jacques Higelin. Au Casino de Paris. 21 h 50 Feuilleton : Exil. Série en sept épisodes. Deux hommes contre le nazisme. 23 h Prélude à la nuit : C. Chaminade. | 20 h 40 Cinéma sans visa : Le Jeu de la pomme, de V. Chytilova. 22 h 10 Témoignages. 23 h Prélude à la nuit : C. Debussy. | 20 h 35 Vendredi : Que sont mes camarades devenus ? d'A. Campana. En Arménie soviétique. 21 h 50 Variétés : Ben Zimet. Folklore yiddish. 22 h 45 Prélude à la nuit : Mozart. | 20 h 35 Série : L'univers du rire. Une série de troids émissions. Jerry Lewis, Bing Grosby... 21 h 30 La vie de château, de J.-C. Brialy. Une nouvelle émission. 22 h 20 Musiclub : Le mime Marceau. | 20 h 35 Téléfilm : Le Recours aux armes, de F. Barnett et J.-L. Philippon. 21 h 30 Saint-Julien l'Hospitalier, d'après G. Flaubert, réal. U. Laugier. 22 h 30 Cinéma de minuit : (cycle Aspect du « film noir ») : En 4e vitesse. 0 h 10 Prélude à la nuit. Gabrielli. |

# TÉLÉVISION

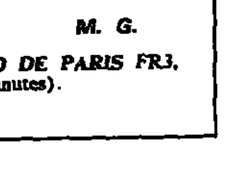
Musiques

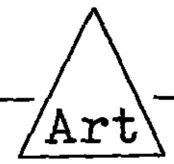
## Higelin en direct

FILS de Belzébuth, saltimbanque *underground*, comédien cabotin, musicien ou bateleur. Jacques Higelin est présent dans toute sa splendeur, pris en gros plans ou à distance dans les profondeurs tape-à-l'œil du *Casino de Paris*. Chaleureux, extravagant, provocateur et tendre, il est si gentil qu'il a permis à Gilles Daudé de l'enregistrer pour la première fois dans les conditions du direct : dix caméras, trois jours de tournage, des effets de lumière spécialement étudiés pour les besoins du petit écran. Le tout pour une heure de plaisir aux tempos d'accordéon, de guitare, avec Emmanuel Roche aux percussions, Yvon Guillard à la trompette, Alain Guillard au saxophone, Didier Malherbe à la flûte.

*M. G.*

★ *HIGELIN AU CASINO DE PARIS FR3*, mercredi 4 janvier, 20 h 35 (55 minutes).





Art

## Les fresques déshabillées

IL a le regard bleu d'un chat persan, une voix chaude, profonde, capable de faire vibrer n'importe quel tympan aux mystères des civilisations. Jean-Marie Drot nous offre une douce promenade hivernale aux confins de l'art de l'Europe, à la découverte de l'art byzantin. Pour ne pas s'ennuyer, le réalisateur est accompagné d'une belle comédienne grecque (Antigone Amanitou), amoureuse transie d'Athenaïs-Eudoxie, la jeune impératrice païenne morte vers 460 de notre ère après s'être convertie au christianisme.

Une caméra légère déshabille les fresques byzantines et nous les montre toutes nues. Pendant ce temps, le documentaire traverse à grandes enjambées un millénaire en quelques minutes. C'est une promenade amicale, imaginaire, née dans l'esprit de Jean-Marie Drot, nous dit-on. Très snob aussi, et si sophistiquée que certains téléspectateurs trouveront cette randonnée un peu prétentieuse.

M. G.

★ ANTIGONE OU LA NOSTALGIE DE BYZANCE, FR 3, dimanche 8 janvier, 21 h 40 (55 minutes).



Variétés

## Ben Zimet et le folklore yiddish

BEN Zimet, c'est qui ? Un mage, un grand sage, ou un coquin ? Au premier coup d'œil, c'est une longue barbe de prophète, une redingote noire de rabbin, un tout petit chapeau noir, une voix haute et profonde, des épaules costaudes. L'homme a la majesté d'un prince russe, vient d'une contrée proche d'Anvers, est originaire de Pologne, et s'est installé, dans le Tarn. C'est donc un voyageur, qui se distingue des vulgaires routards par sa capacité peu commune de raconter des histoires ou de chantonner des rengaines. Des histoires à dormir debout, bien sûr. Des contes des Mille et Une Nuits, tricotés par le peuple juif de la Diaspora d'Europe, des palabres de grands sages dans de tout petits villages perdus dans d'immensesespaces.

Mais Zimet, selon son humeur, chante aussi des mélodies hébraïques d'inspiration liturgique, d'une voix d'entonnoir, sortie d'un gosier d'où s'échappent des milliers de mots, qui se font immédiatement images, tirés du yiddish. Alors on part en voyage aux confins de l'Europe, dans les maisons obscures des ghettos de Pologne, on traverse les plaines russes.

La réalisation, signée Jean-Paul Sassy, est un mélange de décors réels (le Tarn) et artificiels (superbes) et s'offre parfois quelques folies surréalistes. Ben Zimet, éternel vagabond, traverse de long en large le ciel étoilé et nous emporte comme un enfant dans le plus beau des contes de Noël.

MARC GIANNÉSINI.

★ BEN ZIMET OU LA BALLADE DU PETIT JUIF QUI A TROUVE UNE DEMI-LUNE DANS UN CHAMP DE MAIS, FR 3, vendredi 6 janvier, 21 h 50 (55 minutes).

## LUNDI 2 JANVIER

### TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annick.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Série : La petite maison dans la prairie.
14 h 35 Destination Noël.
16 h 15 Le village dans les nuages.
16 h 35 Film : Sindbad le marin, de Richard Wallace.
18 h 25 Livres divers, livres d'hiver.
18 h 30 Bonjour les fêtes.
18 h 35 Variétoscope.
18 h 45 Dessin animé.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Heu-reux, avec F. Raynaud.
19 h 50 Regards feutrés.
20 h Journal.
20 h 35 Film : Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines, de Ken Annakin.
22 h 45 Entracte.
22 h 50 Passion-passion.
Magazine de P. Desfons et A. de Gaudemar
*Nicolas Frize, compositeur de musique contemporaine ; une adaptation des aphorismes de G.-C. Lichtenberg ; vidéo : jeux électroniques ; Henri Cartier-Bresson, etc.*
23 h 35 Journal.
23 h 50 Vivre en poésie.

### A 2

12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Drôles de dames.
15 h 45 Cette semaine sur A 2.
16 h Reprise : Apostrophes.
La bonne humeur (dif. le 30 décembre).
17 h 10 La télévision des téléspectateurs.
17 h 40 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : l'heure de vérité, de F.-H. de Virieu.
*Avec M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche.*
21 h 50 Le petit théâtre.
« Parlons français », de E. Ionesco. Avec l'auteur, C. Pieplu, Ch. Meyer...
*Une adaptation d'une pièce d'Eugène Ionesco tournée en décors naturels. Cocasse, très bien interprétée, une réussite.*
22 h 35 Histoires courtes.
« Ne va jamais seul dans les montagnes », de A.B. Hernandez.
23 h 05 Journal.

### FR 3

14 h 30 Émissions pour la jeunesse.
17 h Télévision régionale.
*Programmes autonomes des douze régions.*
19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : la Scoumoune, de José Giovanni.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Thalassa.
Magazine de G. Pernoud. *« La Torche 83 », planche à voile en Bretagne.*
23 h 20 Prélude à la nuit.
*« Sonate en mi bémol majeur » de J.-S. Bach interprétée par G. et B. Picavet, pianistes.*

### PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Histoire du Vietnam ; 21 h, *Rends-moi la clé*, film de Gérard Pirès ; 22 h 40, Entre amis.
- T.M.C., 19 h 35, Dallas ; 20 h 40, *les Créatures de l'ombre*, film de John Nezland ; 21 h 55, Vidéo-solo.
- R.T.B., 20 h, *la Tour infernale*, film de John Guillermin.
- TELE 2, 20 h, Fame ; 20 h 30, chansons souvenirs, avec Annie Cordy ; 21 h 50, informations agricoles.
- T.S.R., 20 h, Marlowe ; 20 h 50, Tango (2e partie) ; 21 h 20, Case ouverte : Albert Perronne.

## MARDI 3 JANVIER

### TF 1

11 h 30 Vision plus ; 12 h : Le rendez-vous d'Annik ; 12 h 30 : Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Série : La petite maison dans la prairie ; 14 h 35 : Destination Noël ; 15 h 45 : Le village dans les nuages.
16 h 05 Film : la Grande Course autour du monde, de Blake Edwards.
18 h 25 Livres divers, livres d'hiver ; 18 h 35 : Variétoscope ; 18 h 55 : 7 heures moins cinq ; 19 h : Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Jeu : Les petits drôles.
19 h 50 Regards feutrés.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Commissaire Nicole Bouton. Réal. P. Arnal.
*Sketches sur la vie quotidienne d'une femme commissaire. Le spectacle créé à la Cour des miracles, « Commissaire Nicole Bouton » a été repris à la Comédie des Champs-Elysées. Une sélection des meilleurs moments.*
22 h Entracte.
22 h 30 Variétés : Bal de nuit. Réal. P. Audoir.
*Eddy Barclay reconstitue son orchestre des années 50 et invite Darry Cowl, Jean Lefèvre et Michele Freeman.*
23 h Journal.
23 h 15 Vivre en poésie.

### A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Drôles de dames.
15 h 45 Reprise : opéra sauvage Zimbabwe (diff. le 1er janvier).
16 h 40 Entre vous. De L. Bériot.
*Les métiers d'art.*
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Les Dossiers de l'écran : le Choix des armes. Film d'Alain Corneau.
22 h 50 Débat : Yves Montand face aux téléspectateurs.
23 h 15 Journal.

### FR 3

14 h 30 Emissions pour la jeunesse.
17 h Télévision régionale.
*Programmes autonomes des douze régions.*
19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Film : le Chat, de Pierre Granier-Deferre.
22 h Journal.
22 h 20 Prélude à la nuit.
*Suite pour ondes Martenot et piano de D. Milhaud interprétée par Y. et J. Loriod.*

### PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20h, « L'homme qui valait trois milliards » ; 21 h, *le Voyou*, film de Claude Lelouch.
- T.M.C., 19 h 35, La légende d'Adams et de l'ours Benjamin ; 20 h 40, *Hardi Pardaillan*, film de Bernard Borderie ; 22 h 15, *Entre amis*.
- R.T.B., 20 h 05, Marco Polo ; 21 h 05, Vidéogam ; 21 h 50, Salut l'artiste ; 23 h 05, Tribune économique et sociale.
- TELE 2, 20 h, Fame ; 20 h 50, Téléfilm : Gustave III.
- T.S.R., 20 h 05, La chasse aux trésors ; 21 h 10, Kiri Te Kanawa.

## MERCREDI 4 JANVIER

### TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annick.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
13 h 50 Vitamines.
16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
16 h 45 Temps X.
17 h 40 Info jeunes.
17 h 55 Jack spot.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 heures moins cinq.
19 h Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
19 h 50 Regards feutrés.
19 h 53 Tirage de la Loterie.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Edition spéciale : Le pacifisme. Comment vivre avec la menace d'une guerre nucléaire ?
*Avec André Glucksmann, philosophe, écrivain, Mme Simone Veil, député au Parlement européen, Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F.*
21 h 55 Musique au village réal. F. Reichenbach.
*Un récital donné par Dimitri Markevitch en l'église d'Oinville. Des œuvres de Bach, Kodaly, Prokofiev.*
22 h 40 Histoires naturelles.
*Le saumon de minuit.*
23 h 10 Journal.

### A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Les carnets de l'aventure.
14 h 25 Dessins animés.
15 h Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
*Avec Madison 60, Jimmy Cliff...*
17 h 45 Terre des bêtes
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Aéroport.
Issue de secours, réal. J. Bunel.
*Rapt d'un enfant dans un aéroport*
21 h 15 Magazine, kidnapping d'un enfant dans un aéroport.
Cinéma-cinémas
de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
*Une reconstitution du dernier jour de la vie de l'écrivain Scott Fitzgerald; un portrait de Catherine Deneuve; le cinéma chinois...*
23 h Journal.

### FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les jeux.
20 h 35 Variétés : Jacques Higelin.
Retransmission du spectacle donné au Casino de Paris.
*(Lire notre article ci-contre).*
21 h 30 Journal.
21 h 50 Feuilleton : Exil.
d'après L. Feuchtwanger, réal. E. Günther; avec K. Löwitsch, L. Martini, V. Glowna...
*1935 : un journaliste d'origine juive et un musicien allemand, tous les deux quitteront leurs pays pour monter un journal à Paris. Commence le combat contre le nazisme. Un feuilleton en sept épisodes insipides.*
23 h Prélude à la nuit.
Concertino, *de C. Chaminade interprêté par J. Galway (flûte).*

### PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Le souffle de la guerre ; 21 h, *Custer, homme de l'Ouest*, film de Robert Siodmak.
- T.M.C., 19 h 35, Alerte dans l'espace ; 20 h 40, *la Belle Vie*, film de Robert Enrico.
- R.T.B., 20 h, Risquons tout ; 21 h 05, *le Parrain* ; 22 h, Document artistique.
- TELE 2, 20 h, Fame.
- T.S.R., 20 h 5, *le Meilleur des mondes possibles*, film de Lindsay Anderson ; 23 h, Quand l'ordinateur dessine.

## JEUDI 5 JANVIER

### TF 1

11 h 30 Vision plus ; 12 h, Le rendez-vous d'Annik ; 12 h 30, Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Objectif santé.
18 h Série : Le neveu d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages ; 18 h 40, Variétoscope ; 18 h 55, 7 heures moins cinq ; 19 h, Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Deux Filles sur un banc. De A. Le Page et C. Watton, réal. A. Ferrari. Avec E. Wiener.
*Georgette et Marie, invitées à un mariage, rencontrent deux hommes libres, aimables, gais et se laissent prendre au mirage de l'amour.*
22 h 10 Téléthèque : Arnaud des Jardins ou l'Orient en 16 mm. Réal. C. Laporte.
*Le portrait d'un orientaliste à travers les extraits les plus significatifs de ses œuvres télévisées.*
23 h 10 Journal.

### A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Téléfilm : Faute professionnelle. Réal. M. Lindsay-Hogg.
*Deux professeurs anglais luttent contre la répression totalitaire en Tchécoslovaquie.*
16 h 20 Un temps pour tout.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Marco Polo, de D. Butler et G. Montaldo.
*Quatrième épisode des aventures du grand voyageur. Très lent.*
21 h 40 Résistances.
Magazine des droits de l'homme, de B. Langlois. *Brésil : mourir de faim ; Pologne : parole de clandestin ; Débat à l'occasion du 35e anniversaire de la ligue des Droits de l'homme.*
22 h 55 Journal.

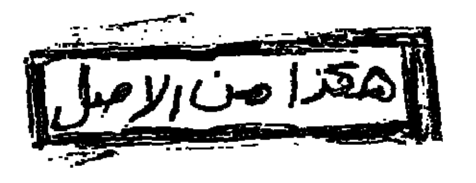
### FR 3

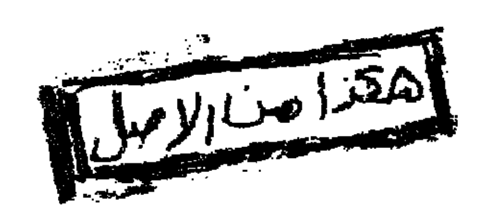
17 h Télévision régionale.
*Programmes autonomes des douze régions.*
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les jeux.
20 h 40 Cinéma sans visa : le Jeu de la pomme, film tchécoslovaque de Véra Chytilova.
22 h 10 Témoignages.
*Avec A. Liehms, écrivain tchèque émigré en France ; L. Pernoud, écrivain ; E. Bouix, comédienne, et S. Toubiana, rédacteur en chef des « Cahiers du cinéma ».*
22 h 40 Journal.
23 h Prélude à la nuit.
*Sonate pour flûte, alto et harpe de C. Debussy, interprétée par C. Cantin, flûte ; B. Pasquier, alto ; C. Michel, harpe.*

### PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, « La croisière s'amuse » ; 21 h, Dallas ; 22 h, R.T.L.-Plus.
- T.M.C., 19 h 35, Le tourbillon des jours ; 20 h 40, *les Noces vénitiennes*, film de Cavalcanti.
- R.T.B., 20 h, Autant savoir ; 20 h 30, *le Dernier Métro*, film de François Truffaut ; 22 h 35, Carrousel aux images.
- TELE 2, 20 h, Fame ; 20 h 50, Concert.
- T.S.R., 20 h 5, Temps présent ; 21 h 10, Dynastie ; 22 h 10, Hockey sur glace.







# TÉLÉVISION

## Documentaire

# Photo de classe en Arménie soviétique

LES réalisateurs Serge Avedikian et Jacques Kebadian travaillent souvent ensemble, et leur habitude, depuis quelque temps, est d'évoquer ce qu'ils connaissent le mieux : la question arménienne, puisque tous deux, fils d'Arméniens, font partie de cette diaspora condamnée à l'exil dans les années 20 à la suite des massacres que l'on sait, massacres que l'ONU a enfin reconnus récemment.

Avedikian est né à Erevan, en Arménie soviétique, parce que ses parents, en 1947, avaient préféré repartir des alentours de Marseille, où ils *s'étaient réfugiés pour rejoindre ce qu'on leur promettait être une nouvelle patrie.* En 1970, ils sont revenus ; aujourd'hui Avedikian a choisi la nationalité française. Il aura vécu au total quinze ans — *l'enfance* et l'adolescence — en Arménie communiste. Il propose ici un retour au pays, le récit de retrouvailles qui ont eu lieu en 1982. L'école où il a appris à lire est restée la même. On boit toujours beaucoup de vodka, les églises sont chaque fois plus pleines. Ses camarades de classe sont devenus qui comédien, qui conducteur de train, qui entraîneur de football. Une autre, Anahide, est programmatrice, *et a « du mal à programmer sa vie ».* Sans compter ceux dont il n'a pas retrouvé la trace. L'idée de la « photo de classe vingt ans après » n'est pas neuve. Elle prend ici un relief un peu différent ; car la réalité arménienne, les conditions d'existence de ce peuple, ne sont pas les mêmes à l'Est et à l'Ouest.

Déjà, dans leur enquête en deux parties, intitulée *Sans retour possible* (diffusée récemment par Antenne 2), Avedikian et son compère Kebadian faisaient bien sentir le fossé — par de simples images —, ces jours de Pâques où rien du folklore *ancien n'a changé, où l'histoire semble s'être arrêtée.* Pas de doute, de l'autre côté du rideau de fer, la tradition est restée plus forte.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ VENDREDI : « QUE SONT MES CAMARADES DEVENUS ? », FR 3, vendredi 6 janvier, *20 h 35.*

## Cinéma

# Les soupers de Brialy

CHAQUE samedi, à partir du 7 janvier (sur FR 3, à 21 h 30), Jean-Claude Brialy recevra ses amis dans son château de Monthyon. Trois vedettes du cinéma, du théâtre ou de la télévision interviewées une par une par l'acteur-metteur en scène.

*« Des intimes, des amis,* précise-t-il, *des stars, bien sûr, mais aussi des inconnus que je connais personnellement et qui parleront donc librement avec moi. »* Lesquels ? Jean-Claude Brialy se refuse à citer un seul de ces noms, *« tous des gens de qualité »*, précise-t-il, qui, après un souper aux *chandelles (nous n'y participons pas)* se confieront à l'acteur. Surprise, intimité, complicité, décontraction, la vie de château, quoi !

M. G.

★ LA VIE DE CHATEAU, FR 3, samedi 7 janvier, 21 h 30 (30 minutes).

## Téléfilm

# Flaubert colorié

COMMENT raconter une histoire belle et cruelle avec un minimum de moyens techniques, sans acteur ni décors réels ? C'est simple. Ulysse Laugier (INA) prend *la Légende de saint Julian l'Hospitalier*, de Gustave Flaubert, et décide de l'illustrer en le coloriant. Les couleurs des planches sont celles de l'enfer, puisque Julien tue son père, sa mère, et meurt *dans les bras d'un* lépreux. *La technique mise en œuvre pour mettre en images* le conte rappelle la spontanéité de grands peintres naïfs. Si le conte n'est pas toujours bien colorié, cette légende mérite qu'on y jette un œil... enfantin, c'est curieux.

M. G.

★ LA LÉGENDE DE SAINT JULIEN L'HOSPITALIER, FR 3, dimanche 8 janvier, 21 h 30 (30 minutes).

| | TF 1 | A 2 | FR 3 | PÉRIPHÉRIE |
|---|---|---|---|---|
| **VENDREDI** 6 JANVIER | **11 h 30 Vision plus** ; 12 h : Le rendez-vous d'Annik ; 12 h 30 : Atout cœur.<br>**13 h Journal.**<br>**18 h Série : Le neveu d'Amérique.**<br>**18 h 15 Le village dans les nuages.**<br>**18 h 40 Variétoscope.**<br>**18 h 55 7 heures moins cinq.**<br>**19 h *Météo.***<br>**19 h 15 Émissions régionales.**<br>**19 h 40 Jeu : Les petits drôles.**<br>**20 h Journal.**<br>**20 h 35 Variétés : Porte-bonheur,** *de P. Sabatier et R. Grumbach, avec, entre autres, Jane Birkin, Francis Huster...*<br>**21 h 55 Feuilleton : La chambre des dames,** d'après J. Bourin.<br>*Troisième épisode d'un feuilleton coquin; une fresque médiévale signée Yannick Andrei, assisté de Jeanne Bourin. Avec Marina Vlady en mère comblée mais en femme inassouvie et Henri Virlojeux, romanesque et pudique.*<br>**22 h 55 Bravos.** Magazine du spectacle de J. Artur et C. Garbisu.<br>Tchin-tchin, *au théâtre Montparnasse ; le nouvel opéra de la Bastille ;* le Roi Victor, *au T.B.B. ; Pleurer de rêve au théâtre Antoine, P. Desproges au théâtre Fontaine, etc.*<br>**23 h 35 Journal.** | **10 h 30 ANTIOPE.**<br>**12 h Journal** (et à 12 h 45).<br>**12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.**<br>**13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.**<br>**13 h 50 Aujourd'hui la vie.**<br>**14 h 55 Série : Drôles de dames.**<br>**15 h 45 Reprise : L'histoire en question.** Le dernier jour de Pompéi (diff. le 15 déc.).<br>**17 h Itinéraires**<br>*« Ghetto Blaster », la rencontre de* deux cultures et de deux musiques : celles de l'Occident et de l'Afrique.<br>**17 h 45 Récré A2.**<br>**18 h 30 C'est la vie.**<br>**18 h 50 Des chiffres et des lettres.**<br>**19 h 15 Émissions régionales.**<br>**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**<br>**20 h Journal.**<br>**20 h 35 Feuilleton : Fabien de la Drôme,** de J. Cosmos et S. Lorenzi, réal. M. Wyn.<br>*Suite du grand feuilleton-western. Chevauchées, bagarres, coups de fusil dans la France du Directoire. Une action simple, efficace, une morale manichéenne.*<br>**21 h 35 Apostrophes.**<br>Magazine littéraire de B. Pivot.<br>Sur le thème : « Les intellectuels et la vérité », sont invités : Jean-Denis Bredin *(l'Affaire)*, Jean-Marie Domenach *(Lettre à mes ennemis de classe)*, notre collaborateur Roland Jaccard *(l'Ame est un vaste pays)*, Hélène Parmelin *(la Désinvolture)*, Claude Roy *(Permis de séjour)*.<br>**22 h 55 Journal.**<br>**23 h Ciné-club** (cycle France années 40) **: Paradis perdu,** d'Abel Gance. | **17 h Télévision régionale.**<br>*Programmes autonomes des douze régions.*<br>**19 h 50 Dessin animé : l'Inspecteur Gadget.**<br>**20 h Les jeux.**<br>**20 h 35 Vendredi : Que sont mes camarades devenus ?**<br>Magazine d'A. Campana.<br>*(Lire notre article ci-contre.)*<br>**21 h 30 *Journal.***<br>**21 h 50 Ben Zimet ou la ballade du petit juif qui a trouvé une demi-lune dans un champ de maïs,** réal. J.-P. Sassy<br>*(Lire notre article ci-contre.)*<br>**22 h 45 Prélude à la nuit.**<br>*Quatuor nº 14*, de Mozart, par le Quatuor Rosamonde. | ● **R.T.L.**, 20 h, Starsky et Hutch ; 21 h, Dynastie ; 22 h, *Le Père Noël est une ordure*, film de Jean-Marie Poiré ; 23 h 35, Goodnight Vidéos.<br>● **T.M.C.**, 19 h 35, Dynastie ; 20 h 40, *le Repas des fauves*, film de Christian-Jaque.<br>● **R.T.B.**, 20 h, A suivre : 21 h, Dernière séance : *Beyrouth la rencontre*, film de Borhane Alaouie.<br>● **TELE 2**, 20 h, Fame ; 21 h 50, Contact ; 21 h, Billet de faveur.<br>● **T.S.R.**, 20 h 5, Tel Quel ; 20 h 35, *le Retour de Martin Guerre*, film de Daniel Vigne ; 22 h 35, Les visiteurs du soir, avec H. Babel. |
| **SAMEDI** 7 JANVIER | **9 h 30 Vision plus.**<br>**10 h 30 La maison de TF 1.**<br>**12 h Bonjour, bon appétit.**<br>Magazine culinaire de M. Oliver.<br>**12 h 30 La séquence du spectateur.**<br>**13 h Journal.**<br>**13 h 35 Amuse-gueule,** de C. Anglade.<br>**14 h 5 *La petite maison dans la prairie.***<br>**15 h Le grand ring dingue.**<br>**15 h 40 C'est super.**<br>**16 h 5 Dessin *animé* : Capitaine Flam.**<br>**16 h 35 Casaques et bottes de cuir,** magazine du cheval.<br>**17 h Série : Joëlle Mazart.**<br>**18 h Trente millions d'amis.**<br>**18 h 30 Magazine auto-moto.**<br>**19 h 5 D'accord pas d'accord.**<br>**19 h 15 *Émissions régionales.***<br>**19 h 40 Jeu : Les petits drôles.**<br>**20 h Journal.**<br>**20 h 35 Série : Julien Fontanes.**<br>Un coup de bluff, réal. J. Cosmos. Avec J. Morel, R. Mirmont, S. Amidou, C. Barbier, M. Marie...<br>*Un inconnu se fait passer pour l'ami d'enfance du magistrat Julien Fontanes. Qui est-ce ?*<br>**22 h 15 *Droit de réponse : l'esprit* de contradiction.**<br>Emission de Michel Polac : A quoi sert la télévision ?<br>**23 h 55 Journal.** | **10 h 35 Journal des sourds et des malentendants.**<br>**10 h 55 Sport : Ski.**<br>Descente messieurs, en direct de Morzine.<br>**12 h A nous deux.**<br>**12 h 45 Journal.**<br>**13 h 35 Série : La vie secrète d'Edgar Briggs.**<br>**14 h La course autour du monde.**<br>**14 h 55 Les jeux du stade.**<br>**17 h Récré A 2.**<br>**17 h 50 Les carnets de l'aventure.**<br>*« Raid au jardin d'Allah », de M. Tonnelli ; « Ponape », l'île du mystère, de N. Frazer.*<br>**18 h 50 Jeu : des chiffres et des lettres.**<br>**19 h 10 D'accord pas d'accord.**<br>**19 h 15 Emissions régionales.**<br>**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**<br>**20 h Journal.**<br>**20 h 35 Variétés : Champs-Élysées,** de M. Drucker.<br>*Avec Nana Mouskouri.*<br>**22 h Magazine : Les enfants du rock.**<br>*Spécial Quincy Jones.*<br>**23 h 20 Journal.** | **12 h 30 Les pieds sur terre.** Émission de la mutualité agricole.<br>**14 h Entrée libre...**<br>*Avec le cinéaste René Allio : à 14 h5, Images d'histoire ; à 14 h 20, Portrait d'un comédien : Olivier Perrier ; à 14 h 35, L'architecture, art nouveau ; à 14 h 50, Document : les immigrés de l'intérieur ; à 15 h 25, Le gros Ka ; à 15 h 35, D'hier... d'aujourd'hui : l'horloge.*<br>**16 h 15 Liberté 3.**<br>Emission proposée par J.-C. Courdy. Sur le thème : La loi Quilliot, le logement.<br>**17 h 30 Télévision régionale.**<br>*Programmes autonomes des douze régions.*<br>**19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.**<br>**20 h Les jeux.**<br>**20 h 35 Série : L'univers du rire.**<br>Présentée par B. Reynolds, J. Lemmon, W. Matthali.<br>*Une série de trois émissions qui proposent un grand show américain avec Barbra Streisand, Dany Kaye, Jerry Lewis, Bing Grosby et Charlie Chaplin.*<br>**21 h 30 La vie de château,** émission de J.-C. Brialy.<br>*(Lire notre article ci-contre).*<br>**21 h 55 Journal.**<br>**22 h 20 Musiclub.**<br>*Les péchés capitaux (1re partie), par le mime Marceau.* | ● **R.T.L.**, 20 h, A vous de choisir : *Le flic se rebiffe*, film de Roland Kibbee et Burt Lancaster, ou *Cours après moi, Shérif*, film de Hal Needham ; 22 h, Flash Back ; 22 h 30, Ciné-club : *Mur Murs*, film d'Agnès Varda.<br>● **T.M.C.**, 19 h 35, Les mystères de l'Ouest ; 20 h 40, *la Martingale*, film d'Alain Bloch.<br>● **R.T.B.**, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 40, *la Soupe aux choux*, film de Jean Girault ; 22 h 15, Ciné-clip.<br>● **TÉLÉ 2**, 20 h, Fame.<br>● **T.S.R.**, 20 h 5, Kojak ; 21 h, Patrick Sébastien ; 22 h 15, Sport ; 23 h 15, *Un nommé Cable Hogue*, film de Sam Peckinpah. |
| **DIMANCHE** 8 JANVIER | **9 h Emission islamique.**<br>**9 h 15 A Bible ouverte.**<br>**9 h 30 La source de vie.**<br>**10 h Présence protestante.**<br>**10 h 30 Le jour du Seigneur.**<br>**11 h Messe de l'Epiphanie**<br>*en l'église Saint-Jean de Laval* (Mayenne), avec les sourds et les malentendants.<br>**12 h *Sport : Ski.***<br>Slalom spécial, à Morzine.<br>**13 h Journal.**<br>**13 h 25 Série : Starsky et Hutch.**<br>**14 h 20 Champions.**<br>magazine des sports et divertissements.<br>**17 h 30 Les animaux du monde.**<br>La sécheresse dans le Veld.<br>**18 h Série : Frank, chasseur de fauves.**<br>**19 h *Magazine de la semaine* : Sept sur sept.**<br>de J.-L. Burgat, F.-L. Boulay et E. Gilbert. Le grand témoin sera Paul-Emile Victor, la télévision des autres, celle de la Corée du Sud.<br>**20 h Journal.**<br>**20 h 35 Film : le Dernier Métro,** de François Truffaut.<br>**22 h 50 Sports dimanche.**<br>**23 h 25 Journal.** | **10 h Cheval 2-3.**<br>Magazine du cheval.<br>**10 h 30 Gym tonic.**<br>**11 h 15 Dimanche Martin.**<br>Entrez les artistes.<br>**12 h 45 Journal.**<br>**13 h 20 Dimanche Martin** (suite).<br>Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 25 : Série : Magnum ; 15 h 20 : L'école des fans : 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.<br>**17 h 5 Série : Papa Poule.**<br>**18 h 5 *Dimanche magazine.***<br>**19 h Stade 2.**<br>**20 h Journal.**<br>**20 h 35 Jeu : La Chasse aux trésors.** *Dans le Vercors, en France.*<br>**21 h 40 Document : Antigone ou la nostalgie de Byzance,** de J.-M. Drot et L. Masson<br>*(Lire notre article ci-contre.)*<br>**22 h 35 Magazine : Désirs des arts,** de P. Daix, réal. P. Collin, P.-A. Boutang et S. Freige.<br>*Balthus ou Braque ? Balthus s'est-il égaré dans notre siècle ? Un reportage sur la rétrospective de Balthus, ce peintre secret, dont les œuvres sont exposées au Centre Pompidou : une visite au musée d'Art moderne de Villeneuve-d'ascq.*<br>**23 h 05 Journal.** | **10 h 30 Mosaïque.**<br>*Voix et visages de l'immigration. A la découverte des associations, de la vie quotidienne des communautés étrangères en France. Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État aux immigrés, présente ses vœux.*<br>**16 h 5 Théâtre** (cycle Shakespeare) : *Jules César*, Réal. Herbert Wise, avec R. Pasco, Ch. Gray, K. Michell.<br>*Envieux des succès politiques et militaires de César, Cassius conspire avec Casca pour le détrôner. Brutus se joint au complot. Mise en scène anglaise souvent réussie.*<br>**18 h 30 Emission pour la jeunesse.**<br>**19 h 40 R.F.O. Hebdo.**<br>**20 h Fraggle Rock.**<br>*Une comédie musicale colorée, des marionnettes, un spectacle de Jim Henson, créateur des « Muppets ».*<br>**20 h 35 Téléfilm : le Recours aux armes,** de F. Barnett et J.-L. Philippon<br>*Un propriétaire de ranch, grand chasseur de gibier, introduisit de nouvelles espèces d'animaux et rompt l'équilibre écologique.*<br>**21 h 30 La légende de saint Julien l'Hospitalier** d'après réal. U. Laugier, G. Flaubert. Emission de l'INA.<br>*(Lire notre article ci-contre.)*<br>**22 h 10 Journal.**<br>**22 h 30 Cinéma de minuit : (cycle :** Aspect du film Noir) : *En 4e vitesse*, de Robert Aldrich.<br>**0 h 10 Prélude à la nuit.**<br>*Chanson et sonate de Giovanni Gabrieli, par les philharmonistes de Châteauroux à Budapest, Dir. Y. Komives.* | ● **T.M.C.**, 20 h, Variétés : Un peu, beaucoup, passionnément ; 20 h 35, Événement sportif : ski, tennis.<br>● **R.T.B.**, 20 h 15, *Zygomaticorama* ; 21 h 30, *Tête à claques*, film de Francis Perrin.<br>● **TÉLÉ 2**, 20 h 10, Fame.<br>● **T.S.R.**, 20 h, Marlowe, 20 h 50, *Port-des-Prés*, film de Pierre Smolik ; 21 h 45, Cadences ; 22 h 20, Table ouverte. |

# RADIO

## FRANCE-CULTURE

### LUNDI 2 JANVIER

7 h 2, *Matinales.*
8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber, la rencontre de l'événement et de l'éternité ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.
8 h 50, Échec au hasard.
9 h 7, Les lundis de l'histoire : les Carolingiens, par J. Le Goff.
10 h 45, *Le texte et la marge* : « La révélation de Jésus-Christ », avec le père Bruckberger.
11 h 2, Musique : les grands événements à Radio France en 1984 (et à 13 h 30).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, *Un livre, des voix* : « Les lance-flammes », de Roberto Arlt.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : anthropologie de l'espace ; à 15 h 20, Laboratoire ; à 16 h, le musée du Louvre ; à 17 h, Luther, homme de passion.
17 h 32, Instantané, magazine musical.
18 h 30, Feuilleton : « Le grand décret ».
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Présence *des arts* : exposition Raoul Dufy, à Londres.
20 h, « Le convive de Pierre », de Pouchkine. Avec R. Mollien, C. Nicot, J.-R. Caussimon...
21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : la source pythagoricienne, avec D. Reznikov.
22 h 30, Nuits magnétiques : sans images.

### MARDI 3 JANVIER

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, L'oiseau de brume.
9 h 7, La matinée des autres : les Sépharades.
10 h 45, Les jeunes entrepreneurs, par E. Contini.
11 h 2, Musique : 20e anniversaire de France-Culture, par Mara-Laporte et Y. Gornet *(et à 13 h 30 et 21 h 15).*
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, *Un livre, des voix : la Marche de Radetzky* et *la Crypte des Capucins*, de J. Roth.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : quatre fois l'espace ; à 15 h 20, Rubriques internationales ; à 17 h, Luther, homme de passion.
18 h 30, Feuilleton : *le Grand Décret.*
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles, par E. Noël.
20 h, *Dialogues : Comment échapper* à la bipolarisation, avec E. Le Roy Ladurie et J.-F. Kahn.
21 h 15 20e anniversaire de France-Culture.
22 h 30 Nuits magnétiques : la permission de minuit.

### MERCREDI 4 JANVIER

7 h 2, Matinales.
8 h, *Les chemins de la connaissance* : Martin Buber ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Festival du livre « enfants-jeunes » de Montreuil.
11 h 2, Musique : La mémoire *chantée* de Régine Mellac *(et à* 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : *Vie et destin*, de V. Grossman.
14 h 47, L'école *des parents* et des éducateurs avec M. Bertin-Movrot.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Quatre fois l'espace ; à 15 h 35 Les cosmologies (les Esquimaux) ; à *16 h* 10, Sciences hebdo ; à 17 h, Luther, homme de passion.
18 h 30, Feuilleton : Le grand décret.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Perspectives scientifiques : Influence sur l'ensemble des sciences humaines.
20 h, La mémoire chantée de Régine Mellac, par M. Legras et J. Erwan.
22 h 30, Nuits magnétiques : Gabriel Bounoure.

### JEUDI 5 JANVIER

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber ; à 8 h 32, Les métamorphoses de l'espace ; 8 h 50, l'oiseau de brume.
9 h 7, Matinée de la littérature, par R. Vrigny.
10 h 45, Les jeunes entrepreneurs, par E. Contini.
11 h 2, Musique : Le Nord *(et à* 13 h 30 et 17 h 32).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : *Rabitt est riche*, de J. Updike.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Quatre fois l'espace ; à 15 h 20, Enquête : mécénat et télévision ; à 16 h, Reportage : les enfants et la faim ; à 17 h, Luther, homme de passion.
18 h 30, Feuilleton : le grand décret.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, *Les progrès de la biologie et de la médecine* : la biotechnologie et l'instrumentation *médicale* moderne.
20 h, Nouveau répertoire dramatique : Des chiens en liesse, de P. Bouchet. Avec D. Manuel, J.-P. Cisiffe, R. Varte, I. Ehni.
22 h 30, Nuits magnétiques : Mozambique état d'urgence.

### VENDREDI 6 JANVIER

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, La matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge, avec Jean Larteguy.
11 h 2, Musique : concerts à Ville-d'Avray (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : *Isabelle d'Egypte et autres récits*, de A. von Arnim.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (un prince syrien du XIIe siècle au temps des Croisades).
18 h 30, Feuilleton : Le grand décret.
19 h, Actualités magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : la paléomycologie.
20 h, *Documentaire* : l'Amérique de Reagan, par E. Laurent.
21 h 30, Musique : black and blue (la Caraïbe).
22 h 30, Nuits magnétiques : Arrêts fréquents.

### SAMEDI 7 JANVIER

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : *Dérives.*
8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Cadres et techniciens : quelle formation face aux nouvelles technologies ?
9 h 7, *Matinée du monde contemporain.*
10 h 45, Démarches avec... Claude Lepape.
11 h 2, Fête de Noël othodoxe, à la cathédrale Saint-Alexandre (Paris).
12 h 5, *Le pont des arts.*
14 h, Sons.
14 h 5, Les samedis de France-Culture : L'Amérique de Reagan, par E. Laurent (Detroit).
16 h 20, *Musique : deux siècles* d'opéra à Prague (le théâtre Tyl ; le théâtre national).
18 h, Les manuels scolaires : genèse du manuel, avec J. Hebrard.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Communauté des radios publiques de langue française. *Les* capitales du jazz (Radio-Canada).
20 h, Et soudain l'homme s'est envolé, de C. Dufresne. Avec S. Artel, P. Michael, D. Manuel...
21 h 55, Ad lib.
22 h 5, La fugue du samedi.

### DIMANCHE 8 JANVIER

7 h 10, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux.
7 h 40, Chasseur de son.
8 h, Foi et tradition.
8 h 25, Protestantisme.
9 h 10, Ecoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée *française.*
10 h, Messe à la cathédrale du Havre.
11 h, Musique : deux siècles d'opéra à Prague (et à 12 h 45, 14 h 5, 18 h 30 et 23 h).
12 h 5, Allegro.
14 h, Sons.
17 h 30, Rencontre avec... J.-C. Victor (l'Enjeu afghan), le père S. de Beaurecueil (Mes enfants de Kaboul) et le docteur P. Bau (Médecins sans frontière).
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albatros : Amérique en lambeaux de mémoire (poésie et musique latino-américaine).
20 h, 40 Atelier de création radiophonique : Quadriga P.S.G.S. : *Prey, Farabet, Globokar,* Schwarz.
23 h, Deux siècles d'opéra à Prague.

## FRANCE-MUSIQUE

### LUNDI 2 JANVIER

0 h Fréquence de nuit : Les mots de Françoise Xenakis ; 1 h, Bach ; 2 h 33, *Concert* : œuvres de Schubert, Kreutzer ; Capelet, Beethoven.
6 h 2, Musique légère.
6 h 30, Musiques du matin : Vivaldi, Schumann, Glinka.
7 h 10, Concert : Mozart.
7 h 45, Le Journal de musique.
8 h 12, Magazine du disque.
9 h 2, *D'une oreille l'autre* : Geminiani, Martinu, Brahms...
12 h, La table d'écoute.
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Opérette.
13 h 30, Jeunes solistes.
14 h, 4, Musique légère.
14 h 30, L'après-midi des musiciens, duos (Marin-Marais — Mozart ; Naderman — Bartok.
17 h 5, Repères contemporains : Hodeir.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Concert : musiques traditionnelles.
20 h, Jazz : actualités.
20 h 30, Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) : « Trio pour piano, violon et cor » ; « Sonatensatz en ut *mineur* « *Scherzo pour piano* », de Brahms ; « Trio pour piano, violon et cor », de Ligeti par le Trio Ligeti.
22 h, Cycle acousmatique : « Original », création de M. Racot ; « Lieber duodecim poetarum », création de Zbar.
23 h, *Fréquence de nuit* : ouvertures sur le grand Nord, triste Tristan.

### MARDI 3 JANVIER

6 h 2, *Musiques du matin.*
7 h 10, Concert : œuvres de Ibert, Saint-Saëns.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 12, Magazine.
9 h 2, D'une oreille l'autre : Bach, Ives, Beethoven.
12 h, Archives lyriques : *E. Chausson.*
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30 Echanges internationaux pour la jeunesse.
15 h, L'après-midi des musiciens, duos sur partitions : œuvres de Bach, Telemann, Kodaly, Dvorak, Monteverdi, Mendelssohn.
17 h 5 Repères contemporains : Tabachnik.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Concert : œuvres de Lachartre, Tamba, Xenakis.
20 h, Jazz : *les irréfutables.*
20 h 30, Concert (Semaines internationales de musique de Lucerne 83) : *Symphonie n° 2* de Schumann, *Trois pièces pour orchestre*, de Berg, *Francesca da Rimini* de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Z. Mehta.
22 h 30, Fréquence de nuit : feuilleton Haendel-Hindemith.

### MERCREDI 4 JANVIER

0 h, *Fréquence de nuit* : Jazz-club ; 1 h, œuvres de Puccini, Mozart, Bach ; 2 h 35, Concert : Chostakovitch, Stravinsky, Schubert.
6 h 2, Pittoresques et légères.
6 h 30, Musiques du matin.
7 h 10, Concert : Schubert, par le Quatuor de Moscou.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 12, Magazine.
9 h 2, *D'une oreille à l'autre* : Prokofiev, Mozart, Ravel, Desmarest...
12 h, Avis de recherche.
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Opérette magazine.
13 h 30, *Jeunes solistes* : Œuvres de Delalande, Boismortier, Lully, Monsigny, par T. et L.-A. Allain, cornemuses.
14 h 4, Microcosmos : rubriques *habituelles.*
17 h 5, Histoire de la musique.
18 h, L'imprévu : Jazz.
19 h 5, Concert : Œuvres de Grieg, Stravinsky par R. Milosi, violon, C.-E. Nandrup, *piano.*
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert : *Layes of times* de Bloch, *Strings in earth* de Sikorski, *Corale, interludio et aria*, pour flûte, clavecin et cordes, *de Knapie*, Prélude et fugue *de Lutoslawski*, *Divertimento de Stachowski*, par l'orchestre de chambre de Pologne, dir. : J. Maksymiuk, sol. : A. Marion, flûte, E. Chojnacka, clavecin.
22 h 15, Fréquence de nuit : Feuilleton Haendel-Hindemith ; à 23 h 10, Ouverture sur le Grand Nord : Hamlet le Danois.

### JEUDI 5 JANVIER

0 h, Fréquence de nuit : Hamlet le Danois ; 1 h, Œuvres de Fauré, Martinu, Gershwin ; 3 h 10, Rachmaninov, Beethoven, Mozart.
6 h 2, Musiques du matin.
7 h 10, Concert : *Symphonie rhénane*, de Schumann.
7 h 45, *Le journal de musique.*
9 h 2, L'oreille en colimaçon.
9 h 20, D'une oreille, l'autre : Boccherini, Respighi, de Falla.
12 h, Le royaume de la musique.
12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Concours international de guitare : Weiss, Ponce, Brouwer.
13 h 30, Poissons d'or.
14 h 4, Musique légère.
14 h 30, L'après-midi des musiciens, duos sur partitions : Prokofiev, Saint-Saens, Bach, Bottesini.
17 h 5, Repères contemporains.
18 h, *L'imprévu.*
19 h 5, Concert : Jazz, les duos F. Couturier - J.-P. Celea et E. Gismonti - Z. Assumpcao.
20 h, Jazz : Le bloc-notes.
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) : *Lieder*, de R. Strauss ; *Symphonie n° 4*, de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. A. Auger, soprano.
22 h 30, Fréquence de nuit : Feuilleton *Haendel-Hindemith* ; 23 h 10, Ouverture sur le Grand Nord.

### VENDREDI 6 JANVIER

0 h, Fréquence de nuit : 1 h, œuvres de Mozart, Schubert, Bach ; 3 h, Rachmaninov, Beethoven ; 4 h 10, œuvres de Brahms, Viotti.
6 h 2, Musiques du matin.
7 h 10, œuvres de Haydn, Elgar.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 12, Magazine.
9 h 2, D'une oreille l'autre : Haydn, Bartok, Weber, Dvorak.
12 h, Actualité lyrique.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, Avis de recherche : Ravel, Berberian, Sveridoff.
13 h 30, *Jeunes solistes* : *E. Elias*, piano.
14 h 4, Equivalences : Langlais.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, L'après-midi des musiciens, *duos sur partitions : Chopin*, Thomas, Spohr, Schubert...
17 h 5, Repères contemporains : Dubecourt, Hurel, Graton...
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Concert : Festival estival de Paris ; œuvres de Muffat, Stadlmayer, Eberlin, Hofhaimer, Houven, Biber, par la Maîtrise et l'Ensemble instrumental de la cathédrale de Salzbourg.
20 h, Jazz : Le clavier bien tempéré.
20 h 30, Concert, donné au théâtre des Champs-Elysées en novembre 1983 : *le Bal masqué*, de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio-France, dir. G. Gelmetti, chef des chœurs, M. Lasserre de Rozel, chef de chant, M. Panbon.
23 h, *Fréquence de nuit* : Ouverture sur le Grand Nord.

### SAMEDI 7 JANVIER

0 h à 6 h, Fréquence de nuit : 2 h 35, Concert : œuvres de Beethoven, Schubert, Brahms ; 4 h 30, Bloch ; 5 h 20, Bizet.
6 h 2, Samedi matin : œuvres de Rimsky-Korsakov, Haydn.
8 h 5, Avis de recherche.
9 h 5, Carnet de notes.
11 h 5, Les grandes répétitions : Karajan et la Philharmonie de Berlin.
13 h 35, Importation.
15 h, L'arbre à chansons.
16 h 30, Concert : œuvres de Schubert, Bruckner par l'ensemble à vent de Paris, dir. A. Paris et la *chorale Vittoria* d'Argenteuil.
18 h, Les cinglés du music-hall.
19 h 5, Les pêcheurs de perles.
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Variations pour orchestre sur un thème de Haydn, concerto pour piano et orchestre n° 5 de Beethoven, symphonie n° 4 en fa mineur de Tchaïkovski par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine, sol. Y. Egorov, piano.
21 h 30, Fréquence de nuit : *le club* des archives.

### DIMANCHE 8 JANVIER

0 h, Fréquence de nuit : le club des archives ; 1 h, Œuvres de Donizetti, Strauss.
2 h, *Concert* : œuvres de Mozart, Bruckner ; 5 h, Œuvres de Grieg, Couperin.
6 h 2, Concert promenade : œuvres de Ziehrer, Wasservogel, Steine...
8 h 5, Cantate, de Bach.
9 h 5, D'une oreille à l'autre : vers 10 h 30, concert : œuvres de Verdi, Dvorak, Brahms par l'orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly.
12 h 5, Magazine international.
14 h 4, *Hors commerce* : œuvres de Magnard ; vers 16 h, Références : œuvres de Chausson, Fauré.
17 h, Comment l'entendez-vous ? Berlioz par J.-P. Aron, écrivain.
19 h 5, Jazz vivant.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert « Missa solemnis » de Beethoven par l'Orchestre philarmonique de New York et le Westminster Choir, dir. D. Mitropoulos, sol. E. Steber, N. Tangemann, M. Harrell...
22 h 30, Fréquence de nuit : les figurines du livre ; Entre guillemets.

## Radio-France internationale

*Sur ondes courtes, 49 m, en France et en Europe*

● **Service mondial en français** : informations tous les quarts d'heure, de 5 heures à 9 heures, et à 20 h 15, 21 h 25, 22 heures, 23 heures, 1 heure et 2 heures.

*Parmi les magazines :*

● **Carrefour**, le dossier d'actualité à 14 h 15, consacré, le lundi 2 janvier à l'apartheid, le dernier des racismes, avec le philosophe Jacques Derrida, et des artisans, peintres et cinéastes d'Afrique et d'Europe qui se battent contre l'apartheid, au Festival d'Amiens et à Paris ; le jeudi 5 janvier, au Tchad : les conséquences de la sécheresse dans un pays toujours en guerre. Avec des témoignages de médecins et de réfugiés.

● **Mémoires d'un continent**, magazine sur l'histoire africaine ; le samedi 7 janvier, à 16 h : musiques et légendes, autour du Tchad et du Mali.

● **Priorité santé**, jeudi à 10 h (rediffusion le samedi à 18 h), jeudi 5 janvier : comment mettre en place un projet de santé dans un pays du tiers-monde.

*Parmi les émissions en langues étrangères :*

En allemand, tous les jours à 19 h, sur ondes courtes 6010 KHz et 6045 KHz, et sur ondes moyennes, 235 m, 1278 KHz (lundi 2 janvier : la campagne de promotion pour la région Nord - Pas-de-Calais) ; en espagnol, tous les jours à 22 h, 0 h et 1 h 30 (jeudi 5 janvier : entretien avec Luis Ramiro Deltran, qui a reçu le prix McLuhan, décerné par l'UNESCO).

## A écouter

### Le camembert dans tous les sens

Le programme musical de France-Culture est aujourd'hui grièvement menacé par les restrictions budgétaires annoncées par M. Jean-Noël Jeanneney, *président-directeur général* de Radio-France. Et pourtant, cette enclave à part dans une chaîne *qui, contrairement* à l'idée répandue, est écoutée par un public spécifique, fidèle : ces quelque trente heures par semaine d'émissions, organisées tantôt autour de thèmes, ou tantôt consacrées à des compositeurs, sinon à des instruments, ont plus d'une *raison* d'être. *Là*, on ne se contente pas de programmer des disques, ou de retransmettre des *concerts* — rôle assumé désormais vingt-quatre heures sur vingt-quatre par France-Musique — là, il arrive que l'on fabrique de la radio. Mais n'insistons pas : le terme même de « création radiophonique » semble désormais exclu du vocabulaire maison.

C'est justement de la maison ronde qu'il sera question tout au long du mardi 3 janvier, en l'honneur des vingt ans de France-Culture, ex-France-3. Trois producteurs dissimulés derrière les noms de Mag 2, MM. Schlum et Bobineau, proposent, sous le titre « Les deux couronnes du camembert », une course-poursuite à travers les couloirs circulaires de la bâtisse du quai Kennedy, souvent baptisée « fromage », ou, mieux, « camembert », par ceux qui en connaissent les coins, recoins, studios, radiales, tours, auditoriums, et autres sonothèques. Objet de la course : la recherche d'un « PAD » perdu. PAD, encore dans le jargon, signifie bande (ou bobineau) « prêt à diffuser ».

Le prétexte permettra de réentendre des bijoux d'archives, le travail des producteurs au temps glorieux des années 60, quand France-Culture raflait tous les prix internationaux. On écoutera aussi « la différence » entre le « style culture » et le « style musique », grâce à une composition musicale où se mélange les phrases-clés des deux chaînes sœurs. *Ce* patchwork, un brin nostalgique, ne manque d'humour : une radio se regarde, ou plutôt se réécoute d'une oreille critique et ironique à la fois. A bons entendeurs...

M. L. B.

★ « Les deux couronnes du camembert », mardi 3 janvier, France-Culture, 11 h 2, 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15.

## Radios locales

### La bataille de Bordeaux

Bien sûr, c'est le quinzième radio décentralisée créée par Radio-France, mais l'arrivée de Radio-Bordeaux-Gironde (100,1 MHz et 101,6 MHz pour le Médoc, 102,2 MHz pour le bassin d'Arcachon) ne va pas passer inaperçue. Sans doute parce qu'il s'agit d'une capitale régionale, du plus grand département français, d'un des plus actifs aussi, si l'on en croit les sondages effectués par Radio-France. Un département déjà largement arrosé par les radios nationales et périphériques, de nombreuses radios locales privées, un grand quotidien régional et une active chaîne *régionale de télévision*. Du côté des radios privées, on ne voit pas d'un très bon œil l'arrivée de ce concurrent public, largement financé (3,5 millions de F) par la région et la ville de Bordeaux, *alors que* 34 stations locales privées (dont 18 sur Bordeaux) se partagent déjà environ 38 % de l'audience...

Pour se faire une place dans la bataille, la jeune responsable de la station, *Mme Martine Lefevre-Vaghi* — la première femme nommée à ce poste — mise avant tout sur l'information. De 6 heures à 8 heures, les bulletins locaux alterneront toutes les demi-heures avec *ceux de France-Inter* et les journalistes seront les animateurs de l'antenne. Ils reviennent à 12 h 30 pour l'édition de la mi-journée, à 18 h 30 pour le grand journal du soir et à 22 h 30 pour la dernière édition.

Sur ce terrain, Radio-Bordeaux-Gironde va rencontrer deux stations déjà bien implantées et qui se sont dégagées du peloton des radios locales *privées* : Radio-100, soutenue par Sud-Ouest, et Radio-Angora (100,7 MHz), qui, avec trois journalistes permanents, a parié elle aussi sur le professionnalisme de l'information. *Face à* elles, la radio du service public bénéficie de la complémentarité de France-Inter mais aussi d'une innovation technique : une liaison permanente en « triplex » *avec les stations* de Périgueux et *Mont-de* Marsan qui, jointe aux liaisons occasionnelles avec Pau et Bayonne, lui donne une résonance régionale.

*Mais Radio-Bordeaux-Gironde* ne se battra pas que sur l'information. Entre 6 heures et 24 heures, les programmes sont sous la direction de Pierre Lis, le célèbre jardinier des « Idées vertes » d'Antenne 2 et de France-Inter. *Sans doute a-t-il aussi la main heureuse* pour faire éclore les talents. On remarque déjà Guy Suire, venu du café-théâtre, qui raconte tous les jours de 11 h 30 à 13 heures l'histoire *de la Gironde à travers la mémoire de ses habitants*, et Alex Dignan, un ancien conducteur d'autobus passionné de radio, qui a pris en main les week-ends.

J.-F. L.

## Stations nationales

### R.M.C.

● **Une nouvelle émission** baptisée « *R.M.C. Forme* ». Depuis le 28 décembre, Paule Neyrat, diététicienne, donne aux auditeurs de précieux conseils pour mieux manger, mieux dormir, mieux se porter. *Du* 2 janvier au 19 janvier, « R.M.C. Forme » se propose d'aider, sans danger et efficacement, *à perdre* les kilos pris pendant les fêtes.

★ Du lundi au samedi (de 15 h 15 à 16 h).

### FRANCE-INTER

● **Histoires mythiques.** La reine de Saba, Shéhérazade, Salomé, Isis... quatre héroïnes fabuleuses, *qui ont inspiré des* légendes, auxquelles chaque génération rajoute des détails, et que chaque époque interprète. Ont-elles réellement existé ? *Ces muses*, qui ont habité les écrivains, les peintres et les poètes, Kriss Graffiti et Jacqueline Kelen, intriguées, sont parties à *leur recherche.*

*Le 7 janvier*, elles essaient de lever le voile qui recouvre le mystère de la reine de Saba, celle *qui* séduisit le sage *roi* Salomon, et dont la Bible ne parle qu'en quelques lignes. Venue du fond des âges, elle a su inspirer Malraux et Gérard de Nerval, entre autres... Puis, le 14, c'est le tour de Shéhérazade, l'habile conteuse qui sut, pour sauver sa vie, charmer les mille et une nuits d'un sultan... Les « invitées » suivantes seront l'énigmatique et cruelle Salomé, qui exigea la tête de saint Jean-Baptiste, et Isis, déesse d'Egypte, à la fois femme et sœur du dieu Osiris...

★ Les samedis 7, 14, 21 et 28 janvier (de 15 h à 16 h).

# DISQUES

## Classique

### La Favola « d'Orfeo »

Il y avait longtemps que le disque ne nous avait apporté ce bonheur presque physique, à la fois pur plaisir sonore et intense jouissance humaniste.

Certes, cette *Favola d'Orfeo*, *composée en 1494, à la cour de* Mantoue, par le Florentin Poliziano à l'occasion des doubles fiançailles *de Francesco et Chiara Gonzague*, n'est pas, comme on a voulu le faire croire, le premier opéra de l'histoire de la musique, mais une manière de « spectacle musical », une somptueuse « représentation profane » tenant à la fois de la pas*torale et de l'allégorie*, avec d'étonnants *décors* à machines (pour lesquels il semble que Léo*nard de Vinci* ait *dessiné des projets*).

Il est pourtant curieux, sinon symbolique, que l'œuvre ait *été* écrite un peu plus d'un siècle avant l'*Orfeo* de *Monteverdi*, dans la même ville et pour la même cour. C'est que le thème d'Orphée a fasciné *plusieurs générations de* poètes et musiciens qui voyaient une image néo-platonicienne exemplaire (l'amour triomphant du des*tin) et étaient passionnés, à travers* lui, par le problème du renouvellement de la tragédie grecque (que *l'on croyait chantée*).

*Pour* la partie musicale, la *Favola s'appuie*, d'une part, sur les superbes intermèdes instrumentaux que Trombocino composa *pour l'une des premières représentations*, et, d'autre part, sur les traditions locales de la *frottola*, cette chanson profane ancêtre *du madrigal, qui*, par sa simplicité expressive et sa démarche syllabique, connut une incroyable popularité en Italie de 1480 à 1530.

A *partir de là*, le *maître d'œuvre* Paul Van Nevel a su bâtir une architecture homogène, *où* la *musique s'impose* en maîtresse *du texte* et des sentiments, faisant valoir un mélodisme et un élan lyrique, où se reconnaît déjà la touche d'*affetto et d'humour* que cultivera le madrigal. La nouveauté est, ici, dans la pureté frémissante *du* chant, dans *la suavité de la phrase, qui fait « de la poésie et de la musique deux sœurs jumelles »*.

Pour l'essentiel, cependant, ce chef-d'œuvre reste étranger aux *préoccupations du futur opéra*, c'est-à-dire qu'il n'est pas encore ce « drame en musique » où le tra*gique fait irruption sous les notes* pour donner au mot son poids, sa couleur, son *écho. Mais, si elle favorise* la déploration élégiaque et la douce plainte aux dépens du geste intense et de la douleur mise à nu, *la Fable d'Orphée palpite en même temps* d'humaine tendresse et de cette « italianité », qui contraste heureusement avec le *courant* plus sévère de l'école franco-flamande et devine souvent l'irrésistible élan monodique de *Monteverdi* et de l'opéra primitif.

Il faut louer sans réserve le magnifique travail de l'Ensemble belge Huelgas, préparé par Paul Van Nevel. Celui-ci *a réussi* un modèle de réalisation à l'ancienne et de juste retour aux sources, sans dramati*sation outrancière du sujet, une ap*proche seulement soucieuse de naturel et de vérité.

Chanteurs (l'Orphée sensible de Josep Benet, l'Eurydice de Marie-Claude Vallin et le Pluton de Philippe Cantor) et musiciens (instruments d'époque exemplaires, des saqueboutes et cornets à la *lira de braccio* et à l'orgue positif) y sont toujours sensibles à la modernité *de ton de la musique, à cette touche* de vie et d'émotion qui actualise la légende. Aux frontières du *Moyen Age et de la Renaissance*, il ne faut pas manquer ce bel album qui nous dit la merveilleuse victoire de l'homme et de l'amour sur la *mythologie. (Deux disques R.C.A.-Seon, RL 30856.)*

ROGER TELLART.

### « Les Nations », de Couperin

*D'un concert donné par l'Institut* de musique ancienne de Metz (élargi depuis à toute la Lorraine), *dans la petite ville de Saint-Mihiel*, est né cet enregistrement des *Nations*, de François Couperin, avec les admirables instrumentistes d'Hesperion XX (Jordi Savall, Monica Hugget, Stephen Preston, Hopkinson Smith, Ton Koopman...), *qui nous menèrent au bord de l'extase (le Monde* du *7 mai*).

C'est qu'il est rare de rencontrer un mariage aussi « affectueux » (le *mot cher à Couperin) et parfait entre* de si grands interprètes, le même sens de l'harmonie, du tempo, *du phrasé*, ces pas *glissés*, cet humour et cette mélancolie, cette fantaisie et cette raison.

La délicieuse *Françoise* (anciennement *la Pucelle*) et la majestueuse *Impériale*, la tendre *Espagnole* (*la Visionnaire*) et la lyrique *Piémontoise* (*l'Astrée*), *ces pages* écrites entre 1692 et 1726, d'une remarquable unité de ton, tout cela passe comme un rêve de lumière, *enchaînant rapidement* des danses, dont on voudrait savourer chacune, tant elles sont riches de musique, *d'une écriture et d'un dessin ravissants* ; le disque permet heureusement d'arrêter le temps.

Comment ne pas souscrire au *vœu de l'éditeur qui souhaite voir les Nations* jouir enfin, en cette année du deux cent cinquantième anniversaire de *la* mort de Couperin, *et* grâce à cet enregistrement, de la même faveur que les concertos brandebourgeois ? (Deux disques Astrée, AS 991, en collaboration avec Radio-France et le ministère de la culture.)

JACQUES LONCHAMPT.

### Mozart par Murray Perahia

A un peu plus de trente-cinq ans, le pianiste américain Murray Perahia *s'impose toujours davantage*, dans Mozart ou Schubert, comme l'un des grands interprètes actuels. Il a entrepris, il y a quelques années, et presque achevé aujourd'hui, une intégrale des concertos de Mozart qui, à en juger *par les disques déjà parus, fera* date.

Voici deux concertos composés coup sur coup en mars 1784, le *15e en si bémol*, K. 450 et le *16e en ré*, K. 451. Ils ne comptent pas, le second des deux surtout, parmi les plus joués. Mozart, qui *les écrivit pour lui-même*, les considérait comme particulièrement difficiles, et les qualifia dans une let*tre à son père de « concertos qui mettent en nage »*.

Perahia, au jeu expressif et nuancé, dirige en personne l'Orchestre *de chambre anglais*, qui *jadis avait accompagné* dans les mêmes ouvrages Daniel Barenboïm. Cette formation est en par*fait accord avec* le *soliste-chef*, et sa transparence fait merveille, aussi bien dans le 15e concerto, à *l'orchestration réduite, que dans le* 16e, où interviennent trompettes et timbales.

Les deux œuvres furent conçues par Mozart au temps de ses plus grands succès viennois, mais la santé et la joie de vivre qu'elles reflètent n'*excluent*, Perahia nous le *rappelle* chaque *instant*, ni la profondeur ni les ambiguïtés. Une réussite. (C.B.S. D 37824.)

MARC VIGNAL.

### Les grandes voix de Bayreuth

A toujours parler de voix « wagnérienne » ou de chant « wagné*rien », comme si Bayreuth avait en*gendré un format vocal et un style de chants uniques, uniformes et *éternels, on oublie que l'interprétation* de Wagner a connu plusieurs époques très différentes quant aux conceptions qu'on s'y fit de l'œuvre du maître, aux moyens et aux intentions des interprètes. De son vivant, Wagner dut s'accommoder *des chanteurs qui existaient*, formés à l'école traditionnelle du bel canto et de l'oratorio, versatiles donc. (Schröder-Devrient avait chanté *Pamina* et Fidelio avant d'aborder Senta et Venus, et Lili Lehmann alternait Norma, Traviata et *Isolde*).

La seconde génération, sous *l'emprise de Cosima et de la* « mystique » absolutiste du Festpielhaus, se consacra très vite au seul répertoire wagnérien. De cette époque date la naissance des légendaires voix « wagnériennes », souffle de forge, puissance d'orgue, *aigus d'acier ou graves de* bronze, bref les « helden ».

*Cette école se perpétua* jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, confortée par des conceptions orchestrales de plus en plus telluriques et titanesques (Furtwaengler, Knappertsbusch, Klemperer). Se perpétuant, elle finit par *se caricaturer. Pour d'incontestables réussites* (Nanny Larsen-Todsen, Lauritz Melchior, Max Lorenz, Germaine Lubin...), dues à *des moyens d'exception* mais contenus et assagis par un sens artistique suprême, que de monstruosités *sonores, d'excès de* grandiloquence aux dépens des subtiles intentions de l'œuvre.

Puis, dans les années 50, vint la réaction, Wieland et Wolfgang ouvrant *le « nouveau » Bayreuth, Karajan inaugurant ce qu'on a parfois*, niaisement, appelé le Bayreuth « rose » : voix plus légères, adap*tées à une orchestration plus trans*parente, retour aux souplesses de la ligne de chant et aux jeux des colorations avant celui de la puis*sance. Ce fut l'ère des Varnay*, Crespin, Windgassen, Rysanek, Mödl... grandes voix certes, mais *sachant rétablir des subtilités*, des nuances, des raffinements qu'une mauvaise tradition avait oubliés.

*Les deux albums, que la* Deutsche Grammophon nous propose, retracent cette histoire. Se limitant au catalogue de *la* firme, ils restent bien sûr *parfois* lacunaires. Des origines, rien n'est dit (ni Nordica ni Lehmann) et d'importantes gloires *sont absentes (Lubin, Schumann-*Heink, Bahr-Mildenburg, Björling, Vinay...) qu'on trouvera ailleurs.

Idée intéressante : des pages *strictement orchestrales permettent* de saisir l'*évolution* des directions, strict parallèle des évolutions vocales, *tant il est clair que jamais* œuvre n'a associé aussi étroitement la fosse au plateau.

Dans les passages les plus célèbres (les seuls qui intéressaient le *cornet acoustique puis le microsillon*), des *révélations* et des rappels d'heureuse mémoire.

Bref, deux volumes indispensa*bles* à tout fervent de *Wagner* comme à tout amateur de chant.

*(Deux coffrets de cinq dis*ques DG, mono et stéréo, 410-854-1 et 410-855-1. Extraits *d'opéras avec : Emmy Destinn*, Paul Knüpfer, Walter Soomer, Michael Bohnen, Heinrich Hensel, Ernst Kraus, *Leopold Demuth, Lilly Hafgren*, Richard Mayr, Friedrich Schor, Emmi Leisner, Lauritz Melchior, Frida Leider, Sigrid Onegin, *Theodor Scheidl, Elizabeth Ohms*, Fritz Wolff, Josef von Manowarda, Margaret Klose, Franz Volker, Max *Lorenz, Maria Muller*, Heinrich Schlusnus, Léonie Rysanek, Wolfgang Windgassen, Josef Greindl, Eberhard Wachter, Hans Hotter, Astrid Varnay, Thomas Stewart, Jess Thomas, Dietrich Fischer-Dieskau, Birgit Nilsson, Christa *Ludwig, Martti Talvela*, James King. Extraits orchestraux dirigés par : Hans Knappertsbusch, Ri*chard Strauss, Karl Elmendorff*, Wilhelm Furtwaengler, Victor de Sabata, Eugen Jochum, Pierre Boulez, Karl Boehm.)

ALAIN ARNAUD.

### Portrait d'Irmgard Seefried

Pour tous, et à jamais, elle est Pamina, Susanne, *le Compositeur* du *Rosenkavalier* et la Marcelline de *Fidelio*... laissant en chaque mémoire l'écho inaltérable de son *rayonnement vocal certes*, mais aussi d'une personnalité humaine, et donc artistique, d'exception. *Car, pour entrer ainsi d'emblée* dans l'histoire, il faut bien sûr des dons supérieurs.

Elle les avait : un timbre magique, transparent et pourtant d'une *frémissante sensualité*, riche de nuances variées, de la naïveté à la rouerie, de la gaieté à la douleur (idéal pour Mozart donc) et surtout imposant immédiatement son identité ; une émission d'une totale *franchise de son, éminemment* flexible, fragile certes, mais faisant de cette fragilité même un atout.

*Mais pour approcher* d'aussi près le mystère de l'art et le donner en partage avec un tel bonheur, il faut plus et autre chose que ces seuls dons. Irmgard Seefried avait reçu cette grâce particulière qui fait les interprètes de génie : un pou*voir de communication spontané et* irrésistible, ce « naturel », qui est à la fois le fruit du travail lorsque l'art ensuite fait oublier le travail, *et celui d'une patiente et profonde* expérience intérieure. Une générosité et un engagement sans réserve *habitaient ses rôles, lui gagnant en* retour tous les cœurs.

*Son domaine de prédilection fut* relativement restreint, mais elle y fut unique : Mozart, Strauss et bien sûr les magnificences du *lied*. Çà et *là elle fit quelques excursions plus* ou moins hasardeuses pour ses moyens (*Buterfly*, Marie, de *Wozzeck*), *mais toujours d'une honnê*teté absolue.

*Elle se brûla à cette générosité* même ; de complexion fragile, trop fréquemment sollicitée, la voix de Seefried s'épuisa vite. Elle continua *pourtant de chanter*, la *richesse* humaine de l'interprétation compensant la défaillance des moyens.

Cet album réunit quelques inédits de la cantatrice et surtout de *nombreux enregistrements* devenus introuvables, dont plusieurs réalisés en direct. La plupart ont été faits à la « bonne » époque vo*cale de Seefried, certains même* datent de ses tout débuts et illustrent tour à tour le répertoire d'opéra, la musique sacrée, et, bien sûr, le lied. Parmi les trésors : le prologue du compositeur d'*Ariane à Naxos*, pris sur le vif en 1944, lors *d'une soirée mémorable* où Vienne fêtait les quatre-vingts ans de Strauss ; les airs de Fiordiligi enregistrés en 1952 (dix ans *avant l'enregistrement commercial* qui accusera une sérieuse dégradation des moyens), interprétés sans ce « fini » et cette précision de mi*niature qu'y mettra* Schwarzkopf, mais avec une fraîcheur, une immédiateté dont cette dernière ne fut jamais très *coutumière ; de boule*versants extraits de la *Passion se*lon saint Matthieu et un florilège de mélodies.

Une voix, certes ; un art, non moins évidemment. Mais surtout *une âme*. (*Six disques* Deutsche Grammophon, 410-8471, mono et stéréo. Extraits d'*Ariane à Naxos, le Chevalier à la rose, Il Re Pastore, Cosi fan tutte, les Noces de Figaro, Don Juan, Carmen, Jules César, Fidelio, Passion selon saint Matthieu* ; Gounod, *Messe solennelle* ; Respighi, *Il Tramonto* ; Weber, *Der Freischütz* ; Thomas, *Mignon* ; Lortzing, *Der Wildschütz*. Lieder de Mozart, Schubert, Moussorgski, Bartok, Wolf, Strauss, Schumann.)

A.A.

## Rock Variétés

### U 2 « Live - Under a Blood Red Sky »

Emotionnellement aussi bien que musicalement, U2 s'est af*firmé cette année comme l'un des* groupes les plus purs et les plus radicaux. Après *War* (leur troi*sième album en studio), d'une* parfaite rigueur, combatif, chargé d'une puissance dramatique, *d'une vigueur d'évocation excep*tionnelle, on découvre *sur* cet enregistrement en public la même force virginale, *la* même sensibilité douloureuse.

Rarement disque a retranscrit aussi bien le vif de l'action, la ma*gie de la prise directe. Les compo*sitions intraitables taillées dans le roc, les mélodies poignantes et fières, la conviction de la voix et la beauté de ses élans, de son propos, la rudesse de l'interprétation, qui n'écarte pas les nuances, tout est fait d'*émotions farouches*, de dignité exemplaire. A vous donner le frisson. (Phonogram, 818008-1).

### ELBOW BONES AND THE RACKETEERS « New-York at Dawn »

Derrière ce nom, qu'on croirait sorti tout droit d'un *cartoon*, se cache celui d'August *Darnell*, le « *Kid* » *Creole des Coconuts*. C'est sa nouvelle production (en parallèle), et bien sûr c'est un festival, un feu d'artifice, une *noube du diable. On y trouve* tout ce qu'on peut espérer de l'imagination ex*centrique* et *exotique* du « Kid » : des cuivres en pagaille, des violons en goguette, des pianos qui *chaloupent, des chœurs qui pétil*lent, des voix mutines et sensuelles, des filles qu'on imagine pulpeuses.

*Ici l'ambiance est au swing mâ*tiné de funk, une inspiration et une façon de faire qui rappellent l'ancienne formation de *Darnell* (le Savannah Band). Un groupe ludique : *big band* et *fun* assurés. L'image, *on s'en doute, est en relation : mafiosi* et maquereaux de bas étage, filles de joie et entraîneuses de bars louches, *c'est Hollywood décalé*, l'Amérique en cinémascope trafiqué. (Pathé-Marconi, 7171031).

### SOUTHSIDE JOHNNY AND THE JUKES « Trash It Up »

Southside Johnny fait partie de ces chanteurs blancs qui auraient dû naître noirs et qui se rattrapent *en enregistrant* des disques à la dynamite avec des compositions noircies au rhythm'n' blues et des pulsions sur *des charbons ardents. On n'*attend pas de Southside Johnny qu'il se renouvelle ou qu'il change de style, surtout pas, *mais qu'il chante de sa voix gorgée* de *feeling* au timbre écorché.

Avec Bruce Springsteen, son vieux compère, Southside Johnny hantait les clubs d'Asbury (New-Jersey) : *les nuits étaient fiévreuses*, enfumées, le rhythm'n' blues suintait à flots, et l'on rentrait au petit matin le cœur un peu plus remonté, l'âme un peu plus élevée et le foie un peu plus détraqué.

Springsteen a *fait la carrière* que l'on sait, et Johnny a continué son chemin, fidèle à ses racines, la voix de plus en plus noire, *les* nuits de plus en plus blanches, les émotions de plus en plus à vif, enregistrant des disques à chaque fois mieux produits, mieux réalisés. Aujourd'hui Southside Johnny est reconnu pour ce qu'*il est : un chanteur soul*, un homme de cœur et de scène. Et ses disques se vendent. La morale est *sauve, et le moral entier*. (Virgin, 205907).

### EARTH WIND AND FIRE « Electric Universe »

Que peut-on encore dire au*jourd'hui d'un disque d'Earth* Wind and Fire, sinon que tous les ingrédients du funk sont parfaitement intégrés ? Perfection est le *maître mot*. Rien n'échappe à un travail d'orfèvre qui garantit l'accès au sommet des hit-parades *auquel ils sont accou*tumés : production nickel, mise en place à l'équerre, compositions sur papier millimétré, voix divines *et chœurs irréels, le ton* est universel (CBS, 27775).

### THE JAM « Snap ! »

Les Jam se sont séparés au bout de six ans d'existence sans qu'on ait eu le temps en France de *saisir leur importance. Ce double* album de compilation est l'occasion ou jamais de se rattraper. Trente morceaux et autant de manifestes, qui illustrent l'évolution exemplaire (des premiers titres expéditifs à l'*électricité* tranchante aux derniers plus nuancés, volumineux, tournés vers la soul et le funk en passant par le rhythm'n' blues pointu) de ce trio, dont le trajet fulgurant et digne de vrais *mods* restera un exemple dans l'histoire du rock. *Snap !* Un titre en forme de claquement de doigts pour une performance menée haut la *main* (Polydor, 815537-1).

### ROXY MUSIC « The Atlantic Years 1973-1980 »

*Un* autre disque de compilation, qui ne se justifie pas, celui-là. A l'exception de deux titres *Do The Strand* et *Love Is The Drug*, les autres *compositions sont extraites* de deux 33-tours (*Manifesto* et *Flesh + Blood*), ce qui est peu pour juger de l'évolution d'un groupe et se familiariser avec son univers, car c'est quand même le but de ce genre de disques. Un *enregistrement en public, qui réu*nissait des morceaux déjà connus, et un autre, qui ne propose rien de neuf dans la même année, c'est traiter le public un peu par-dessous la jambe. Après un superbe album (Avalon) en 1982, *Roxy Music n'aura pas été actif* en 1983 (Polydor, 815849-1).

ALAIN WAIS.

# 100 questions sur 1983

Tirées d'articles parus dans *le Monde* au cours de l'année, voici cent questions sur 1983. Grands ou petits événements, bonnes et mauvaises nouvelles : autant d'informations souvent éphémères qui sont à la fois les reflets et les témoins de l'année qui s'achève. Au moment d'embarquer pour 1984, Big Brother se demande ce que nos mémoires en ont conservé.




## ETRANGER

**1** On a beaucoup parlé du sommet de Vittel en octobre. De quoi s'agissait-il ?

*a)* de la renégociation des accords d'Evian entre la France et l'Algérie ;
*b)* d'une réunion entre le président de la République et les chefs d'Etat africains ;
*c)* d'un conseil européen consacré aux euromissiles.

**2** Modernisation inattendue à la frontière entre les deux Allemagnes. Dans quel but ?

*a)* accélérer le rythme de contrôle des véhicules ;
*b)* permettre une fouille électronique des visiteurs ;
*c)* hacher menu par des tirs de mitrailleuse les candidats à l'émigration clandestine.

**3** Un nouveau président pour le mouvement des non-alignés en 1983 :

*a)* Fidel Castro ;
*b)* le colonel Kadhafi ;
*c)* Indira Gandhi.

**4** Premier vol du Spacelab à bord de la navette spatiale. Parmi les astronautes, il y avait :

*a)* un Allemand ;
*b)* un Anglais ;
*c)* un Français.

**5** La vingt-neuvième session de *l'Union de l'Europe occidentale* a ouvert ses travaux à Paris. Cette organisation est la *seule* compétente en Europe en matière de :

*a)* justice ;
*b)* défense ;
*c)* famille.

**6** L'intervention dans l'île de la Grenade s'est faite sous le couvert d'un traité international. Lequel ?

*a)* la charte de Bogota ;
*b)* la convention des Antilles ;
*c)* le traité des Caraïbes occidentales.

**7** Reportage sur la base militaire de Berbera, en Somalie. Sa particularité :

*a)* elle a été abandonnée par les Soviétiques et est boudée par les Américains ;
*b)* elle a été construite par les Soviétiques et est occupée par les Américains ;
*c)* elle a été construite par des *experts américains sur des plans* soviétiques.

**8** La « promenade dans les bois » fait référence :

*a)* à un livre écrit par un dissident soviétique ;
*b)* à une péripétie dans la négociation sur les euromissiles ;
*c)* au nom de code de l'opération américaine à la Grenade.

**9** Quel était l'objectif du raid de représailles de l'aviation française au Liban, le 17 novembre ?

*a)* des batteries syriennes dans la plaine de la Bekaa ;
*b) des positions druzes et palestiniennes dans le Chouf ;*
*c) des installations d'extrémistes chiites à Baalbek.*

**10** Assassinat de M. Benigno Aquino dans des circonstances accablantes pour les autorités au pouvoir.

*a)* aux Philippines ;
*b)* en Thaïlande ;
*c)* en Indonésie.

**11** Shocking ! Démission de M. Cecil Parkinson du gouvernement britannique à la suite :

*a)* d'un vol à l'étalage ;
*b)* d'une affaire de corruption ;
*c)* d'une liaison avec sa secrétaire.

**12** Lech Walesa, prix Nobel de la paix. *« Provocation »,* déclare Moscou. L'agence officielle polonaise y voit quant à elle un « instrument » :

*a)* antipolonais ;
*b)* antisoviétique ;
*c)* antisocialiste.

**13** Indépendance pour l'archipel antillais de San Kitts et Nevis. Son entrée à l'ONU porte le nombre d'Etats membres à :

*a)* 110 :
*b)* 136 :
*c)* 158.

**14** Echange spectaculaire de *prisonniers entre Israël et* l'O.L.P. :

*a)* 4 500 prisonniers pour 6 soldats israéliens ;
*b)* 1 500 prisonniers pour 8 soldats israéliens ;
*c)* 7 500 prisonniers pour 12 soldats israéliens.

**15** Parmi les futurs candidats à la présidence des Etats-Unis, M. J. Glenn. Au cours de sa carrière, il a été :

*a)* astronaute ;
*b)* sénateur ;
*c)* journaliste.

**16** Un gouvernement décapité par un attentat à l'explosif : quatre ministres tués ains que de hauts fonctionnaires. Cible des terroristes, le gouvernement :

*a)* libanais ;
*b)* sud-coréens ;
*c)* nord-yéménite.

**17** Le groupe de Cantadora se propose d'aider à la recherche d'une solution négociée en Amérique centrale. Quels sont les pays qui la coposent ?

*a)* Colombie, Mexique, Panama, Venezuela ;
*b)* Equateur, Costa Rica, Mexique, Colombie ;
*c)* Panama, Guatemala, Mexique, Honduras.

**18** Voyager sur Aéroflot, c'est plus sûr : pour sanctionner les 269 morts du Boeing sud-coréen, tous les pays de l'OTAN ont boycotté les vols de et vers Moscou. Sauf trois :

*a)* Grèce, Turquie, France ;
*b)* Portugal, Espagne, Grèce ;
*c)* Italie, Pays-Bas, Turquie

**19** Pour le chancelier Kohl, le « noyau central de la raison d'État *allemande* », c'est :

*a)* l'alliance atlantique ;
*b)* le dépassement du conflit Est-Ouest ;
*c)* l'Ostpolitik.

**20** *Succès politique de M. Neil* Kinnock en Grande-Bretagne. Il *est en effet devenu :*

*a)* ministre du commerce et de l'industrie ;
*b)* leader du parti travailliste ;
*c)* maire de Londres.

**21** *Les insurgés karens ont finalement* libéré leurs deux otages français. Dans *quel pays sont-ils* en lutte ?

*a)* Ethiopie ;
*b)* Honduras ;
*c)* Birmanie.

**22** *On a beaucoup écrit sur les* SS-20. Mais quelles sont leurs *caractéristiques ?*

*a)* 3 têtes ; portée 5 000 km ;
*b)* 2 têtes ; portée 1 750 km ;
*c)* 1 tête ; portée 7 000 km.

**23** Victoire de M. Raul Alfonsin *à l'issue des premières élections* démocratiques depuis le coup *d'Etat militaire. Mais où ?*

*a)* au Salvador ;
*b)* en Bolivie ;
*c)* en Argentine.

**24** Publicité dans *« le Monde » du 19 novembre : deux pages* pleines d'un discours signé :

*a)* Kim Il Sung ;
*b)* Nicolas Ceausescu ;
*c)* Fidel Castro.

**25** La double décision de l'OTAN concernait l'installation en Europe de :

*a)* 108 fusées Pershing-1 et 572 missiles de croisière ;
*b)* 108 fusées Pershing-2 et 572 missiles de croisière ;
*c)* 572 fusées Pershing-2 et 108 missiles de croisière.

**26** Récompense pour un déserteur chinois réfugié à Taïwan avec son avion :

*a)* un grade de major dans l'*armée de l'air ;*
*b)* 1,2 million de dollars ;
*c)* la médaille d'or de l'armée populaire.

**27** *Quelques jours après la signature* à Madrid de l'accord sur la C.S.C.E., *nouveau progrès décisif* pour la cause des droits de *l'homme en* U.R.S.S. Désormais les directeurs des camps :

*a)* doivent établir un rapport annuel sur les réclamations formulées par les détenus ;
*b)* peuvent prolonger de trois à cinq ans les peines des prison*niers ;*
*c)* peuvent fournir aux détenus (à *leur demande) les* œuvres complètes de L. Andropov.

**28** L'attentat contre les forces françaises et américaines à Beyrouth a été *revendiqué par :*

*a)* le mouvement de la révolution islamique libre ;
*b)* le front de libération de l'islam indépendant ;
*c)* le parti intégriste et fondamentaliste d'Orient.



## POLITIQUE FRANÇAISE

**1** Client assidu de la *Cofremca,* M. Giscard d'Estaing, après « le socialisme, ça ne marche pas », a proposé aux auditeurs de FR 3 son nouveau slogan :

*a)* le socialisme, c'est dépassé ;
*b)* le socialisme, c'est cuit ;
*c)* le socialisme, c'est raté.

**2** Le « Tour de France de la grogne » est une initiative :

*a)* de la Confédération générale des cadres ;
*b)* des équipiers de Bernard Hinault ;
*c)* des « élus » communistes invalidés pour fraude électorale.

**3** A « faire le grand écart », que risquait M. Marchais selon M. Jospin ?

*a)* de ne plus pouvoir se relever ;
*b)* d'y laisser sa culotte ;
*c)* une déchirure *musculaire.*

**4** La FAR est appelée à jouer un rôle important dans le système de défense français. De quoi s'agit-il ?

*a)* de la nouvelle génération de sous-marins nucléaires ;
*b)* d'une force d'action rapide de quarante-sept mille hommes ;
*c)* de la série de missiles tactiques destinée à l'armée de terre.

**5** Pour M. Lecanuet, le débat sur la cohabitation éventuelle d'un président socialiste et d'une majorité U.D.F.-R.P.R. est :

*a)* prématuré mais utile ;
*b)* opportun mais inutile ;
*c)* artificiel mais significatif.

**6** Heureux vainqueur de l'élection à la présidence du Sénat : M. Poher. Mais *sans suspense* : il s'agit en effet de :

*a)* son 4e mandat ;
*b)* son 6e ;
*c)* son 11e.

**7** *« Quatre superpuissances colonisent la France : le marxisme, le maçonnique, le juif, le protestant » :* une citation extraite parmi d'autres au hasard de la réunion de l'extrême droite à la Mutualité. Son titre :

*a)* Journée des faisceaux français ;
*b)* Journée du Front national ;
*c)* Journée de l'amitié française.

**8** *« Un crime contre le droit international et l'indépendance des peuples. »* Cette indignation de P. Juquin, le porte-parole du P.C.F., *était suscitée* par :

*a)* l'invasion de l'Afghanistan ;
*b)* le raid français de représailles au Liban ;
*c) l'intervention américaine* à la Grenade.

**9** Equation personnelle de M. Chirac, selon l'intéressé, à « L'heure de vérité » : *« Je suis républicain, démocrate et de tradition... » :*

*a)* gaulliste ;
*b)* corrézienne ;
*c)* libérale.

**10** *« Une télévision que le monde entier nous envie et prend souvent comme modèle. »* Un jugement signé :

*a)* Georges Fillioud ;
*b)* Guy Lux ;
*c)* Hervé Bourges.

**11** *« Je t'emmerde », « espèce de connard », « chèvre rétive », « déchet social » :* tels sont les subtils linéaments de la pensée *politique développée* à « Droit de réponse » par :

*a)* Coluche ;
*b)* Jean-Baptiste Doumeng ;
*c) Robert Hersant.*

**12** Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Constitution à l'Hôtel de Ville de Paris. Tous les premiers ministres de la Ve République étaient là, sauf :

*a)* Pierre Mauroy ;
*b)* Jacques Chaban-Delmas ;
*c)* Michel Debré.

**13** Au Congrès de l'Association nationale des élus communistes, M. Marchais a expliqué les *« pertes de la gauche»* par :

*a)* la tension internationale ;
*b)* le recul du P.S. ;
*c)* les campagnes *menées* à la télévision.

**14** Fait sans précédent: les plus *hauts magistrats des juridictions* françaises et le vice-président du *Conseil d'Etat réunis dans une initiative* commune:

*a)* une réponse indignée à un article de R. Hersant ;
*b)* une lettre ouverte au président de la République ;
*c)* un appel pour la paix.

**15** Selon Marie-France Garaud, en ce qui concerne la liberté de l'Europe, le président français est :

*a)* un verrou ;
*b)* une clé ;
*c)* un bouchon.

**16** *Emissaire secret du général* de Gaulle, informateur de l'Elysée au sujet de l'attentat contre le pape, etc. Quel est cet agent très spécial qui se révèle ainsi aux médias ?

*a)* Jean-Maxime Lévêque ;
*b)* Edouard Leclerc ;
*c)* André Bergeron.

**17** Les évêques français et la menace *nucléaire:* pour l'épiscopat, la dissuasion

*a) peut être « moralement acceptable » ;*
*b) est « incompatible avec la non-violence évangélique» ;*
*c) est « d'essence maléfique et même diabolique ».*

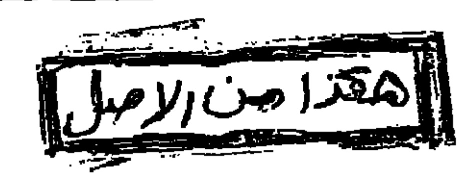
**18** M. Paul Quilès, candidat malheureux à la mairie de Paris, est désormais ministre:

*a)* chargé des réformes administratives ;
*b)* de la mer ;
*c)* de l'urbanisme et du logement.

**19** *« Notre pays ne prépare pas l'avenir. »* Constatation faite au Club de la presse du 2 octobre par :

*a)* J.-P. Chevènement ;
*b)* G. Marchais ;
*c)* R. Monory.





# QUIZ

**20** Parmi ces règles relatives au nouveau projet sur la presse, une *seule ne figurait pas dans* l'intervention de M. Mauroy. Laquelle ?

*a)* un groupe ne peut posséder un titre national et un titre régional ;

*b) un groupe ne peut posséder plus d'un hebdomadaire national et d'un quotidien ;*

*c)* un groupe ne peut posséder plus de trois titres nationaux *dont un quotidien.*

**21** Au moment même où le Conseil d'Etat confirmait les invalidations pour fraude et que divers élus communistes étaient inculpés, intervention de M. Marchais: « Les *municipalités communistes sont....* »

*a) insoupçonnables ;*

*b)* inattaquables sur le plan de l'élection ;

*c)* inattaquables sur le *plan* de la gestion.

**22** M. Barre a tenu à faire savoir qu'il n'avait jamais dit que M. Mauroy fût sot, et qu'il avait en revanche déclaré:

*a) M. Mauroy n'est pas si sot* que ça ;

*b)* M. Mauroy est sot de faire une loi sur la presse ;

*c)* M. Mauroy fait trop de sottises.

**23** « Je pense que, cette année, nous serons au-dessous de 9 % des prix.» Pronostic de :

*a) M. Delors en octobre ;*

*b)* M. Mauroy en décembre ;

*c)* M. Fabius en novembre.

**24** Consécration pour M. Rossinot. *Il est en effet devenu:*

*a)* secrétaire d'Etat chargé des questions de défense ;

*b)* président du parti radical ;

*c)* ambassadeur de France à *Madrid.*

**25** Que représente le ministère des droits de la femme dans le budget de 1984 ?

*a)* 1 % ;

*b)* 0,1% ;

*c)* 0,01%.

**26** Au congrès du P.S. à Bourg-en-Bresse, vives critiques contre le ministère des finances, qualifié de

*a)* vestige poussiéreux du libéralisme pantouflard ;

*b)* monument rétro de l'interventionnisme libéral ;

*c) potiche fêlée du néo-*classicisme économique.

**27** « Que faites-vous ici ? » *C'est avec sévérité* que M. Mitterrand s'adressait à MM. Claude Cheysson et Christian Nucci au sommet franco-africain. Les deux ministres

*a)* étaient en train de disputer une partie d'échecs pendant les débats ;

*b)* s'étaient endormis dans la salle des *conférences* ;

*c)* avaient dérobé leurs sièges à d'importants participants.

**28** « Imbécillités » : c'est le terme utilisé par M. Michel Rocard pour qualifier les accusations lancées contre sa politique agricole par

*a)* Jacques Chirac ;

*b)* François Guillaume ;

*c)* Édith Cresson.

**29** « Je crois que face au destin, il faut être *disponible.* J'ai toujours été disponible. » Qui tenait à rassurer ainsi la classe politique :

*a)* Raymond Barre ;

*b)* Simone Weil ;

*c)* Edgar Faure.

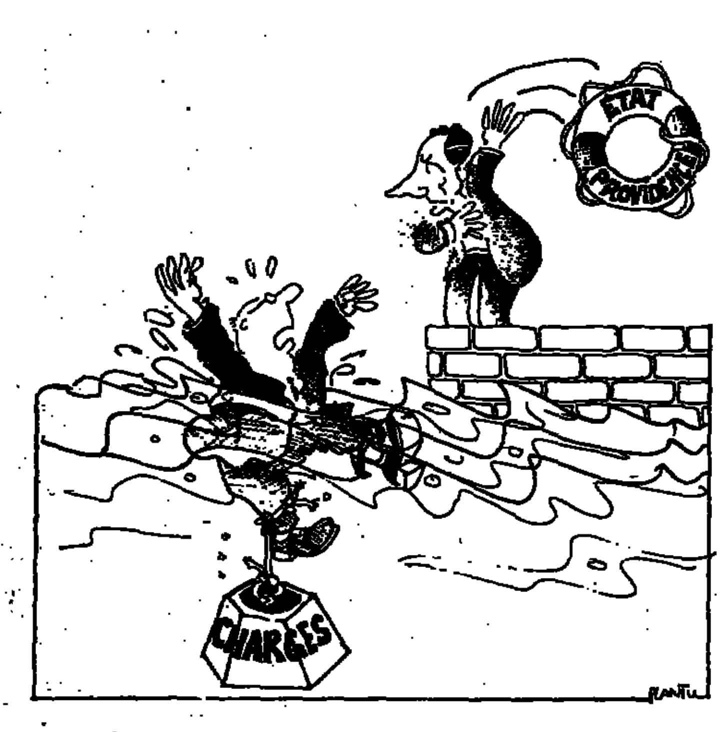
**30** Méthode inédite pour prendre une décision politique au sujet des listes aux élections européennes: M. Lecanuet a proposé

*a) de nommer* un « M. élections » à l'U.D.F. ;

*b)* de jouer ça au poker ;

*c)* de s'en remettre aux sondages.

## ECONOMIQUE ET SOCIAL




**1** Dette extérieure de la France au 30 juin selon M. Jacques Delors

*a)* 295 milliards ;

*b)* 369 milliards ;

*c)* 501 milliards.

**2** Selon une étude récente, quelle est la banque française qui *a obtenu le meilleur rapport entre* son bénéfice net et son capital social

*a)* Indosuez ;

*b)* Paribas ;

*c) Crédit* Lyonnais.

**3** *Départ spectaculaire du président* communiste de l'une des grandes entreprises nationales

*a)* de Rhône-Poulenc ;

*b)* de la C.G.E. ;

*c)* des Charbonnages de France.

**4** Il n'y a pas de cumuls qu'en politique: depuis le 1er octobre, M. Jacques Calvet assure les présidences de

*a) Rhône-Poulenc* et C.D.F.-chimie ;

*b)* Peugeot et Citroën ;

*c)* B.N.P. et Société générale.

**5** Le plus long barrage du monde sera *construit* à Yacyreta *avec le* concours d'entreprises françaises. Où est-ce ?

*a)* au Paraguay ;

*b)* au Brésil ;

*c)* en Argentine.

**6** Manager de l'année pour *le Nouvel Economiste :*

*a)* François Dalle ;

*b)* Bernard Tapie ;

*c) Alain Minc.*

**7** Apparition d'une nouvelle abréviation : *les CODEVI. De quoi* s'agit-il ?

*a)* des coopératives de développement vinicole ;

*b)* des comptes pour le développement industriel ;

*c)* des comités d'évaluation *des investissements.*

**8** En septembre, les échanges de la France avec l'extérieur dégageaient *un excédent commercial* de 323 millions. C'était la première fois *depuis* :

*a)* un an ;

*b)* deux ans ;

*c)* trois ans.

**9** Le bilan de la saison touristique en France, cette année, se traduit, par rapport aux chiffres record de 1982, en termes de balance des paiements touristiques :

*a)* par une amélioration ;

*b)* par une stagnation ;

*c)* par une diminution.

**10** Reconversion inattendue de *Dominique Ferry, ex-président* du *Nouvel Economiste* et des affichages Garaudy. *Il entre :*

*a)* dans l'armée de l'air ;

*b)* dans une troupe de comédiens ;

*c)* dans une communauté catholique.

**11** Offensive en faveur de la publicité comparative. A sa tête, une chaîne de distribution :

*a)* Darty ;

*b)* Carrefour ;

*c)* Leclerc.

**12** Lancement d'une nouvelle voiture par la Régie annoncé pour 1984 :

*a)* la R-34 ;

*b)* la R-25 ;

*c)* la R-19.

## SOCIETE, SPORT

**1** Selon le *rapport* Prost sur l'état des lycées, le niveau actuel des bacheliers

*a)* est supérieur à ce qu'il était en 1953 ;

*b) est équivalent ;*

*c)* est inférieur.

**2** Le Comité national d'éthique, installé par le président de la République, aura comme champ d'étude les implications de la science :

*a)* dans le domaine de l'infor*matique et de la bureautique ;*

*b)* dans la presse et l'audiovi*suel ;*

*c)* dans la biologie et la médecine.

**3** Selon une enquête du Chicago Council on Foreign Relations, la cote d'amour des Améri*cains pour la France nous* situe en troisième position derrière :

*a)* Canada et *Grande-*Bretagne ;

*b)* Israël et Mexique ;

*c)* Allemagne fédérale et Italie.

**4** *« Mettez-moi tout ça dehors, ici ce n'est pas un hôpital » : fortes paroles prononcées* par la présidente du tribunal de police de Limoges, Mme Audebert. *« Tout ça »* désignait :

*a)* un stock de vêtements entreposés par l'Armée du salut ;

*b)* des médecins en grève ;

*c)* une centaine d'handicapés venus à l'audience.

**5** Emission à fortes retombées aux Etats-Unis. Sous le titre *« The Day After », il s'agissait :*

*a)* d'un téléfilm sur les effets d'une attaque nucléaire soviétique ;

*b)* des révélations d'un agent de la C.I.A. sur l'assassinat de J.F. Kennedy ;

*c)* de l'attitude de R. Nixon pendant le Watergate.

**6** *« Inch Allah »* inattendu prononcé par un supporter de marque de la Marche contre le racisme :

*a)* Robert Badinter ;

*b)* Jack Lang ;

*c)* Monseigneur Lustiger.

**7** Rappel à l'ordre canonique du *Vatican qui a décidé d'interdire* dorénavant les hosties :

*a)* œcuméniques ;

*b)* diététiques ;

*c)* aphrodisiaques.

**8** Vol du siècle en Grande-Bretagne : trois tonnes d'or. *Le préjudice pour la* compagnie d'assurances est équivalent à la perte :

*a)* d'un navire pétrolier ;

*b)* d'un super-pétrolier ;

*c)* de trois super-pétroliers.

**9** Une polémique s'est engagée à propos de la vente aux enchères d'un titre de *journal. Lequel ?*

*a) Hara-Kiri ;*

*b) la Gazette ;*

*c) Combat.*

**10** Selon la grande enquête réalisée par le Groupe européen d'études sur les systèmes de valeurs, quel est le pays où l'on ma*nifeste le plus de goût* pour le travail ?

*a)* Allemagne ;

*b)* Danemark ;

*c)* France.

**11** Et celui où l'on aime le *moins* travailler ?

*a)* Italie ;

*b)* Espagne ;

*c)* France.

**12** Nouveau recordman des sélections en équipe de France de football :

*a)* Marius Trésor ;

*b)* Maxime Bossis ;

*c) Michel Platini.*

**13** Elimination de la France en Coupe Davis en demi-finale cette *année. Nos vainqueurs ont été :*

*a)* la Suède par 3 victoires à 2 ;

*b)* l'Australie par 4 victoires à 1 ;

*c)* les Etats-Unis par 5 victoires à 0.

**14** Nouvel échec pour Renault dans la course au titre mondial de formule 1 cette *année.* Le champion a été Nelson Piquet de l'écurie :

*a)* Lotus ;

*b)* William ;

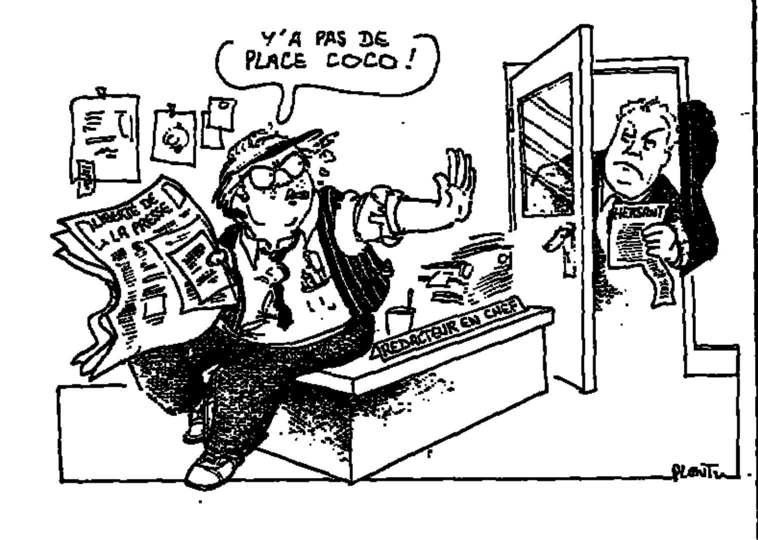
*c)* Brabham.

**15** Deux sportifs vainqueurs du trophée du *fair play* cette année :

*a)* Jean-Pierre Rives et Ivan Lendl ;

*b)* Patrick Battiston et Mats Wilander ;

*c) Nicky Lauda et Thierry Rey.*




## LITTERATURE, ARTS, SPECTACLES

**1** Surprise au Goncourt: pour une fois le prix *ne revient pas à la* bande des trois (Gallimard, Grasset, Seuil) mais à :

*a)* Balland ;

*b)* Belfond ;

*c)* Fayard.

**2** Au programme du Grand Pa*lais cette année, des expositions:*

*a)* Monet et Balthus ;

*b)* Manet et Turner ;

*c)* Magritte et Raphaël.

**3** Titre général pour *la* grande fresque de Soljenitsyne, dont le premier élément, *Août 14,* vient d'être *publié* en France :

*a) les 40 Nœuds ;*

*b) la Roue rouge ;*

*c) le Grand Cercle.*

**4** En attendant Orwell pour 1984, à quel grand écrivain a été dédié 1983 ?

*a)* Stendhal ;

*b)* Flaubert ;

*c)* Zola.

**5** Premier artiste français à être *célébré* de son vivant par le Metropolitan Museum;

*a)* Bernard Buffet ;

*b)* Mathieu ;

*c)* Yves Saint Laurent.

**6** Disparition à soixante-dix-huit *ans de Raymond* Aron. Il avait publié, peu avant sa mort, son dernier *ouvrage:*

*a) Mémoires ;*

*b) Penser la guerre, Clausewitz ;*

*c) le Spectateur engagé.*

**7** *Au-dessous du volcan,* le chef-d'œuvre de Malcolm Lowry, est en train d'être porté à l'écran. Le réalisateur est :

*a)* Francis Ford Coppola ;

*b)* Stanley Kubrick ;

*c)* John Huston.

**8** Lion d'or du Festiva de Ve*nise :*

*a) Prénom Carmen,* de Jean-Luc Godard ;

*b) La Tragédie de Carmen,* de Peter Brook ;

*c) Carmen,* de Carlos Saura.

**9** La boxe en vedette aux Jour*nées mondiales* de l'écrivain, à Nice. Dans la catégorie des supercoqs, le combat *a opposé* :

*a)* Philippe Bouvard à Alain de Benoist ;

*b)* Jean-Edern Hallier à François Chalais ;

*c)* Caton à André Bercoff.

**10** Grand article signé J.J.S.S. dans *le Monde.* Son titre :

*a)* « Le pari français » ;

*b)* « Le défi français » ;

*c)* « Le trésor français ».

**11** James Bond contre James *Bond, quel* est le héros de *Octopussy ?*

*a)* Michael Caine ;

*b)* Roger Moore ;

*c)* Sean Connery.

**12** *Création mondiale à Lille* de la dernière œuvre de Merce Cunningham. Il s'agit :

*a)* d'un ballet ;

*b)* d'un opéra ;

*c)* d'une comédie musicale.

**13** Disparition à quatre-vingt-trois ans de Luis Bunuel. Il avait été le réalisateur entre autres de :

*a) l'Age d'or ;*

*b) le Sang d'un poète ;*

*c) le Fantôme de la liberté.*

**14** Etre publié de son vivant *dans la Pléiade : cet honneur,* dont Bernard Franck juge Hervé Bazin indigne, est notamment revenu à :

*a)* Marguerite Yourcenar ;

*b)* René Char ;

*c)* Jean d'Ormesson.

**15** *Sortie en librairie de On m'appelle le sphinx.* Auteur :

*a)* Valéry Giscard d'Estaing ;

*b)* Robert Herbin.

## SOLUTIONS

**Etranger**

1 : B ; 2 : C ; 3 : C ; 4 : A ; 5 : B ; 6 : C ; 7 : A ; 8 : B ; 9 : C ; 10 : A ; 11 : C ; 12 : A et C ; 13 : C ; 14 : A ; 15 : A et B ; 16 : B ; 17 : A ; 18 : A ; 19 : A ; 20 : B ; 21 : C ; 22 : A ; 23 : C ; 24 : C ; 25 : B ; 26 : A et B ; 27 : B ; 28 : A.

**Politique française**

1 : C ; 2 : A ; 3 : C ; 4 : B ; 5 : A ; 6 : B ; 7 : C ; 8 : C ; 9 : B ; 10 : A ; 11 : B ; 12 : A ; 13 : B ; 14 : A ; 15 : A ; 16 : B ; 17 : A ; 18 : C ; 19 : A ; 20 : B : 21 : B et C ; 22 : B ; 23 : A ; 24 : B ; 25 : C ; 26 : B ; 27 : C ; 28 : A ; 29 : A ; 30 : C.

**Economique et social**

1 : B ; 2 : A ; 3 : C ; 4 : B ; 5 : C ; 6 : A ; 7 : B ; 8 : B ; 9 : A ; 10 : C ; 11 : B ; 12 : B.

**Littérature, art et spectacle**

1 : A ; 2 : B ; 3 : B ; 4 : A ; 5 : C ; 6 : A ; 7 : C ; 8 : A ; 9 : B ; 10 : C ; 11 : B ; 12 : A ; 13 : A et C ; 14 : A et B ; 15 : B.

**Société sport**

1 : A ; 2 : C ; 3 : A ; 4 : C ; 5 : A ; 6 : C ; 7 : B ; 8 : B ; 9 : C ; 10 : B ; 11 : B ; 12 : A ; 13 : B ; 14 : C ; 15 : B.

MÉDECINE

# Le SIDA

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'ANNÉE 1983 restera marquée, dans l'histoire de la médecine, par l'apparition d'une maladie nouvelle, étrange et meurtrière, et par le mystère qui enveloppe obstinément ses causes en dépit des efforts déployés dans le monde entier pour l'élucider.

Les premiers cas de SIDA (ou syndrome d'immunodéficience acquise) ont été signalés dans les communautés homosexuelles des Etats-Unis durant l'été 1981.

Près de quatre mille personnes sont atteintes – ou sont mortes – à ce jour d'un mal contre lequel la médecine est jusqu'à présent désarmée et qui se traduit par un effondrement des défenses naturelles de l'organisme. La victime est la proie des infections les plus diverses et les plus graves, dues à des bactéries, à des virus ou à des champignons, et un cancer, le sarcome de Kaposi, jusqu'alors très rarement observé en Occident, apparaît au stade terminal d'une implacable évolution.

Ce sarcome de Kaposi est, de longue date, fréquemment observé en Afrique équatoriale (Zaïre et Angola notamment), ce qui incite nombre de chercheurs à en traquer sur place l'agent responsable, comme l'avait suggéré d'emblée l'équipe du docteur Leibowitch (Paris).

Mais nul ne sait avec certitude s'il faut chercher un virus d'un genre nouveau, comme le croient des équipes américaines et pastoriennes, un champignon proche de ceux qui produisent la cyclosporine, étrange médicament utilisé depuis peu pour les greffes d'organes, ou encore et plus simplement l'effet d'une accumulation d'infections multiples et répétées due à des comportements sexuels particuliers et à l'usage de drogues.

En effet, les victimes du SIDA sont dans près de 80 % des cas des homosexuels fréquentant de très nombreux partenaires et chez lesquels l'éclosion de la maladie couronne une longue histoire d'atteintes vénériennes, virales ou parasitaires qui pourraient avoir, peu à peu, détruit le système immunitaire.

## Le sperme, le sang et la drogue

Les autres cas observés se répartissent entre les drogués (18 %) et, plus rarement, des sujets originaires d'Haïti ou l'Afrique équatoriale, ou des hémophiles (0,5 % des cas).

Ce caractère épidémiologique particulier a donné aux chercheurs une indication d'importance sur l'agent du Sida, à savoir que sa transmission s'effectue par le sperme et par le sang, ou ses dérivés.

Les banques de sang fonctionnant, comme c'est le cas aux Etats-Unis, sur une base lucrative, avec rémunération de donneurs qui sont souvent des drogués ou des homosexuels (pour la fabrication du vaccin contre l'hépatite notamment), elles ont fait l'objet dès lors d'une campagne de suspicion et de craintes. Le vaccin contre l'hépatite B déclenchait une vive polémique, aujourd'hui apaisée par des bilans rassurants, cependant que de nombreux Américains, voire des pays entiers, instituaient leur propre « banque de sang », à titre de sécurité.

Dans le même temps, l'incrimination d'Haïti comme foyer possible du mystérieux agent du SIDA était ressentie par les Haïtiens et leur corps médical comme une attaque d'ordre raciste, d'autant plus intolérable qu'ils l'affirmaient non motivée.

Le professeur J.-P. Coulaud (Institut de médecine et d'épidémiologie tropicale de Paris), qui rentre d'une mission en Haïti, leur donne raison : « *Il semble*, estime-t-il, *qu'il n'y a pas de groupe à risque spécifiquement haïtien* » et que les cas observés relèvent, comme en Europe ou aux Etats-Unis, de facteurs établis d'homosexualité et de drogue.

Le sang, le sperme, l'homosexualité, la drogue, le cancer et quelques relents de racisme formaient ainsi le lit d'un mythe qui fit – et fait toujours – les beaux jours des moralistes et des prédicateurs de tout genre.

Comme aux temps les plus sombres de l'ignorance et de la terreur, la maladie redevenait un châtiment de Dieu.

Les malheureux qui furent, dans le centre de la France, intoxiqués par l'ergot de seigle étaient considérés à l'époque comme possédés par le diable. Chassés de leurs communautés, abandonnés de tous, ils agonisaient seuls, dans le martyre de leurs convulsions et de leurs gangrènes.

Les esprits ont fort heureusement évolué, et les victimes du SIDA reçoivent, dans les meilleurs hôpitaux, les soins les plus sophistiqués et les plus coûteux. Mais le vide de la crainte s'étend autour d'eux, et l'idée d'une punition divine que mériterait l'homosexualité est largement répandue, sinon dans les milieux médicaux, du moins dans le grand public.

La découverte des causes et des modes de prévention et de traitement du SIDA, revêt ainsi une double importance, scientifique certes, mais aussi morale, car le combat contre les mythes relève, en médecine tout au moins, de la connaissance, et d'elle seule. ■

AUTRES 150 (♂ et ♀)
HÉMOPHILES (19) (♂ et ♀)
16
2
1
DROGUÉS (♀ et ♂)
HOMMES HOMOSEXUELS OU BISEXUELS
419
232
1554
653
1796
1
8
117
HAITIENS (126) (♂ et ♀)

Analyse de 2 500 cas de SIDA ÉTATS-UNIS (octobre 1983)

## Routine scientifique et économie

L'aventure a vécu, et ce qui hier faisait encore figure d'exploit est aujourd'hui du domaine de la routine. A l'émotion qu'a soulevée le vol du premier homme dans l'espace avec le Soviétique Youri Gagarine, à celle, plus grande encore, qu'ont suscitée les Américains en accomplissant le premier pas sur la Lune, a succédé une certaine banalisation de l'espace qu'illustre bien la période actuelle. La colonisation de la banlieue terrestre par des satellites et des vaisseaux habités de toutes sortes se conjugue désormais au quotidien.

Tandis qu'en Union soviétique on mise sur les vols habités de longue durée – plusieurs mois – à bord de la station orbitale Saliout-7, les Etats-Unis multiplient les vols de la navette spatiale – quatre en 1983 – et s'efforcent de rentabiliser les navettes Columbia, Challenger et Discovery qui composent la flotte de la Nasa. Les hommes ainsi se succèdent en orbite pour mener à bien des expériences dont le contenu est fortement teinté d'arrière-pensées économiques.

Il n'est que de passer en revue les dernières missions de la navette, consacrées pour une large part à la mise en orbite de satellites à vocation commerciale, pour s'en persuader. Même le vol du laboratoire spatial européen Spacelab n'échappe pas à cette règle dans la mesure où il s'agit ni plus ni moins que de préparer ce que seront les usines et les ateliers spatiaux de demain, dans lesquels seront peut-être produits des cristaux de matériaux semi-conducteurs pour l'électronique, des alliages impossibles à réaliser sur Terre, des vaccins et des substances pharmaceutiques, etc.

De cette compétition, qui aboutira un jour à la construction d'une station spatiale permanente à laquelle les Soviétiques et les Américains songent déjà, l'Europe, avec des moyens certes plus modestes, n'est pas absente. Avec Spacelab bien sûr, dont le premier vol a donné lieu à « *une moisson impressionnante d'informations scientifiques* », mais qui, depuis, est devenu propriété américaine, mais aussi avec Ariane, dont les tirs vont aller s'accélérant et qui, cette année, a effectué son premier lancement de satellite « export ».

Désormais, face à la concurrence sévère que lui livrent les Etats-Unis, par navette et fusées conventionnelles interposées, Ariane, et les Européens avec elle, doivent quitter la voie de l'artisanat pour celle d'une certaine industrialisation. La session prochaine par la NASA d'un pas de tir du Centre spatial Kennedy (Floride) à une firme privée devrait d'ailleurs être de nature à les stimuler. C'est à ce prix, en effet, que l'Europe peut espérer maintenir et même conforter sa place dans le marché des services de lancement de satellites, qui, « *s'il se développe de façon formidable* », demeure cependant encore fragile. ■

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

SPORTS

# Yannick Noah la gloire et la déprime

par ALAIN GIRAUDO

EXERCICE de style des rédactions sportives à travers le monde fin décembre : désigner le champion de l'année écoulée. On soupèse les médailles, on analyse les records.

Cette année, les Finlandais n'ont pas hésité : ils ont couronné la belle Tina Lillak qui les a fait chavirer de bonheur en lançant plus loin que quiconque le javelot lors d'un ultime essai dramatique du concours féminin des premiers championnats du monde d'athlétisme. C'est le triple exploit de Carl Lewis, dans le stade d'Helsinki, qui a permis aux Américains de porter massivement leurs suffrages sur le successeur de Jesse Owens. Les Australiens ont eu du mal à départager Roberto de Castella, le marathonien au cœur de pierre, et John Bertrand, le skipper d'*Australia II*, le 12 m JI qui a piraté, dans la baie de Newport, la Coupe de l'America détenue comme un joyau depuis cent trente-deux ans par les yatchmen new-yorkais.

Les Français pouvaient, pour leur part, choisir entre quatre champions d'Europe de boxe, Louis Acaries, Richard Elbilia, Dominique Montero et Lucien Rodriguez, deux champions d'Europe de judo, Thierry Rey et Richard Melillo, deux recordmen du monde de saut à la perche, Pierre Quinon et Thierry Vigneron, le vainqueur du tour du monde à la voile en solitaire, Philippe Jeantot, la championne du monde juniors de tennis Pascale Paradis. Ou bien le vainqueur des Internationaux de Roland-Garros, Yannick Noah.

C'est incontestablement le souvenir de ce dimanche 5 juin, où le vainqueur à l'arraché du Suédois Wilander est tombé à genoux sur la brique pilée brûlante du central des Mousquetaires avant de se précipiter, ivre de bonheur et d'émotion, dans les bras de son père, Zacharie, accouru à sa rencontre, qui devait s'imposer. Cette victoire, le tennis français l'attendait depuis trente-sept ans. C'était le fruit d'une lente maturation entreprise une quinzaine d'années auparavant par la bande de jeunes turcs menée par Philippe Chatrier. C'était au soleil de juin les mille éclats d'un diamant noir trouvé brut au Cameroun par Arthur Ashe, puis lentement taillé et poli dans la « filière française » du lycée sports-études de Nice au Central de Roland-Garros.

C'était presque une fête nationale. Une fête aux lendemains difficiles. Promu star du show-biz, idole des foules, Noah eut du mal à assumer sa simple condition de champion. Suspension, blessures aux genoux, le reste de sa saison fut gâché : échec en quarts de finale à Flushing Meadow, défaite contre l'Australie en Coupe Davis. L'homme, que rend fragile la soudure affective entre une culture européenne et des racines africaines, encaissa mal le choc. Déprime et départ. Noah se reposera désormais dans une île, Manhattan, où il ne sent pas sa jeunesse ficher le camp. Séparation de corps avec la France dont il aura néanmoins été le plus beau champion 1983. ■

## Remue-ménage dans les hôpitaux

C'est en 1982 que le gouvernement avait annoncé, par la voix de M. Jack Ralite, l'un des quatre communistes membres du gouvernement, alors ministre de la santé, son intention de réformer profondément l'organisation interne des hôpitaux. Ceux-ci seraient désormais divisés en « départements », dont les responsables seraient élus pour un mandat limité dans le temps et renouvelable. Parallèlement, la structure financière des établissements serait radicalement modifiée par la suppression du prix de journée et l'instauration du « budget global ». Enfin, les statuts des médecins hospitaliers seraient unifiés, simplifiés, démocratisés. Ils passeraient tous un concours unique, clé de la titularisation, puis s'orienteraient, à l'issue de nouvelles épreuves, vers les centres hospitalo-universitaires (C.H.U.) ou vers les hôpitaux généraux (C.H.G.).

Dès le début de 1983, passée la première surprise, le ton commença à monter chez les médecins, et l'inquiétude grossit de semaine en semaine. En particulier, de nombreux chefs de service protestèrent, de façon de plus en plus vive, contre les perspectives ainsi ouvertes ; internes et chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires commencèrent, eux, à parler de grève, et de grève des soins, un événement dans la vie de la communauté hospitalière française.

La grève éclata effectivement le 22 mars dans l'ensemble des centres hospitalo-universitaires de France. Internes et chefs de clinique n'assurèrent plus que le traitement des malades hospitalisés, les gardes et les urgences.

Les motivations profondes d'une telle explosion, sa durée – six semaines, – la tolérance dont elle bénéficia de la part de l'opinion publique, s'expliquent par un ensemble de facteurs. D'abord par l'insécurité dans laquelle étaient plongés internes et chefs de clinique. Ceux-ci, à l'issue de leur temps de clinicat, ne disposaient d'aucune garantie d'obtenir une nomination comme agrégés, c'est-à-dire de titularisation dans la fonction publique hospitalo-universitaire. Leur couverture sociale était fragmentaire. En outre, les débouchés qu'offrait – qu'offre toujours – le secteur privé sont de plus en plus restreints, compte tenu de la pléthore de médecins engendrée par la politique de ces dernières années.

C'est de cette insécurité qu'internes et chefs de clinique, appuyés par bon nombre de leurs aînés, voulaient se dégager. Au cœur même de la crise, le gouvernement remplaça M. Jack Ralite par M. Edmond Hervé, qui devenait secrétaire d'État chargé de la santé et se trouvait placé sous la tutelle de M. Pierre Bérégovoy. Le conflit fut dénoué par l'intervention de ce dernier, celle du premier ministre et par l'impatience de l'Élysée. Le gouvernement promettait notamment aux grévistes bon nombre d'apaisements, la création de nouveaux postes hospitalo-universitaires, l'extension de leur couverture sociale.

Le travail reprit dans les C.H.U. Au début d'août, les cinq médiateurs, que le gouvernement avait chargés d'arbitrer le conflit, remettaient un rapport sévère sur l'état du système hospitalier français. Le 9 décembre, le gouvernement rendait publiques de nouvelles propositions, qui confirment le nombre des promesses de mai et améliorent le projet de statut proposé aux médecins hospitaliers.

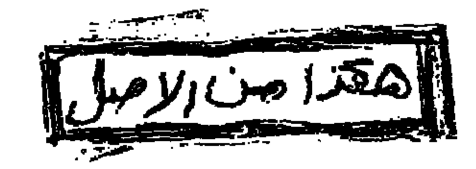
Ceux-ci ont-ils, à l'aube de 1984, recouvré leur sérénité ? Les réformes prévues vont entrer en vigueur dès leur promulgation, c'est-à-dire dès les débuts de l'année. Le printemps verra le dépôt d'un nouveau projet de loi sur la planification hospitalière et l'harmonisation public-privé. Le IXe Plan, de son côté, a critiqué le suréquipement de la France dans le domaine hospitalier et prévu une déflation des lits hospitaliers.

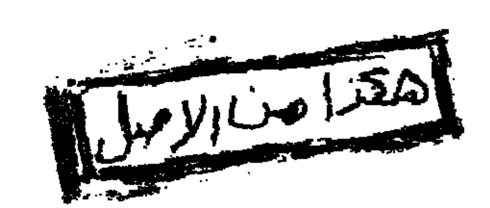
C'est dire que, dans ce secteur, le débat n'est pas clos. ■

CLAIRE BRISSET.













# Le retour des démons

par BRUNO FRAPPAT

EN 1983, la société française s'est permis un retour du refoulé. Émergence des fantasmes, des peurs et des réactions, violences et contre-violences, querelles antiques.

D'abord, le racisme a pris ses aises et donné de la voix. La crispation des rapports sociaux, le chômage, les désillusions de la gauche, la radicalisation de l'opposition, les campagnes incessantes sur l'insécurité : la montée des haines raciales a des causes multiples. Elle a pris trois formes, de la plus déclarée à la plus insidieuse.

On a vu, durant l'été, se conjuguer les effets de la canicule et de la cohabitation dans les banlieues. Des jeunes immigrés, tirés à vue, ont payé de leur vie l'impossibilité de vivre ensemble. Des élections partielles — Dreux, Aulnay-sous-Bois... — ont traduit l'émergence au niveau politique, en dépit des dénégations de ses leaders, d'un courant xénophobe qui s'est nourri et renforcé de ce malaise. Enfin, la gauche elle-même, contre ses idéaux, a engagé une chasse aux immigrés clandestins qui aura seulement troublé quelques belles âmes, tant le « réalisme » a marqué des points contre l'idéalisme. Seuls les évêques se seront, en fin d'année, risqués à déclarer aux immigrés qu'ils étaient, *« en quelque sorte, les compatriotes »* des Français.

Les évêques et les « Beurs ». Car 1983 restera l'année de la marche des « Beurs ». Les jeunes dits de la deuxième génération, nés en France, mixtes de culture, Français devant l'état civil, mais citoyens de seconde zone dans la réalité quotidienne, ont marqué, par une longue « marche pour l'égalité » partie de Marseille et achevée spectaculairement à Paris le 3 décembre, l'intensité de leur ras-le-bol, le désir de n'être plus accusés de tous les péchés de la France.

Leur manifestation aura un moment — un moment seulement ? — provoqué un sursaut de la conscience de gauche et de ceux pour qui la devise de la République reste une valeur. L'avenir dira si cette révolte restera calme ou si ces Français-là devront trouver d'autres méthodes pour affirmer leur droit à la citoyenneté.

Pulsions de haine, réactions de défense, il y aura eu, en 1983, sur cet arrière-plan, une affaire qui renvoie la France à un passé plus radical, plus insupportable encore que son présent risqué : l'affaire Barbie. On aura vu jaillir du fond de la Bolivie, et des poubelles de l'histoire, un septuagénaire nazi — et fier de l'être encore — livré enfin à la France parce que, enfin, elle le réclamait vraiment. Emprisonné à Lyon, capitale de la Résistance, quarante ans après les crimes qu'on lui impute. Retour pédagogique pour les jeunes générations, illustration des extrêmes auxquels conduit le refus des différences. Barbie détenu, confronté à ses victimes survivantes, Barbie vivant et Jean Moulin mort : *la France des années 80 aura trouvé dans cet épisode, plus que la satisfaction de préparer le jugement tardif d'un homme aujourd'hui dérisoire, l'occasion d'un retour sur le passé. Et l'idée que ce passé n'est peut-être pas complètement derrière nous.*

## Forces du désordre ?

Violences et démons. Comment ne pas voir dans d'autres événements de cette année, somme toute peu réjouissante, d'autres montées pulsionnelles ? Le 3 juin, à Paris, pour rendre hommage à deux de leurs collègues assassinés avenue Trudaine par des malfaiteurs — il y en aura sept autres dans l'année, — des policiers en colère se forment en cortège, repoussant sans difficulté les forces mobilisées pour leur barrer la route et manifestent sous les fenêtres du garde des sceaux *(« Badinter assassin ! »)* puis du ministre de l'intérieur. La gauche dénonce les « factieux ». La droite attise les mécontentements. La police, travaillée par des minorités extrémistes, rempart de la démocratie ou menace pour la démocratie ? Les sanctions disciplinaires n'auront rien réglé durablement, et cette « bavure » collective aura laissé à tous un goût amer et inquiétant.

La police dans la rue et la gendarmerie épinglée. Forces de l'ordre ou forces du désordre ? Les mésaventures du capitaine Paul Barril, rocambolesques, nombreuses, révélées par la presse en 1983 auront contribué à ternir l'image d'une institution — la gendarmerie — jusque-là épargnée. L'ancien patron du G.I.G.N. chargé de la lutte contre la violence n'a pas pris de gants avec la légalité.

On a le choix : brebis galeuse et isolée ou dégénérescence de l'institution ; bavure individuelle ou « complot ». La naïveté du pouvoir de gauche dans l'utilisation et l'organisation de ses forces antiterroristes a été évidente à travers cette affaire qui a fait oublier quelques réussites, comme le coup d'arrêt à Action directe, les succès contre les terrorismes arménien, corse ou proche-oriental. Des coups, mais pas décisifs puisque la violence terroriste, aveugle ou ciblée, a provoqué son lot de victimes : huit morts à Orly le 15 juillet parmi les voyageurs qui se rendent en vacances en Turquie, le secrétaire général de la Haute-Corse, Pierre-Jean Massimi, assassiné par le F.L.N.C. pour son rôle prétendu dans l'enlèvement — suivi d'une probable mort — du militant autonomiste corse Guy Orsoni.

Violences peu maîtrisables qui auront marqué 1983, mais — les statistiques n'ont pas d'émotions — ni plus ni moins que les années précédentes. Violences venues d'ailleurs, échos explosifs de combats auxquels les Français de l'Hexagone ne se sentent pas mêlés, sauf à en être les victimes choisies par la loterie du destin.

Et puis 1983, année d'excès, aura connu ses faits divers qui défient l'imagination et entretiennent la peur. Pulsions qui font d'un Lionel Cardon, jeune homme de bonne présentation, meurtrier — avoué — d'un policier et — présumé — des époux Aran. Pulsions de ces malfrats du Sud-Est qui, une nuit d'août, exécutent sept personnes au Sofitel d'Avignon lors d'un hold-up raté. Vision médiévale enfin que celle d'un couple d'agriculteurs de la Corrèze dont on s'avise, en 1983, qu'ils ont tué neuf enfants à leur naissance.




A partir de ces crimes, les passions peuvent s'échauffer, les angoisses s'alimenter. Les peurs ont su trouver d'autres canaux. L'affaire des fûts de Seveso l'aura montré. La France entière les aura traqués, reniflés pendant quelques semaines avant de découvrir que ces fameux fûts de dioxine — peut-être plus redoutés que redoutables — étaient stockés dans un village de l'Aisne, parmi les braves gens qui en éprouvèrent des frayeurs rétrospectives que toute la France partagea.

Parmi tant de sujets de crainte, il en fut de plus nobles, mais non moins passionnels. On aura assisté, par exemple, sur le front de l'éducation, à deux batailles qui eurent pour point commun de réveiller des passions qu'on croyait éteintes, des combats qu'on pensait datés, des références et des réflexes désuets.

## Printemps chaud

A l'Université, nous eûmes un printemps chaud pour un projet de loi sur l'enseignement supérieur finalement adopté pendant un automne glacial. M. Savary, *ministre de l'éducation nationale, on le crut menacé en mai quand la rue s'emplissait d'« étudiants en colère » qui jouaient à un mai 68 à l'envers, pâle copie au demeurant. M. Savary est resté.*

Le passé imité, mais aussi inversé : ce sont les enseignants magistraux — cibles, jadis des révoltes étudiantes — qui ont pris la tête de la contestation d'une réforme qui n'eut pas des adversaires qu'à droite. Débat élitiste et pétitionnant qui ne passionna plus la France dès lors que la rue était redevenue calme et qu'il paraissait acquis que 1983 serait, en comparaison de 1968, pour l'Université, un pétard mouillé.

Passionnel fut et reste le débat sur l'enseignement privé. Les plus importantes manifestations de rue que la France aura connues en 1983 auront eu la querelle scolaire pour enjeu. Vastes rassemblements catholiques dans l'Ouest ou le Centre, vastes concentrations du Comité national d'action laïque : par dizaines de milliers, les parents, les maîtres et les élèves du privé ont défendu une liberté qu'ils pensaient menacée par la gauche, tandis qu'une partie de la gauche se dressait aux remparts de l'école publique...

Dire que la passion a dominé ce débat est peu dire. Chacun est resté sur la défensive face aux propositions de M. Savary qui, par leur caractère nuancé, ont pourtant commencé de séduire les modérés et les réalistes des deux bords.

La crainte des débordements aura été partout, et le pouvoir aura tenté, avec une prudence quasiment épiscopale, d'enclencher un règlement négocié de ce conflit ancestral. Finalement, en ce domaine, l'équité aura été respectée puisque les deux camps auront eu peur à tour de rôle et l'occasion de réveiller ses vieux démons. ■



# Le dieu dollar et les pointillés de la reprise

par PIERRE DROUIN

L'HOMME de l'année, c'est Hamilton. Il figure sur le billet de 10 dollars. Au dos, la fameuse formule : *« In God we trust »* (en Dieu nous mettons notre confiance). Dans le dieu dollar, en tout cas, la confiance est à son zénith. Coté à 6,60 F en janvier, il grimpe à 8,49 F en décembre! Un des plus beaux casse-tête proposés aux économistes qui en ont vu d'autres. Que le gouvernement des États-Unis fasse de la bonne ou de la mauvaise politique, son... baron Louis, qui s'appelle M. Volcker, président de la Réserve fédérale, lui fera toujours « de bonnes finances », c'est-à-dire de la bonne monnaie. On ne peut dire que l'économie américaine soit saine : le déficit de la balance commerciale bat tous les records en cette fin de 1983 (70 milliards de dollars) ; le déficit budgétaire est énorme : 200 milliards de dollars pour l'exercice en cours, le double de ce qui était prévu il y a un an! Malgré ces tares, le « billet vert » brille de tout son éclat. C'est que le malheur des uns fait le bonheur des autres : la forte tension Est-Ouest depuis l'affaire des euromissiles, les affrontements complexes et sanglants au Liban, la montée des périls en Amérique centrale, etc., poussent les porteurs de capitaux à chercher un refuge. Celui qu'offrent les États-Unis est particulièrement doré puisque les taux d'intérêt servis sont fort élevés, l'inflation contenue et le pouvoir de M. Reagan, fort.

Ce sont les pays pauvres qui ont été les plus atteints par la hausse du dollar du fait de leurs dettes. En outre, les importations indispensables ont coûté les yeux de la tête, alors que les exportations étaient plus difficiles du fait de la crise. Heureusement, malgré la somme astronomique de 700 milliards de dollars en dettes atteinte par le tiers-monde, l'Occident n'a pas fermé le robinet des prêts. Faute de quoi, le vent glacé de la récession aurait soufflé sur la planète. C'est l'histoire du gamin qui gagne tellement aux billes que ses partenaires n'en ont plus. Pour continuer à jouer, il faut bien qu'il leur en rende.

Cela dit, les billes sont rendues avec beaucoup plus de parcimonie et, surtout, le Fonds monétaire international, statue du Commandeur, veille au redressement rapide des pays les plus endettés. Sa manière est parfois fort rude. Malgré cela, le Brésil n'a pas réussi à contenir son inflation, et la misère, apportée par la sécheresse du Nordeste, a suscité des explosions dans certaines villes, où l'on a vu des groupes faméliques attaquer des supermarchés pour trouver quelque nourriture. Fait préfiguratif.

Il faut savoir en tout cas qu'il devient ridicule de parler de pays en voie de développement pour nombre de nations du tiers-monde, car c'est le contraire qui se passe. Le fossé ne cesse de se creuser avec l'Occident. Malgré cette dérive, le dialogue Nord-Sud n'existe pratiquement plus, et le pays le plus riche du monde a refusé d'aligner son aide aux plus pauvres sur les propositions des autres membres de l'Agence internationale du développement. Son « aumône » sera limitée à 750 millions de dollars par an.

Ce sinistre paysage ne s'éclairera que si la reprise internationale se confirme, les pays du tiers-monde pouvant alors vendre davantage à l'Occident. La locomotive des Etats-Unis a commencé de rouler à bonne allure, et déjà des experts en sont à craindre la surchauffe. Il est vrai que la vigueur de la croissance persiste — après une longue attente. Elle devrait approcher 3,5 % cette année, et l'on prévoit un taux de 4,5 %, voire plus, pour 1984. Le Canada, lui, est déjà sur la lancée de... 7 %.

## Une heureuse contagion

Les pays d'Europe qui ont suffisamment purgé leur économie commencent à ressentir une bienheureuse contagion. L'Allemagne de l'Ouest est en train de surmonter la plus importante phase de récession de son histoire d'après guerre. Après l'encéphalogramme presque plat de 1983, la plupart des experts s'attendent à une croissance de 2 % à 2,5 % pour 1984, l'inflation se situant autour de 3 %.

Le Royaume-Uni, qui était il n'y a pas si longtemps « l'homme malade » de l'Europe, a retrouvé des couleurs. La croissance devrait se situer entre 2 % et 4 % en 1984. La hausse des prix est inférieure maintenant à 5 %, la livre se tient bien sur le marché des changes, grâce au pétrole de la mer du Nord.

Mais, qu'il s'agisse de l'Allemagne de l'Ouest ou de la Grande-Bretagne, un point d'interrogation demeure : où en sera le chômage l'an prochain ? Il est toujours très sévère en Angleterre avec près de trois millions de sans-emploi, et se situe à deux millions deux cent mille personnes en Allemagne fédérale. Aux Etats-Unis, il a commencé de baisser, mais si, comme il est à prévoir, il suit la même tendance en République fédérale et en Grande-Bretagne, ce sera avec lenteur. La création de richesses chasse moins vite le chômage qu'auparavant. Ce n'est pas tellement une affaire de robots. De plus en plus de gens veulent travailler dans le circuit de l'économie marchande.

Et la France ? Cette reprise en pointillés qui s'affirme en Europe, après celle des Etats-Unis, apparaît d'une très grande discrétion, parce que l'effort de mise en condition pour un nouveau départ n'est pas terminé. 1983 restera dans les annales de l'histoire économique de notre pays comme l'année du grand virage. Le 21 mars, le franc est dévalué — pour la troisième fois en dix-huit mois, — et, quelques jours plus tard, des mesures d'austérité sont annoncées pour accompagner ce nouveau rajustement de notre monnaie : réduction des allocations de devises pour les touristes à l'étranger (mais le carnet de change a été supprimé le 20 décembre) ; diminution de 20 milliards du déficit budgétaire ; prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982 ; emprunt obligatoire sur trois ans correspondant à 10 % de l'impôt sur le revenu.

## Rigueur, rigueur...

La politique de rigueur suit son cours, implacablement, dans le courant de l'année 1983 : le 29 juin, faute d'un accord patronat-syndicats, le gouvernement augmente de 1 % (0,6 % pour les employeurs et 0,4 % pour les salariés) le taux des cotisations de l'assurance-chômage, et, le 21 septembre, le conseil des ministres décide que la progression des dépenses publiques sera limitée à 6,3 % dans le budget pour 1984.

Malgré ce tour de vis, l'inflation n'est pas contenue autant que l'aurait souhaité M. Jacques Delors : l'objectif de 8 % ne peut être atteint, et c'est vers plus de 9 % que l'on tend. Le plus grave n'est pas, au reste, dans ce pourcentage absolu de hausse du coût de la vie, mais dans la différence avec celle des principaux pays industriels, qui s'est aggravée en 1983. Autre danger : les syndicats, unanimes dans la défense du pouvoir d'achat depuis que F.O. a devancé la C.F.D.T. aux élections de la Sécurité sociale en octobre, ne se manifesteront-ils pas bruyamment si le coût de la vie continue à monter trop vite ?

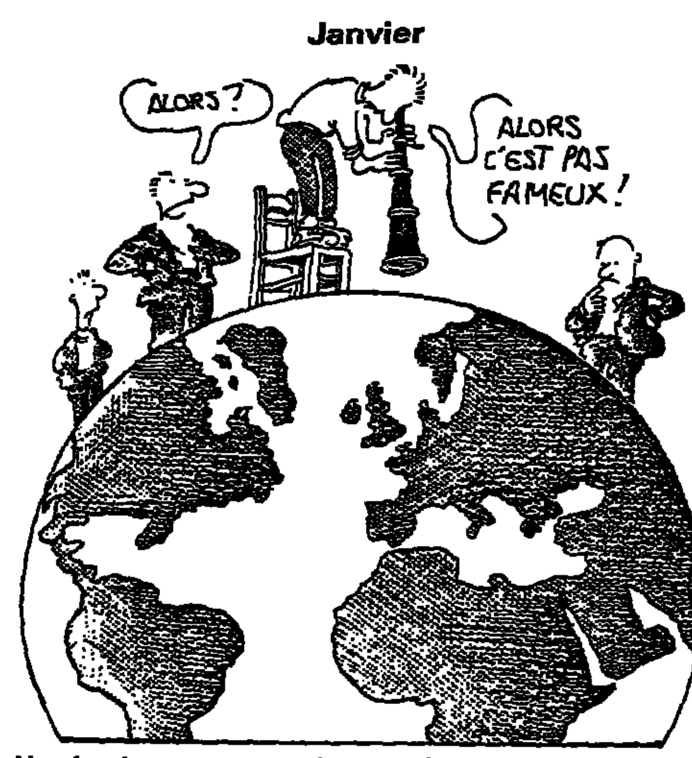
En revanche, le chômage s'est maintenu aux environs des deux millions de sans-emploi, résultat meilleur que chez nos voisins, obtenu, il est vrai, plus par des mesures « sociales » (contrats formation pour les jeunes, préretraites, retraite à soixante ans, etc.) que par une stimulation économique. Mieux, le succès, incontestable lui, de l'année 1983 est le rétablissement du commerce extérieur. Le chiffre exécrable du déficit de 1982 (92 milliards de francs) sera sans doute ramené à un peu plus de 40 milliards en 1983, et la plupart des instituts de conjoncture parient pour 15 milliards ou même moins en 1984. Quant à la Bourse, elle n'a jamais connu une telle euphorie : une hausse moyenne de 50 % des titres cotés !

*Ces résultats contrastés prouvent une chose* : la politique d'austérité commence à porter ses fruits, mais il est impossible de relâcher maintenant l'effort si l'on veut que la France soit dans la course de la reprise, celle de ces planches à voiles multicolores que Jacques Delors a lancées sur les écrans et sur les pages des magazines pour inviter les Français à considérer la haute mer de l'inflation comme une zone dangereuse. ■

Le Monde

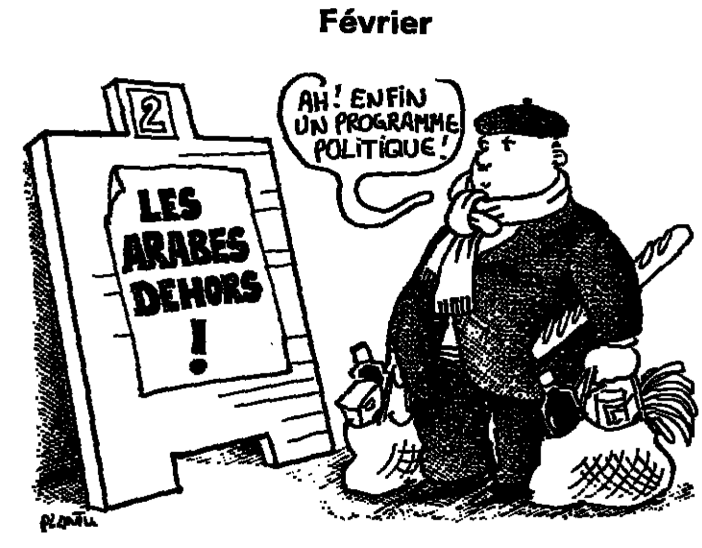
## LES COUPS DE GONG DE 1983 PAR PLANTU

### Janvier



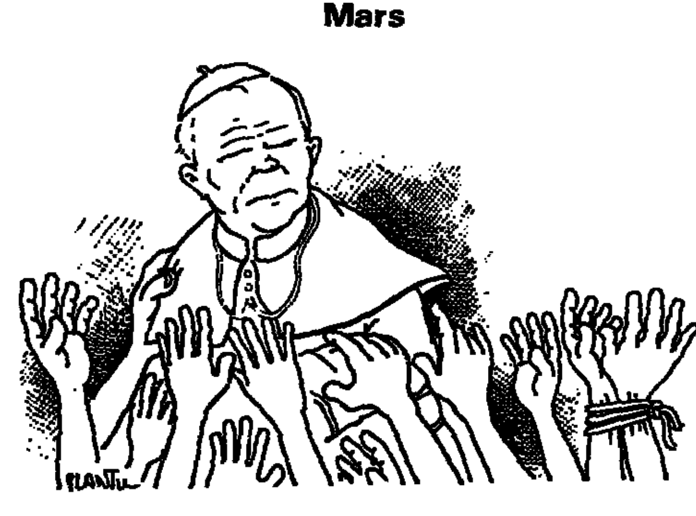

L'année qui commence ressemble un peu à la précédente.

### Février




France : la campagne des municipales met l'accent sur la présence en France des travailleurs immigrés.

### Mars



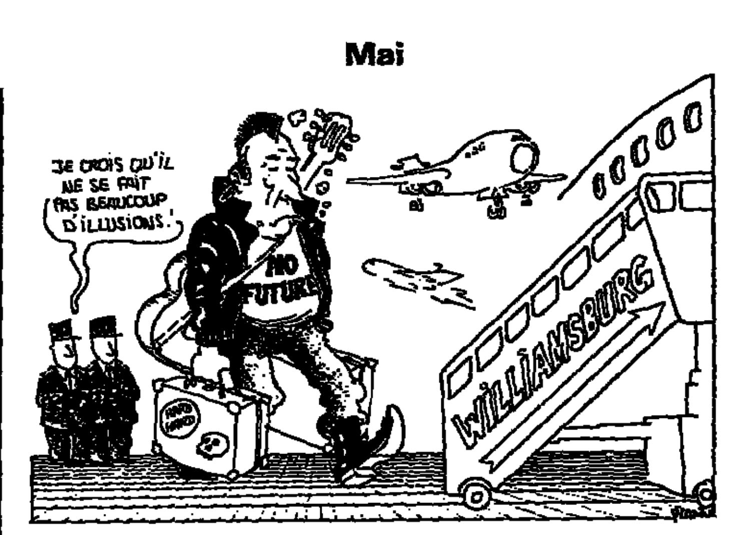
Vatican. Amérique centrale. Jean-Paul II se rend dans sept Etats d'Amérique centrale et en Haïti.

### Avril



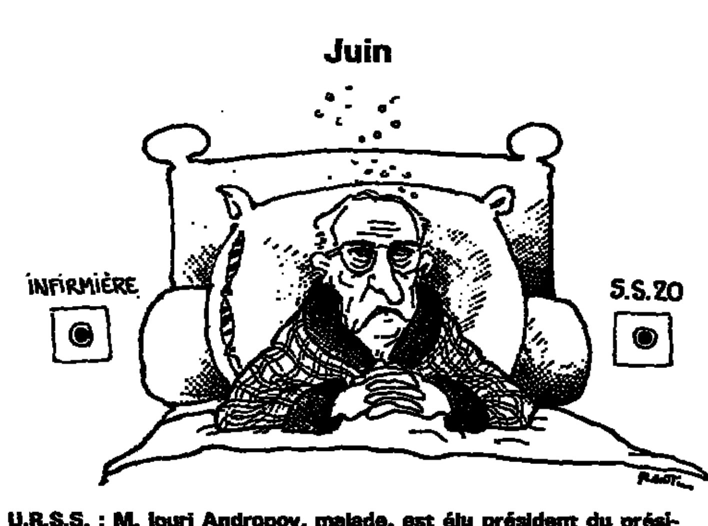

Pologne. Lech Walesa rencontre secrètement les membres de la direction clandestine de Solidarité et subit des interrogatoires policiers.

### Mai




Williamsburg. Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principales démocraties industrielles se réunissent aux Etats-Unis à Williamsburg.

### Juin



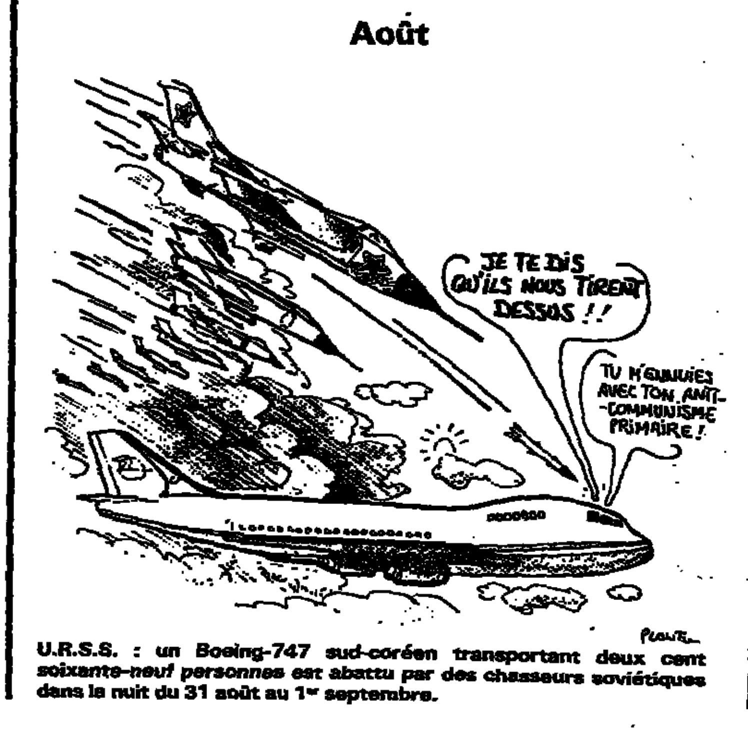

U.R.S.S. : M. Iouri Andropov, malade, est élu président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'Etat.

### Juillet




Chili. Après l'arrestation des dirigeants de la démocratie chrétienne et d'un dirigeant syndical, la troisième « journée de protestation nationale » prend un tour de plus en plus politique.

### Août




U.R.S.S. : un *Boeing-747* sud-coréen transportant deux cent *soixante-neuf personnes* est abattu par des chasseurs soviétiques dans la nuit du 31 août au 1er septembre.

### Septembre




Liban. *Reprise de la guerre à Beyrouth et dans la montagne du Chouf.*

### Octobre




E.-U.-la Grenade. Les troupes des Etats-Unis, assistées de quelques soldats venant des îles anglophones des Caraïbes, débarquent à la Grenade.

### Novembre



Afrique : la sécheresse qui ravage surtout le Sahel *devrait durer* plusieurs années.

### Décembre




La Saint-Sylvestre, le réveillon, les vœux...



